JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement:

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE

Education spécialisée (publication du décret relatif au statut des professeurs techniques des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles).

44232. — 18 février 1978. — M. Besson appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le retard dans la parution du décret relatif au statut des professeurs techniques des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national de jeunes aveugles de Paris. Il considère que les positions du ministre de la santé, d'accord avec la fédération de l'éducation nationale, doivent être retenues dans l'arbitrage à rendre. Il lui demande si telle est son intention et sous quel délai le décret en cause pourrait paraître.

Sécurité sociale

(fonctionnement des centres de paiement des caisses Maladie).

44261. — 18 février 1978. — M. Houël attire l'attention de M. le Premier ministre sur les conséquences « désastreuses » au niveau de l'accueil du public, du traitement des dossiers, du manque de moyens et de personnel dans les centres de paiement des caisses Maladie. Il lui rappelle que le problème est particulièrement préoccupant dans les centres de : Oullins, Givors, Vaise, Duchère, Neuville, Cours-de-Verdun, Jean-Macé, Declins, Saint-Priest, Vénissieux, etc., où les personnels se sont vus contraints de faire un mouvement de grève. Il lui expose les principales revendications de ces personnels, à savoir : augmentation des

effectifs, amélioration des conditions de travail, règlement des problèmes de la centralisation de l'informatique, revenir sur les mutations imposées arbitrairement par cette « centralisation », réduction progressive du temps de travail, etc. Il lui précise que les problèmes qui sont importants actuellement au niveau des caisses semblent découler de la mise en place du projet d'organisation du travail établi par la direction de la CPCAM et qui vise essentiellement à séparer l'accueil du public du traitement des dossiers. Cela signifie pour le personnel : instabilité du lieu de travail, déqualification professionnelle, etc. et par voie de conséquence accueil du public ne pouvant répondre à la demande. Il lui demande donc de faire en sorte que le premier projet d'organisation abandonné en raison de son « coût » puisse être repris dans ses points positifs ; quelles dispositions urgentes il entend prendre afin d'assurer : un accueil décent du public, des conditions de travail normales pour le personnel, un traitement des dossiers en rapport avec les besoins, des points d'accueil permettant ainsi de faciliter les opérations avec les caisses.

*Industrie alimentaire et agricole
(menace de licenciements à la biscuiterie Phydor à Paris (19')).*

44265. — 18 février 1978. — M. Fiszbín attire l'attention de M. le Premier ministre sur la très grave menace pesant sur l'emploi des 436 salariés de la biscuiterie Phydor, dans le 19^e arrondissement de Paris. Il est en effet question à la suite du décès du patron et des difficultés financières que sa disparition a fait surgir — notamment un retard dans le paiement des salaires en novembre et décembre 1977 — de prononcer dans les tous prochains jours le licenciement collectif de tout le personnel. Des informations qui lui sont parvenues, il ressortirait qu'une offre de rachat serait présentée par une société, mais que la décision de cette dernière serait conditionnée par une aide financière des pouvoirs publics. Au cas où cette aide lui serait accordée, ladite société envisagerait de ne conserver que la moitié seulement du personnel actuel. Il semble donc qu'on se trouve en face d'une situation dans laquelle plusieurs centaines de licenciements se préparent dans des délais extrêmement rapprochés. Au moment où le chômage atteint des niveaux sans précédent, où les emplois industriels sont en voie de liquidation dans la capitale, il serait absolument impensable que le Gouvernement n'assume pas ses responsabilités en prenant toutes les mesures qui s'imposent afin de maintenir l'activité de l'entreprise et l'emploi de tous ses travailleurs. Il lui demande donc de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet et de bien vouloir les lui faire connaître.

*Emploi (reclassement d'auxiliaires
des PTT licenciés à Fontenay-le-Comte (Vendée)).*

44308. — 18 février 1978. — M. Lucas fait part à M. le Premier ministre que dix-huit licenciements d'auxiliaires ont eu lieu le 1^{er} décembre 1977 à Fontenay-le-Comte-CPE (Vendée), alors que le maintien de vingt-deux emplois serait nécessaire à une bonne qualité du service compte tenu de l'accroissement important des abonnés au téléphone dans ce secteur. C'est pourquoi M. Lucas demande à M. le Premier ministre les mesures qu'il compte prendre pour le réemploi de ces auxiliaires.

*Communautés européennes (position du Gouvernement français sur
le projet de construction à Luxembourg d'un centre administratif
et législatif dénommé Centre 300).*

44322. — 18 février 1978. — M. Krieg serait heureux que M. le Premier ministre lui fasse savoir si le Gouvernement français cautionne le projet du Gouvernement luxembourgeois de construire un centre administratif et législatif à Luxembourg-Kirchberg connu sous le nom de Centre 300 pour assurer le fonctionnement de l'assemblée européenne qui doit en 1979, en principe, être élue au suffrage universel et direct. N'estime-t-il pas que cette initiative est en violation avec la décision des gouvernements des Etats membres en date du 8 avril 1965 selon laquelle « toute décision concernant le siège des institutions ayant des conséquences de droit ou de fait sur les lieux de travail de l'assemblée européenne relève de la compétence exclusive des Etats membres ». Il serait heureux de savoir quelle mesure entend prendre le Gouvernement français à l'égard de la décision du Gouvernement luxembourgeois qui de facto préjuge du lieu du siège. En effet, si ce projet devait être mené à bien, seul le Luxembourg remplira en 1979 les conditions nécessaires à un bon fonctionnement de l'assemblée européenne élue, à savoir : secrétariat, hémicycle, mass média, etc. A l'heure actuelle le nombre de sessions à Strasbourg et Luxembourg est identique alors que ne devaient en principe avoir lieu à Luxem-

bourg que des sessions « de courte durée (deux jours) exceptionnelles et inspirées par des nécessités contraignantes ». Il convient en conséquence de savoir comment le Gouvernement français compte réagir, étant mis devant une politique du fait accompli, contre le glissement progressif et continu qui s'effectue en faveur de Luxembourg au détriment de Strasbourg afin que soit assuré le maintien du *statu quo* initial entre ces deux villes.

*Elections (modalités de l'inscription des Français de l'étranger
sur les listes électorales).*

44353. — 18 février 1978. — M. Mitterrand, informé par une lettre des services de l'Assemblée nationale en date du 28 janvier 1978 que « le ministre compétent » avait « besoin d'un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de sa réponse » à la question écrite n° 41349, posée le 7 janvier 1978, sur « la fraude organisée autour de l'inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales des communes de plus de 30 000 habitants », demande à M. le Premier ministre s'il considère ou non comme des éléments suffisants pour conduire son enquête : 1° la lettre du Président de la République du 5 septembre 1977, tirée à un million d'exemplaires, avec reproduction de signature autographe, adressée aux électeurs résidant hors de France, diffusée et distribuée par les services diplomatiques et consulaires ; 2° la lettre type soumise à la signature des ambassadeurs — dont ce n'est pas la compétence — et des consuls, tirée également à un million d'exemplaires à destination des mêmes Français de l'étranger ; 3° une circulaire n° 871 du 25 novembre 1977, émanant du bureau des élections du quai d'Orsay et destinée à « tous postes diplomatiques et consulaires » sur « le mode d'acheminement des demandes d'inscription sur une liste électorale en France ; 4° une circulaire n° 880 du 29 novembre, soit quatre jours après le texte précité et se substituant aux instructions précédentes, par M. Ulrich, directeur du cabinet, adressée à « tous postes diplomatiques » afin « d'inciter nos compatriotes à participer plus activement à la vie politique du pays », « de remédier aux nombreuses difficultés pratiques signalées », « d'assurer la rapidité et la sécurité de l'acheminement des demandes d'inscription », d'envoyer ces demandes par la valise diplomatique « aussi systématiquement que possible », de « prévoir l'expédition de valises non accompagnées supplémentaires compte tenu des besoins, compte tenu notamment de la nécessité pour les demandes d'inscription de parvenir dans les mairies avant le 31 décembre », de « communiquer à la direction des conventions administratives et des affaires consulaires au plus tard pour le 5 décembre, un premier bilan des réactions qu'ils ont « pu enregistrer parmi nos ressortissants à la suite de la diffusion des lettres que M. le Président de la République et vous-mêmes (ambassadeurs et consuls) leur avez adressées », « de tenir informé le département au fur et à mesure que les choses seront amenées à se préciser », « de donner toutes instructions nécessaires pour la mise en œuvre... de l'ensemble de ces dispositions ». Afin de compléter et d'éclaircir ces informations, il souhaite apprendre de M. le Premier ministre : s'il est exact qu'une vingtaine d'ambassadeurs représentant la France dans les pays où résident le plus grand nombre de Français aient été réunis fin septembre au Quai d'Orsay sous la présidence, d'abord de M. le ministre des affaires étrangères, puis de M. Taittinger, alors secrétaire d'Etat, en présence de M. le ministre de l'intérieur puis de hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur, ainsi que de M. Paul d'Ornano, coprésident du « Rassemblement des Français de l'étranger », association créée le 27 juin 1977 en vue de répartir les inscriptions et les procurations de nos compatriotes entre les partis de la majorité sortante, s'il est exact qu'au cours de cette réunion M. le ministre de l'intérieur ait invité les personnalités présentes à mobiliser les Français de l'étranger pour assurer le succès des mêmes formations politiques ; s'il peut confirmer l'authenticité des télégrammes n° 1018, 1047-48 et 1070 de l'ambassadeur de France au Gabon et publiés par la presse, annonçant la remise directe par porteurs au « Rassemblement des Français de l'étranger » de certaines procurations en blanc ; s'il peut démentir à cet égard, preuve faite de l'authenticité des documents en cause, que ces irrégularités aient eu pour objet de peser sur le résultat des élections dans les circonscriptions suivantes : 1^{re} circonscription de la Dordogne, 8^e et 25^e circonscriptions de Paris, 2^e circonscription de l'Aube, 1^{re} circonscription de la Haute-Garonne, le candidat devant bénéficier des mêmes procédures dans la 1^{re} circonscription de Cher les ayant à la dernière minute annulées ; s'il peut affirmer, à l'instar de M. le ministre des affaires étrangères, qu'il n'existe pas d'autres cas suspects, notamment au Mexique et en Autriche ; s'il peut assurer que les demandes d'inscription ayant transité par le service de la valise diplomatique n'ont pas été communiquées sous forme de photocopies au ministère de l'intérieur, que rien pourtant ne désigne pour exercer un tel contrôle ; s'il peut lui indiquer sur quel chapitre du budget de quelle administration ont été imputées les dépenses afférentes au tirage et à l'envoi des lettres-circulaires citées plus haut. M. Mitterrand demande enfin à M. le Premier ministre s'il n'estime pas nécessaire de rendre publics le rapport de l'inspection générale du ministère des affaires étrangères ainsi

que le résultat des diverses enquêtes diligentées en cette matière, et urgent de mettre au clair une affligeante affaire où risque de se trouver engagée la responsabilité morale, politique et pénale des personnes qui, dans le cadre de leurs fonctions, se seraient rendues coupables d'agissements frauduleux, sans omettre le grave dommage causé à la réputation de l'Etat et particulièrement d'une administration — celle du Quai d'Orsay — attachée à ses devoirs et dont on peut penser qu'elle juge elle-même sévèrement l'utilisation qu'on a voulu faire de son autorité.

*Impôt sur le revenu
(régime fiscal applicable à un éleveur de poulets).*

44359. — 18 février 1978. — **M. Gau** expose à **M. le Premier ministre** la situation d'un exploitant agricole qui, entre autres activités, pratique celle de l'élevage de poulets. Il a pour cela signé un contrat avec une société qui lui fournit à titre gratuit les poulets et les aliments nécessaires. Sa rémunération est calculée en fonction d'un indice de consommation fonction du rapport entre le poids des poulets et la quantité d'aliments consommée. Cet exploitant, qui jusqu'à présent facturait la taxe à la valeur ajoutée à laquelle est soumis le travail à façon d'un éleveur, qui n'est pas propriétaire des animaux et qui par ailleurs était soumis au régime d'imposition du bénéfice forfaitaire agricole, voit sa situation remise en cause par les services fiscaux. Il lui demande si ce n'est pas à tort que ces derniers considèrent cet exploitant comme étant un travailleur à domicile, ce qui l'exclut du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée. Il souhaiterait également savoir quelle est la nature du bénéfice réalisé et connaître le régime d'imposition d'un exploitant qui pratique l'élevage dans les conditions définies ci-dessus.

ECONOMIE ET FINANCES

Vignette automobile (taxation pour les titulaires de la carte d'invalidité portant la mention Station debout pénible).

44228. — 18 février 1978. — **M. Denvers** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** de lui indiquer les raisons qui s'opposent à la remise gratuite de la vignette auto à une personne titulaire de la carte d'invalidité portant la mention Station debout pénible et qui a acheté son véhicule automobile selon la formule location-vente dite leasing.

*Impôt sur le revenu
(modalités de calcul du bénéfice agricole des viticulteurs).*

44240. — 18 février 1978. — **M. Voisin** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que jusqu'à cette année le bénéfice agricole des viticulteurs était calculé sur les cours des ventes en gros. L'administration centrale a décidé de retenir dans l'évaluation un bénéfice supplémentaire par bouteille. Ce bénéfice supplémentaire serait pris en compte par les services fiscaux à partir d'un seuil de 2 000 bouteilles. Cette nouvelle imposition va à l'encontre des mesures annoncées par le Premier ministre et elle motive à juste titre la réprobation de l'ensemble de la viticulture et des organisations agricoles. En conséquence, il lui demande de revoir très rapidement cette mesure, d'en envisager la suppression ou, en tout cas, d'en porter le seuil au minimum à 5 000 bouteilles.

*Amortissements
(contribuable exerçant dans un appartement où il habite).*

44243. — 18 février 1978. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** si un contribuable exerçant dans un appartement où il habite est obligé de pratiquer des amortissements sur les pièces professionnelles de cet appartement. Peut-il laisser ces locaux professionnels dans le patrimoine particulier au lieu de les considérer comme des investissements professionnels et ne pas les amortir.

Testaments (soumission au même taux des testaments-partages et du testament par lequel un père ou une mère a réparti ses biens entre ses enfants).

44251. — 18 février 1978. — **Mme de Hauteclocque** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'aux termes de l'article 848 du code général des impôts les testaments sont enregistrés au droit fixe. Ce principe général est appliqué même si le testament n'a pas pour objet d'opérer un transfert de propriété, mais de répartir

la fortune du testateur. Cependant, si les bénéficiaires du testament sont des descendants directs du testateur, le versement d'un droit proportionnel beaucoup plus élevé est exigé. Une telle disparité de traitement est contraire au bon sens et à l'équité. Les raisons fournies pour tenter de la justifier sont artificielles et tendancieuses. L'affirmation selon laquelle un partage testamentaire ne peut être fait que par un ascendant au profit de ses descendants est inexacte. La loi n'interdit pas à une personne sans postérité de disposer de ses biens et rédiger un testament afin de les distribuer à des légataires de son choix. Quand ceux-ci sont des héritiers du testateur (ascendants, frères, neveux, cousins, etc.), ce qui est un cas fréquent, le testament a pour seul objet de procéder à un partage, car en l'absence d'un testament les intéressés auraient recueilli la succession de leur parent conformément aux dispositions de l'article 721 du code civil. Il constitue donc un partage testamentaire. Cet acte étant enregistré au droit fixe, on ne peut pas trouver de motif valable pour percevoir un droit proportionnel lorsque la distribution effectuée par le testateur concerne les descendants de ce dernier. L'administration persiste à nier l'évidence en refusant d'admettre qu'un testament contenant des legs de biens déterminés produit les effets d'un partage quelque que soient les bénéficiaires desdits legs. La situation ainsi créée est intolérable. Elle lui demande de prendre des mesures afin de rendre impossible une augmentation considérable des frais d'enregistrement quand le testament présenté à la formalité a été fait par un père ou une mère en faveur de ses enfants.

Médecins (régime fiscal applicable à une société de fait constituée par trois radiologues).

44252. — 18 février 1978. — **M. Montagne** a l'honneur d'exposer à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que trois médecins radiologues attachés à un centre chirurgical ont constitué entre eux une société de fait qui fonctionne dans les conditions suivantes : chaque médecin assure une présence égale au tiers du temps d'ouverture du service de radiologie ; il avait été envisagé de créer entre eux une société civile de moyens, chacun percevant séparément ses honoraires et versant à la société le tiers des fonds nécessaires au paiement des dépenses communes qui auraient été engagées et payées par la société de moyens. Cette façon de procéder n'a pu être retenue pour les raisons suivantes : les actes de radiologie sont tarifés en fonction de leur nature et non en fonction du temps qui leur est consacré. Si bien que pour le même temps les honoraires peuvent varier considérablement suivant la nature de l'acte accompli. Un médecin peut ainsi percevoir des honoraires très différents dans leur montant de ceux perçus par un des deux autres, tout en consacrant le même temps au service de radiologie. Pour remédier à cette situation, ils ont décidé de regrouper tous les honoraires perçus, de prélever sur cette masse les fonds nécessaires au paiement des dépenses du service et de se partager le solde par parts égales. La société de fait souscrit une déclaration (régime de la déclaration contrôlée) faisant état en recettes de l'intégralité des honoraires des trois praticiens, et en dépenses de toutes les dépenses communes, le solde est partagé en trois et chaque médecin est imposé à l'IRPP sur le tiers qui lui est attribué. Il lui demande de quelle façon doit se calculer le montant du « groupe III » par chaque praticien et si la société de fait est passible de la taxe sur la valeur ajoutée.

Bénéfices industriels et commerciaux (taxation des plus-values réalisées par les contribuables dont les recettes n'excèdent pas les limites du forfait mais qui ont exercé leur activité durant moins de cinq ans).

44259. — 18 février 1978. — **M. Llogier** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que lorsqu'un contribuable soumis au régime du forfait ou dont le chiffre d'affaires n'excède pas les limites du forfait réalise soit en cours, soit en fin d'exploitation une plus-value, celle-ci est exonérée si son activité a été exercée à titre principal et durant au moins cinq ans. Par contre, dans le cas où l'activité a été exercée durant moins de cinq ans, la plus-value est taxable dans les conditions prévues par les articles 1^{er} à 9 de la loi du 19 juillet 1976. Ceci revient à dire que la plus-value dégagée par ces contribuables sera pratiquement imposée soit selon le régime des plus-values à court terme, c'est-à-dire pour son intégralité, soit selon le régime des plus-values à moyen terme c'est-à-dire après correction éventuelle de l'érosion monétaire. Dans les deux cas la plus-value réalisée sera imposée dans des conditions vraisemblablement beaucoup plus défavorables qu'une même plus-value réalisée par un contribuable soumis au régime normal d'imposition, qui au bout de deux ans bénéficie d'une imposition atténuée sur les plus-values à long terme au taux de 15 p. 100. Par ailleurs, en cas de création d'activité la plus-value est pratiquement imposée pour son

Intégralité puisque le contribuable ne peut faire application des coefficients d'érosion monétaire, alors que comme dans l'exemple précédent un contribuable placé dans la même position au régime normal d'imposition bénéficie d'une taxation atténuée au taux de 15 p. 100 après deux ans d'activité. Cette partie du nouveau régime fiscal des plus-values paraît donc être défavorable pour les petits redevables qui cessent leur activité avant le délai de cinq ans. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de réduire de cinq à deux ans la notion de temps d'exploitation pour bénéficier de l'exonération des plus-values ou du moins d'admettre qu'après deux ans les plus-values de l'espèce pourraient être soumises au taux réduit de 15 p. 100 selon les modalités du régime réel normal d'imposition.

*Bénéfices non commerciaux
(caractère de paiement comptant des chèques).*

44260. — 18 février 1978. — M. Llogler rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, dans le régime d'imposition des bénéfices non commerciaux et selon les modalités de la déclaration contrôlée, il est prévu que les dépenses déductibles sont en principe celles qui ont été effectivement acquittées au cours de l'année considérée. Lors d'une récente vérification fiscale un contribuable s'est vu notifier une proposition de redressement par laquelle l'inspecteur rejetait un certain nombre de dépenses réglées par le contribuable par chèques bancaires au cours du mois de décembre, car ceux-ci n'avaient été débités par sa banque que lors des premiers mois de l'année suivante, au fur et à mesure de leur présentation par les bénéficiaires. L'argumentation du vérificateur repose sur les principes du droit cambial selon lesquels la remise d'un chèque en paiement n'entraîne pas novation et que seul l'encaissement effectif du chèque est libératoire. Si l'on admet ce raisonnement, il paraît en contradiction avec l'obligation faite au contribuable de tenir un livre-journal servi au jour le jour et présentant le détail des recettes et des dépenses professionnelles. En effet, dans cette hypothèse le contribuable devrait, pour pouvoir servir sur son livre-journal, attendre la présentation par les bénéficiaires des chèques qu'il leur a adressés et il perd par cette méthode le contrôle de sa propre situation bancaire journalière. De plus, ne doit-on pas considérer que les paiements par chèques sont un mode de paiement comptant qui emporte l'acquit immédiat des dettes concernées. Il lui demande de bien vouloir préciser dans quel sens il faut au cas particulier interpréter le terme de dépenses « acquittées ».

*Personnel de l'économie et des finances
(situation des receveurs auxiliaires des impôts).*

44283. — 18 février 1978. — M. Frêche appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation très préoccupante des receveurs auxiliaires des impôts. La réorganisation du réseau comptable de base entreprise par la direction générale des impôts a entraîné dans de nombreux cas la suppression des recettes auxiliaires des impôts tenues par des mutilés ou des veuves de guerre. Les graves problèmes posés par la suppression de ce service public dans les localités rurales a rendu nécessaire un aménagement des conditions d'emplois des personnels des recettes auxiliaires pour leur permettre de conserver leur activité mais leur a supprimé tous les avantages relatifs à leur conditions antérieures de salariés. En particulier, le système nouveau de rémunération aux points entraîne la perception d'un revenu égal dans certains cas au quart du minimum vieillesse. Il lui demande s'il estime que la réorganisation des services fiscaux doit se faire au prix d'injustices aussi criantes et quelles mesures il compte prendre pour rétablir dans leurs droits antérieurs les personnels des recettes auxiliaires des impôts.

*Centre national de la recherche scientifique
(situation des personnels ouvriers, sociaux et de cantines).*

44304. — 18 février 1978. — M. Vixet attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation dans laquelle se trouvent les personnels ouvriers, sociaux et de cantines du CNRS à la suite du décret du 24 août 1976 enregistré sous le numéro 76-841. Ce décret, qui intéresse ces professions, ne peut être appliqué car les mesures budgétaires (transformations d'emplois) accompagnant le décret, a conduit la direction du CNRS à ne pas nommer 60 p. 100 des agents reconnus aptes et à les mettre sur une liste d'attente. Il lui demande en conséquence ce qu'il compte faire pour que ce décret, portant sur la revalorisation du travail manuel dans la recherche scientifique, puisse être accompagné des mesures budgétaires permettant son application.

Fonctionnaires (inscription de la commune d'Argenteuil sur la liste des communes ouvrant droit au remboursement de frais de déplacement).

44311. — 18 février 1978. — M. Mondargent attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les termes du décret n° 66 619 du 10 août 1966 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain lorsqu'ils sont à la charge du budget de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés et particulièrement sur la liste des communes prévues à l'article 25 de ce même décret: au paragraphe d intitulé Villes de plus de 100 000 habitants, Argenteuil n'est pas mentionné, alors que cette commune comprend 103 125 habitants et s'étend sur 1 713 hectares. A noter qu'au paragraphe suivant intitulé Villes de moins de 100 000 habitants, quatre-vingts communes sont citées. En conséquence, il lui demande de bien vouloir inclure dans cette liste la ville d'Argenteuil qui, du fait de son étendue, crée de gros problèmes financiers aux personnels appelés à circuler chaque jour pour les besoins du service.

Baux commerciaux (coefficient applicable à leur renouvellement).

44330. — 18 février 1978. — M. Charles Bignon rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, lors du vote de la loi relative aux diverses dispositions en matière de prix, en décembre dernier, le Parlement a adopté un article additionnel présenté par M. Jean Briane fixant le coefficient applicable au renouvellement des baux commerciaux. L'exposé sommaire de cet article additionnel indique bien que l'augmentation des loyers ne peut excéder le coefficient 2,25 en application du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, sauf, bien entendu, si la valeur locative réelle est inférieure. Néanmoins, la rédaction de l'article additionnel peut laisser croire que le coefficient 2,25 est impératif. Il lui demande de préciser que les instructions sont données pour que l'application du décret de 1953 et de l'article additionnel indique bien que, d'une part, la valeur locative et, d'autre part, le coefficient fixé par voie législative ne sont que des plafonds et que les propriétaires peuvent naturellement tenir compte de la situation réelle de leur locataire commercial et de ses capacités contributives. Il insiste enfin sur la nécessité pour le Gouvernement de préparer une législation mieux adaptée de manière à fixer de nouveaux rapports entre les bailleurs et les locataires soumis à statut commercial.

Impôt sur le revenu (erreurs commises au détriment d'un chaudronnier-serrurier pendant une période forfaitaire au titre des immobilisations et reprises pendant les périodes soumises au bénéfice réel).

44332. — 18 février 1978. — M. de Gastines expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'un chaudronnier-serrurier exerçant en entreprise individuelle était au régime du forfait jusqu'au 31 décembre 1973. Au cours de l'année 1969, une erreur a été commise dans la présentation du tableau d'amortissement. Au lieu de retenir la valeur hors taxe de l'immobilisation, il a été pris le montant hors taxe diminué de la TVA d'où une diminution de la base d'amortissement. Lors de son passage au régime du bénéfice réel simplifié le 1^{er} janvier 1974, le bilan de départ a repris cette base erronée. L'administration au cours d'un contrôle récent s'est aperçue de cette erreur et l'a réintégré dans les bénéfices imposables de la première année soumise au bénéfice réel. Malgré une réclamation, l'administration fiscale maintient le redressement, ce qui a pour conséquences de pénaliser l'intéressé à double titre: d'une part, il n'a pu comptabiliser des amortissements suffisants; d'autre part, il est imposé sur un bénéfice sans existence réelle. Il lui demande quel est son point de vue au sujet de cette affaire et, d'une manière générale, il souhaiterait savoir sa position en ce qui concerne les erreurs matérielles commises pendant une période forfaitaire au titre des immobilisations et reprises pendant des périodes soumises au bénéfice réel. Ces erreurs peuvent-elles faire l'objet d'un redressement.

*Consommation (ignifugation des fibres textiles
utilisées dans l'habillement).*

44339. — 18 février 1978. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le problème de l'inflammabilité des vêtements. Dans certains pays étrangers, des réglementations spécifiques existent: en Grande-Bretagne (pour les chemises de nuit), aux Etats-Unis (pour les vêtements de nuit pour enfants). L'application de cette dernière législation a d'ailleurs

posé de graves problèmes puisque l'un des ignifugeants les plus utilisés (le phosphate de Tris) a dû être interdit au printemps dernier parce que cancérigène. En revanche, il n'existe en France aucune obligation légale pour les fabricants de traiter les textiles destinés à certaines pièces d'habillement ou d'utiliser des fibres synthétiques peu inflammables. En conséquence, il lui demande : 1° si ses services envisagent de proposer une telle réglementation ; 2° si le phosphate de Tris est utilisé en France.

Successions (fiscalité applicable à un cas d'indivision).

44340. — 18 février 1978. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas d'un frère F et d'une sœur S qui avaient recueilli un terrain, indivisément et chacun pour moitié, dans la succession de leurs parents décédés en 1926. Le frère F est décédé en 1949 laissant pour héritiers ses deux enfants F1 et F2. La sœur est décédée en 1970 laissant pour héritiers ses deux enfants S1 et S2. Etant toujours, dans l'indivision, F1 et F2 et S1 et S2 procèdent aujourd'hui à un partage aux termes duquel le terrain est attribué à F1, à charge par ce dernier de verser une somme aux trois autres copartageants F2, S1 et S2. L'attributaire vendra ultérieurement le terrain. Il lui demande de bien vouloir préciser, d'une part, si le partage dégage une plus-value imposable, d'autre part, à partir de quelle date et pour quelle valeur d'acquisition la plus-value réalisée sur la vente du terrain sera calculée.

Impôt sur le revenu (limitation à 5 000 francs par foyer de l'abattement de 10 p. 100 sur le montant des pensions de retraite).

44343. — 18 février 1978. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 3 sur la loi de finances de 1978 prévoit un abattement de 10 p. 100 sur le montant des pensions de retraites qui, pour l'imposition des revenus de 1977, ne peut excéder 5 000 francs. Les formules de déclaration de revenus de l'administration des finances prévoit que cet abattement ne peut excéder 5 000 francs par foyer. Le parlementaire susvisé demande les raisons pour lesquelles cet abattement est prévu ainsi par foyer alors que rien dans la loi ne précise que cet abattement doit être limité au foyer.

Impôt sur le revenu (augmentation du quotient familial pour les enfants âgés de plus de dix ans).

44345. — 18 février 1978. — **M. Kerveguen** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** s'il n'envisage pas de modifier le calcul de l'impôt et l'attribution des parts familiales en tenant compte de la réalité des charges financières des ménages. Il signale que les frais relatifs à l'éducation, l'habillement, le transport, etc., d'un enfant de plus de dix ans sont équivalents à ceux d'un adulte et doivent en conséquence être traités de la même façon. Il demande qu'un enfant de cet âge puisse figurer dans la déclaration de revenus pour une part entière et non plus pour une demi-part.

Commerce de détail (détermination des marges des détaillants en chaussures).

44346. 18 février 1978. — **M. Bonhomme** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les détaillants en chaussures connaissent des difficultés qui résultent de l'application conjuguée du blocage des multiplicateurs pour cette seule profession et du blocage des marges brutes d'une année sur l'autre, pour l'ensemble du commerce de détail. En effet, en 1976, la fixation autoritaire du multiplicateur unique permettant de calculer les prix de vente et portant sur six mois ; a entraîné logiquement, pour beaucoup de commerces, une légère baisse des pourcentages de bénéfices bruts. En 1977, ce blocage a porté sur l'année entière et les pourcentages de marges brutes ont beaucoup baissé encore. Au cours de cette même année 1977, les circonstances économiques et climatiques ont été la cause d'une stabilité ou d'une augmentation minimale des chiffres d'affaires de cette profession et certainement une baisse du volume des articles vendus. L'augmentation des frais d'exploitation, en particulier des salaires, charges sociales, assurance maladie, cotisations de retraite, etc. n'a cessé de s'accroître entraînant ainsi une baisse importante du bénéfice net, donc du revenu du commerçant et par conséquent des difficultés de trésorerie toujours croissantes. A la suite d'interventions des représentants de cette profession M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat vient d'annoncer la suppression du coefficient multiplicateur à partir du

1^{er} février. Cette mesure permettra de mieux adapter les prix aux conditions du marché (clientèle, concurrence, mode, conditions d'achat, etc.) mais au niveau de la gestion financière, le maintien du blocage du taux de marge brute empêche toute possibilité d'une saine gestion dans le cas où, en 1978, l'expansion serait limitée ou stagnante et où les charges seraient en forte hausse, comme il faut s'y attendre. Pour pallier cet inconvénient, l'arrêté n° 77-139 relatif au régime des prix à la distribution du 22 décembre 1977 maintient le blocage des marges mais prévoit, entre autres que, « dans le cas où le dernier et l'avant-dernier exercice auraient été déficitaires, l'entreprise peut soit se référer à la marge du dernier exercice bénéficiaire, soit demander à faire connaître comme licite, une marge permettant de réaliser l'équilibre de son exploitation, dans un délai de six mois ». Si cette arrêté est interprété à la lettre, seules les entreprises en société dont le bénéfice net est souvent proche du déficit, peuvent demander son application. Il n'en est pas de même pour les commerces en nom personnel qui sont les plus nombreux et qui ne peuvent jamais être en déficit puisque le salaire de l'exploitant n'est pas une charge de l'entreprise. Il est probable que cette différence manifestement injuste résulte d'une omission ou d'une rédaction imprécise du texte et non d'une volonté délibérée. Il lui demande que les marges brutes de référence ne soient pas celles qui ressortent d'un exercice pendant une période de taxation ; que les entreprises en nom personnel qui auraient leur bénéfice net en baisse, sans pour autant être déficitaires au sens comptable, puissent demander, éventuellement, la reconnaissance d'une marge permettant de faire ressortir un bénéfice net normal et légitime puisqu'il s'agit de la juste rémunération du travail.

Vignette automobile (exonération de son paiement pour chaque handicapé d'une même famille).

44348. — 18 février 1978. — **M. Cressard** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'exonération du paiement de la vignette automobile est prévue entre autres au bénéfice de certains handicapés. Il rappelle à ce sujet son attention sur les conditions dans lesquelles cette exonération est accordée dans le cas d'un ménage dont les conjoints sont tous deux infirmes et qui utilisent chacun leur véhicule pour des raisons professionnelles. Alors que l'un et l'autre sont titulaires de la carte d'invalidité leur ouvrant droit à l'exonération en cause, celle-ci n'est accordée que pour un seul véhicule, c'est-à-dire ne peut concerner qu'une vignette par famille. Or, en dehors du cas relatif aux conjoints étant tous deux handicapés il existe également des familles dont deux ou plusieurs enfants sont infirmes et qui doivent avoir chacun recours, à ce titre, à un moyen de transport personnel. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il est de la plus élémentaire logique que l'exonération du paiement de la vignette automobile soit prévue au bénéfice de chaque handicapé remplissant les conditions y ouvrant droit, sans que cette mesure soit limitée à une seule possibilité par famille, et s'il n'entend pas donner toutes instructions utiles pour que cette mesure soit rendue applicable dans les meilleurs délais.

Impôt sur le revenu (quotient familial d'une veuve ayant adopté un enfant pupille de l'Etat).

44349. — 18 février 1978. — **M. Fanton** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'une personne assure l'entretien et la charge d'un enfant pupille de l'Etat depuis l'âge d'un an. Cet enfant n'était pas adoptable avant l'âge de vingt et un ans. La personne en cause recevait du service de l'action sanitaire et sociale, et en qualité de gardienne d'enfant, une somme de 350 à 400 francs par mois, somme déclarée par cet organisme. L'enfant titulaire de la carte d'invalidité délivrée en vertu de l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale, a été adopté dès sa vingt-et-unième année. Il lui demande, dans ce cas particulier, la situation au regard du quotient familial de la personne ayant adopté cet enfant et qui est veuve. Cette dernière a été imposée sur la base de deux parts et demie pendant la minorité de l'enfant mais ne bénéficie plus depuis la majorité de celui-ci que d'une part et demie, au prétexte que l'enfant n'était pas adopté ou recueilli avant l'âge de dix ans, l'administration fiscale considérant que l'enfant n'est pas à charge. Il souhaite également recevoir une réponse sur les points suivants : la mère adoptive peut-elle considérer cet enfant comme étant à sa charge, en ajoutant à ses revenus la somme versée par le service de l'action sanitaire et sociale ; au cas où l'enfant ne pourrait être considéré comme étant à sa charge, peut-elle déduire de ses ressources une certaine somme représentant le supplément des dépenses correspondant à l'entretien de l'enfant ; l'enfant étant majeur et adopté à 21 ans, peut-elle être considérée comme veuve avec

enfant majeur; au cas où aucune notification n'aurait été faite, les impositions supplémentaires déterminées compte tenu de la modification du quotient familial sont-elles à considérer comme ayant été régulièrement établies.

Impôt sur le revenu (quotient familial des contribuables divorcés).

44361. — 18 février 1978. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation des personnes veuves ou divorcées au regard de l'impôt sur le revenu. Avec un enfant à charge, la personne veuve a droit à 2,5 parts et la personne divorcée à 1,5 part. En l'occurrence, la personne veuve est assimilée à une personne mariée, la personne divorcée à une célibataire. Le fait d'accorder les mêmes avantages aux gens mariés ou veufs se justifie par la perte de revenus qu'occasionne le décès de l'un des conjoints. Dans le cas du divorce, si la perte de revenus n'a pas la même cause, elle a cependant souvent les mêmes effets, en raison notamment de la faiblesse fréquente des pensions alimentaires. Il lui demande en conséquence quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cet inconvénient.

Hypothèques (modalités de calcul des honoraires du notaire et du salaire du conservateur à la suite de la mainlevée des inscriptions et des formalités de radiation du bureau des hypothèques).

44365. — 18 février 1978. — M. Pierre Lagorce expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, depuis la réforme des bordereaux d'inscription hypothécaire réalisée en 1967, il arrive fréquemment qu'une inscription venant à expiration soit renouvelée, mais pour une somme inférieure, le prêt qu'elle garantissait initialement étant alors en partie amorti. Il lui demande, lorsqu'il est procédé par la suite à la mainlevée des inscriptions et aux formalités de radiation du bureau des hypothèques sur quelles sommes se calculent : 1° les honoraires du notaire; 2° le salaire du conservateur des hypothèques, étant entendu que l'acte de mainlevée doit obligatoirement viser les deux inscriptions pour aboutir à l'apurement complet de la situation hypothécaire, que la première inscription est en réalité caduque en tant qu'elle garantissait une somme non garantie par la deuxième inscription, que la responsabilité éventuelle tant du notaire que du conservateur des hypothèques est évidemment limitée à la somme restant effectivement garantie.

TVA (situation d'un étalagiste au regard de l'assujettissement à la TVA).

44373. — 18 février 1978. — M. Jean-Jacques Fouquefeu demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) si un étalagiste inscrit au répertoire des métiers est assujéti à la TVA.

Impôt sur le revenu (variations du coefficient applicable aux déclarations de chiffre d'affaires d'un redevable soumis au régime du réel simplifié).

44374. — 18 février 1978. — M. Fouquefeu expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas d'un redevable placé sous le régime du réel simplifié d'imposition qui, à l'examen de sa comptabilité, constate, début 1978, que le coefficient applicable en 1977 pour l'établissement des déclarations de chiffre d'affaires mensuelles s'avère nettement exagéré eu égard à une déduction de TVA plus importante que prévue en 1977. Il apparaît également certain qu'un crédit de TVA se dégagea dans la déclaration CA 12 de 1977 à souscrire au plus tard pour le 31 mars 1978 et dont il n'a pas reçu du service l'imprimé préétabli correspondant. Il lui demande : 1° si, avec l'accord du service, l'intéressé peut réduire le coefficient applicable aux déclarations de chiffre d'affaires de janvier et février 1978; 2° si, dans la même hypothèse, il aurait déjà pu rectifier courant 1977 le même pourcentage; 3° si, dans une situation inverse, le coefficient peut être spontanément augmenté en cours d'année par un redevable qui craint d'avoir à payer un trop lourd rappel de TVA lors de la liquidation définitive.

Impôt sur le revenu (aménagement des conditions d'imposition des travailleurs privés d'emploi).

44376. — 18 février 1978. — M. Bolo rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, par question écrite n° 40808 publiée au Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale du

24 septembre 1977, page 5617, il appelait son attention sur un aménagement des conditions d'imposition des travailleurs privés d'emploi. Plus de quatre mois et demi se sont écoulés depuis la publication de cette question qui est toujours sans réponse. Comme il souhaiterait très vivement connaître sa position sur les problèmes évoqués, il lui en renouvelle les termes en lui demandant une réponse la plus rapide possible. Il lui rappelle donc que les allocations de chômage se composent des allocations d'aide publique à la charge de l'Etat. Leur montant qui est fixé par décret est actuellement, pour les trois premiers mois, de 15 francs par jour, puis après le troisième mois de 13,80 francs par jour. La majoration pour conjoint ou personne à charge est de 6 francs par jour. Ces allocations de chômage sont entièrement exonérées de l'impôt sur le revenu; des allocations spéciales des Assedic imposables comme un salaire. Les allocations supplémentaires d'attente (ASA), accordées aux salariés licenciés pour motif économique pendant un an, sont également imposables. Seule la part de l'aide publique reste exonérée. De même la garantie de ressources accordée aux éléments de plus de soixante ans (ou préretraite), versée par les Assedic, comporte une part correspondant à l'allocation d'aide publique qui est exonérée sous certaines conditions et une fraction Assedic qui est imposable selon les règles prévues pour les pensions, c'est-à-dire sans déduction forfaitaire de 10 p. 100, uniquement avec application de l'abattement de 20 p. 100. Sans doute, depuis octobre 1975 des instructions ont-elles été données aux comptables publiques afin que les contribuables privés d'emploi puissent bénéficier, pour le paiement de leurs impôts, de conditions de paiement libérales. En vertu du même texte les intéressés peuvent solliciter des remises gracieuses. Il n'en demeure pas moins que ces mesures constituent un palliatif très insuffisant. Il est évident que les travailleurs privés d'emploi qui doivent avec leurs seules indemnités régler leurs impôts sur le revenu se trouvent dans des situations souvent dramatiques puisque si, dans le meilleur des cas (ASA), les allocations Assedic sont de 90 p. 100 du salaire, dans la plupart des cas, elles ne sont que de 35 ou 40,25 p. 100 du salaire. Ayant à faire face, avec ces ressources réduites, aux mêmes charges qu'autrefois, ils doivent en outre acquitter un impôt calculé sur leur dernière année d'activité professionnelle (ou éventuellement sur les 90 p. 100 de ressources de l'ASA). L'article 1° de la loi de finances rectificative pour 1976 (n° 76-978 du 29 octobre 1976) avait admis cette situation difficile en ce qui concerne le supplément d'imposition (dit impôt sécheresse) puisqu'il avait prévu que cette majoration n'était pas applicable aux contribuables dont les revenus de 1976 étaient inférieurs d'au moins un tiers à ceux de 1975 en raison de la perte de leur emploi ou d'un départ à la retraite. En ce qui concerne les départs à la retraite, le projet de loi de finances pour 1978 prévoit l'institution d'un abattement de 5 000 francs en faveur de ces contribuables. Il paraît logique et équitable que des dispositions du même ordre soient prises en faveur des travailleurs privés d'emploi. Il lui demande de bien vouloir envisager, avant la discussion du projet de budget pour 1978, un amendement du Gouvernement qui tiendrait compte de la suggestion qu'il vient de lui exposer.

FONCTION PUBLIQUE

Pensions de retraite civiles et militaires (validation des années d'activité dans un service public ou nationalisé considéré comme protégé par l'ennemi).

44317. — 18 février 1978. — M. Labbé s'étonne auprès de M. le Premier ministre (Fonction publique) de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 41594 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale du 21 octobre 1977 (p. 6449). Plus de trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle qu'aux termes de l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 ne peuvent prétendre à la qualité de réfractaires les personnes qui, pour se soustraire au service obligatoire du travail pendant la dernière guerre auraient réussi à se faire engager dans une administration, service public ou entreprise considérée comme protégée par l'ennemi et non soumise à la réquisition de main-d'œuvre. Cette disposition ôte aux fonctionnaires la possibilité de faire valider pour la retraite le temps passé dans un service public ou nationalisé pendant lequel ils ne sont pas soumis aux contraintes de l'ennemi. Il lui demande en conséquence, d'étudier la possibilité d'inclure ce temps d'activité dans la durée des services à prendre en considération pour la détermination des droits à la retraite.

Pensions de retraite civiles et militaires (conditions de bénéfice d'une pension de réversion pour le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire).

44324. — 18 février 1978. — **M. Oliviero** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'en application de l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1973 du 21 décembre 1973, le nouvel article 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite reconnaît un droit à pension de réversion au conjoint survivant d'une femme fonctionnaire. Toutefois peuvent seuls se prévaloir de ces nouvelles dispositions les veufs dont les droits se sont ouverts postérieurement à la promulgation de la loi. Cette dernière condition pénalise nombre de personnes souvent âgées et ne disposant que de ressources modestes. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour répondre aux préoccupations des intéressés.

RECHERCHE

Centre national de la recherche scientifique

(disparités du montant des primes selon les catégories de personnel).

44334. — 18 février 1978. — **M. Frêche** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Recherche)** sur le problème relatif à la disparité qui s'attache aux primes accordées aux personnels administratifs par rapport à celles des agents techniques du CNRS. Une distinction regrettable est faite entre ces deux catégories de personnel alors que rien ne semble le justifier. Il lui demande, en conséquence, si des mesures sont envisagées par l'administration pour supprimer cette distinction qui, dans les faits, ne peut que nuire à la bonne marche de ce service.

AFFAIRES ETRANGERES

Enseignants (réunion de la sous-commission interministérielle de l'enseignement supérieur à l'étranger).

44281. — 18 février 1978. — **M. Odru** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que les personnels enseignants non fonctionnaires servant hors de France dans les enseignements supérieurs, candidats à l'intégration dans un corps de fonctionnaires de l'enseignement supérieur, se voient retourner, par les services du ministère des universités, leurs dossiers déposés dans ce but, sans qu'ils aient été examinés par la sous-commission interministérielle de l'enseignement supérieur à l'étranger. Il apparaît en effet que cette sous-commission n'a pas été réunie depuis octobre 1975. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'appliquer les lois et règlements cités en référence, qui garantissent cette intégration à ces personnels, quand ils remplissent les conditions requises.

AGRICULTURE

Fruits et légumes (situation des producteurs de pommes de terre de la région du Nord).

44229. — 18 février 1978. — **M. Haesebroeck** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des producteurs de pommes de terre de la région du Nord. D'après les informations et éléments connus, les prix pratiqués ne représenteraient qu'à peine le quart des frais de production, ce qui va mettre les producteurs dans une situation financière difficile. Le 1^{er} février dernier, à Hazebrouck (Nord), plus de 1 000 producteurs de pommes de terre présents ont adopté une résolution générale qui traduit cette situation dramatique. Considérant que la région du Nord est celle qui détient les stocks les plus importants, il apparaît souhaitable de lui attribuer un contingent immédiat de 150 000 tonnes. Il lui demande s'il compte examiner en urgence ce dossier et prendre les mesures qui s'imposent dans l'intérêt même de cette profession, en particulier l'octroi d'un crédit de 50 millions de francs.

Impôt sur le revenu (modalités de calcul du bénéfice agricole des viticulteurs).

44241. — 18 février 1978. — **M. Voisin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que jusqu'à cette année, le bénéfice agricole des viticulteurs était calculé sur les cours des ventes en gros. L'administration centrale a décidé de retenir dans l'évaluation un bénéfice sup-

plémentaire par bouteille. Ce bénéfice supplémentaire serait pris en compte par les services fiscaux à partir d'un seuil de 2 000 bouteilles. Cette nouvelle imposition va à l'encontre des mesures annoncées par le Premier ministre et elle motive, à juste titre, la réprobation de l'ensemble de la viticulture et des organisations agricoles. En conséquence, il lui demande de revoir très rapidement cette mesure, d'en envisager la suppression ou, en tout cas, d'en porter le seuil au minimum à 5 000 bouteilles.

Viticulture (réglementation de l'étiquetage et de la contenance des bouteilles).

44242. — 18 février 1978. — **M. Voisin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que certaines mesures ressemblant à des tracasseries administratives viennent d'être décidées au niveau de la CEE, les unes concernant un changement de la réglementation de l'étiquetage sous le prétexte d'uniformisation, les autres concernant la contenance des bouteilles. Il lui demande que les représentants de la France à Bruxelles s'élèvent contre ces tracasseries qui n'apportent rien de positif, et suggère que ladite commission s'intéresse en priorité à l'uniformisation de la législation viticole de tous nos partenaires, la France ayant seule une législation adaptée et certains de nos partenaires en prenant à leur aise avec la qualité. Il semble par conséquent plus urgent de se préoccuper du contenu que du contenant. Insiste pour que des mesures urgentes soient prises dans ce sens.

Pêche maritime (pollution du gisement de tellines entre le Grau-du-Roi et les Saintes-Maries-de-la-Mer).

44250. — 18 février 1978. — **M. Jourdan** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la pollution constatée par l'Institut scientifique technique des pêches maritimes de Montpellier. Cette pollution n'est pas étrangère à l'épizootie qui ravage le gisement de tellines, situé sur le littoral méditerranéen entre le Grau-du-Roi et les Saintes-Maries-de-la-Mer. Ainsi, au lieu dit Grand-Radeau, les analyses ont révélé la présence de 600 écolly et 2 600 streptocoques. Etant donné les études de l'ISTPM, on peut estimer que le pourcentage de tellines touchées est de 80 à 90 p. 100. La disparition de ce coquillage entraîne l'arrêt d'activité d'une importante fraction de pêcheurs qui tiraient l'essentiel de leur revenu de ce travail. Alors que le tonnage annuel récolté était de 200 à 250 tonnes, la récolte est tombée à quatorze tonnes pour le quatrième trimestre 1977 et à 700 kilos pour le mois de janvier. Il en résulte une situation dramatique pour un nombre élevé de familles de pêcheurs dont les ressources sont réduites à néant. Il lui demande de classer en zone sinistrée les gisements pollués; de prendre des mesures immédiates pour indemniser les professionnels de cette pêche; de prendre toutes les mesures énergiques nécessaires pour arrêter la pollution du golfe du Lion; de garantir à cette catégorie de travailleurs un revenu décent.

Agronomie (situation du centre de recherches et d'enseignement de l'Institut national agronomique de Grignon (Yvelines)).

44326. — 18 février 1978. — **Mme Thome-Patenôtre** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation du centre de recherches et d'enseignement de l'Institut national agronomique de Grignon. Le ministère de l'agriculture a toujours admis que le centre de Grignon avait une vocation de centre de recherches agronomiques et d'enseignement de troisième cycle. Dans ce cadre, l'actuel directeur de l'Institut national agronomique a exposé le 7 mars 1975 devant le conseil municipal de Grignon, un programme d'installation de l'ensemble des secteurs de productions végétales et animales à Grignon. Or, depuis 1975, sept millions de francs ont été engagés sur le centre de Paris, et 0,4 million de francs seulement sur celui de Grignon. Il n'existe plus aujourd'hui à Grignon d'enseignement de troisième cycle de production animale et végétale et le corps professoral résident et le personnel de service ne sont plus renouvelés. L'évolution actuelle du centre de Grignon est donc en contradiction avec les engagements pris à maintes reprises par le ministère de l'agriculture. Si la situation actuelle devait se prolonger, le potentiel scientifique agricole et écologique que constitue le centre de Grignon, avec le centre national de la recherche agronomique de Versailles, le centre national de la recherche zootechnique de Jouy-en-Josas, l'école supérieure d'horticulture et paysage de Versailles, la bergerie nationale de Rambouillet et l'arboretum de Chèvre-Loup serait gravement atteint. Elle lui demande ce qu'il compte faire à ce sujet.

Horticulture (obligation pour les horticulteurs d'acquitter une redevance par pot de chrysanthèmes cultivé au cours de l'année).

44333. — 18 février 1978. — **M. Goulet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'obligation qu'ont désormais les horticulteurs remultipliant eux-mêmes les chrysanthèmes à partir de boutures achetées, d'acquitter une redevance par pot de chrysanthèmes cultivé au cours de l'année. Il lui fait observer que cette redevance majeure sensiblement le prix des boutures et constitue pour les horticulteurs une charge supplémentaire importante. Il lui demande si cette disposition prise dans le cadre de la protection des obtentions végétales ne lui paraît pas une hausse camouflée et s'il n'envisage pas d'annuler une mesure préjudiciable aux horticulteurs comme aux clients de ces derniers.

Bois et forêts (titularisation des personnels non titulaires de l'office national des forêts).

44344. — 18 février 1978. — **M. Pierre Weber** souligne à l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** la nécessité devant laquelle s'est trouvé l'office national des forêts de recruter un certain nombre de personnels non titulaires (un tiers environ des effectifs). Considérant que ces agents, occupant un emploi permanent, contribuent depuis des années au même titre que les titulaires au bon fonctionnement de l'établissement, il lui demande s'il n'estime pas opportun d'envisager favorablement, en accord avec **M. le secrétaire d'Etat** à la fonction publique, en application des articles 18 ou 20 du statut général des fonctionnaires ou par extension des dispositions prévues par les décrets n° 74-73 du 23 janvier 1974 et 77-1033 du 9 septembre 1977, des mesures permettant leur titularisation.

Fruits et légumes (imposition d'oignons hollandais traités au conservateur).

44369. — 18 février 1978. — **M. Benoist** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il est exact que le Gouvernement français a accepté l'importation en France d'oignons hollandais traités au conservateur. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître en vertu de quelles dispositions le Gouvernement a-t-il pu s'affranchir de l'interdiction légale appliquée en France aux produits traités au conservateur.

ANCIENS COMBATTANTS

Préretraite (application d'un système d'option entre la préretraite et la retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre).

44342. — 18 février 1978. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** que dans sa réponse publiée au *Journal officiel* du 24 novembre 1977 répondant à sa question n° 41827, il lui avait signalé qu'il avait proposé au ministre du travail la mise en application d'un système d'option entre la préretraite (accord syndicats-patronat du 13 juin 1977) et la retraite anticipée des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre notamment (loi du 21 novembre 1973). Il lui demande le résultat de cette démarche auprès du ministre du travail, ce système d'option étant particulièrement attendu par les intéressés.

CULTURE ET ENVIRONNEMENT

Pêche maritime (pollution du gisement de « tellines » entre Le Grau-du-Roi et Saintes-Maries-de-la-Mer).

44249. — 18 février 1978. — **M. Jourdan** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur la pollution constatée par l'institut scientifique et technique des pêches maritimes de Montpellier. Cette pollution n'est pas étrangère à l'épizootie qui ravage le gisement de « tellines » situé sur le littoral méditerranéen entre Le Grau-du-Roi et Les Saintes-Maries-de-la-Mer. Ainsi, au lieu dit Grand-Radeau, les analyses ont révélé la présence de 600 Ecolly et 2 600 streptocoques. Etant donné les études de l'ISTPM, on peut estimer que le pourcentage des tellines touchées est de 80 à 90 p. 100. La disparition de ce coquillage entraîne l'arrêt d'activité d'une importante fraction de pêcheurs qui tiraient l'essentiel de leur revenu de ce travail. Alors que le tonnage annuel récolté était de 200 à 250 tonnes, la récolte est tombée à 14 tonnes pour le quatrième trimestre 1977 et à 700 kilos pour le mois de janvier. Il en résulte une situation dramatique pour un nombre élevé de familles

de pêcheurs dont les ressources sont réduites à néant. Il lui demande : de classer en zone sinistrée les gisements pollués ; de prendre des mesures immédiates pour indemniser les professionnels de cette pêche ; de prendre toutes les mesures énergiques nécessaires pour arrêter la pollution du golfe du Lion ; de garantir à cette catégorie de travailleurs un revenu décent.

Arts (financement de la compagnie Avant Quart).

44287. — 18 février 1978. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** la situation de la compagnie Avant-Quart dont l'expérience en matière de création artistique est précieuse à la région Midi-Pyrénées. Il lui demande donc les raisons invoquées par l'Etat pour lui refuser les subventions nécessaires à son développement.

Taxe à la valeur ajoutée (application du taux de 7 p. 100 pour l'industrie cinématographique).

44325. — 18 février 1978. — **M. Pierre Weber**, soulignant à l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** la situation précaire de l'industrie cinématographique française, lui demande s'il n'estime pas opportun d'envisager la possibilité de fixer à 7 p. 100 au lieu de 17,60 p. 100 le taux de TVA qui lui est appliqué, ce qui aurait pour effet d'uniformiser le taux de cette taxe pour l'ensemble des activités culturelles.

Espaces verts (aménagement du jardin des Tuileries).

44351. — 18 février 1978. — **M. Krieg** tient, en cette fin de législature, à rappeler à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** tous les problèmes que posent la gestion et l'aménagement du jardin des Tuileries. Afin de prendre date, il se contentera donc de les rappeler ci-après très succinctement : pour ce qui est de la gestion du jardin qui est propriété de l'Etat, il renouvellera la demande qu'il a souvent faite de voir celle-ci transférée à la ville de Paris ou, du moins, cette dernière plus étroitement associée à toutes les mesures devant être prises que ce n'est actuellement le cas, puisque la ville est généralement mise devant le fait accompli. Il rappelle à ce sujet que la police du jardin est difficile à faire ; que la présence continue (en particulier sur la terrasse du bord de l'eau) d'individus de mœurs douteuses est un perpétuel sujet de scandale pour les uns et de danger pour tous, en particulier pour les plus jeunes ; en ce qui concerne les aménagements souhaitables, il citera les suivants dont la liste n'est en tout état de cause pas exhaustive : installation de portillons au lieu dit La Petite Provence afin d'en interdire l'accès aux chiens et de faciliter la surveillance des enfants qui y jouent ; création d'un ou de plusieurs bacs à sable et augmentation du nombre des bancs pour les parents ; création dans la zone de l'ancien bassin, côté rue de Rivoli, d'une aire de jeux pour enfants de moins de quatre ans, avec aménagement de bacs à sable et barrière légère pour assurer la tranquillité de l'endroit ; cet aménagement étant très vivement souhaité par les familles et leurs organisations ; aménagement de la zone Nord, entre la place de la Concorde et le métro Tuileries, tant pour les associations sportives du quartier que pour les boulistes qui sont actuellement très à l'étroit sur leur terrain dit du Sanglier ; suppression des gravillons qui sont une cause de poussière et un danger en cas de chute et aménagement du sol afin de permettre des exercices sportifs légers ; recherche d'un emplacement où pourrait être stocké le matériel indispensable, par exemple sur le côté Ouest de l'escalier des Tuileries ; enfin, utilisation de l'ancien théâtre de verdure pour aménager une zone réservée aux enfants de dix à douze ans qui, actuellement, n'ont aucun lieu mis plus particulièrement à leur disposition. L'ensemble de ces aménagements, s'il devait être retenu, n'occupant qu'une très faible partie de la surface totale du jardin des Tuileries qui demeurerait ainsi un endroit recherché par les promeneurs et les touristes tout en assurant les loisirs des habitants du quartier.

Cinéma (mesures tendant à surmonter la crise de l'industrie cinématographique).

44257. — 18 février 1978. — **M. Fillioud** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur les graves difficultés que connaît depuis plusieurs années l'industrie cinématographique française. Cette crise trouve son origine dans la concurrence redoutable des programmes télévisés et la surtaxation des productions cinématographiques. Il souligne une nouvelle fois l'urgence d'une solution globale et immédiate s'articulant autour des trois mesures suivantes : abaissement du taux de TVA de 17,60 p. 100 à 7 p. 100 sur l'ensemble des activités cinématographiques ; déli-

nition de nouveaux rapports entre le cinéma et la télévision garantissant une meilleure prise en compte des intérêts légitimes des professions du cinéma ; aide accrue de l'Etat au financement de la création cinématographique. En conséquence, il lui demande de lui faire part des mesures qu'il compte prendre pour remédier au plus vite à cette situation.

Mines et carrières (exploitation par la société Arca de la carrière du Bois Brûlé [Haute-Savoie] pour construire l'autoroute A 41).

44367. — 18 février 1978. — **M. Maurice Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur le problème posé par la décision de **M. le préfet de la Haute-Savoie** autorisant la Société Arca à exploiter la carrière du Bois Brûlé sur le territoire des communes de Thorens-Glières et Aviernoz (Haute-Savoie), pour construire l'autoroute A 41 vers la vallée de l'Arve. Ce projet rencontre l'opposition catégorique de l'ensemble de la population, des conseils municipaux, des associations culturelles, des groupements professionnels. En effet, l'exploitation intensive de cette carrière créera un préjudice certain à un site touristique et historique, qui risque ainsi de perdre l'attrait et le caractère qui en font aujourd'hui sa valeur. Le Bois Brûlé se trouve à l'entrée du plateau des Glières, où la résistance française s'illustra particulièrement lors de la dernière guerre. Lieu de pèlerinage, ce secteur de Haute-Savoie voit également son économie reposer essentiellement sur le tourisme et une nombreuse clientèle étrangère reste fidèle à ce site, où elle trouve calme, repos et tranquillité. Se référant aux déclarations de **M. le Président de la République** sur la création prochaine d'une charte de la qualité de la vie et sur le projet de création d'une délégation interministérielle à la qualité de la vie, les associations, les groupements, les conseils municipaux demandent que soient annulées les décisions accordant l'exploitation de la carrière. En conséquence, il lui demande s'il compte se saisir rapidement de ce dossier et prendre sans tarder les mesures qui garantiront aux populations concernées la pérennité de leur économie et de leur qualité de vie.

DEFENSE

Gendarmerie (repos hebdomadaire de quarante-huit heures consécutives pour les gendarmes).

44354. — 18 février 1978. — **M. Franceschi** appelle à nouveau l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les problèmes soulevés par sa question écrite n° 42920 du 10 décembre 1977. Il lui fait observer : qu'outre son caractère décevant dans sa forme, la réponse faite à cette question et publiée le 14 janvier 1978 n'apporte pas d'élément réel de solution, ni même d'information à la question posée. En effet, la réponse faite le 13 août 1977 à la question écrite n° 33412 posée par un autre parlementaire et à laquelle on lui demande de se référer a un caractère imprécis et général. C'est pourquoi il lui demande avec une insistance toute particulière de bien vouloir répondre avec précision à la question posée en lui indiquant quelles mesures il compte prendre afin que les gendarmes puissent bénéficier de quarante-huit heures de repos hebdomadaire consécutives comme tous les fonctionnaires de l'Etat.

Gendarmerie (travaux confortatifs à la caserne de Maisons-Alfort [Val-de-Marne]).

44356. — 18 février 1978. — **M. Franceschi** rappelle à **M. le ministre de la défense** que dans la réponse à sa question écrite n° 22979 du 8 octobre 1975 parue au Journal officiel des débats parlementaires du 31 janvier 1976, page 445, au sujet de certaines améliorations à effectuer à la caserne de gendarmerie de Maisons-Alfort, il lui avait été précisé que : « Pour les seuls bâtiments du quartier de gendarmerie mobile, les dépenses au titre des travaux d'entretien (titre III) s'élèvent à 650 000 francs pour la gestion 1974, 130 000 francs pour la gestion 1975 et 19 600 francs pour la gestion 1976, auxquels s'ajoutent les opérations financées à l'initiative du chef de corps sur le budget de fonctionnement. Des travaux de revalorisation (titre V) sont également prévus à l'intérieur du fort : rénovation de deux bâtiments, extension du chauffage central, installation de sanitaires et échange d'un transformateur. Une gestion ultérieure permettra la réfection d'un gymnase (installations électriques, remise en état du sol, vitrage, etc.) et d'un bâtiment (toiture et zingueries). De plus, dans le quartier Est, la troisième tranche relative à la réfection des menuiseries extérieures et la pose de volets est également prévue. Enfin l'extension du casernement de la gendarmerie mobile (logements et locaux de service) est envisagée sur le glacis Est. Les études correspondantes sont

en cours. La couverture de la piscine de la gendarmerie mobile de Maisons-Alfort pourra vraisemblablement être réalisée avec la modernisation des installations sportives dans le cadre de l'extension du casernement sur le glacis Est par une structure gonflable dont le coût est évalué à 310 000 francs. » Il lui fait observer que deux ans après, la plus grande partie des travaux n'a pas été réalisée. C'est ainsi que la troisième tranche relative à la réfection des menuiseries extérieures et la pose des volets n'a pas été effectuée. Il en est de même de l'extension du casernement de la gendarmerie mobile (logements et locaux de service) qui était envisagée sur le glacis Est et qui n'a pas, non plus, été effectuée. Par ailleurs, la couverture de la piscine, ainsi que la modernisation des installations sportives n'ont pas encore été réalisées. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les travaux précités soient entrepris rapidement.

EDUCATION

Constructions scolaires (construction de bâtiments définitifs ou collège d'enseignement supérieur de Brou [Eure-et-Loir]).

44231. — 18 février 1978. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du CES de Brou (Eure-et-Loir), dont les locaux sont constitués aux trois quarts de bâtiments préfabriqués, mis en place depuis huit ans environ. La vétusté de ces locaux « provisoires » fait que la vie de tous les jours y est difficile, tant pour les élèves que pour les enseignants, et que la sécurité y est incertaine. Il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour accélérer la construction des bâtiments définitifs, prévue depuis plusieurs années.

Enseignants (remboursement des frais de déplacement engagés par les professeurs à l'occasion du contrôle des stages effectués par les élèves).

44233. — 18 février 1978. — **M. Filloud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés rencontrées par certains professeurs pour obtenir le remboursement de leurs frais de déplacement relatifs au contrôle des stages effectués par les élèves. Il lui rappelle que dans une réponse, en date du 9 décembre 1976, à une question écrite de même nature, il a été indiqué « que le remboursement des frais de déplacement des professeurs chargés du contrôle des élèves en stage doit être pris en charge, selon la réglementation en vigueur, par le budget de l'établissement ». Informé de cette réponse, le proviseur du lycée technologique et professionnel de Romans a affirmé ne pas disposer d'un budget spécifique pour faire face à ces dépenses et il a interrogé le recteur en ces termes : « La circulaire ministérielle n° 526 du 2 février 1973 relative aux classes préparatoires à l'apprentissage prévoit le règlement de frais de cette nature. Son application peut-elle être étendue aux classes dont la scolarité normale prévoit des stages en entreprise. » La réponse du recteur de l'académie de Grenoble, en date du 10 novembre 1977 (Descol 21 JM/GP, 77-6828) est la suivante : « Il n'est pas prévu de dotation particulière pour couvrir ces dépenses. En raison des moyens limités dont disposent les établissements, il ne paraît pas possible d'étendre aux autres classes les mesures appliquées pour les CPA. En aucun cas, il ne pourrait être accordé de réajustement de subvention à ce titre. » Le proviseur de l'établissement précité se fonde sur cette réponse pour refuser le remboursement des frais de déplacement engagés par les professeurs à l'occasion du contrôle des stages effectués par les élèves. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit levée la contradiction qui existe entre les réponses ministérielles et rectorales. Il souhaite également que lui soit précisé sur quel chapitre du budget de l'établissement doivent être imputés les frais de déplacement relatifs au contrôle des stages.

Etudiants (remboursement aux étudiants en électro-radiologie des frais de transport exposés pour effectuer un stage pendant les vacances scolaires).

44236. — 18 février 1978. — **M. Delehedde** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes des étudiants en électro-radiologie (section BTS). Ceux-ci, dans le cadre de leur formation, sont astreints à effectuer un stage de six semaines durant la période des vacances scolaires. Or, ce stage s'effectue généralement assez loin du domicile, ce qui occasionne des frais de transport pour lesquels les étudiants précités ne perçoivent aucune indemnité. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage pour pallier cette situation.

Etablissements secondaires (nomination d'un concierge des CES Poincaré, Politzer et Vilar à la Courneuve (Seine-Saint-Denis)).

44244. — 18 février 1978. — M. Rallie attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences des attributions toujours plus réduites en poste de personnel d'entretien et d'intendance dans les CES nationalisés. C'est ainsi qu'à La Courneuve les trois CES Poincaré, Politzer et Jean-Vilar se trouvent depuis cette année, étant donné les décisions ministérielles, sans concierge. Il est facile d'imaginer les risques quant à la sécurité, aux vols que peut connaître un établissement qui une fois passé dix-huit heures et toute la nuit n'a aucun gardiennage. La grille de 1966 qui avait été revue en plus en 1970 prévoit les postes de concierge. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour appliquer dans les plus brefs délais dans ces trois CES dont il a la responsabilité, les textes légaux en vigueur qui lui font obligation de nommer un concierge dans chacun des établissements Poincaré, Politzer et Jean-Vilar.

Instructeurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie (amélioration de leur situation statutaire).

44255. — 18 février 1978. — M. Mesmin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des instructeurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie. Malgré les nombreuses interventions qui ont été faites, depuis plus de quinze ans, cette situation ne s'est guère améliorée. Classés dans un corps d'extinction, les intéressés assurent des tâches de conseiller d'éducation (ex-surveillant général), de documentaliste, de secrétaire d'administration universitaire ou d'animateur de foyers socio-éducatifs dans les établissements scolaires CES et CEG et inspections académiques. Mais aucune possibilité réelle de promotion ne leur est offerte. Reconnus fonctionnaires de la catégorie B, après recours au Conseil d'Etat déposé par leur syndicat, ils ne bénéficient pas actuellement des indices de cette catégorie et ils n'ont toujours pas la grille type, contrairement au statut général de la fonction publique. Dix ans après leur rapatriement, ils n'ont obtenu le droit de se présenter à des examens et concours en vue de leur reclassement dans l'un des grades suivants : instituteurs, secrétaires d'administration universitaire, secrétaires d'intendance universitaire, conseillers d'éducation. Cette possibilité, qui a, d'ailleurs, été refusée aux instructeurs titulaires du BEI ou du BEC, n'existe plus depuis 1976 et le nombre limité des postes n'a permis d'intégrer, en cinq ans, qu'un millier, environ, d'instructeurs sur les 4 500 que l'on compte actuellement. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de prévoir une possibilité d'intégration sur place dans des corps existants, par liste d'aptitude ou examens professionnels internes appropriés, ceux des instructeurs qui opèreraient pour cette solution et de leur permettre de bénéficier des dispositions concernant la formation permanente dans la fonction publique afin de pouvoir prétendre à une promotion.

Etablissements secondaires (médiocres conditions de fonctionnement du lycée agricole de Cibeins, à Trévoux (Rhône)).

44263. — 18 février 1978. — M. Houel exprime à M. le ministre de l'éducation toute sa surprise puisqu'il n'a pas encore répondu à la question écrite qu'il lui a posée le 13 décembre à propos de la situation au lycée agricole de Cibeins. Il lui précise que, devant l'ensemble des carences constatées, les conditions inadmissibles de fonctionnement de l'établissement, les personnels se sont mis en grève le 31 janvier. Ces personnels dénoncent fermement les conditions de travail et de sécurité imposées aux élèves et aux personnels depuis dix ans ; les locaux qui ne sont pas reconnus conformes par la commission de sécurité qui s'est prononcée le 5 janvier 1978. Ils refusent donc, en tout état de cause, d'utiliser ces locaux dans leur état actuel. Un programme de réparation, qui ressemble fort à un « replâtrage », ne peut résoudre les difficultés des conditions de travail et ne peut donc pas être accepté. Il lui rappelle que les locaux sont vétustes, mal éclairés, mal chauffés, mal équipés... Il y a donc lieu de passer sans tarder à la deuxième tranche de travaux. Il lui demande donc de répondre sérieusement sur le fonds à la question écrite du 13 décembre 1977 : quelles dispositions il entend prendre afin que de toute urgence les conditions soient requises afin de remédier à cette situation.

Orientation scolaire et professionnelle (insuffisance des effectifs de personnel au centre d'information et d'orientation de Vénissieux (Rhône)).

44264. — 18 février 1978. — M. Houel attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le mécontentement juste et légitime des enseignants, éducateurs et personnels du CIO de Vénissieux

dévant le surcroît de travail et de charges, sans qu'en contrepartie les moyens nécessaires soient donnés pour assurer l'aide normale que sont en droit d'attendre du CIO les parents et les élèves. Dans une telle situation, les enfants font ainsi les frais de la pénurie. Il lui rappelle que dans un CIO les parents doivent pouvoir être conseillés judicieusement dans l'intérêt des enfants et ce chaque fois que cela est nécessaire. Il lui rappelle que, contrairement à la nécessité que tout le monde admet, une salle de documentation, pourtant existante, ne peut fonctionner faute de personnel. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre dans l'immédiat afin de donner au CIO de Vénissieux les moyens en personnel notamment permettant son fonctionnement dans des conditions acceptables ; ce qu'il entend faire afin que dans ce district M. le ministre de l'éducation puisse mettre ses écrits de 1977 (budget 1977, « Courrier de l'éducation ») en concordance avec les besoins réels, puisqu'il n'a pas eu craint d'annoncer qu'en France existait un conseiller pour 947 élèves du premier cycle. Il n'aura aucune peine à constater que dans ce district un conseiller prend actuellement en charge 1 343 élèves du premier cycle.

Transports scolaires (agrément et subventionnement de taxis dans les communes rurales).

44266. — 18 février 1978. — Mme Constans attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème suivant : une commune rurale de la périphérie de Limoges assure le transport des élèves qui y habitent vers un des CES de Limoges : ce transport est normalement subventionné. Mais le véhicule utilisé est, depuis cette année scolaire, insuffisant étant donné l'augmentation du nombre d'élèves transportés. La commune a donc utilisé les services d'un taxi. L'administration interrogée sur le subventionnement du taxi a répondu qu'elle s'y refusait mais qu'un deuxième car serait subventionné si la commune en achète un ou passe un contrat avec un transporteur agréé. Etant donné le nombre d'élèves transportés actuellement par taxi (cinq), cette solution serait beaucoup plus onéreuse pour l'administration et les collectivités locales. Ne serait-il pas possible d'envisager dans ce cas et d'autres similaires dans de petites communes rurales l'agrément et le subventionnement de taxis puisque cette solution serait plus économique.

Personnel des établissements secondaires (réforme des statuts des personnels techniques de laboratoires).

44268. — 18 février 1978. — M. Rieuban signale à M. le ministre de l'éducation la situation difficile des personnels techniques de laboratoires scolaires. Une réforme des statuts de ces personnels est à l'étude depuis de nombreuses années. Il lui demande où en est la situation de l'étude de cette réforme et à quelle date les nouveaux statuts pourront être promulgués.

Instructeurs de l'ex-plan de la scolarisation en Algérie (reclassement).

44269. — 18 février 1978. — M. Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le point suivant : la loi d'orientation ne fait aucune allusion à la place occupée par les instructeurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie, corps en voie d'extinction. Ces derniers, reconnus enfin fonctionnaires de la catégorie B, après recours en Conseil d'Etat déposé par leur syndicat (SNIEP) possèdent une formation et une expérience d'éducateurs reconnus par leur statut. Ils sont actuellement employés à diverses tâches dans les établissements scolaires, CEG-CES, en grande majorité et, parfois utilisés dans les services administratifs des inspections académiques. Ils sont avant tout soucieux de la stabilité de leurs fonctions : conseiller d'éducation, bibliothécaire documentaliste, secrétaire d'administration et d'intendance universitaire, animateurs des foyers socio-éducatifs. Les circulaires ministérielles du 12 février 1969, du 29 février 1970 et du 12 juillet 1971 ne garantissent pas suffisamment leur emploi. Seul un décret définissant très exactement les tâches qui leur sont confiées par les textes précités pourra faire disparaître le sentiment d'insécurité que ces personnels éprouvent. Les examens et concours spéciaux qui leur ont été ouverts ont expiré en 1976 et la majorité de cette corporation, qui a acquis une solide et riche expérience dans les fonctions occupées depuis quinze ans, n'a pas subi ces examens et concours, le nombre des postes limité n'a permis d'intégrer en cinq ans qu'un millier d'instructeurs sur les 4 500 au total. Il lui apparaît souhaitable, dans le cadre de la réforme et étant donné l'expérience acquise depuis leur retour d'Algérie, dans les fonctions précitées, d'intégrer sur place dans des corps existants, par liste d'aptitude, examens professionnels internes appropriés, ceux qui opèreraient

pour cette solution et de mettre à profit les dispositions concernant la formation permanente dans la fonction publique, ainsi que les dispositions de l'ordonnance du 11 avril 1962. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre compte tenu de ces informations.

Instituteurs et institutrices (prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement due au personnel enseignant en stage).

44271. — 18 février 1978. — **M. Ballanger** expose à **M. le ministre de l'éducation** que l'indemnité représentative de logement des instituteurs est versée par les municipalités au personnel enseignant affecté à des postes dans la commune. Il lui signale que, dans certains cas, des instituteurs nommés régulièrement sont appelés à effectuer un stage annuel de formation. C'est le cas actuellement pour deux institutrices à Aulnay-sous-Bois, affectées pour un an à l'école normale du Bourget. Ces institutrices bénéficient normalement du versement par la commune de l'indemnité représentative. Deux institutrices remplaçantes sont nommées sur ces postes, et elles effectuent régulièrement leur travail, mais ne bénéficient pas d'indemnité de logement. Il est parfaitement normal que les institutrices en stage bénéficient de cette indemnité, il est inadmissible que les institutrices remplaçantes n'en bénéficient pas. D'autre part, il est impossible de demander aux communes de verser deux indemnités de logement pour un seul poste. Il lui demande d'envisager la prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement due au personnel enseignant en stage.

Instituteurs et institutrices (remplacement des enseignants malades dans les écoles de Sevran [Seine-Saint-Denis]).

44272. — 18 février 1978. — **M. Ballanger** signale vivement à l'attention de **M. le ministre de l'éducation** la situation scolaire dans la ville de Sevran. Dans cette localité, la situation est actuellement la suivante : trois enseignants non remplacés, maternelle Jean-Perrin ; trois enseignants non remplacés, maternelle Saint-Exupéry ; quatre enseignants non remplacés, maternelle François-Villon ; deux enseignants non remplacés, primaire Jean-Perrin ; deux enseignants non remplacés, primaire Lamartine. Cette situation hautement préjudiciable pour les enfants est d'autant plus inadmissible qu'un nombre important d'instituteurs et d'institutrices attendent un emploi. Les parents, à juste titre, indignés et angoissés pour l'avenir de leurs enfants, ont décidé d'occuper les classes considérées. Il lui demande de prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour assurer le remplacement des enseignants malades.

Enseignants (échelons de rémunération des maîtres des établissements d'enseignement privé).

44274. — 18 février 1978. — **M. Labbé** expose à **M. le ministre de l'éducation**, que le conseil de l'enseignement général et technique a adopté, lors de sa réunion du 20 janvier 1977, un projet de décret relatif à certaines conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements privés à l'échelle de rémunération des professeurs d'enseignement général des collèges. Le même conseil, lors de sa séance du 22 septembre 1977, a adopté un projet de décret modifiant l'article 14 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964, permettant l'accès au 8^e échelon de tous les instituteurs de l'enseignement privé. Or, ces projets n'ont pas eu de suite pour l'instant, et aucun texte n'a été publié. Il lui demande de bien vouloir lui donner des indications sur les délais de publication de ces textes.

Enseignement technique (maintien des postes d'agents à l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée à Clichy [Hauts-de-Seine]).

44292. — 18 février 1978. — **M. Jans** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les 19 suppressions de postes d'agents qui doivent intervenir à l'ENREA de Clichy (Hauts-de-Seine), dont 8 dans des délais rapprochés. Or, en dépit du fait que ces suppressions de postes iraient à l'encontre des besoins réels exprimés à maintes reprises par les enseignants, il faut souligner que cette décision ne tient pas compte des aspects particuliers propres à l'ENREA de Clichy : en effet, en sus de ceux de ses élèves, l'ENREA assure les repas de près de 300 étudiants du CROUS ainsi que ceux des élèves du CET Pelloutier. Dans ces conditions, la suppression de plus de la moitié des effectifs « agents » de l'ENREA porterait gra-

vement atteinte à la qualité et aux conditions d'enseignement, ce qui ne peut être admis. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'ENREA de Clichy ne soit pas privé de postes indispensables à son fonctionnement normal.

Etablissements secondaires (décisions prises pour la rentrée 1978 de supprimer des postes de professeurs et de personnels de service du lycée Joliot-Curie à Nanterre [Hauts-de-Seine]).

44293. — 18 février 1978. — **M. Barbet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation existante au lycée d'Etat mixte Joliot-Curie à Nanterre où enseignants et élèves sont en grève depuis le lundi 30 janvier 1978, en raison des décisions prises, pour la prochaine rentrée, de fermeture de cinq classes, dont deux dans le second cycle, et la suppression de neuf postes de professeurs et de treize postes de personnel de service. Il est inadmissible que de telles mesures soient prises alors qu'il existe déjà un déficit d'heures d'enseignement dans ce lycée ; elles sont préjudiciables également pour les professeurs qui doivent dès maintenant présenter une demande de mutation à l'inspection d'académie des Hauts-de-Seine, pour les lycéens qui ne disposeront que d'un choix réduit quant aux options possibles. J'ajoute que l'application de cette mesure permettra de trouver à bon compte des professeurs pour les établissements des villes nouvelles qui en manquent, et du personnel de service pour les CES nouvellement nationalisés ; but recherché mais inavoué. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour que cette décision ne soit pas appliquée.

Etablissements secondaires (création d'une seconde T4 au lycée Langevin de Suresnes [Hauts-de-Seine]).

44294. — 18 février 1978. — **M. Barbet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité qu'il y aurait à la création d'une seconde T4 au lycée Paul-Langevin de Suresnes pour la prochaine rentrée scolaire. Des réunions d'orientation et d'information ont permis de constater que de très nombreux élèves sont intéressés par cette option qui prépare à toutes les carrières paramédicales. La création de cette section au lycée Paul-Langevin de Suresnes serait d'autant plus judicieuse qu'il existe des possibilités d'accueil des élèves en fin d'études étant donné l'importance des établissements hospitaliers dans le secteur et, d'autre part, compte tenu de l'éloignement des établissements scolaires offrant cette option. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour la création d'une seconde T4 au lycée Paul-Langevin de Suresnes.

Instituteurs et institutrices (insuffisance du nombre d'enseignants remplaçants dans l'Essonne, et notamment à Grigny).

44296. — 18 février 1978. — **M. Juquin** appelle à nouveau l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'insuffisance du nombre d'enseignants remplaçants dans l'Essonne. Pour le seul début du mois de février et pour la seule ville de Grigny, on peut constater : absence non remplacée d'un enseignant depuis dix jours à l'école maternelle La Licorne ; à l'école maternelle Petit-Poucet, un enseignant manquant depuis quinze jours ; à l'école maternelle du Centaure, un enseignant manquant ; à l'école primaire de l'Autruche, un enseignant aussi absent depuis déjà une semaine ; à l'école primaire de l'Elan, un enseignant non remplacé également. Il lui demande s'il compte enfin prendre les mesures nécessaires pour que le remplacement des enseignants malades intervienne rapidement.

Instituteurs et institutrices (situation du corps des enseignants suppléants dans les écoles maternelles).

44297. — 18 février 1978. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation déplorable du corps des enseignants suppléants dans les écoles maternelles. Soumis à l'insécurité de l'emploi, sous-payés, confrontés à des problèmes pédagogiques très délicats et auxquels ces enseignants ne sont pas préparés, ces institutrices et instituteurs suppléants ne peuvent rester indéfiniment disponibles sans salaire. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que de nombreuses défections soient constatées auxquelles s'ajoute déjà l'insuffisance du nombre de ces enseignants. La dégradation de ce corps est telle que l'on peut voir l'inspecteur départemental des écoles maternelles, en désespoir de cause, écrire aux maires : « Si vous connaissez des personnes possédant le baccalauréat et susceptibles d'être intéressées par un poste de suppléant, je vous serais très obligé de bien vouloir les diriger vers

les services de recrutement de l'inspection académique. Il lui demande ce qu'il compte faire pour mettre fin à cette situation. Il lui demande également s'il considère satisfaisante l'image de marque donnée ainsi à un service public aussi essentiel et qui devrait être la fierté d'un pays développé.

Enseignants (modalités de nomination des maîtres auxiliaires dans l'académie de Versailles).

44298. — 18 février 1978. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des maîtres auxiliaires. Ces enseignants, déjà sous-rémunérés, victimes de l'insécurité de l'emploi, subissent des conditions de travail encore plus mauvaises que leurs collègues titulaires. Dans l'académie de Versailles cette situation est aggravée par l'attitude du rectorat. Dans la plupart des académies, les promotions des maîtres auxiliaires sont prononcées sur consultation d'un groupe de travail paritaire, comprenant des représentants de l'administration et des délégués du personnel se réunissant une fois l'an en fin d'année scolaire.

Or, le rectorat de Versailles a de manière autoritaire refusé la présence de représentants du personnel dans ce groupe de travail. De plus, il a décidé, du fait d'une interprétation très restrictive des textes en vigueur, de prononcer ces promotions avec un retard important et inadmissible. C'est ainsi qu'actuellement les promotions des maîtres auxiliaires au titre de l'année scolaire 1976-1977 n'ont pas encore été examinées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cette situation.

Instituteurs et institutrices (remplacement d'une institutrice malade à l'école primaire de Paray-Vicille-Poste [Essonne]).

44299. — 18 février 1978. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences de l'imprévoyance de son ministère qui entraîne le non-remplacement d'enseignants en arrêt maladie. Il lui signale le cas de l'école primaire de Paray-Vicille-Poste où une enseignante n'est pas remplacée depuis le 24 janvier. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cette situation.

Ecoles primaires (remplacement de trois institutrices absentes à l'école des Tournelles d'Yerres [Essonne]).

44302. — 18 février 1978. — M. Combrison attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le non-remplacement d'enseignants absents à l'école primaire Les Tournelles de Yerres (Essonne). Une telle situation qui se multiplie dans un grand nombre de groupes scolaires, entrave le bon fonctionnement de ces établissements et compromet le rôle pédagogique qu'ils se doivent de tenir. Il lui demande en conséquence de prendre toutes les dispositions nécessaires afin que les trois institutrices absentes soient remplacées dès que possible à l'école des Tournelles.

Etablissements secondaires (création de postes de personnel administratif et de service au collège nationalisé de la Vallée à Epinay-sous-Sénart [Essonne]).

44303. — 18 février 1978. — M. Combrison attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les graves conséquences qu'entraînerait la diminution des effectifs du personnel, lors de la nationalisation du collège de la Vallée à Epinay-sous-Sénart (Essonne). Le 5 mars 1978, la municipalité n'ayant plus à assurer les charges de personnel, retirera les treize employés qu'elle a détachés dans cet établissement, alors que le ministère n'envisage que la création de trois postes d'Etat, dont aucun pour le secrétariat. Si une telle situation devait se concrétiser elle conduirait inévitablement à l'asphyxie administrative de CES. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que les créations de postes d'Etat soient au moins égales aux effectifs actuellement en fonctions.

Etablissements secondaires (sécurité du CES Jean-Moulin et programmation d'un nouveau CES à Verrières-le-Buisson [Essonne]).

44305. — 18 février 1978. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes de sécurité qui se posent au CES Jean-Moulin à Verrières-le-Buisson ainsi que sur la programmation d'un nouveau CES dans cette commune. En effet, le chauffage dans ce CES Jean-Moulin est défectueux et l'électricité

est à revoir. Par ailleurs il n'y a pas de gaz dans les salles de sciences par mesure de sécurité, et ce CES est un CES de type « Pailleron » construit en 1967. Les élèves sont obligés de suivre des cours dans des locaux provisoires ce qui justifie pleinement la programmation d'un nouveau CFS, d'autant que les élèves de la ZAC de Verrières-le-Buisson de vont aller au CES Gérard-Philippe à Massy. Le maire de Verrières serait plus favorable à cette affectation hors de la commune car celle-ci doit en supporter les frais. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que satisfaction soit donnée à la population de Verrières-le-Buisson.

Instituteurs et institutrices (remplacement des enseignants absents).

44310. — 18 février 1978. — M. Pranchère attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que du 27 janvier au 6 février 1978 une enseignante de la maternelle du groupe scolaire de Tujaut à Brive (Corrèze) a été absente pour maladie et les enfants ont été renvoyés chez eux le mardi 31 janvier pour cause de non-remplacement de l'enseignante. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour assurer la continuité de l'enseignement en cas d'absence des enseignants.

Etablissements secondaires (modification de l'organisation économique et financière des lycées et collèges).

44314. — 18 février 1978. — M. Balmigère, informé des projets de réorganisation économique et financière des lycées et collèges, attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur certaines des conséquences qui pourrait entraîner l'application de cette circulaire. En effet, ne risque-t-on pas d'aller vers des services d'internat et de demi-pension devant se suffire à eux-mêmes, abandonnant ainsi la notion de service public, alors que le regroupement des services d'administration et d'intendance risque de se faire de façon autoritaire sans aucune limitation. La création d'équipes d'agents et d'ouvriers professionnels travaillant sur plusieurs établissements ne correspond pas aux besoins quotidiens de ceux-ci, ce qui aggraverait les conditions de vie des enfants et des enseignants. La centralisation des services de restauration apparaît également néfaste, entraînant soit le déplacement des enfants, soit le transport des repas, deux solutions également néfastes. Il lui demande donc de revoir les conditions d'application de cette circulaire dans l'intérêt des élèves et du personnel concerné.

Apprentissage (régime transitoire de préparation au CAP de vendeur).

44315. — 18 février 1978. — M. Ralite attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés que posent aux élèves de CET et CFA préparant un CAP de vendeur les instructions contradictoires relatives à ce CAP. En effet, le 15 septembre 1977 paraît au BOEN un arrêté de juillet 1977 prévoyant de profondes modifications du CAP de vendeur, applicables dès la session 1978. Déjà cela a entraîné dans les établissements concernés deux semaines après la rentrée des perturbations dans les programmes. Mais, de surcroît, le 1^{er} décembre, un nouvel arrêté rapporté à la session de 1980 l'application de l'arrêté cité plus haut. Cette situation incohérente porte préjudice aux apprentis, aux enseignants qui doivent en cours de scolarité modifier leur emploi du temps, changer leurs manuels scolaires. Dans ces conditions, il lui demande que des mesures transitoires soient prises pour la saison 1979 des CAP concernés afin que les apprentis ne soient pas lésés dans leur scolarité.

Pédagogie (financement du stage des techniques modernes d'éducation du centre audiovisuel de l'école normale de Saint-Cloud).

44316. — 18 février 1978. — M. Ralite attire vivement l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation que va connaître dans le cadre du centre audiovisuel de l'école normale supérieure de Saint-Cloud le stage de techniques modernes et d'éducation qui forme actuellement quarante professeurs de l'enseignement primaire et secondaire. En effet, les frais de fonctionnement de ce stage étaient jusqu'ici assurés par des crédits pris notamment sur le budget de recherches de l'école normale supérieure. Comme tous les établissements d'enseignement confrontés à la politique d'austérité du pouvoir, celle-ci souhaite pouvoir récupérer ses crédits. Dans ces conditions, le stage se trouve remis en cause. La direction du stage et les stagiaires se sont adressés au ministre pour que le relais financier soit assuré comme il est normal et légal au niveau

du ministère. A ce jour il n'y a aucune réponse positive. Devant cela les stagiaires organisent cette semaine un mouvement de grève afin de porter à la connaissance du public la légèreté avec laquelle la formation des enseignants est considérée par le ministère. Alors que ce stage devrait être développé, alors qu'il devrait être décentralisé, permettant à de beaucoup plus nombreux enseignants de se familiariser avec les techniques modernes d'éducation, le silence ministériel n'est pas acceptable. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer intégralement le financement du stage des techniques modernes d'éducation du centre audiovisuel de l'école normale supérieure de Saint-Cloud.

Enseignants (habilitation à l'exercice de la profession de fermier dans un groupement foncier agricole familial).

44323. — 18 février 1978. — M. Bastide demande à M. le ministre de l'éducation si un fonctionnaire, enseignant dans le supérieur et possédant par ailleurs les compétences requises au point de vue agricole (ingénieur agronome) peut être fermier d'un groupement foncier agricole (GFA) familial.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs de personnel administratif et de service au CES de Lesigny (Seine-et-Marne)).

44336. — 18 février 1978. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation particulièrement inquiétante du CES de Lesigny (Seine-et-Marne) en raison du manque de personnel de service (effectif réglementaire 18 ; effectif pourvu 10). Cette insuffisance a pour effet que le personnel de service ne peut plus assurer l'ensemble des tâches et que, de ce fait, le CES se trouve dans un état d'entretien lamentable qui risque d'être préjudiciable à la santé des élèves. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que soient créés dans les meilleurs délais : cinq postes d'agent de service, un poste de secrétaire de direction ; un poste d'agent de bureau.

Instituteurs et institutrices (création de postes au profit des élèves maîtres et élèves maîtresses de la promotion 1977-1978).

44337. — 18 février 1978. — M. Alain Vivien expose à M. le ministre de l'éducation que trois cent cinq élèves maîtres et élèves maîtresses sortiront de FP 2 à la fin de la présente année scolaire 1977-1978. Or il semble qu'un peu plus de cinquante mises à la retraite sont à prévoir. Compte tenu du nombre de postes qu'il serait nécessaire de créer pour assurer, sans discrimination, un enseignement de qualité tant au niveau maternel qu'au niveau élémentaire, il lui demande s'il envisage la création d'un nombre suffisant de postes pour que l'ensemble des sortants de FP2 trouvent un emploi dès la rentrée 1978-1979.

Equipements sportifs et socio-éducatifs (frais de gestion des équipements sportifs municipaux mis à la disposition des établissements d'enseignement).

44358. — 18 février 1978. — M. Jean-Pierre Cot appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la législation actuelle relative à l'entretien des équipements sportifs mis à la disposition des établissements de second degré. Ainsi, Saint-Jean-de-Maurienne en Savoie supporte les frais de gestion de ces équipements alors qu'ils servent essentiellement aux élèves d'un lycée nationalisé et d'un lycée professionnel. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de prendre de nouvelles mesures afin d'éviter un tel transfert de charges.

Instructeurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie.

44364. — 18 février 1978. — M. Bayou rappelle à M. le ministre de l'éducation que la loi d'orientation du 11 juillet 1975 ne fait aucune allusion à la place occupée par les instructeurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie, corps en voie d'extinction. Pourtant, ces derniers, reconnus enfin fonctionnaires de la catégorie B, après recours en Conseil d'Etat déposé par leur syndicat (SNIEP) possèdent une formation et une expérience d'éducateurs reconnus par leur statut. En outre, ils sont actuellement employés à diverses tâches dans les établissements scolaires CEG et CES en grande majorité et parfois utilisés dans les services administratifs des inspections académiques. Ils sont avant tout soucieux de la stabilité de leurs fonctions : conseiller d'éducation, bibliothécaire, documen-

taliste, secrétaire d'administration et d'intendance universitaire, animateurs des foyers socio-éducatifs. Or, il lui signale que les circulaires ministérielles du 12 février 1969, du 23 février 1970 et du 12 juillet 1971 ne garantissent pas suffisamment leur emploi. Aussi, seul un décret définissant très exactement les tâches qui leur sont confiées par les textes précités pourra faire disparaître le sentiment d'insécurité que ces personnels éprouvent. En effet, les examens et concours spéciaux qui leur ont été ouverts ont expiré en 1976 et la majorité de cette corporation qui a acquis une solide et riche expérience dans les fonctions occupées depuis quinze ans n'a pas subi ces examens et concours, le nombre de postes étant limité n'a permis d'intégrer en cinq ans seulement un millier d'instructeurs sur les 4 500 au total. C'est pourquoi il lui demande, dans le cadre de la réforme et compte tenu de l'expérience acquise depuis leur retour d'Algérie, dans les fonctions précitées, quelles mesures il compte prendre pour intégrer sur place dans des corps existants, par liste d'aptitude, examens professionnels internes appropriés, ceux qui opteraient pour cette solution et pour mettre à profit les dispositions concernant la formation permanente dans la fonction publique ainsi que les dispositions de l'ordonnance du 11 avril 1962.

EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Bâtiment et travaux publics (état des travaux relatifs au « développement progressif des composants fabriqués en atelier et assemblés sur le chantier »).

44235. — 18 février 1978. — M. Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur les décisions du conseil des ministres du 8 juin 1977 dans le secteur des techniques du bâtiment, notamment à propos du développement progressif des composants fabriqués en atelier et assemblés sur le chantier. Il lui demande : 1° quel est l'état des travaux de ses services dans ce domaine ; 2° si les organismes représentant les catégories socioprofessionnelles ont été consultés.

Taxe à la valeur ajoutée (remboursement aux personnes âgées de la TVA frappant les réparations immobilières).

44237. — 18 février 1978. — M. René Felt attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur la situation de certaines personnes âgées qui, pour des raisons de santé, se trouvent dans l'obligation de faire exécuter certains travaux de rénovation ou de modernisation du logement ou de la maison qu'ils occupent. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable qu'en accord avec les départements ministériels intéressés, un décret pris à son initiative permette que ceux des intéressés qui ne disposent que de revenus modestes puissent obtenir de l'Etat le remboursement de la TVA frappant les réparations immobilières qu'ils ont été dans la nécessité de faire exécuter.

Cours d'eau (régularisation de l'Yerres et indemnisation des victimes des inondations).

44247. — 18 février 1978. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur les inondations répétées dont sont victimes les riverains de l'Yerres dans le quartier du Blandin à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne). Ces inondations sont dues à la fois à des crues de l'Yerres et à l'étalement des crues importantes de la Seine. Pour ce qui concerne l'Yerres, l'ampleur des crues est aggravée par l'urbanisation d'une partie de son bassin (Val d'Yerres, vallée du Réveillon) sans que toutes les précautions aient été prises. L'auteur de la question a déjà attiré à plusieurs reprises l'attention du Gouvernement sur ce problème et cet aspect devra nécessairement être pris en compte dans le programme « Yerres Belles Rivières » qui est à l'étude à la suite de ces démarches. En ce qui concerne les crues de la Seine, qui remonte dans le Blandin, la construction de grands barrages réservoirs devrait permettre de ne plus considérer désormais la vallée de l'Yerres comme une zone d'étalement. Il faudrait alors envisager de prendre les dispositions pour empêcher effectivement la Seine de remonter. Quoi qu'il en soit, il n'est plus possible en 1978 d'admettre qu'un quartier dont la population a beaucoup augmenté soit régulièrement inondé. Le progrès des sciences et des techniques doit permettre de mettre l'homme à l'abri des calamités naturelles contre lesquelles il était autrefois désarmé. Il lui demande en conséquence : 1° quelles dispositions sont envisagées dans le cadre « Yerres Belles Rivières » pour régulariser ce cours d'eau

et empêcher ses crues; 2° quelles mesures il entend prendre pour que la vallée de l'Yerres cesse d'être considérée comme zone d'étalement de crue de la Seine; 3° quels crédits il entend débloquer dans l'immédiat pour indemniser les sinistrés et à l'avenir pour empêcher le renouvellement des inondations.

Bâtiment et travaux publics (maintien de l'emploi dans le département « Travaux publics » de l'entreprise Guignon à Avon (Seine-et-Marne)).

44248. — 18 février 1978. — M. Bordo attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur les difficultés que rencontrent les travailleurs de l'entreprise Guignon à Avon, en Seine-et-Marne. En effet, le département « Travaux publics » de cette entreprise menacé de disparaître, entraînant le licenciement d'une centaine de travailleurs. Pourtant, les informations qu'il possède permettent d'affirmer que le cahier des charges de cette entreprise est bon. De nombreux chantiers ont été traités, le carnet de commande est plein, l'entreprise est rentable. Il semble que la direction de cette entreprise ait décidé de se consacrer aux « Transports » et aux « Sablères », réalisant ainsi une opération spéculative en monnayant les chantiers, les terrains et les entrepôts sur le dos des travailleurs. Il lui demande de bien vouloir faire toute la clarté sur cette affaire et d'intervenir rapidement pour trouver une solution aux difficultés rencontrées par ces ouvriers et leur permettre de conserver leur emploi.

Zones de montagne (amélioration des équipements de déneigement des communes de montagne).

44277. — 18 février 1978. — M. Maisonnat expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire que les abondantes chutes de neige qui se produisent depuis plus d'une semaine créent des difficultés importantes aux communes de montagne qui restent parfois isolées malgré le dévouement du personnel communal ou des services de l'équipement. Dans certains secteurs, on constate que les parcs de matériel sont insuffisamment dotés d'engins modernes et en bon état. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas nécessaire: 1° de faire le recensement immédiat des besoins et des disponibilités en matériel; 2° d'équiper les centres de déneigement de telle façon qu'ils puissent répondre aux besoins.

Zones de montagne (financement des travaux de déneigement des communes de montagne).

44279. — 18 février 1978. — M. Maisonnat expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire que les abondantes chutes de neige qui se produisent depuis plus d'une semaine créent des difficultés importantes aux communes de montagne. Celles-ci disposent, en effet, de faibles ressources et vont se trouver aux prises avec de très grandes difficultés de trésorerie lorsqu'elles régleront les travaux de déneigement. Il rappelle que dans son discours de Vallouise, M. le Président de la République avait promis le rétablissement des crédits de déneigement. Il lui demande, en conséquence, quels sont les crédits d'ores et déjà prévus pour chaque département de la région Rhône-Alpes et s'il n'estime pas nécessaire de prendre les dispositions pour faire face aux besoins.

Allocation de logement (bénéfice pour les personnes âgées locataires de leurs enfants).

44285. — 18 février 1978. — M. Daillet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur la situation d'une personne âgée habitant un logement qui lui est donné en location par ses enfants et qui, de ce fait, ne peut prétendre à l'allocation de logement à caractère social prévue pour les personnes âgées. Il lui demande si, dans des cas de ce genre, il ne serait pas possible d'accorder aux intéressés le bénéfice de l'allocation de logement puisque ces personnes versent effectivement un loyer comme tout autre locataire pouvant obtenir ladite allocation et qu'il ne semble pas normal de les priver de cet avantage du seul fait qu'elles sont locataires de leurs enfants.

HLM (insuffisance du chauffage dans les logements de la résidence de la Mare Joyette d'Elancourt (Yvelines)).

44289. — 18 février 1978. — Mme Thome-Patenôtre demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire quelles sont les mesures envisagées pour donner satisfaction à

l'ensemble des habitants de la résidence de la Mare Joyette à Elancourt. Un différend les oppose, en effet, depuis plusieurs mois à la société d'HLM de la vallée de la Seine concernant de graves mal-façons dans des équipements aussi importants que le chauffage des habitations. A la suite d'une question orale sans débat venue à l'Assemblée nationale le 6 mai 1977, il a répondu avoir pris des engagements au sujet de la réalisation, avant cet hiver, des travaux nécessaires pour l'installation de radiateurs supplémentaires indispensables pour obtenir une température acceptable. A ce jour, la situation n'a pas évolué, certains locataires sont toujours contraints de supporter des températures n'excédant pas 10 degrés, température obtenue avec le concours des convecteurs. Il n'est pas admissible que la société d'HLM de la vallée de la Seine se cantonne dans des réponses dilatoires ou se retranche derrière des arguments financiers. A la question écrite du 23 juillet 1977, il a été répondu le 1^{er} octobre 1977 « que des dispositions avaient été prises pour supporter les conséquences financières des défauts des immeubles du programme ». Les retards apportés à la satisfaction des revendications justifiées des locataires sont donc incompréhensibles. Elle lui demande, en conséquence, de ne plus se contenter de réponses apaisantes mais inefficaces et d'agir effectivement et efficacement auprès de la SA d'HLM de la vallée de la Seine pour obtenir la réfection immédiate des installations de chauffage.

Routes (réfection de la route départementale 907 dans le Gard).

44301. — 18 février 1978. — M. Millet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur le mauvais état de la route départementale 907 (ex-N 907) qui relie la commune de Saint-Jean-du-Gard (Gard) à la Lozère par le canton de Saint-André-de-Valborgne (Gard), route dont l'intérêt est déterminant pour la vie de celui-ci qui comprend cinq communes. Ce canton connaît, en effet, des difficultés économiques dramatiques. L'établissement d'une route touristique à destination de Florac par la corniche des Cévennes n'est pas dénuée d'intérêt mais porterait un sérieux préjudice au canton si la route susvisée restait non entretenue et non modernisée. Il lui demande s'il n'entend pas prendre des mesures pour que cette voie de communication soit refaite en priorité.

Baux de locaux d'habitation et à usage professionnel (conditions d'application de la taxation légale des loyers).

44310. — 18 février 1978. — M. Ceyrac demande à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire de lui faire connaître l'interprétation à donner aux dispositions de l'article 3 *services* inséré dans la loi du 1^{er} septembre 1948 par la loi du 9 juillet 1970. Il souhaite savoir si cet article vise les locaux loués à usage professionnel ou semi-professionnel et, par voie de conséquence, si à l'expiration du bail de six ans, le locataire peut considérer qu'il continue à bénéficier de l'application de la taxation légale des loyers.

Radiodiffusion et télévision nationales (obligation pour les lotisseurs d'installer des antennes communautaires).

44320. — 18 février 1978. — M. Gulnebrethière attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur la nécessité qui a été faite à la TDF de couvrir les zones d'ombre dans un délai de cinq ans par plans départementaux. Actuellement, ces zones d'ombre correspondent à une population de 30 à 500 habitants. Elles sont la conséquence d'un obstacle soit naturel, soit artificiel. Elles représentent pour la collectivité locale comme pour la collectivité nationale des dépenses considérables, mais, d'autre part, la non-réalisation de ces projets crée un sentiment de frustration pour les gens non encore desservis. Afin d'éviter l'accroissement de ces zones d'ombre, il lui demande de rendre obligatoire pour tout lotisseur la présence d'une antenne communautaire permettant alors de desservir immédiatement chaque nouvel habitant en évitant les inesthétiques antennes.

Personnes âgées (attribution de la carte « Vermeil » quel que soit l'âge de départ à la retraite).

44341. — 18 février 1978. — M. Pierre Lagorce rappelle à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire que la possession de la carte « Vermeil », à partir de soixante-cinq ans pour les hommes et soixante ans pour les femmes, permet aux retraités d'obtenir certains avantages, dont le plus important est la

réduction consentie par la SNCF pour les voyages en chemin de fer. Certaines catégories de travailleurs des deux sexes ayant maintenant la possibilité de partir un peu plus tôt à la retraite, il lui demande s'il envisage de leur attribuer la carte « Vermeil », dès leur départ à la retraite, afin de les faire bénéficier des avantages qu'elle confère, sans les obliger à attendre l'âge de soixante-cinq ou soixante ans.

Eau (modalités de facturation de l'eau à une copropriété).

44363. — 18 février 1978. — M. Bayou appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur la situation d'une société concessionnaire d'un réseau de distribution d'eau qui réclame à une copropriété la consommation débitée par des postes d'eau munis chacun d'un compteur divisionnaire pour l'enregistrement desquels elle perçoit une redevance forfaitaire d'entretien. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si cette société a le droit de réclamer également à cette copropriété le montant de la différence déficitaire pouvant exister entre la consommation totalisée par les appareils défauteurs et celle enregistrée par le compteur général propriété de ladite société.

Lotissements (autorisation de diviser nécessitée par la vente, en vue de la construction, de la troisième parcelle d'un terrain).

44366. — 18 février 1978. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire que le propriétaire d'un grand terrain a procédé, en avril 1968, à la vente d'une première parcelle détachée en vue de la construction ; en janvier 1974, il a vendu une deuxième parcelle détachée sur laquelle était réalisé un lotissement d'une centaine de lots en vertu d'un arrêté préfectoral de lotir ne concernant que cette seule parcelle détachée. Ce propriétaire se propose de vendre aujourd'hui le reliquat de son terrain à une personne qui envisage de construire une maison à usage d'habitation ; il lui demande si cette dernière vente nécessite une autorisation de diviser. Dans le cas où la réponse serait affirmative, il lui demande s'il en serait encore ainsi dans le cas où la vente ne serait réalisée qu'après le mois d'avril 1978, soit plus de 10 ans après le premier détachement.

TRANSPORTS

Transports aériens (discontinuité de tarification sur le parcours Paris—Genève par rapport aux tarifs transatlantiques).

44321. — 18 février 1978. — M. Herzog expose à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) un problème de tarification aérienne sur lequel son attention vient d'être attirée. Selon la presse Concorde serait un avion très onéreux. Or, s'agissant du parcours Paris—New York le prix du billet étant de 4 165 F compte tenu des 3 626 miles à parcourir le prix du passage est donc de 1,14 F par mile parcouru. Le passage sur la même ligne mais avec un avion de type différent revient toujours par mile parcouru à 0,95 F en première classe ou à 0,47 F en classe « touristique économique ». Par contre le parcours aérien Paris—Genève par Air France s'effectue pour une dépense de 495 F soit, la distance étant de 250 miles, à raison de 1,66 F par mile. Ainsi, la dépense par mile des utilisateurs de cette ligne est-elle supérieure de 50 p. 100 à celle d'un vol sur Concorde c'est-à-dire en première classe avec supplément. Cette situation est tout à fait anormale et pénalise gravement les industriels et commerçants des départements français voisins de Genève qui doivent se rendre régulièrement à Paris pour leurs affaires. Il lui demande les raisons des disparités de tarifs qu'il vient de lui exposer. Il souhaiterait savoir quelles mesures il envisage de prendre pour y remédier.

INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT

Industrie mécanique (poursuite de l'activité de l'entreprise Landis Gendron à Villeurbanne (Rhône)).

44239. — 18 février 1978. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, comme suite à la question orale avec débat qu'il avait posée au mois d'octobre sur l'avenir de l'entreprise Landis Gendron située à Villeurbanne et spécialisée dans la fabrication de machines-outils, quelles sont les mesures qui permettent d'espérer la poursuite d'activité de cet établissement. En effet répondant déjà à une question de M. Cousté

en mai 1977, le Gouvernement avait indiqué que dans le secteur de la machine-outil un programme serait défini et appliqué. Dans ces conditions alors que cette entreprise risque de disparaître, mettant au chômage de nombreux ouvriers, techniciens et ingénieurs, il lui demande quelles mesures définitives il a prises ou est sur le point de prendre en faveur de Landis Gendron.

Electricité de France (amélioration des conditions de fonctionnement du centre EDF Barbès, à Paris (18^e)).

44276. — 18 février 1978. — M. Baillet attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la situation du centre EDF Barbès dans le 18^e arrondissement. Ce centre n'a bénéficié d'aucune amélioration depuis des années. Les projets envisagés n'ont reçu aucun commencement de réalisation et ce malgré les demandes répétées du personnel et des syndicats. Aujourd'hui, la situation est devenue insupportable. Le personnel ne peut plus satisfaire les besoins des usagers. Ainsi, il faut un minimum de quinze jours pour obtenir un branchement de gaz ou d'électricité. Compte tenu de cette situation et afin d'éviter tout heurt entre les usagers et le personnel, la direction du centre a été dans l'obligation de fermer les portes une heure avant les horaires prévus. Les employés comme les usagers protestent à juste titre contre des dispositions qui mettent en cause la notion même de service public. Il lui demande de bien vouloir répondre favorablement aux propositions du personnel en créant immédiatement quatre postes pour l'accueil du public et en réalisant dans les délais les plus courts l'aménagement du centre en locaux et en personnel de manière à ce qu'il puisse répondre aux besoins de la population.

Energie nucléaire (questionnaire envoyé à des chercheurs du centre d'études nucléaires de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine)).

44362. — 18 février 1978. — M. Delehedde demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat : 1° si certaines informations récemment parues dans la presse à propos d'un questionnaire envoyé de l'étranger à des chercheurs du centre d'études nucléaires de Fontenay-aux-Roses dans le but de connaître leurs opinions politiques sont exactes ; 2° dans l'affirmative, ne s'agit-il pas là d'une atteinte aux libertés individuelles.

INTERIEUR

Finances locales (versement partiel à des communes des Bouches-du-Rhône de la subvention de l'Etat au titre de la compensation des exonérations pour constructions neuves).

44246. — 18 février 1978. — M. Garcin expose à M. le ministre de l'intérieur que diverses communes des Bouches-du-Rhône ont, sur instructions de l'autorité de tutelle et conformément à la réglementation, équilibré leur budget primitif 1977 en tenant compte de la recette provenant de la subvention à verser par l'Etat au titre de la compensation des exonérations pour constructions neuves (décret n° 57-393 du 28 mars 1957). Or, des informations recueillies auprès de cette même autorité de tutelle, il ressort qu'un acompte seulement, et représentant les deux tiers environ de la subvention escomptée, sera versé aux communes concernées pour l'exercice 1977. Cette défaillance de l'Etat aggrave donc encore la situation très difficile des finances locales. S'agissant d'une recette à caractère réglementaire, il lui demande si des dispositions financières ont été envisagées à l'égard des budgets communaux concernés de manière à permettre la résorption de ce déficit dont l'administration locale n'est en rien responsable. Si tel n'était pas le cas, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles dispositions administratives seront prises si, du fait de cette défaillance de l'Etat, le compte administratif d'une commune était en déséquilibre.

Communes (lieu de réunion du conseil municipal en cas de fusion ou association de communes).

44273. — 18 février 1978. — M. Plantier rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'en réponse à la question écrite n° 41480 (*Journal officiel*, Débats AN, n° 107, du 25 novembre 1977, p. 7911), il disait que : « Le principe posé par l'arrêt « conseil municipal de Saint-Léger-de-Fourches » en date du 9 décembre 1898, selon lequel le conseil municipal doit siéger à la mairie, est toujours en vigueur. » Le Conseil d'Etat a simplement admis que cette règle peut ne pas

recevoir application lorsque, pour des circonstances exceptionnelles, le conseil municipal se trouve dans l'impossibilité de se réunir au lieu habituel de ses réunions (arrêt commune de Messé, 29 avril 1904). Il lui demande si la réponse est applicable aux communes ayant réalisé une fusion ou une association. Il souhaiterait savoir si, dans ce cas, en effet, le conseil municipal peut se réunir et délibérer légalement dans l'une des mairies des communes associées.

Taxis (circulaire relative à l'utilisation du radio-téléphone).

44291. — 18 février 1978. — M. Jans attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'émotion soulevée par sa circulaire n° 77510 destinée à MM. les préfets concernant l'application de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise. En effet, une grande partie des débats parlementaires, lors du vote de cette loi, a porté sur le maintien ou la suppression du radio-téléphone et le but du texte adopté tendait à éviter la maraude contraire aux prescriptions du décret de mars 1973. Étaient donc visés les moyens permettant la centralisation des appels et leur répartition qui correspondent ni plus ni moins à la maraude, et non la ligne de téléphone privée. Or, la circulaire précitée, en introduisant un distinguo entre « radio-téléphone » et « station radio-électrique privée » tourne le dos à la volonté du législateur, ce qui est d'ailleurs formellement reconnu dans la circulaire qui précise : « Cependant, il découle des débats parlementaires que ce n'est pas cette installation qui était visée (le radio-téléphone) mais celle des stations radio-électriques privées, telles qu'elles sont définies aux articles L. 87 et suivants du code des postes et télécommunications ». Il est donc surprenant, après cette constatation, de lire dans la même circulaire qu'il n'est pas possible de supprimer ces stations radio-électriques appelées par le législateur « radio-téléphone » et de voir conseiller la suppression du radio-téléphone qui, lui, n'a pas fait l'objet des travaux parlementaires. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour appliquer la loi dans son esprit sinon dans sa lettre.

Communes (promotion des dessinateurs municipaux).

44313. — 18 février 1978. — M. Balmigère informe M. le ministre de l'intérieur de la situation créée parmi le personnel communal par l'absence du grade de dessinateur-projeteur dans la nomenclature des emplois communaux. Cette absence bloque la promotion des dessinateurs communaux. Cette situation a conduit un certain nombre de villes à créer un grade spécial d'avancement pour les dessinateurs selon des formules assez différentes les unes des autres. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable d'unifier les situations en créant un grade de dessinateur-projeteur.

Pornographie

(conditions d'ouverture des établissements « sex shop »).

44323. — 18 février 1978. — M. Vallex rappelle à M. le ministre de l'intérieur que le principe de la liberté du commerce et de l'industrie ne permet pas d'imposer des mesures restrictives et ce qui concerne l'ouverture des établissements « sex shop ». Les pouvoirs publics estiment que l'interdiction d'accès aux mineurs ainsi que l'opacification des vitrines constituent une réglementation susceptible de garantir l'ordre et la moralité publique. Il n'en demeure pas moins que l'ouverture de telles boutiques à proximité d'établissements scolaires est extrêmement regrettable. On peut observer en ce qui concerne la protection de la jeunesse que des dispositions existent s'agissant des débits de boissons. Ainsi l'article L. 49 du code des débits de boissons prévoit que les préfets peuvent prendre des arrêtés pour déterminer les distances auxquelles les débits de boissons ne pourront être établis autour de certains édifices et établissements, dont les établissements d'instruction publique et établissements scolaires privés, ainsi que tous établissements de formation ou de loisir de la jeunesse. Dans la pratique les arrêtés préfectoraux ont été pris pour éviter que des débits de boissons soient ouverts trop près des établissements scolaires. Il apparaîtrait souhaitable que des mesures analogues puissent être prises en ce qui concerne les « sex shop », au moins aussi dangereux sur le plan moral pour les jeunes que les débits de boissons. M. Vallex demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir faire mettre à l'étude une législation qui tendrait à imposer dans ce domaine des dispositions analogues à celles qui constituent l'article L. 49 du code des débits de boissons.

Taxe à la valeur ajoutée (modalités de répartition du fonds de compensation de la TVA en faveur des collectivités locales).

44331. — 18 février 1978. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de l'intérieur les règles qui ont été fixées pour la répartition du fonds de compensation de la TVA en faveur des collectivités locales. Il apprécie la décision qui a été prise et qui amorce le remboursement de la TVA tant souhaité par les collectivités locales depuis longtemps, mais il attire son attention sur les inégalités qui risquent de se produire pour les communes qui se sont groupées en syndicat et en syndicat à vocation multiple. En effet, les dépenses reprises dans les programmes de travaux pour le compte des communes apparaissent dans les budgets communaux au chapitre 61 ou au chapitre 25 sous forme de remboursement de la TVA dont les critères retenus sont ceux des comptes financiers 21 et 23. Il faudrait donc que les modalités puissent être réétudiées pour que les SIVOM ne soient pas désavantagés alors que le Gouvernement prône à juste titre cette formule d'association et qu'il a même cherché à les encourager par des accroissements de subventions.

Sous-officiers (statut des sous-officiers de carrière occupant un emploi d'agent titulaire à temps complet dans la fonction publique).

44338. — 18 février 1978. — M. Philibert expose à M. le ministre de l'intérieur le cas suivant : la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 a accordé aux sous-officiers de carrière, occupant un emploi d'agent titulaire à temps complet dans l'administration, les dispositions conjuguées des articles 95, 96 et 97 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires. Ces dispositions reprises de l'article 32 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, ne concernaient que les engagés sous contrat. L'article 97 a de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 précise que le temps passé sous les drapeaux par un engagé accédant à un emploi de la catégorie C est compté pour l'ancienneté pour sa durée effective, jusqu'à concurrence de dix ans. Il lui demande si un sous-officier de carrière à compter du 24 octobre 1964, ayant quitté l'armée le 31 décembre 1972, titulaire d'une pension proportionnelle, nommé stagiaire dans la fonction publique à compter du 16 janvier 1976 et titulaire dans ce même emploi le 16 janvier 1977, peut bénéficier et avec effet de quelle date, des dispositions de l'article 97 a de la loi susvisée.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Départements et territoires d'outre-mer (attribution de l'indemnité de vie chère aux fonctionnaires retraités de la Guyane et des Antilles).

44370. — 18 février 1978. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur les disparités existantes en matière d'attribution de « l'indemnité de vie chère » entre les fonctionnaires retraités de la Réunion qui touchent cette indemnité et leurs homologues de la Guyane et des Antilles qui sont exclus de son bénéfice. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette discrimination qui ne repose sur aucun motif sérieux.

JUSTICE

Terrorisme (répression du terrorisme et de la violence en France).

44338. — 18 février 1978. — M. Cousté ayant bien noté que le conseil des ministres du 1^{er} février avait étudié l'ensemble des mesures déjà prises à la suite du rapport sur la violence rédigé par le garde des sceaux, et envisagé des mesures nouvelles, demande à M. le ministre de la justice ce qu'il compte faire à la suite de l'enlèvement du juge Daix à Lyon. M. Cousté constatant en effet l'émotion profonde qui s'est emparée des Lyonnais et des habitants de la région demande au Gouvernement si, dans le cas d'enlèvements de personnes privées ou exerçant des fonctions publiques, des mesures nouvelles et spécifiques ne doivent pas être prises tant au niveau des moyens dont dispose la police urbaine qu'au niveau des moyens et équipements et matériels. Il lui demande en outre si, pour des cas particulièrement graves comme ceux rapportés ci-dessus ou ceux n'ayant pas encore reçu de sanctions comme l'enlèvement de jeunes enfants ou l'assassinat d'un juge, événement qui a profondément choqué l'opinion publique lyonnaise, il ne serait pas envisagé

la création de juridictions spéciales. Il lui demande enfin dans sa réponse de faire le point de l'ensemble des actions et résultats obtenus sur le territoire national dans la lutte contre le terrorisme conduite tant par le ministre de l'Intérieur que par ses services, de manière à rassurer la population française.

Emploi (encouragements à la réinsertion sociale des anciens prisonniers).

44312. — 18 février 1978. — M. Montdargent attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le cas des personnes qui ont été incarcérées quelques temps pour un délit mineur et qui désirent ensuite se réinsérer dans la vie normale. Ces personnes se voient refuser très souvent un emploi lorsqu'elles se présentent pour postuler. D'autre part, lorsqu'elles désirent un logement, les offices d'HLM exigent pour la constitution de leur dossier la présentation de trois feuilles de paye. Pour des raisons évidentes, ces personnes venant d'être libérées ne peuvent produire ces pièces. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour aider à la réinsertion sociale de ces personnes et pour que, leur peine étant accomplie, elles n'aient plus à subir les conséquences de leurs actes.

Avocats et avoués (compétence des suppléants provisoires d'avocats).

44319. — 18 février 1978. — M. Degraeve rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 93 du décret n° 72-468 du 9 juin 1972 dispose : « Lorsqu'un avocat est empêché d'exercer ses fonctions, il est provisoirement remplacé, pour les actes de la procédure, par un ou plusieurs suppléants... ». La généralité des termes employés « pour les actes de la procédure » semble permettre au suppléant de citer, conclure, signifier, assigner devant toutes les juridictions et non pas seulement de postuler devant le tribunal de grande instance. Il lui demande de lui faire connaître si cette interprétation du texte est exacte.

Copropriété (amélioration des conditions de participation des copropriétaires à l'administration de leurs biens).

44327. — 18 février 1978. — M. Lauriol fait part à M. le ministre de la justice de son inquiétude devant les propositions des deux principales organisations professionnelles de syndics et administrateurs de biens en ce qui concerne le régime de la copropriété. Ces propositions aboutiraient notamment à donner aux syndics des pouvoirs considérables sur les assemblées générales de copropriétaires, soit directement, par le renforcement de leurs prérogatives, soit indirectement par le jeu de délégations de pouvoir. Dans le même temps, les conditions de leur révocation seraient enfermées dans des limites plus étroites. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, au contraire, dans le cadre de la réforme en cours, d'améliorer les conditions de participation des copropriétaires à l'administration de leurs biens, en particulier dans les grands ensembles.

Commissaires aux comptes (obligations d'un commissaire aux comptes non remplacé à la fin de son mandat).

44372. — 18 février 1978. — M. Fouqueteau expose à M. le ministre de la justice le cas d'un commissaire aux comptes dont le mandat n'a pas été renouvelé lors d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires et qui constate qu'aucun successeur n'a été nommé en remplacement. Il lui demande si l'intéressé est tenu de révéler le fait au procureur de la République.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Personnel des postes et télécommunications (statut et conditions de travail des agents de ligne de Limoges (Haute-Vienne)).

44245. — 18 février 1978. — Mme Constans attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les conditions de travail des agents de ligne des PTT de Limoges. Ces personnels ont cessé le travail le vendredi 27 janvier 1978 pour demander une revalorisation et une progression de leur pouvoir d'achat, un reclassement en rapport avec leurs fonctions et leurs responsabilités réelles, l'augmentation des indemnités particulièrement en période d'intempérie, l'amélioration des conditions de travail, en particulier, le retour aux quarante heures de travail hebdomadaires avec intégration du temps de trajet pour se rendre sur les chantiers dans le temps de travail. La dégradation des conditions de travail étant due à l'insuffisance en nombre de personnel, elle

lui demande de créer les emplois nécessaires pour les améliorations ci-dessus, en particulier dans le cadre de l'augmentation prévue du nombre de lignes dans les années à venir. Elle lui demande, par ailleurs, de mettre fin à la sous-traitance qui constitue un détournement du service public des PTT et qui dégrade la qualité du travail.

Zones de montagne (transformation des lignes téléphoniques aériennes en lignes souterraines dans les secteurs exposés aux avalanches).

44278. — 18 février 1978. — M. Malsonnat expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que les abondantes chutes de neige de ces dernières semaines ont gravement perturbé le service téléphonique, en particulier dans les secteurs d'avalanches. Des villages sont ainsi sans communications avec l'extérieur et on imagine facilement la situation très grave des habitants. Il apparaît nécessaire que dans ces secteurs (il s'agit parfois de quelques centaines de mètres) les lignes aériennes puissent être mises en souterrain. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas devoir prendre les dispositions permettant cet aménagement en faisant le recensement des zones exposées et en dégageant les crédits nécessaires.

Droits syndicaux (réintégration d'un agent syndical de la DRT de Limoges (Haute-Vienne)).

44295. — 18 février 1978. — Mme Constans attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la mise en cause de la circulaire 054 de 1971 sur les libertés syndicales. Un agent CDTX de la DRT de Limoges, secrétaire fédéral départemental adjoint du syndicat FO, s'est vu reprocher d'avoir usé de ses droits syndicaux (heures de délégation) et a été sanctionné par deux changements de fonctions en six mois. Elle lui demande d'intervenir auprès de ses services pour réintégrer cet agent dans ses fonctions antérieures et pour faire respecter les droits syndicaux définis dans la circulaire précitée.

ASSEDIC de l'Essonne (difficultés techniques de fonctionnement de l'unité de Palaiseau).

44306. — 18 février 1978. — M. Vizez attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation dans laquelle est obligée de fonctionner l'ASSEDIC de l'Essonne qui paie actuellement plus de 12 000 chômeurs pour un « chiffre d'affaires » dépassant 30 milliards d'anciens francs pour 1977. Alors que les services d'Evry, Corbeil, Juvisy, Etampes et Eplnay-sous-Sénart sont connectés par les lignes téléphoniques spécialisées avec un ordinateur dont l'unité centrale est située cité d'Angoulême, à Paris (11^e), il n'en est pas de même pour l'unité de Palaiseau qui est, en fait, déconnectée de l'ordinateur globalement la moitié du temps. Cela créant des perturbations considérables dans le travail des employés de ce service et entraînant également des retards dans les réponses à donner aux 961 chômeurs de décembre, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour pallier cette insuffisance notable dans une ville chef-lieu d'arrondissement comme Palaiseau.

Poste (perturbations dans la distribution du courrier à Melun-Sénart (Seine-et-Marne)).

44335. — 18 février 1978. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les perturbations importantes de la distribution du courrier en ville nouvelle de Melun-Sénart. Ainsi, par insuffisance de crédits pour embaucher du personnel remplaçant lors d'absence par suite de maladie du personnel titulaire, le courrier n'a pas été distribué les 28, 30, 31 janvier, 1^{er}, 2, 7 et 8 février dans la commune de Savigny-le-Temple. Il n'a même pu être remis aux usagers qui se déplaçaient à la poste pour le réclamer par suite de manque de personnel pour le trier. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation lamentable.

Sécurité des convoyeurs de fonds (armes à la disposition des conducteurs de fourgons).

44352. — 18 février 1978. — Après le vol de 700 000 francs le 7 février dernier au bureau de poste dit Petit Vitry un échange de coups de feu a eu lieu entre les convoyeurs et les bandits qui sortaient du bureau. Le chauffeur du fourgon se trouvant dans sa voiture n'a pu porter secours aux convoyeurs car les

conducteurs ne sont toujours pas armés. Lors de la discussion du budget 1978, le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications avait promis de faire étudier ce problème par la direction du matériel de transport. M. Wagner lui demande pourquoi cette mesure n'est pas encore mise en application et s'il faut attendre des mois pour prendre une décision.

JEUNESSE ET SPORTS

*Education physique et sportive
(organisation du sport dans les universités).*

44230. — 18 février 1978. — **M. Sainte-Marie** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** sur les ambiguïtés, voire les contradictions, du décret du 9 septembre 1977 créant la fédération nationale du sport universitaire, avec les textes antérieurs, notamment les règlements de l'ancienne ASSU. En effet, ce décret prévoit, dans les statuts annexés, « qu'une seule association par université peut être affiliée à la FNSU ». Or cette disposition, qui va dans le bon sens, est en contradiction avec les règlements de l'ancienne ASSU prévoyant que les étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives ne peuvent pas appartenir à la même association sportive que les autres étudiants, au nom d'une logique assez incompréhensible, créant une ségrégation peu conforme à la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et à la loi n° 75-938 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que : 1° il n'y ait qu'une association sportive par université et pour que les associations sportives ayant accueilli des étudiants en STAPS, ce qui va dans le sens d'une meilleure intégration de ces étudiants à l'université, ne soient pas pénalisées; 2° la création de nouvelles UEREPS ne se fasse pas au détriment de la pratique sportive des étudiants des autres UER et, notamment, que soient systématiquement prévues les installations supplémentaires nécessaires; 3° ces créations ne soient pas des « impasses » pour les étudiants, limitées à un DEUG après lequel les étudiants à la rue ne trouvent pas à se recaser dans d'autres UEREPS, ce qui implique qu'elles correspondent à un plan général et structuré et non pas à des initiatives personnelles et anarchiques.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Allocation de logement (versement direct de l'allocation à l'organisme loueur lorsqu'un locataire n'assure plus le règlement de son loyer).

44234. — 18 février 1978. — **M. Franceschi** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la question écrite n° 41403 en date du 13 octobre 1977 qu'il lui a posée au sujet de la rigidité des règles relatives à l'attribution de l'allocation de logement. En effet, lorsqu'un locataire n'assure plus le règlement de son loyer, il lui est retiré l'allocation de logement, ce qui aggrave encore sa situation financière, entraînant ainsi une dette importante vis-à-vis de son office d'HLM, contraignant cet organisme à la rupture du contrat de location, bien que la situation du locataire se soit souvent, entre temps, redressée. Il lui demande, en conséquence, s'il ne peut être envisagé, et cela avant la mise en service généralisée de l'APL, le versement direct de l'allocation de logement à l'organisme loueur, ce qui réduirait notablement le montant de l'impayé, permettant ainsi au locataire de mieux résorber sa dette.

Prestations familiales (maintien du droit aux prestations jusqu'au 1^{er} octobre pour les familles de jeunes à la recherche d'un emploi à l'issue de la scolarité obligatoire).

44256. — 18 février 1978. — **M. Honnet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur certaines anomalies, qui résultent dans leur interprétation et leur application aussi bien de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale que des textes s'y référant, et dont le caractère anormal apparaît bien à partir des exemples suivants: un jeune ayant atteint l'âge de dix-huit ans au mois de février 1977, sitôt le baccalauréat obtenu au mois de juin, décide de rechercher un emploi en ayant recours à l'ANPE. Ses parents se voient supprimer le droit aux allocations familiales, ouvert de son fait, dès le 1^{er} juillet. Un jeune dans une situation analogue, moins soucieux de son avenir ou de ne pas rester à la charge des siens, ou peut-être plus avisé, attend la fin des vacances pour se déterminer. Ses parents continuent à percevoir les allocations familiales jusqu'au 1^{er} octobre. Cette discrimination est difficilement compréhensible; si dans ces deux cas les jeunes

demeurent incontestablement à la charge de leurs parents, il est regrettable de constater que le désir exprimé d'entrer dans la vie active est, d'emblée, pénalisé. Certains services conscients, d'ailleurs, des conséquences anormalement différentes de telles appréciations, pour en pallier les effets, conseillent aux jeunes, pour ne pas mettre en cause le maintien jusqu'au mois d'octobre des allocations familiales perçues par leurs parents, soit de ne pas se manifester officiellement auprès de l'Agence pour l'emploi, soit de prendre dès juillet une inscription universitaire pour la forme. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne lui semble pas utile de prendre toute disposition utile pour éviter ainsi dans des situations pratiquement identiques, des décisions contradictoires et, en tout état de cause pour assurer le maintien du droit aux allocations familiales, lorsqu'elles sont versées pour un jeune ayant dépassé l'obligation scolaire, qu'il soit demandeur d'emploi ou non, jusqu'au 1^{er} octobre suivant la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il a effectivement poursuivi des études.

Personnel des hôpitaux psychiatriques (modalité d'accès au grade de surveillant).

44258. — 18 février 1978. — **M. Guinebretière** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le non-respect de l'arrêté de juillet 1976 par la plupart des établissements du secteur psychiatrique. En effet, la promotion au grade de surveillant ne se fait pas en fonction de la possession du certificat de cadre infirmier du secteur psychiatrique, mais elle se fait toujours à l'ancienneté, après huit années de titularisation. Quelle est l'utilité d'obtenir ce certificat puisque la qualification n'est pas prise en compte pour la nomination au grade de surveillant. D'autre part, lorsque les titulaires de ce certificat acceptent un poste de moniteur dans les centres de formation, s'ils veulent réintégrer un service de soins, ils le font en simple infirmier, ce qui leur semble injuste. Il lui demande si un réexamen de l'application de cet arrêté est possible.

Veuves (bénéfice d'une pension de réversion pour les veuves dont les maris ont cotisé au régime des retraites ouvrières et paysannes).

44270. — 18 février 1978. — **M. Balmigère** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des personnes veuves, dont les maris ont exercé avant 1930 des activités salariées et après cette date se sont installés à leur compte. Ces personnes bénéficient de modestes retraites de caisses artisanales par exemple, mais elles ne peuvent obtenir de pension de réversion relatives aux périodes où leurs maris ont travaillé et cotisé au régime des retraites ouvrières et paysannes avant l'institution des assurances sociales. Il lui demande les dispositions qui peuvent être prises pour remédier à cette situation.

Personnel hospitalier (conditions de recrutement et d'avancement des personnels de service des laboratoires et d'électroradiologie).

44286. — 18 février 1978. — **M. Robert Fabre** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les conséquences du décret n° 77-1038 du 12 septembre 1977, modifiant les conditions de recrutement et d'avancement des personnels de service des laboratoires et d'électroradiologie, dans les établissements publics de soins et de cures. Ce texte apporte un profond changement dans les structures des professions paramédicales spécialisées, il revient en arrière sur la situation des personnels intéressés. Il lui demande donc de bien vouloir lui communiquer les raisons qui l'ont conduite à un tel changement, et de lui indiquer si elle compte engager avec ces personnels, leurs associations et syndicats, les consultations nécessaires à l'établissement de tels règlements.

Sécurité sociale (remption de charges patronales sur la police d'assurance invalidité-décès souscrite par une société anonyme au profit de son personnel).

44290. — 18 février 1978. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** le cas de la société anonyme B-B qui assure l'ensemble de son personnel contre les risques invalidité-décès, par une police dont le financement est assuré par une cotisation patronale, apportant ainsi à son personnel un avantage social complémentaire de ceux résultant des conventions collectives. Or l'URSSAF oblige cette SA à payer les charges sociales de ce contrat d'assurances; alors qu'il n'y a pas en l'occurrence de distribution d'avantages, mais seulement couverture d'un risque prévisionnel; alors que le fait générateur de l'avantage

n'est pas réalisé. Il lui demande s'il n'y a pas là une position exorbitante de la part de l'URSSAF, position qui va à l'encontre des directives gouvernementales incitant les entreprises à la promotion du travail manuel, et tendant à aligner ces travailleurs sur certains fonctionnaires, employés de certaines entreprises nationalisées ou de sociétés mixtes.

*Allocation aux handicapés
(conditions de renouvellement des allocations).*

44300. — 18 février 1978. — **M. Juquin** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés qu'éprouvent les personnes handicapées pour le renouvellement de leurs prestations. Il expose le cas d'un dossier de demande de renouvellement de l'allocation de la tierce personne, déposé le 2 décembre 1977, qui n'a pu être examiné en commission municipale avant deux mois, soit le 2 février 1978, mois d'échéance de ladite allocation. Ce retard aura pour conséquence l'interruption momentanée du versement de l'allocation. Connaissant les difficultés qui sont le lot de la grande majorité des handicapés adultes, il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que les dossiers de renouvellement d'allocations, lorsqu'ils sont déposés en temps opportun par les intéressés, soient réglés dans les délais qui éviteraient une interruption des paiements extrêmement préjudiciable aux handicapés, ou qu'à défaut les versements des allocations soient systématiquement reconduits jusqu'à la régularisation des dossiers.

Maisons de retraite (garantie du versement aux personnes âgées pensionnaires du minimum à titre d'argent de poche).

44309. — 18 février 1978. — **M. Bordu** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation scandaleuse qui est réservée aux personnes âgées placées en maison de retraite, qui se voient supprimer le versement de 10 p. 100 de pension au titre de l'argent de poche, lorsqu'une décision de rejet pour l'aide sociale intervient après une période d'enquête. Il appartient aux enfants de pourvoir aux besoins de leurs parents, mais ceux-ci souvent n'osent pas demander le strict minimum pour acheter par exemple des cigarettes et un journal, car les enfants qui connaissent souvent aussi des difficultés financières, sont lourdement pénalisés d'avoir à verser à la maison de retraite le complément de la pension des parents. Il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour assurer à ces personnes âgées 10 p. 100 minimum du montant de leur pension, qu'elles soient ou non bénéficiaires de l'aide sociale.

Personnel de la santé (création d'un statut d'assistant sanitaire pour les agents titulaires d'un certificat de techniciens supérieurs de génie sanitaire).

44329. — 18 février 1978. — **M. Bolo** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les agents titulaires d'un certificat de techniciens supérieurs de génie sanitaire délivré par l'école nationale de la santé publique de Rennes exercent généralement leurs fonctions départementales au sein des services d'hygiène publique des DDASS et de service d'assistance technique aux stations d'épurations (SATESE). Il n'existe actuellement aucun statut pour cette catégorie de personnel formée sur la base bac + 2 + 1 année de spécialisation en hygiène du milieu. L'association représentant ces agents propose donc un statut d'assistant sanitaire assimilé à celui des assistants sociaux ayant une formation comparable (bac + 3) permettant ainsi d'assurer la liaison entre l'inspecteur de salubrité et l'ingénieur sanitaire départemental. Il lui demande si elle a l'intention de mettre en place le statut en cause.

Hôpitaux (conditions matérielles médiocres d'hébergement des malades chroniques de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

44355. — 18 février 1978. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions matérielles inadmissibles dans lesquelles vivent les malades chroniques des pavillons Loeper de l'hôpital Charles-Foix, à Ivry-sur-Seine. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour faire améliorer les conditions de séjour des patients et notamment pour augmenter l'effectif du personnel devant permettre d'assurer, dans les locaux, plus d'hygiène, de propreté et de confort.

Prestations familiales (amélioration des rémunérations et des conditions de travail des personnels des caisses d'allocations familiales).

44360. — 18 février 1978. — **M. Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation dans laquelle se trouvent les agents chargés de la liquidation des prestations familiales dont la grève se prolonge et s'étend. Il lui fait remarquer que la politique gouvernementale multipliant les prestations sous conditions, outre qu'elle n'apporte pas aux familles les améliorations escomptées, exige un énorme travail supplémentaire des personnels, liquidateurs notamment. Or ceux-ci ont des rémunérations qui comptent parmi les plus faibles puisqu'ils n'atteignent pas le niveau 6, des conditions de travail dégradées du fait du manque de personnel et de locaux. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour inciter les responsables des caisses nationales à négocier les revalorisations des rémunérations les plus faibles, l'accroissement des effectifs et l'amélioration des conditions de travail.

*Assurance vieillesse
(rachat de points de cotisation par les médecins retraités).*

44368. — 18 février 1978. — **M. Philibert** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le caractère discriminatoire des dispositions de l'arrêté du 1^{er} août 1976 relatif aux pensions servies par l'IRCANTEC aux médecins des hôpitaux publics. Il lui rappelle que les médecins déjà retraités ne peuvent bénéficier des améliorations contenues dans le texte susvisé. Cependant il paraît envisageable de permettre aux médecins des hôpitaux publics de racheter les points de cotisation qui leur manquent afin d'améliorer leurs droits à pension. Il lui demande en conséquence si elle n'envisage pas de prendre des mesures allant dans le sens indiqué ci-dessus.

TRAVAIL

Accidents de trajet (protection sociale des cadres des entreprises dont le siège est éloigné des chantiers de travaux).

44253. — 18 février 1978. — **M. Sénès** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation délicate des responsables d'entreprises dont le domicile se trouve éloigné des chantiers dont ils ont la charge. En effet, une interprétation des textes relatifs aux accidents du travail et à la notion de trajet, faite d'une manière trop littérale, sans analyse de l'esprit qui a permis la rédaction de ces textes dans un sens de protection sociale, semble mettre très gravement en difficulté non seulement les victimes d'accidents pendant le parcours de leur domicile au chantier, mais encore les entreprises qui acquittent régulièrement et normalement leurs cotisations auprès des organismes sociaux. Ces entreprises se trouvent ainsi handicapées pour gérer leurs différents chantiers, par crainte de voir leurs cadres sans protection face à un accident. Il souhaiterait qu'une précision soit apportée sur cette situation. Il demande à **M. le ministre** si des directives précises ne peuvent pas être données aux organismes sociaux pour tenir compte des situations liées au mécanisme des entreprises, par une adaptation ou une interprétation des textes sur les seuls critères relatifs aux obligations des cadres pour l'exercice de leur profession et de leurs responsabilités.

*Anciens combattants et prisonniers de guerre
(octroi du bénéfice des dispositions relatives à la préretraite).*

44254. — 18 février 1978. — **M. Gantier** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 exclut du bénéfice de la préretraite les personnes qui peuvent bénéficier d'une retraite anticipée de la sécurité sociale à taux plein avant l'âge de soixante-cinq ans et notamment les anciens combattants et prisonniers de guerre. Il lui rappelle, en outre, qu'interrogé le 5 octobre 1977 lors de la séance de questions au Gouvernement, il annonçait que les partenaires sociaux étaient saisis de la difficulté. Il lui demande donc si les partenaires sociaux ont préparé une modification de l'accord, et dans l'hypothèse d'une réponse négative, quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour que soient respectés les droits des anciens combattants et prisonniers de guerre.

Epargne (extension aux caisses d'épargne de la formule du livret d'épargne manuel).

44257. — 18 février 1978. — **M. Alloncle** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'article 80 de la loi n° 76-1232 du 29 décembre 1976 portant loi de finances pour 1977 a prévu l'instauration d'un livret d'épargne manuel. Les organismes qui pourront gérer ces livrets d'épargne manuel sont désormais connus. Les caisses d'épargne n'en font pas partie, ce qui apparaît comme extrêmement regrettable. Il est évident que le succès de l'opération qui a été lancée ne peut être assuré que s'il existe un très grand nombre d'établissements susceptibles de recevoir les placements en cause. Il souhaiterait connaître les raisons de l'élimination des caisses d'épargne de la liste des organismes concernés et lui demande s'il n'envisage pas de modifier cette liste et d'y inclure les caisses d'épargne.

Allocations de chômage (attribution de l'allocation de transfert de domicile aux demandeurs d'emploi qui se reclassent dans le secteur public).

44261. — 18 février 1978. — **M. Lepercq** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de certains demandeurs d'emploi qui, parce qu'ils se reclassent dans le secteur public, ne peuvent prétendre à l'allocation de transfert de domicile. Alors que l'on veut vaincre ce fléau social qu'est le chômage. Alors que l'on veut inciter les demandeurs à se rendre là où est le travail, il ne comprend pas une telle disposition. Estimant donc que cette mesure est en contradiction avec la priorité donnée à l'emploi, il lui demande de faire en sorte qu'une telle discrimination ne puisse plus être.

Délégué du personnel (licenciement par la CGE à la suite de la restructuration de ses bureaux d'études).

44267. — 18 février 1978. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que, dans le cadre de la restructuration de ses trois bureaux d'études, Sedim, Sogelerg, Sogreah, la CGE remet en cause les droits acquis par le personnel. En effet, à l'occasion du déplacement de la Sedim du Plessis-Robinson à Chevilly-Larue, la direction, après avoir refusé toute négociation sur les conditions de ce déplacement, a procédé à plusieurs licenciements, parmi lesquels celui d'un délégué du personnel, et ceci au mépris des obligations légales à respecter en pareille circonstance. Cette mesure, qui semble bien n'être pas la première de ce type, constitue une atteinte inadmissible aux droits syndicaux et provoque la protestation légitime des organisations syndicales CGT et CFDT. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les droits syndicaux et obtenir la réintégration de ce représentant du personnel.

Retraite anticipée (niveau de la garantie de ressources accordée aux bénéficiaires de l'accord national du 13 juin 1977).

44275. — 18 février 1978. — **M. Labbé** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'aux termes de l'accord national interprofessionnel du 13 juin 1977, les salariés de plus de soixante ans qui ont fait liquider une pension de vieillesse avant leur démission ont droit à la garantie de ressources prévue par cet accord, sans toutefois que le montant cumulé des ressources garanties à ce titre et des avantages de vieillesse perçus par les intéressés puisse excéder 70 p. 100 du salaire de référence. Cette disposition particulièrement restrictive est sans conteste très préjudiciable aux titulaires de pensions de vieillesse civiles ou militaires qui admettent difficilement que soient pris en compte, dans une mesure qui se veut sociale, les avantages de vieillesse qui ont été constitués par la retenue d'un certain pourcentage de leur traitement ou de leur solde. Sans ignorer le caractère contractuel de l'accord en cause, il lui demande s'il n'envisage pas d'appeler l'attention des parties intéressées sur la mesure d'équité qui consisterait, sinon à prendre en considération la totalité de l'avantage de vieillesse déjà accordé, dans le calcul de la garantie de ressources, mais tout au moins à considérer que celui-ci devrait être constituée par les 70 p. 100 du montant cumulé du traitement de référence et de la pension civile ou militaire déjà liquidée. Il apparaît que l'aménagement proposé des dispositions en vigueur ne pourrait que répondre au but envisagé, qui est de contribuer à l'amélioration de la situation de l'emploi par l'incitation à une retraite anticipée des salariés remplissant les conditions requises pour y prétendre.

Conventions collectives (maintien du bénéfice de la convention collective de la sidérurgie et du statut du métallurgiste pour les personnels des ateliers de la société SACILOR, réembauchés par une filiale de la CFEM).

44284. — 18 février 1978. — **M. Kiffer** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation particulière dans laquelle se trouvent les 400 cadres, employés, techniciens et ouvriers des ateliers généraux de la Société Sacilor à Hagondange qui doivent être réembauchés par une nouvelle société industrielle de mécanique, filiale de la CFEM et de la sidérurgie, à la suite de la reprise par cette nouvelle société des ateliers centraux d'Hagondange. Cette opération doit être, à terme, créatrice d'emplois nouveaux. Si une telle initiative répond aux préoccupations des salariés, il n'en existe pas moins un problème épineux concernant l'application aux salariés nouvellement embauchés du statut de la sidérurgie qu'ils désirent évidemment conserver avec les mesures de protection sociale qui s'y rattachent. Il lui demande dans quelle mesure les salariés issus de la société Sacilor et repris par cette nouvelle entreprise mécanique pourront continuer à bénéficier de la convention collective de la sidérurgie et du statut du métallurgiste étant fait observer qu'il existe déjà un précédent puisque des agents de la sidérurgie ont été mutés au fil des années dans différentes sociétés filiales en conservant le statut de sidérurgiste.

Délégués du personnel (conditions d'attribution d'un local propre à ces délégués).

44288. — 18 février 1978. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre du travail** que l'article L. 420-19 du code du travail dispose dans son troisième alinéa que : « Le chef d'établissement est tenu de mettre à la disposition des délégués du personnel le local nécessaire pour leur permettre de remplir leur mission et notamment de se réunir. » L'article L. 434-7 du code du travail dispose que : « Le chef d'entreprise doit mettre à la disposition du comité un local convenable, le matériel et notamment le personnel indispensable pour ses réunions et son secrétariat. » Le libellé même de ces textes ne permet pas de déterminer s'il s'agit de locaux distincts ou s'il peut s'agir d'un même local, utilisé selon les besoins par l'une ou l'autre de ces institutions. Dans la pratique et lorsqu'il s'agit d'entreprises petites ou moyennes, on constate que le comité d'entreprise dispose en propre d'un ou de plusieurs locaux et que c'est l'un de ces locaux qui est utilisé, suivant leurs besoins, par les délégués du personnel. Par ailleurs, la loi du 27 décembre 1968 a plus récemment prévu que : « Le chef d'entreprise met à la disposition des sections syndicales un local commun convenant à l'exercice de la mission de leurs délégués. » Ce local est pratiquement, dans les entreprises à faible effectif, utilisé simultanément par le délégué syndical et les délégués du personnel, du fait même que leur nombre est restreint, quand ils ne cumulent pas plusieurs mandats. Une interprétation récente d'un échelon de l'administration voudrait que le chef d'entreprise mette, dans tous les cas, un local à la disposition permanente et exclusive des délégués du personnel. Or dans le cas en cause, une telle demande est formulée par les élus d'une seule organisation syndicale qui sont au nombre de quatre (deux titulaires, deux suppléants) sur les dix-huit que compte le collège des délégués du personnel. Compte tenu du fait que ces délégués ne disposent que d'un nombre maximum limité d'heures de délégation, peut-il lui faire savoir s'il ne lui paraît pas exorbitant que l'on exige l'affectation permanente du local demandé.

Agence nationale pour l'emploi (amélioration des conditions de travail des personnels).

44307. — 18 février 1978. — **M. Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation qui est faite pour les agents de l'agence nationale pour l'emploi. Ces agents en grève les 1^{er} et 2 février aspirent à travailler mieux et plus nombreux dans une agence adaptée aux besoins des travailleurs et ils aspirent également à bénéficier des garanties équivalentes à celles des agents titulaires de l'Etat et, en priorité, de la garantie de l'emploi. Comme il ne répond pas, ainsi que le directeur général de l'ANPE à ces revendications légitimes, il lui demande ce qu'il compte faire pour négocier enfin avec ces personnels et ces agents.

Assurance décès (couverture du risque décès des stagiaires des FPA).

44347. — 18 février 1978. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre du travail** que les règles actuelles propres à l'AFPA opèrent une distinction entre les travailleurs qui viennent effectuer un stage de FPA et ceux qui ont un contrat normal de travail dans un établissement industriel ou commercial. En cas de maladie les stagiaires

de formation professionnelle bénéficient d'avantages identiques à ceux reconnus aux travailleurs du secteur privé. Par contre, il n'en est pas de même en ce qui concerne le risque décès. Cette lacune est extrêmement regrettable d'autant que les stagiaires de FPA sont fréquemment chargés de famille. Il lui demande de bien vouloir faire mettre ce problème à l'étude afin que les stagiaires de FPA bénéficient d'une couverture sociale identique à celle des travailleurs du secteur privé.

Enseignement privé (obligation de constitution d'un comité d'entreprise dans les établissements liés à l'Etat par un contrat d'association).

44350. — 18 février 1978. — **M. Gissinger** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir lui faire connaître si les établissements d'enseignement privé liés à l'Etat par un contrat d'association, ou leurs associations d'exploitation, sont tenus de constituer un comité d'entreprise dans la mesure où le nombre de leurs personnels, enseignants compris, pourrait donner lieu à pareille obligation.

Allocations de chômage (émission des chèques de remplacement des chèques des ASSEDEC égarés).

44371. — 18 février 1978. — **M. Meslin** signale à **M. le ministre du travail** que les chômeurs inscrits aux ASSEDEC sont obligés d'attendre, en cas de perte de l'enveloppe contenant le chèque qui leur est destiné chaque quinzaine par les services postaux, un mois et quatorze jours. Il lui demande que ce délai est fort long pour des personnes ne disposant d'aucun revenu. Il lui demande s'il ne serait pas possible de raccourcir ce délai en demandant aux services des ASSEDEC de faire opposition sur ledit chèque égaré dans un délai raisonnable et de renouveler alors le règlement aux intéressés.

Industrie du livre (menaces de licenciement des travailleurs de la Société Barast d'Alfortville [Val-de-Marne]).

44375. — 18 février 1978. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation alarmante dans laquelle se trouvent les trente-huit employés de la Société Barast, domiciliée 39, rue Edouard-Vaillant, à Alfortville. Il lui signale qu'à la suite du dépôt de bilan effectué par l'employeur, un jugement de liquidation de biens doit intervenir incessamment, entraînant le licenciement imminent de l'ensemble du personnel. Les travailleurs qui estiment que cette société est viable sont décidés à défendre leur emploi. Il lui demande de lui faire connaître les mesures d'urgence qu'il compte prendre pour sauvegarder cette activité de brochage et de reliure.

UNIVERSITES

Enseignants (titularisation des enseignants de l'enseignement supérieur à l'étranger).

44280. — 18 février 1978. — **M. Odru** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation des enseignants dans l'enseignement supérieur à l'étranger, qui, ayant satisfait aux exigences des lois et règlements en vue de leur titularisation dans un corps de l'enseignement supérieur (examen de leur demande par la sous-commission interministérielle de l'enseignement supérieur français à l'étranger et par le comité consultatif des universités quand nécessaire) attendent depuis octobre 1975 et parfois plus, la signature de leur arrêté de titularisation. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que ces personnels se voient effectivement titularisés, avec effet rétroactif.

Enseignants (réunion de la sous-commission interministérielle de l'enseignement supérieur à l'étranger).

44282. — 18 février 1978. — **M. Odru** expose à **Mme le ministre des universités** que les personnels enseignants non fonctionnaires servant hors de France dans les enseignements supérieurs, candidats à l'intégration dans un corps de fonctionnaires de l'enseignement supérieur, se voient retourner, par les services du ministère des universités, leurs dossiers déposés dans ce but, sans qu'ils aient été examinés par la sous-commission interministérielle de l'enseignement supérieur à l'étranger. Il apparaît en effet que cette sous-commission n'a pu être réunie depuis octobre 1975. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre en vue d'appliquer les lois et règlements cités en référence, qui garantissent cette intégration à ces personnels, quand ils remplissent les conditions requises.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE

Pensions de retraite civiles et militaires (suppression de la condition de survie des trois enfants pour le bénéfice de la jouissance immédiate de pension des fonctionnaires mères de famille).

43318. — 31 décembre 1977. — **M. Bouvard** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'aux termes de l'article 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite, seules peuvent bénéficier de la pension avec jouissance immédiate les mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre. Celles d'entre elles qui ont eu la douleur de perdre un de leurs enfants autrement que pour faits de guerre se trouvent donc exclues du bénéfice de cette disposition. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage d'assouplir cette législation afin que puissent bénéficier de la mesure rappelée ci-dessus toutes les femmes qui ont eu trois enfants au moins, même si ceux-ci ne sont plus en vie à la date de leur demande de concession de pension.

Réponse. — Depuis l'intervention de l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 1977 (n° 77-1466 du 30 décembre 1977) les femmes fonctionnaires mères de trois enfants au moins même si l'un d'eux est décédé avant la date de présentation de la demande de mise à la retraite peuvent prétendre à la jouissance immédiate de leur pension si les enfants qu'elles ont élevés l'ont été pendant neuf ans au moins soit avant leur seizième anniversaire, soit avant l'âge où ils ont cessé d'être à charge, au sens de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale. Il n'est, en conséquence, pas nécessaire d'aménager pour le moment les dispositions récemment prises en faveur des mères de famille d'au moins trois enfants.

RECHERCHE

Mer (recherche de nodules polymétalliques dans les fonds marins de la zone caribéenne).

41979. — 5 novembre 1977. — **M. Ibéné** expose à **M. le Premier ministre (Recherche)**, que diverses commissions internationales ayant étudié le problème des nodules polymétalliques recelés par les fonds marins, lui demande si le bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) ou autre organisme français a prospecté les fonds marins de la zone caribéenne relevant du contrôle de la France et dans l'affirmative, quels ont été les résultats de ces recherches.

Réponse. — La prospection des nodules polymétalliques au niveau français est assurée par l'association Afernod qui regroupait jusqu'à une date récente : CNEOX, CEA, SLN, Chantiers France-Dunkerque. Le BRGM est entré récemment dans cette association. Les travaux ont visé à mettre en évidence des fonds marins où il y ait une forte concentration de nodules à teneur élevée en éléments métalliques de valeur. Ces critères ont rapidement amené l'association à faire porter son effort sur le Pacifique dans une zone déterminée par les failles de Clarion et Clippertone.

AFFAIRES ETRANGERES

Transports aériens (conditions de transit des voyageurs à Los Angeles sur la ligne Papeete-Paris).

42669. — 30 novembre 1977. — **M. Meslin** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les conditions déplorables dans lesquelles s'effectuent, à Los Angeles (USA), les transits des voyageurs utilisant le service aérien Papeete-Paris. Depuis le 1^{er} avril 1976, la Compagnie Air France n'assure plus la correspondance immédiate entre le DC 10 de la compagnie UTA Papeete-Los Angeles et son Boeing 707 Los Angeles-Paris, ce qui entraîne pour les voyageurs un arrêt de quinze heures et, par conséquent, la nécessité de passer une nuit à Los Angeles. Il s'agit cependant de voyageurs en transit qui détiennent des billets directs Papeete-Paris et dont les bagages sont enregistrés. Les services d'immigration américains exigent que les bagages de soute leur soient présentés par les voyageurs sans faire appel à aucune aide, sans utiliser des chariots, ce qui oblige toutes ces personnes, parmi lesquelles se trouvent des femmes chargées d'enfants, à transporter de lourdes valises en plus de leurs propres bagages à main. Compte tenu de la manière dont se passent les opérations de transit à Roissy et à Orly pour les étrangers, il serait souhaitable que les Français bénéficient du même traitement à Los Angeles. Il lui demande s'il

n'estime pas opportun de demander à notre consul à Los Angeles d'intervenir afin que les bagages de suite enregistrés de Papeete à Paris demeurent sous douane, comme cela se pratique dans le sens Paris—Papeete où l'escale n'est que de deux heures.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire pose deux problèmes distincts. Le premier porte sur la durée du transit, à Los Angeles, des voyageurs utilisant le service aérien Papeete—Paris. Il est exact que, depuis le 1^{er} avril 1976, Air France n'assure plus la correspondance immédiate entre le DC 10 de la Compagnie UTA Papeete—Los Angeles et son Boeing 747 Los Angeles—Paris et que l'arrêt prolongé à Los Angeles oblige les passagers à y passer une nuit. Mais il n'est malheureusement pas apparu possible à Air France d'avancer de manière significative son arrivée à Los Angeles compte tenu de l'heure utile à laquelle l'escale intermédiaire de Toronto doit être faite. Conscient de ce problème, la compagnie nationale vient précisément de procéder, auprès des passagers, à une enquête portant sur la durée de l'escale à Los Angeles. Il résulte de cette enquête qu'une grande majorité de la clientèle est satisfaite de pouvoir — en passant une nuit à Los Angeles — couper en deux parties les vingt heures d'un vol qui devient ainsi moins éprouvant. La durée du vol Papeete—Los Angeles—Paris pourrait être cependant diminuée si se réalisait bientôt le projet, qu'étudie actuellement Air France, de mettre en place un appareil Boeing 747 « combiné », en vol direct, sans escale à Toronto, sur la ligne Paris—Los Angeles. Le second problème, concernant le dédouanement des bagages de suite des passagers en transit à Los Angeles, existe du fait de la réglementation américaine en vigueur. Dès 1971 les deux compagnies aériennes françaises intéressées et le ministère des affaires étrangères avaient attiré l'attention des autorités américaines sur ce point, en soulignant les inconvénients qui résultaient, pour les passagers, de l'impossibilité de laisser sous douane leurs bagages pendant la durée de cette escale. Ces démarches sont restées sans succès. Comme suite à la question écrite posée par l'honorable parlementaire, le ministère des affaires étrangères vient cependant de saisir à nouveau les autorités américaines de ce problème.

Rapatriés indemnisation des agriculteurs français du Maroc spoliés en 1973.

42831. — 7 décembre 1977. — **M. Porelli** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il est exact que les agriculteurs français du Maroc, spoliés en 1973, seraient écartés des mesures gouvernementales visant à attribuer une indemnisation équitable aux rapatriés dépossédés avant 1970. Il serait, en effet, arbitraire et inacceptable que ces rapatriés soient indemnisés sur la seule base d'une indemnité calculée à raison de 350 francs l'hectare et attribuée d'une façon totalement restrictive par le gouvernement marocain.

Réponse. — La loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France a prévu que, pour bénéficier du droit à indemnisation, il faut avoir été dépossédé avant le 1^{er} juin 1970 par suite d'événements politiques. La loi n° 78-1 du 2 janvier 1978, parue au *Journal officiel* du 3 janvier, qui n'a pas modifié cette disposition n'est par conséquent pas applicable aux agriculteurs français dont les propriétés ont été transférées à l'Etat marocain en vertu du Dahir du 2 mars 1973. Ces agriculteurs ont pu toutefois concourir pour la répartition de l'indemnité globale et forfaitaire versée par le Gouvernement marocain conformément au protocole conclu le 2 août 1974. Pour déterminer le montant de l'indemnité, les négociateurs de l'accord ont tenu compte des éléments d'exploitation (matériel, cheptel vif, stocks, frais de culture) et des éléments fonciers (terres, plantations, bâtiments d'habitation et d'exploitation, équipements ou parts de coopératives). En ce qui concerne les éléments d'exploitation, l'indemnité est calculée selon la valeur vénale des biens avec un pourcentage d'abattement propre à chaque élément. Pour les éléments fonciers seule la superficie a été prise en considération, la commission interministérielle chargée de la répartition ayant à cet effet fixé un barème uniforme par hectare indemnisable. La répartition ainsi obtenue n'est certes pas égale à la valeur des biens transférés à l'Etat marocain. Mais dans la mesure où elle constitue une réparation partielle, l'indemnité a cependant amélioré la situation des agriculteurs par rapport à celle créée par le Dahir du 2 mars 1973.

Divorce (harmonisation des jurisprudences franco-américaines en matière de garde des enfants.

42932. — 10 décembre 1977. — **M. Debré** s'étonne auprès de **M. le ministre des affaires étrangères** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 36797, publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 14 du 31 mars 1977 (p. 1343). Huit mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il

vient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui demande s'il se préoccupe de l'attitude des tribunaux américains qui, en cas de divorce d'un ménage franco-américain, donnent systématiquement la garde des enfants au conjoint américain et, quand le divorce a été prononcé en France donnant sous réserve de droit de visite, la garde au conjoint français, excusent systématiquement le conjoint américain quand il refuse d'appliquer le jugement en ne rendant pas l'enfant; lui signale que de telles affaires sont plus nombreuses qu'on ne le dit et expriment un refus d'appliquer le droit international qui ne paraît pas conforme aux impératifs de notre commune civilisation.

Réponse. — Bien que les relations d'entraide judiciaire entre la France et les Etats-Unis dans le domaine de la protection des personnes ne soient pas actuellement structurées, l'expérience pratique acquise par le ministère des affaires étrangères ainsi que par le ministère de la justice, représenté par le bureau de l'entraide judiciaire internationale, ne relève pas de la part des autorités judiciaires américaines un comportement et des réflexes plus nationalistes que ceux des autorités de tout autre pays. C'est ainsi qu'on observe chez les autorités en cause une tendance à subordonner la sortie de l'enfant du territoire américain avec le parent étranger à l'autorisation donnée à cet effet par l'autre parent. Seule, l'absence de convention d'entraide dans le domaine de la protection des personnes entre la France et les Etats-Unis doit être mise en cause en ce qui concerne le problème de l'harmonisation des jurisprudences franco-américaines en matière de garde d'enfants. Les conventions ont, en effet, pour objet essentiel de coordonner l'action des autorités judiciaires relevant des différents Etats en suscitant et en facilitant entre elles l'échange des informations ainsi que d'influer sur la psychologie des juges pour les amener à prendre officiellement en considération toutes les données internationales des procès et à rendre des décisions dont l'autorité soit reconnue de facto à l'étranger. Actuellement des pourparlers ont été engagés avec les autorités américaines pour tenter de négocier une convention d'entraide. A cette occasion, il sera fait état de la question posée par l'honorable parlementaire pour souligner auprès de nos partenaires la nécessité ressentie par la partie française d'établir sur une base conventionnelle des relations d'entraide entre nos deux pays.

AGRICULTURE

Exploitants agricoles (extension aux exploitants agricoles anciens déportés ou internés de la possibilité de bénéficier de l'abaissement de l'âge de la retraite).

43384. — 7 janvier 1978. — **M. Ollivro** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en vertu de la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977, les personnes titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance, qui sont maintenant âgées d'au moins cinquante-cinq ans, peuvent cesser leur activité sans attendre l'âge minimum de liquidation de leur pension de vieillesse, dès lors qu'elles sont bénéficiaires d'une pension d'invalidité de guerre, accordée pour un taux d'invalidité globale d'au moins 60 p. 100. D'après les assurances données au cours des débats, à l'Assemblée nationale, par Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale, cette nouvelle loi concerne tous les assurés sociaux, quel que soit le régime obligatoire de sécurité sociale auquel ils sont affiliés. Il lui demande où en sont les décrets d'application de cette loi en ce qui concerne les exploitants agricoles qui désirent en bénéficier et si un ancien interné résistant, qui a laissé son exploitation au mois d'août 1977, pourra bénéficier d'une pension d'invalidité dans les conditions prévues par ladite loi à compter du mois d'août 1977.

Réponse. — L'article 2 de la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés stipule que « des décrets pris en Conseil d'Etat fixeront, en tant que de besoin, pour chaque régime, les conditions d'application de la présente loi ». L'intervention de décrets pour fixer les conditions d'application de ce texte législatif qui ne nécessite pas d'aménagements spécifiques aux régimes agricoles, n'est pas apparue utile au département de l'agriculture. Il est à noter que le cumul de la pension militaire d'invalidité sans limitation de montant avec la pension d'invalidité du régime de l'assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA), n'est bien entendu possible que si l'assuré remplit les conditions prévues par l'article 1^{er} de la loi précitée ainsi que les conditions administratives requises pour l'ouverture du droit à pension d'invalidité du régime de l'AMEXA. Dans le cas invoqué par l'honorable parlementaire, le requérant devra avoir déposé sa demande de pension d'invalidité au titre de l'AMEXA, soit avant sa cessation d'activité, soit dans le délai d'un mois qui a suivi celle-ci. En outre, il convient de souligner que les bénéficiaires des dispositions du code des pensions militaires et d'invalidité, titulaires d'une pension d'invalidité correspondant à un taux d'incapacité d'au moins 85 p. 100 sont, même s'ils exercent une activité non

salariée agricole, exclus de l'AMEXA en vertu de l'article 1106-11 du code rural et affiliés à la caisse primaire d'assurance maladie du lieu de leur résidence, selon les dispositions du titre II du livre VI du code de la sécurité sociale dont l'article L. 579 ne prévoit pas d'assurance invalidité en ce qui concerne ces pensionnés.

ANCIENS COMBATTANTS

*Anciens combattants et victimes de guerre
(pensionnés de réversion).*

42796. — 7 décembre 1977. — **M. Tourné** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** que le rythme des décès des ressortissants de son ministère, notamment ceux de la guerre 1914-1918, atteint un niveau très élevé. En effet, les plus jeunes titulaires de la carte du combattant ressortissants de cette guerre ou qui sont titulaires d'une pension d'invalidité sont âgés de soixante-dix-huit ans. A cet âge, les survivants sont d'ailleurs très peu nombreux. Ceux qui avaient vingt et un ans en 1914 sont déjà âgés de quatre-vingt-cinq ans. Les poilus de trente ans, mobilisés en 1914, et ils furent très nombreux à cet âge à partir en première ligne, ont atteint quatre-vingt-quatorze ans. Mais il en reste bien peu de ceux-là à être encore en vie. Les survivants de la guerre 1914-1918 appartiennent à, environ, dix classes d'âge. Leur moyenne d'âge est, au minimum, de quatre-vingt-cinq ans. Les tables de mortalité dressées par le ministère de la santé publique et confirmées par l'INSEE soulignent que les décès à ces âges atteignent 16 p. 100. En ce qui concerne les ressortissants de la guerre 1939-1945, les plus jeunes ont cinquante-cinq ans d'âge. Cependant, il est des rescapés de cette guerre qui sont âgés de soixante-dix ans et plus. En effet, le combattant de 1939 mobilisé à l'âge de trente-cinq ans est, par exemple, âgé de soixante-treize ans. Les statisticiens soulignent qu'entre cinquante-cinq et soixante-cinq ans le taux de mortalité des hommes est relativement élevé. Les récentes statistiques de l'INSEE signalent que les habitants du pays âgés de soixante ans et au-dessus représentent les quatre cinquièmes des décès de chaque année. Cette catégorie d'hommes et de femmes que constituent les mobilisés de 1939 et ceux de 1914 représentent une mortalité de 9 p. 100. En conséquence, il lui demande de bien vouloir préciser combien il y a eu d'extension de pension pour cause de décès au cours de l'année 1975 en ce qui concerne : a) les combattants de la guerre 1914-1918 bénéficiaires de la retraite du combattant ou d'une pension d'invalidité ; b) les veuves de guerre des combattants de 1914-1918 ; c) les combattants de la guerre 1939-1945 bénéficiaires de la retraite du combattant ou d'une pension d'invalidité ; d) les veuves de guerre des combattants de 1939-1945.

Réponse. — Le nombre d'extinctions de droits à pension ne peut être connu que par les statistiques émanant des services du Trésor chargés du paiement des pensions. Les chiffres indiqués ci-dessous sont donc extraits des réponses que le ministre de l'économie et des finances a faites à la commission des finances de l'économie générale et du Plan de l'Assemblée nationale pour l'année 1975.

Extinction de droits au cours de l'année 1975.

	RETRAITE du combattant.	PENSIONS d'invalidité.	PENSIONS de veuve.
Guerre 1914-1918.....	105 000	25 380	19 309
Guerre 1939-1945.....	21 000		

*Déportés, internés et résistants (homologation du camp
de Rawa Ruska comme camp de concentration).*

42963. — 14 décembre 1977. — **M. Boudon** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la situation des survivants du camp de Rawa Ruska qui ont tenté depuis de longues années d'obtenir la reconnaissance du lieu de leur captivité comme camp de concentration. Il lui demande si, compte tenu des conditions d'exceptionnelle dureté qui furent celles de leur détention, il ne juge pas équitable de leur donner cet apaisement.

*Déportés, internés et résistants (homologation du camp
de Rawa Ruska comme camp de concentration).*

43383. — 7 janvier 1978. — **M. Hamel** s'étonne que les épreuves, particulièrement dramatiques, endurées au camp de Rawa Ruska par les prisonniers français de guerre qui y furent transférés après s'être évadés et avoir été repris par la police ou l'armée allemande

n'aient pas encore conduit l'administration militaire et l'administration du secrétariat d'Etat aux anciens combattants à reconnaître les survivants du camp d'extermination de Rawa Ruska, non pas seulement comme anciens prisonniers de guerre, mais comme anciens déportés dans un camp de concentration, Rawa Ruska, de glorieuse mémoire pour ceux qui y souffrirent passion et mort pour la liberté, de sinistre souvenir par les atrocités accomplies par la Gestapo dans ce camp d'extermination. Il demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** comment il se peut que la décision de reconnaître Rawa Ruska comme camp de concentration et d'extermination n'ait pas encore été prise et quand elle le sera, notamment par devoir d'honneur particulièrement et de rendre justice aux prisonniers ayant eu le courage de tenter de s'évader pour refuser la réquisition au service de l'occupant et répondre à l'appel du chef de la France libre pour reprendre le combat les armes à la main.

Réponse. — Saisi de pourvois contre le refus d'inscrire le camp de Rawa Ruska sur la liste des camps de concentration et prisons prévue à l'article A. 160 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, le Conseil d'Etat s'est prononcé à deux reprises sur la question. Dans ses arrêts des 5 février 1975 et 22 juillet 1977, la haute assemblée a estimé, d'une part, que la décision prise l'avait été au vu d'un dossier contenant « les éléments d'information nécessaires » et, d'autre part, que le secrétaire d'Etat aux anciens combattants n'avait pas « porté sur les faits une inexacte appréciation ». Elle a, en conséquence rejeté les deux requêtes en cause. C'est pourquoi, il doit être précisé à l'honorable parlementaire qu'en raison de l'autorité qui s'attache à la chose jugée, le problème évoqué n'est pas susceptible de réexamen.

*Anciens prisonniers de guerre évadés (validation pour la retraite
du temps compris entre l'évasion et la libération du territoire
national).*

43289. — 31 décembre 1977. — **M. Le Foll** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la situation des fonctionnaires et assimilés, anciens prisonniers de guerre évadés, qui ont sollicité ou qui vont solliciter leur mise à la retraite. En l'absence de texte en la matière, il n'est compté à ces derniers pour le calcul des annuités que la durée effective de la captivité, cette durée s'arrêtant à la date de l'évasion, alors que celle-ci a pu s'étendre dans certains cas sur plusieurs semaines. Il lui demande ce qu'il compte faire pour permettre d'accorder aux intéressés, titulaires de la médaille des évadés, le bénéfice de la campagne simple, depuis la date de l'évasion jusqu'à celle de la libération du territoire national. Compte tenu des risques encourus pendant et après leur évasion à la suite de laquelle ils ont dû, pour se soustraire aux recherches allemandes, vivre la plupart du temps dans la clandestinité, il estime qu'une telle disposition serait équitable, si l'on considère notamment que le temps passé en « hors-la-loi » par les réfractaires du STO leur compte comme temps de service militaire actif (art. L 303 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre). Il rappelle d'ailleurs à ce sujet que la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à soixante-cinq ans a mis sur le même pied d'égalité les anciens prisonniers de guerre et les évadés, puisque ceux-ci bénéficient du même avantage s'ils peuvent justifier d'une captivité de six mois. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Le problème de l'attribution des bonifications de campagne ne relève pas de la compétence du secrétariat d'Etat aux anciens combattants mais de celle des ministres de la défense, de la fonction publique et de l'économie et des finances, s'agissant d'avantages prévus au code des pensions civiles et militaires de retraite. La loi du 21 novembre 1973 autorise, certes, les anciens prisonniers de guerre captifs pendant cinq ans et ceux qui se sont évadés après six mois de captivité à bénéficier de la même anticipation maximale de leur retraite de la sécurité sociale. Cependant l'ouverture par la loi précitée, dans le régime de retraite de la sécurité sociale, des mêmes droits en matière d'anticipation, à l'évadé et au prisonnier de guerre captif pendant cinq ans, n'autorise pas le rapprochement fait par l'honorable parlementaire avec les dispositions applicables aux fonctionnaires évadés, telles qu'elles sont prévues dans le code des pensions civiles et militaires de retraite. En effet, d'une part, la loi du 21 novembre 1973 ne s'applique qu'aux ressortissants du régime général de la sécurité sociale ; d'autre part, l'anticipation qu'elle prévoit pour les anciens combattants et les anciens prisonniers de guerre ne peut être interprétée comme l'octroi d'une bonification au sens du code des pensions civiles et militaires de retraite. Ces bonifications sont une majoration de temps d'activité, avantage qui n'existe pas dans le régime général. Dans ce régime, seuls comptent pour la liquidation de la retraite les semestres d'activité professionnelle et les périodes assimilées par la loi du 21 novembre 1973.

*Anciens combattants : blessés du poumon
(revendications sociales spécifiques).*

43538. — 14 janvier 1978. — M. Houtter attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les problèmes spécifiques aux blessés du poumon et des chirurgicaux et sur les principaux points de leur programme revendicatif : immatriculation immédiate à la sécurité sociale de tous les bénéficiaires de l'allocation aux grands invalides n° 9, allocation aux implaçables et de tous les ascendants ; révision de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale en ce qui concerne les indemnités journalières pour les pensionnés de guerre ; bénéfice d'une pension militaire d'invalidité pour les invalides hors guerre dès lors que le taux d'invalidité atteint 10 p. 100 ; exonération du ticket modérateur pour les artisans titulaires d'une pension d'invalidité inférieure à 85 p. 100 ; bénéfice d'une pension de veuve pour les veuves des victimes civiles dès lors que leur mari était titulaire d'une pension d'invalidité d'un taux au moins égal à 60 p. 100, comme pour les autres veuves d'invalides ; généralisation rapide du paiement mensuel des pensions d'invalidité, de veuves, d'orphelins, d'ascendants et de toutes les allocations s'y rattachant. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures afin de satisfaire ces revendications.

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes : 1° les dispositions de la loi du 29 juillet 1950 réservent le bénéfice de l'assurance maladie aux pensionnés de guerre dont l'invalidité est supérieure à 85 p. 100, c'est-à-dire à ceux que le fait de guerre a empêchés d'occuper un emploi salarié et a privé, par voie de conséquence, de leur immatriculation à ce titre, au régime général de la sécurité sociale. Ce bénéfice a été étendu aux ascendants de victimes de guerre pensionnés âgés d'au moins soixante-cinq ans (lois de finances pour 1973 et 1974). Une nouvelle extension de cette législation ne paraît pas fondée, la généralisation de la couverture du risque maladie étant prévue notamment par la loi n° 782 du 2 janvier 1973 (*Journal officiel* des 2 et 3 janvier 1973) ; 2° la recherche d'une solution aux problèmes posés par l'application des dispositions de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale est entreprise de concert entre le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et le ministre de la santé et de la sécurité sociale ; 3° l'aménagement des règles actuelles du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre concernant l'indemnisation des maladies contractées en service en temps de paix, pour laquelle un taux minimum de 30 p. 100 est nécessaire (sous réserve de certaines dispositions atténuant la portée de cette condition) est une des questions retenues pour être examinées en vue de l'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Il est évident que l'élaboration du texte à prévoir nécessite l'accord préalable de tous les départements ministériels concernés (en l'occurrence, secrétariat d'Etat aux anciens combattants, défense, économie et finances) ; 4° des études sont actuellement en cours, en vue de l'harmonisation progressive des différents régimes d'assurance maladie, en matière d'exonération du ticket modérateur ; 5° le législateur a prévu le bénéfice d'une pension au taux dit de réversion en faveur des veuves des militaires décédés en possession de droits à pension militaire d'invalidité de 60 à 80 p. 100, indépendamment de la cause du décès, afin de marquer la reconnaissance de la nation pour l'accomplissement de services militaires. Les veuves de victimes civiles ne bénéficient donc pas de cette législation jusqu'à présent. La possibilité de la leur étendre a été mise à l'étude dans le cadre des travaux en cours pour actualiser le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; 6° les modalités de paiement des pensions militaires d'invalidité relèvent essentiellement de la compétence du département de l'économie et des finances.

*Anciens combattants (blessés du poumon et chirurgicaux :
revendications spécifiques de leur fédération nationale).*

43722. — 21 janvier 1978. — M. Pierre Lagorce expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que le conseil d'administration de la fédération nationale des blessés du poumon et des chirurgicaux vient d'adopter une motion dans laquelle il demande : l'immatriculation immédiate à la sécurité sociale de tous les bénéficiaires de l'allocation aux grands invalides n° 9, allocation aux implaçables et de tous les ascendants ; la prise en considération comme période d'assurance du temps pendant lequel les invalides bénéficiaires de l'indemnité de soins ; la révision de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale en ce qui concerne les indemnités journalières pour les pensionnés de guerre ; le bénéfice d'une pension militaire d'invalidité pour les invalides hors guerre dès lors que le taux d'invalidité atteint 10 p. 100 ; l'exonération du ticket modérateur pour les artisans titulaires d'une pension d'invalidité inférieure à 85 p. 100 ; le bénéfice d'une pension de veuve pour les

veuves des victimes civiles dès lors que leur mari était titulaire d'une pension d'invalidité d'un taux au moins égal à 60 p. 100 comme pour les autres veuves d'invalides ; la généralisation rapide du paiement mensuel des pensions d'invalidité de veuves, d'orphelins, d'ascendants et de toutes les allocations s'y rattachant. Il lui demande dans quelle mesure il estime pouvoir faire droit aux revendications de cette catégorie particulièrement digne d'intérêt d'anciens combattants et de victimes de guerre.

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes : 1° les dispositions de la loi du 29 juillet 1950 réservent le bénéfice de l'assurance maladie aux pensionnés de guerre dont l'invalidité est supérieure à 85 p. 100, c'est-à-dire à ceux que le fait de guerre a empêché d'occuper un emploi salarié et a privé, par voie de conséquence, de leur immatriculation à ce titre, au régime général de la sécurité sociale. Ce bénéfice a été étendu aux ascendants de victimes de guerre pensionnés âgés d'au moins soixante-cinq ans (lois de finances pour 1973 et 1974). Une nouvelle extension de cette législation ne paraît pas fondée, la généralisation de la couverture du risque maladie étant prévue notamment par la loi n° 782 du 2 janvier 1973 (*Journal officiel* des 2 et 3 janvier 1973) ; 2° le projet de loi n° 3229 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, déposé en décembre 1977 sur le bureau de l'Assemblée nationale, comporte en ses articles 7 à 10, des dispositions dont l'adoption est de nature à donner satisfaction aux intéressés. Ce texte prévoit notamment que la période d'attribution de l'indemnité de soins aux tuberculeux pourra entrer dans le décompte de liquidation de la pension de veillesse (sécurité sociale) sous réserve d'un rachat volontaire de cotisations ; 3° la recherche d'une solution aux problèmes posés par l'application de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale est entreprise de concert entre le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et le ministre de la santé et de la sécurité sociale ; 4° l'aménagement des règles actuelles du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre concernant l'indemnisation des maladies contractées en service en temps de paix, pour laquelle un taux minimum de 30 p. 100 est nécessaire (sous réserve de certaines dispositions atténuant la portée de cette condition) est une des questions retenues pour être examinées en vue de l'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Il est évident que l'élaboration du texte à prévoir nécessite l'accord préalable de tous les départements ministériels concernés (en l'occurrence, secrétariat d'Etat aux anciens combattants, défense, économie et finances) ; 5° des études sont actuellement en cours en vue de l'harmonisation progressive des différents régimes d'assurance maladie en matière d'exonération du ticket modérateur ; 6° le législateur a prévu le bénéfice d'une pension au taux dit de réversion en faveur des veuves des militaires décédés en possession de droits à pension militaire d'invalidité de 60 p. 100 à 80 p. 100, indépendamment de la cause du décès, afin de marquer la reconnaissance de la nation pour l'accomplissement de services militaires. Les veuves de victimes civiles ne bénéficient donc pas de cette législation jusqu'à présent. La possibilité de la leur étendre a été mise à l'étude dans le cadre des travaux en cours pour actualiser le code des pensions militaires d'invalidité ; 7° les modalités du paiement des pensions militaires d'invalidité relèvent essentiellement de la compétence du département de l'économie et des finances.

*Déportés, internés et résistants (dote de publication du décret
d'application de la loi tendant à l'abaissement de l'âge de
la retraite pour les anciens déportés et internés).*

43894. — 28 janvier 1978. — M. Gilbert Schwartz attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés. Afin de pouvoir mettre cette loi en application, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le décret d'application correspondant puisse être publié le plus rapidement possible au *Journal officiel*.

Réponse. — La loi du 12 juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés permet aux assurés sociaux, titulaires de la carte de déporté ou d'interné résistant ou de la carte de déporté ou d'interné politique âgés d'au moins cinquante-cinq ans et titulaires d'une pension militaire d'au moins 60 p. 100, de bénéficier d'une pension d'invalidité au titre du régime d'assurance invalidité dont ils relèvent, cumulable sans limitation de montant avec la pension militaire d'invalidité, ceci à la condition de cesser toute activité professionnelle. Certes, la loi du 12 juillet 1977 précise que des décrets pris en Conseil d'Etat fixeront pour chaque régime les conditions d'application de ce texte. Or, il s'avère que pour la majorité des régimes de pensions d'invalidité, l'intervention d'un décret d'application n'est pas nécessaire. En tout état de cause, la mise en œuvre de ce texte n'incombe pas au secrétariat d'Etat aux anciens combattants, mais au ministre de la santé et de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés et

non salariés, au ministre de l'agriculture pour les exploitants agricoles et les salariés agricoles, et aux caisses dont relèvent les salariés soumis à une organisation spéciale de sécurité sociale. Sur le plan particulier des fonctionnaires, un projet de décret d'application est en cours d'adoption.

EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voies navigables (brèche dans le nouveau canal qui double la Saône, entre Seurre et Pagny-la-Ville [Côte-d'Or]).

42897. — 9 décembre 1977. — M. Charles rappelle à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire que le 5 novembre 1977 a été mis en eau le nouveau canal qui double la Saône, entre Seurre et Pagny-la-Ville (Côte-d'Or), sur 10 kilomètres, et réalisé dans le cadre des travaux de la future liaison mer du Nord—Méditerranée. Que sous l'effet de la pression de l'eau, 25 mètres de palplanches ont cédé; qu'une brèche s'est ouverte subitement et que des milliers de mètres cubes d'eau se sont déversés dans la plaine avoisinante, sur 400 hectares de prairie. Qu'il conviendrait de souligner que la brèche s'est ouverte à un endroit où passe en profondeur une conduite de gaz et que le terrain à cet endroit ne présente pas une bonne assise. Qu'il semble que les services de la navigation, sur le plan technique, n'ont pas fait des études suffisantes en ce qui concerne la qualité du sol; qu'à juste titre, la population de la région de Seurre est inquiète en ce qui concerne la qualité des travaux et les conséquences graves que pourrait entraîner pour les habitants, les animaux et les cultures la réalisation de travaux insuffisamment étudiés. En conséquence, il lui demande de bien vouloir intervenir d'urgence pour qu'une enquête approfondie soit ordonnée sur les responsabilités des services techniques, afin que des faits semblables ne se renouvellent pas et, d'autre part, lui préciser dans quelles conditions seront réparés les préjudices causés aux populations.

Réponse. — La dérivation de la Saône entre Pagny et Seurre a été ouverte à la navigation dans les derniers jours de septembre 1977 et son plan d'eau a été porté les 5 et 6 novembre 1977 à la cote définitive de 178,75 correspondant à la retenue du nouveau barrage de Pagny. Une semaine plus tard, une crue de la Saône a, d'une part, submergé la vallée, et en particulier les terrains situés entre la dérivation et la rivière, d'autre part, élevé progressivement, d'un mètre environ, le niveau des eaux dans la dérivation. Le 18 novembre, dans la matinée, au moment où la crue atteignait de son maximum, une brèche s'est ouverte dans la digue rive droite, à l'endroit où deux conduites de gaz traversent la dérivation. Les travaux de première urgence ont aussitôt été entrepris: ils consistent à exécuter un batardeau d'une centaine de mètres de longueur, dans la cuvette de la dérivation, pour couvrir rapidement la brèche. Après la crue du 15 au 18 novembre, la Saône est rentrée peu à peu dans son lit de sorte que, dans les derniers jours du mois, on a pu constater qu'environ 150 hectares de terrains restaient submergés par l'eau qui s'écoulait à travers la brèche du canal et qu'une dizaine d'hectares étaient traversés par un courant sensible. Malheureusement la construction du batardeau a été perturbée, dès le 8 décembre, par une autre crue qui a de nouveau inondé toute la vallée pendant une semaine. Les causes précises de la rupture de digue ne pourront être recherchées et déterminées qu'après l'achèvement de ce batardeau, dès qu'il aura été possible d'examiner à sec les palplanches, les conduites et les terrains affouillés. Une enquête technique très minutieuse sera menée pour déterminer dans quelle mesure, en dépit des dispositions particulières qui avaient été prises au droit des conduites, l'assise de la digue a pu se trouver affaiblie et présenter un risque d'affouillement. Dès que les conclusions de l'enquête seront connues, il leur sera donné la suite qui convient. Bien entendu, les dommages causés aux propriétés situées entre la brèche et la Saône par l'écoulement intempestif des eaux en provenance de la dérivation seront réparés ou indemnisés. Il y aura lieu d'évaluer ces dommages dès que la brèche aura été obstruée et que les terrains endommagés se trouveront découverts par la décrue de la Saône.

SNCF (conséquences résultant de la suppression des lignes secondaires de chemin de fer).

43215. — 31 décembre 1977. — M. Glon attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur les inconvénients qui résultent, pour les populations concernées, de la suppression des lignes d'intérêt secondaire de la SNCF. Non seulement les populations rurales se trouvent privées de moyens de communication pratiques, que la collectivité n'assume pas toujours

sous d'autres formes, mais encore les services de remplacement, individuels ou collectifs, qu'elles sont obligées d'emprunter représentent pour elles un coût financier très supérieur. En effet, les avantages tarifaires consentis par la SNCF à certaines catégories d'usagers, notamment aux familles nombreuses, ne sont pas transférés aux transports de remplacement tels que services de cars, lorsqu'ils sont mis en place, sans parler du coût, y compris pour la nation, des transports individuels. Il s'agit là d'une atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant le service public, qui se fait essentiellement au détriment des populations rurales. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir mettre à l'étude les moyens de remédier rapidement à cet état de fait.

Réponse. — La SNCF applique effectivement des tarifications à prix réduits en faveur de certaines catégories sociales et la perte de recette résultant pour le transporteur de celles des réductions qui lui sont imposées par l'Etat, donne lieu au versement d'une indemnité compensatrice à la charge du budget national en vertu de la convention Etat-SNCF du 31 août 1937 modifiée. Mais contrairement à ce que semble croire l'honorable parlementaire, ces régimes tarifaires spéciaux en vigueur sur le réseau de la SNCF sont également appliqués sur les lignes de transport routier de voyageurs qui ont été mises en place en substitution des lignes ferroviaires ferrées au trafic voyageur.

TRANSPORTS

SNCF (amélioration des conditions de transport sur la ligne Lille—Maubeuge).

41476. — 19 octobre 1977. — M. Jarosz interroge M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation précaire de la ligne SNCF Lille—Maubeuge. Cette ligne, empruntée surtout par des travailleurs et des scolaires, présente des conditions de transport indignes de notre époque venant aggraver, pour les usagers, la fatigue d'une journée de travail: le transport se fait sur des banquettes en bois vraiment inconfortables; si l'on manque le train de 16 h 03 à Lille, il faut attendre deux heures pour se retrouver dans celui de 18 h 05 archi-bondé avec des couloirs occupés par des gens debout au-delà de Valenciennes. Le vendredi 7 octobre 1977, dans un train comble, les utilisateurs de cette ligne, excédés, ont fait signer une pétition adressée à M. le directeur régional de la SNCF: «Monsieur le directeur, les utilisateurs de la ligne Lille—Maubeuge, soussignés, mécontents de l'aggravation des conditions de transport qu'ils subissent depuis le 26 septembre 1977, ne sollicitent plus, comme ils l'ont fait sans succès il y a quelques mois, mais exigent: 1° un matériel plus récent et permettant à chacun de trouver une place assise; 2° des horaires étudiés de façon plus sérieuse et en particulier la création d'un service au départ de Lille vers 17 h 15; 3° de manière générale les services que tout contribuable est en droit d'attendre d'une entreprise nationalisée. Veuillez agréer, Monsieur le directeur...» C'est pourquoi il lui demande: quelles mesures il compte prendre pour répondre aux sollicitations des usagers de cette ligne afin de lui rendre son caractère de service public; au moment où planent des menaces sérieuses sur les entreprises de matériel ferroviaire (CIMT à Marly, Etablissements Proust à Saint-Amand, qui ont déposé leur bilan), quelles mesures il compte prendre pour répondre aux préoccupations des organisations syndicales de ces entreprises qui luttent contre le démantèlement de leur outil de travail.

Réponse. — La desserte de la banlieue de Lille, et plus généralement des villes du Nord, est assurée en tenant compte de l'évolution des besoins, et avec un matériel de qualité comparable à celui utilisé pour le service banlieue des autres grandes villes de province ainsi que sur certaines relations de la banlieue parisienne. Certains services sont cependant encore à ce jour effectués avec des voitures équipées de banquettes en bois mais ils sont en très petit nombre, même sur la relation Lille—Maubeuge, et la SNCF remplace progressivement ce matériel par des voitures équipées de banquettes en moleskine. Par ailleurs, la région Nord-Pas-de-Calais a, le 5 juillet 1977, adopté son schéma régional de transport collectif, qui accorde une attention prioritaire à la desserte de la ligne Lille—Valenciennes, puis Maubeuge. Celle-ci devrait faire l'objet, dans un avenir proche, d'améliorations très importantes, concernant: d'une part, le renouvellement total du matériel roulant omnibus utilisé dans la région, ce matériel étant progressivement remplacé par un matériel moderne de type dit «inox banlieue»; d'autre part, l'accélération des trajets et l'augmentation du nombre de services. Il est aussi envisagé de mettre en service à l'heure de pointe du matin entre Valenciennes et Lille deux omnibus et trois semi-directs au lieu de deux omnibus et un semi-direct; à l'heure de pointe du soir, entre Lille et Valenciennes, deux omnibus et trois semi-directs (dont un assurant la desserte Jeumont—Maubeuge—Lille) au lieu de deux omnibus et deux semi-directs. Les conditions de

mise en œuvre de ce schéma régional de transport ont été récemment précisées, l'Etat autorisant l'établissement public régional à contracter un emprunt lui permettant d'acquérir le matériel roulant nécessaire, les charges de cet emprunt devant être remboursées intégralement par la SNCF à l'établissement public régional.

Emploi (usine Carel-Fouché-Languépin d'Aubevoye (Eure)).

42834. — 7 décembre 1977. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur le licenciement de deux cents travailleurs décidé par la direction de l'usine Carel-Fouché-Languépin d'Aubevoye. Cette décision est significative de la crise que connaît à l'heure actuelle la fabrication du matériel ferroviaire. Ce secteur d'activité pourrait cependant faire de réels progrès si le gouvernement français envisageait une réforme conséquente des transports. Le développement souhaitable à tous égards du rôle des transports ferroviaires et la modernisation du matériel permettraient en effet la pleine utilisation d'entreprises qui ne tournent qu'à 50 p. 100 de leur capacité de production. Il lui demande donc de tout faire en ce sens pour préserver l'emploi de centaines de travailleurs.

Emploi (entreprise Carel, au Mans (Sarthe)).

43235. — 31 décembre 1977. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation de l'entreprise Carel, au Mans (matériel ferroviaire) dont le personnel est menacé de 170 licenciements. Déjà, depuis le 1^{er} septembre, l'horaire a été réduit de 42 à 40 heures par semaine en raison de la réduction du plan de charge de l'entreprise. Alors que le réseau ferré en région parisienne est notablement insuffisant et que les conditions de transport ne sont pas satisfaisantes en raison de la vétusté du matériel, que dans le même temps la politique gouvernementale se traduit par la suppression des lignes secondaires en province, il est intolérable que cette entreprise importante de matériel ferroviaire soit en difficulté par manque de commandes intérieures tandis que la concurrence, sur le marché extérieur, devient plus dure. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour que dans l'immédiat les licenciements prévus soient annulés ; 2^o pour définir une politique industrielle concernant à la fois le transport en commun ferroviaire et la machine-outil, tenant compte des besoins et des capacités de la production française ; 3^o pour rendre public et soumettre à la discussion des parties concernées le rapport sur la restructuration de cette branche industrielle — dit rapport Malfoy.

Réponse. — Les Etablissements Carel-Fouché-Languépin, qui ont en France l'exclusivité de la construction de matériel ferroviaire en acier inoxydable, se sont trouvés confrontés, pour des marchés récents, à la concurrence de matériel en alliage d'aluminium. Malgré cela, l'activité de Carel-Fouché-Languépin procurée par des commandes de la SNCF reste importante. Le planning 1978 prévoit par exemple la poursuite de construction des éléments automoteurs de banlieue Saint-Lazare Z 6400. Pour ce qui est de la modernisation du matériel ferroviaire et de la place du transport ferroviaire, il est patent que des efforts importants sont accomplis par les entreprises de transports avec le plein appui des pouvoirs publics.

SNCF (simplification des formalités de renouvellement des cartes « double barre bleue » des grands invalides).

43310. — 31 décembre 1977. — M. Frédéric-Dupont attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur les difficultés rencontrées auprès de la SNCF par certains grands invalides civils ou militaires, lorsqu'ils veulent renouveler leur carte « double barre bleue » de la SNCF. A un moment où le Gouvernement et les administrations ne cessent de manifester le désir de simplifier les règlements, il lui demande si les textes exigeant la présentation d'un « modèle 15 », d'un feuillet de soins gratuits, etc. pouvaient en dispenser des mutilés apportant un brevet de pension militaire.

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation, les victimes de guerre et les pensionnés hors guerre (militaires blessés au cours de leur temps de service légal) sont admis à bénéficier de réduction de prix pour leur transport sur les lignes de la société nationale ainsi que sur celles de quelques autres réseaux de transport public, à condition que leur invalidité atteigne un taux minimum. Ce régime, qui résulte de dispositions légales, s'explique par le fait que le Parlement a estimé à l'époque qu'une aide particu-

lière devait être apportée à ces catégories d'invalides envers lesquels la reconnaissance de la Nation se trouvait engagée. La réduction sur le prix du billet au plein tarif afférente au tarif prévu en faveur des « réformés et pensionnés de guerre » est accordée aux invalides de guerre sur présentation aux guichets de la SNCF de la seule carte d'identité établie, conformément au taux d'invalidité reconnu à son ayant droit, par l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre. Contrairement à ce que semble croire l'honorable parlementaire, les demandes de cartes et les demandes de renouvellement doivent être présentées à la mairie du lieu de résidence des intéressés et non à la SNCF. Ces demandes sont ensuite transmises par le maire au préfet, président de l'office départemental.

Assurance vieillesse (aménagement des conditions de majoration de pension pour les agents de la SNCF retraités avant le 1^{er} avril 1973).

43370. — 7 janvier 1978. — M. Hamel rappelle à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) que le règlement de retraites de la SNCF ne permettait pas avant le 1^{er} avril 1973 de prendre en considération, pour le calcul des droits à majoration de pension, les enfants qui avaient fait l'objet d'une délégation judiciaire de l'autorité parentale en faveur du pensionné. Or, dans bien des cas, cette situation résultait seulement de la rigueur des règles présidant alors à l'adoption qui obligeait les intéressés à se contenter d'une telle solution. Il lui demande donc s'il n'estimerait pas souhaitable d'étudier les moyens de prendre en considération les enfants ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire de l'autorité parentale pour l'octroi d'une majoration de pension aux agents retraités avant le 1^{er} avril 1973.

Réponse. — Jusqu'en 1973, l'article 15 du règlement des retraites du personnel de la SNCF ne prévoyait de majoration de pension que du fait des enfants légitimes ou naturels nés ou conçus de l'agent et dont ce dernier a assuré la charge de leur naissance jusqu'à leur seizième anniversaire. En 1973, il a été décidé de rapprocher les dispositions du règlement des retraites de la société nationale en matière de majoration pour enfants de celles qui existaient dans le code des pensions civiles et militaires de l'Etat. Ces nouvelles dispositions tiennent notamment compte, pour l'appréciation des droits, des enfants ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire de l'autorité parentale. Toutefois, suivant le principe traditionnel de la non-rétroactivité des lois, les mesures prises en l'espèce ne s'appliquent qu'aux agents ayant cessé leur activité après le 31 mars 1973. Il ne paraît pas possible, même dans un cas comme celui soulevé par l'honorable parlementaire, d'introduire une exception à ce principe général de droit français, sans courir le risque de remettre en cause les possibilités d'évolution des régimes de retraite.

Aérodromes (Orly).

43459. — 7 janvier 1978. — M. Kallnsky demande à M. le Ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) de lui indiquer l'évolution depuis 1973 du trafic mensuel de l'aéroport d'Orly mesuré en mouvements d'avions, en nombre de passagers et en tonnes de fret.

Réponse. — L'évolution depuis 1973 du trafic mensuel de l'aéroport d'Orly en mouvements d'avions, en nombre de passagers et en tonnes de fret est retracée dans le tableau ci-dessous.

Mouvements d'avions.

MOIS	1973	1974	1975	1976	1977
Janvier	16 790	17 373	12 168	11 630	11 592
Février	11 632	15 535	11 189	11 303	10 959
Mars	10 110	16 535	12 677	12 793	12 149
Avril	18 789	14 078	12 828	12 887	13 827
Mai	20 232	17 304	12 790	13 108	14 168
Juin	20 132	16 675	13 421	13 338	14 543
Juillet	20 541	17 645	13 448	14 014	16 023
Août	19 750	16 313	12 757	13 190	14 721
Septembre	20 532	17 373	13 736	13 646	15 151
Octobre	19 771	16 687	12 866	12 304	13 910
Novembre	16 912	11 389	10 843	11 888	11 947
Décembre	15 669	11 373	11 354	11 673	13 400

Nombre de passagers.

MOIS	1973	1974	1975	1976	1977
Janvier	990 237	1 058 232	779 547	801 644	845 609
Février	702 587	1 010 262	752 292	791 290	829 021
Mars	675 720	1 101 829	438 877	925 096	919 318
Avril	1 290 473	939 035	904 533	895 383	1 105 233
Mai	1 350 206	1 138 092	891 443	935 100	1 124 359
Juin	1 423 242	1 243 718	1 019 444	959 776	1 183 719
Juillet	1 484 850	1 259 834	1 011 918	1 049 544	1 360 596
Août	1 349 006	1 161 805	997 524	1 090 494	1 237 714
Septembre	1 571 052	1 357 410	1 076 373	1 058 401	1 314 334
Octobre	1 375 410	1 185 626	937 804	911 288	1 101 531
Novembre	1 099 897	762 232	774 038	820 449	876 652
Décembre	1 040 059	739 821	802 930	826 672	940 090

Fret
(en tonnes).

MOIS	1973	1974	1975	1976	1977
Janvier	18 758,5	21 956,9	9 112,3	9 934,3	12 121,4
Février	15 427,4	22 766,9	9 220,6	11 095,3	11 984,5
Mars	16 974,2	23 820	10 987	12 683,4	14 136,7
Avril	22 351,3	15 454,9	10 774	11 492,3	13 816,9
Mai	22 601,7	17 239,3	10 025,1	11 443,8	13 611,4
Juin	22 292,6	14 584,2	10 288,5	11 627,9	13 417,9
Juillet	22 244	14 514,3	10 515,7	12 129,7	13 587,6
Août	19 299,2	12 184,2	8 765,1	10 499,8	11 356,3
Septembre	22 589,9	13 601,2	9 742,7	12 133,8	13 283,7
Octobre	25 063	14 293,7	10 441,2	11 544,9	15 155,3
Novembre	23 387,6	9 656,4	9 414,9	11 623	14 366,8
Décembre	23 340,2	10 039,2	10 922,6	14 282,1	16 000

Conseil supérieur de la marine marchande

(réunion de cet organisme et maintien de ses prérogatives).

43619. — 14 janvier 1978. — M. Duroméa s'élève contre le fait que la loi de 1948 portant organisation de la marine marchande ne soit pas respectée, puisque le conseil supérieur de la marine marchande ne peut aujourd'hui jouer le rôle qui lui avait été dévolu par cette loi. Ayant pris connaissance de la lettre ouverte adressée à M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) par M. R. Charpiot, membre du conseil supérieur de la marine marchande, il lui demande de prendre toutes mesures pour réunir dans les plus brefs délais cet organisme afin qu'il puisse prendre connaissance de la situation actuelle et du devenir de la flotte par branche de trafic et par secteur de navigation et savoir quel usage l'armement a fait de l'aide qui lui a été consentie afin de définir les règles qui devraient lui être imposées pour que cette aide profite aussi à l'intérêt national et aux marins et officiers.

Réponse. — Le conseil supérieur de la marine marchande, institué par la loi du 28 février 1948 portant organisation de la marine marchande, est un organisme consultatif dont la composition permet la confrontation des expériences et des idées de personnalités particulièrement compétentes et représentatives de tous les milieux professionnels intéressés aux questions touchant à la flotte de commerce française. Les avis et propositions formulés par le conseil sont donc, dans toute la mesure du possible, suivis, pour ce qui les concerne, par les pouvoirs publics. Le conseil joue donc bien le rôle qui lui a été dévolu par la loi. En ce qui concerne plus particulièrement l'aide aux investissements apportée aux entreprises d'armement, il a été tenu informé de l'évolution du plan de développement de la flotte, lequel a permis, depuis 1975, en dépit d'une conjoncture extrêmement difficile qui affecte l'ensemble du transport maritime, la commande de 98 navires neufs, compte non tenu des commandes ou achats de navires d'un type non couvert par le plan. Il est bien évident que la commande de ces outils de production profite aussi à l'intérêt national en assurant la modernisation de notre flotte, et aux marins, en constituant la meilleure garantie de leur emploi. Le conseil supérieur de la marine marchande sera à nouveau saisi de cette question lors de sa prochaine réunion, laquelle, compte tenu du temps nécessaire à la préparation des dossiers, et des délais réglementaires de convocation des membres, se tiendra vers le milieu du mois de mars prochain.

INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT

Emploi (menace de fermeture de l'atelier de silice à l'usine
Carbonisation Entreprise et Céramique, à Douvrin (Pas-de-Calais)).

42352. — 19 novembre 1977. — M. Henri Lucas attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la très importante baisse d'activité de l'usine Carbonisation Entreprise et Céramique, à Douvrin. La situation de cet établissement et du personnel est de plus en plus précaire. En effet, la direction générale envisage la fermeture de l'atelier de silice, spécialisé dans la fabrication de briques pour fours à coke, alors qu'elle a consenti d'importants travaux d'investissements en 1970 (dont le plus grand four tunnel d'Europe et un nouveau broyage). Cet atelier se classe dans ce domaine parmi les toutes premières unités européennes et sa renommée a depuis longtemps franchi nos frontières; il travaille environ à 80 p. 100 pour l'exportation et il est unique en France. L'effectif de cette usine qui était de 550 en 1972 n'est plus, en 1977, que de 300. C'est pourquoi, M. Lucas demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat quelles mesures il compte prendre pour que l'atelier de silice poursuive son activité et par là même garde un outil de travail dans un secteur déjà si durement touché par la liquidation de notre industrie charbonnière.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Artisans (primes d'installation d'artisans :

attribution aux jeunes artisans reprenant une affaire familiale).

42392. — 23 novembre 1977. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la réglementation relative à l'attribution des primes d'installation d'artisans. Le décret n° 75-808 du 29 août 1975 et la circulaire interministérielle du 22 novembre 1976 ne contiennent pas de dispositions prévoyant de façon expresse que, dans le cas de reprise par un artisan d'une affaire familiale, la prime d'installation peut être refusée. Pendant un certain temps, les dossiers de ce genre présentés à la préfecture de région ont obtenu un avis favorable. Depuis quelques mois, l'instruction de ces dossiers est assurée au niveau départemental et le comité départemental pour la promotion de l'emploi émet un avis défavorable à toute demande de prime lorsqu'il s'agit d'un artisan reprenant une affaire familiale. Il semble que ces décisions fassent suite à des instructions données par circulaire ministérielle ayant pour objet de rétrécir progressivement le champ des bénéficiaires de la prime. Il lui demande quelles sont les raisons exactes de cette nouvelle attitude, si le nombre des demandes a dépassé les prévisions, et s'il n'estime pas qu'il serait cependant fort souhaitable que les jeunes artisans reprenant une affaire familiale puissent bénéficier de la prime pour moderniser leur installation.

Réponse. — Pour l'application du décret n° 75-808 du 29 août 1975 le cas de reprise par un artisan d'une affaire familiale doit être assimilé à celui d'une prise en exploitation « par une entreprise nouvellement acquise qui procède à une modernisation de l'atelier existant » tel qu'il est prévu par la circulaire du 22 novembre 1976 (modifiée par circulaire du 15 mars 1977). Le droit à la prime n'est donc ouvert que lorsque l'intéressé procède à des investissements d'un minimum de 50 000 francs comportant, outre les investissements incorporels dont la circulaire du 15 mars 1977 autorise la prise en compte des dépenses notamment d'équipement correspondant à une modernisation, c'est-à-dire un accroissement de la productivité de l'entreprise. Ces dispositions n'ont pas été modifiées depuis lors. On observera cependant que la même circulaire du 22 novembre 1976 précise que les décisions d'attribution sont prises par le préfet dans la limite des autorisations qui lui sont déléguées et que cette limitation entraîne la nécessité d'un examen sélectif des demandes.

Industrie métallurgique

(Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), tréfilerie Bohin).

43424. — 7 janvier 1978. — M. Ducloné attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur les informations alarmantes concernant la tréfilerie Bohin (Société française des forges et métallurgie), située 24, rue du Capitaine-Ferber, à Issy-les-Moulineaux. Le siège social de la société est au 110, rue La Boétie, à Paris. Alertés par des informations parues dans la presse, les travailleurs de cette entreprise n'ont été informés que sur leur demande par la direction. Celle-ci a alors annoncé la fermeture prochaine des ateliers. La tréfilerie devant être réinstallée dans des locaux, à construire, semble-t-il, à partir de fonds

publics, à Ploermel (Morbihan). Une telle décision, unilatérale de la part de la direction, va affecter une centaine de salariés, dont soixante ouvriers spécialisés et vingt professionnels, régisseurs et chefs d'équipe. Elle va, d'autre part, accentuer la perte d'emplois industriels dans une ville déjà fortement affectée. Aussi, il lui demande : 1° de bien vouloir intervenir pour sauvegarder l'emploi des cent salariés de la tréfilerie Bohin d'Issy-les-Moulineaux. La réinstallation peut, si cela est nécessaire, s'effectuer dans la zone industrielle de la ville ; 2° s'il est vrai que l'éventuelle installation prévue à Ploermel se ferait avec des fonds publics et pour favoriser une opération à laquelle serait intéressé un membre d'un cabinet ministériel.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Retraites complémentaires (mesures envisagées pour l'instauration de régimes complémentaires d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés).

42690. — 1^{er} décembre 1977. — M. Macquet rappelle à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat qu'en réponse à une question écrite d'un sénateur (JO, débats Sénat, n° 51 du 12 juillet 1977, p. 2033) relative à l'instauration de régimes complémentaires d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés, il disait : « s'agissant des professions artisanales, l'assemblée plénière des délégués des caisses de base, réunie en juin 1975 en application de l'article L. 663-11 du code de la sécurité sociale précitée, a décidé d'entreprendre une campagne d'information auprès des ressortissants du régime. Les choix définitifs ne sont pas encore arrêtés. Une concertation se poursuit actuellement entre les organisations professionnelles et les représentants du régime de base. Dès qu'un projet de texte aura été proposé, les services du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, l'étudieront avec diligence ». Plus de quatre mois s'étant écoulés depuis la réponse précitée, il lui demande comment a évolué ce problème. Il souhaiterait savoir si un projet de texte a été proposé et étudié, et dans l'affirmative, si un décret doit intervenir à ce sujet.

Réponse. — Une assemblée plénière de l'ORGANIC s'est réunie le 17 janvier 1978, afin d'examiner les résultats d'une vaste consultation des artisans à propos de l'éventuelle création d'un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse en leur faveur. Les résultats positifs de cette consultation, ainsi que d'autres considérations, ont amené les délégués à décider de la création de ce régime. Le Gouvernement prendra, dans les meilleurs délais, les textes nécessaires.

INTERIEUR

Police (implantation d'un commissariat à Vitry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

40880. — 24 septembre 1977. — M. Gosnat expose à M. le ministre de l'Intérieur que, malgré de très nombreuses démarches entreprises depuis des années, la ville de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ne dispose toujours pas de commissariat de police. Ainsi, la sécurité dans cette ville de près de 100 000 habitants est uniquement assurée par le commissariat d'Ivry avec toutes les conséquences que cela peut entraîner tant en raison de l'insuffisance des effectifs que de l'éloignement. Cette situation scandaleuse, pudiquement qualifiée « d'anomalie » par le M. le garde des sceaux, n'a que trop duré alors que tout a été mis en œuvre par la municipalité de Vitry pour favoriser l'implantation d'un commissariat, y compris la réservation du terrain, et les élus municipaux ainsi que l'ensemble de la population ne sauraient admettre qu'elle se prolonge. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'implantation d'un commissariat répondant aux besoins de Vitry-sur-Seine soit assurée dans les plus brefs délais.

Réponse. — La circonscription de police d'Ivry-sur-Seine comprend deux villes, Ivry et Vitry. Elle dispose d'un effectif global de 189 policiers, se décomposant en 26 civils et 163 fonctionnaires en tenue. Afin d'améliorer les conditions dans lesquelles y est assurée la sécurité il est prévu à l'occasion de la prochaine mise en place de gardiens stagiaires un renforcement non négligeable de ses effectifs. Par contre il ne peut être envisagé pour le moment de procéder à des modifications substantielles dans l'organisation territoriale par division en deux de la circonscription actuelle. Une mesure de cette nature risquerait de se traduire par une diminution de la valeur opérationnelle du service ancien sur lequel seraient prélevés les effectifs nécessaires sans que pour autant ce prélèvement confère au service créé une valeur opérationnelle suffisante.

Protection civile (remboursement par la sécurité sociale des frais de transport des blessés par les véhicules de secours aux blessés mis à la disposition des corps de sapeurs-pompiers).

41596. — 21 octobre 1977. — M. Raynal attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la part croissante des dépenses de secours aux blessés dans le budget de fonctionnement des services de secours et d'incendie. Il est de règle, pour les sapeurs-pompiers, de dispenser gratuitement sur les lieux mêmes d'un accident les premiers secours. Cependant un phénomène nouveau est intervenu depuis de nombreuses années : le renforcement et la multiplicité des centres de secours et des corps de première intervention, la disponibilité des sapeurs-pompiers, leur qualification, le fait qu'ils disposent d'un matériel perfectionné, et notamment de véhicules de secours aux blessés (VSAB) adaptés à ce type d'intervention, ont pour conséquence un élargissement de leur mission, qui s'étend au transport des blessés depuis le lieu de l'accident jusqu'aux établissements hospitaliers les plus proches. On peut avancer qu'actuellement les trois quarts des transports de blessés s'effectuent par les sapeurs-pompiers. Cette action est éminemment souhaitable si l'on tient compte que la rapidité des secours est un élément essentiel à la survie. Elle est d'ailleurs indispensable dans les régions de montagne, aux communications difficiles, avec habitat dispersé, où les corps de sapeurs-pompiers sont nécessairement les premiers sur les lieux, le transport étant alors la suite obligée des secours sur place. Or ces transports constituent une lourde charge pour les collectivités locales. La sécurité sociale accepte de rembourser les frais de transport par les ambulanciers privés, qui ne disposent pas toujours du matériel adéquat et du personnel qualifié. Les transports par le service d'aide médicale d'urgence des hôpitaux (SAMU) sont également inclus dans les dépenses prises en compte par la sécurité sociale. Cependant cette dernière, jusqu'à présent, se refuse à opérer le remboursement des frais de transport des blessés par les centres de secours de sapeurs-pompiers. En décembre 1974, répondant à une question écrite sur le même sujet, le ministre de l'Intérieur faisait savoir qu'une étude était en cours pour déterminer les conditions dans lesquelles il serait possible de demander un remboursement de ces transports, qui ne devraient pas être considérés comme différents de ceux précédemment évoqués. Il lui demande donc les conclusions de cette étude, une solution à ce problème s'avérant de plus en plus urgente devant l'accroissement du nombre et du coût des transports des blessés par les sapeurs-pompiers supportés, intégralement, et sans raison justifiée, par les collectivités locales.

Réponse. — Les préoccupations de M. Raynal, face au coût croissant des transports d'accidentés par les sapeurs-pompiers, sont largement partagées par le ministre de l'Intérieur. Mais la solution qui consisterait à faire, désormais, payer ces transports par la sécurité sociale soulève un certain nombre de problèmes : 1° la décision sur le caractère gratuit ou onéreux des transports par les véhicules de secours aux asphyxiés et blessés (VSAB) des sapeurs-pompiers relève normalement de la compétence du conseil municipal ou de celle de la commission administrative du service départemental d'incendie et de secours, suivant que les dépenses des interventions sont effectivement supportées par le budget de la commune ou de l'établissement public précité. A toutes fins utiles, des indications ont été d'ailleurs données aux préfets, à ce sujet, ainsi que sur la détermination des sommes à réclamer et sur la procédure de recouvrement, par une circulaire n° 77-393 en date du 7 septembre 1977 ; 2° l'intervention éventuelle de la sécurité sociale au profit des personnes transportées obéit, quant à elle, à d'autres conditions qui peuvent être ainsi résumées. La loi n° 70-615 du 10 juillet 1970 relative à l'agrément des entreprises de transports sanitaires ne régit pas que les transports sanitaires privés. Elle vise également « les services publics assurant des transports sanitaires » qui sont tenus par les droits et obligations définies par le décret n° 73-384 du 27 mars 1973, pris pour l'application de ladite loi. Dès lors que les sapeurs-pompiers sont considérés comme effectuant de tels transports, l'équipage placé à bord des VSAB doit comprendre au minimum deux personnes dont l'une doit être titulaire du certificat de capacité d'ambulancier. A titre transitoire, cependant, le décret précité de 1973, modifié par le décret n° 77-920 du 2 août 1977 prévoit que le certificat de capacité d'ambulancier pourra être remplacé, jusqu'au 1^{er} avril 1979, par le brevet national de secourisme. Jusqu'à cette dernière date, les sapeurs-pompiers possédant le BNS sont donc en règle avec la réglementation des transports sanitaires lorsqu'ils évacuent des blessés ou des accidentés. L'intervention de la sécurité sociale devrait en être facilitée. Les transports effectués par les sapeurs-pompiers peuvent être aussi remboursés par la sécurité sociale lorsqu'ils interviennent pour aider un hôpital assujéti au décret du 2 décembre 1965, instituant l'obligation pour certains établissements hospitaliers de se doter de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence. La convention qui est passé avec l'hôpital en exécution du décret précité ouvre, alors, aux sapeurs-pompiers le droit au

remboursement par les caisses de sécurité sociale (cf. décret n° 65-1045 du 2 décembre 1965, et circulaire du 22 juillet 1966 relative à l'organisation hospitalière des secours médicaux d'urgence, prise sous le limbre de la direction générale de la santé publique). Pour l'avenir, le ministère de la santé et le ministère de l'intérieur doivent harmoniser la formation des sapeurs-pompier affectés au transport des blessés et celle qui est exigée au titre du certificat de capacité d'ambulancier, en sorte qu'elles garantissent des connaissances et une expérience similaires, et que les corps de sapeurs-pompier puissent, en tous les cas, prétendre au remboursement par la sécurité sociale. Il sera prochainement débattu au sein de la commission nationale du secourisme des modalités d'harmonisation des deux formations. On peut donc envisager à l'échéance de 1979, un double objectif : d'une part, une clarification de la situation des sapeurs-pompier effectuant des transports sanitaires, d'autre part, une normalisation des rapports des services d'incendie et de secours avec les caisses de sécurité sociale.

*Police (intervention à Pantin [Seine-Saint-Denis]
le 25 octobre 1977.)*

41980. — 3 novembre 1977. — **M. Barbet** s'élève avec indignation auprès de **M. le ministre de l'intérieur** contre les procédés utilisés par des forces de police à Nanterre, au cours de la journée du 25 octobre 1977. En effet, ce jour, plusieurs personnes conversaient à proximité d'un véhicule en stationnement rue de la Côte à Nanterre, identifié par les habitants pour être utilisé lorsque des saisies sont pratiquées chez des particuliers, pour effectuer le transport des objets. Ils furent interpellés, conduits au commissariat de police, et retenus pendant plusieurs heures. Cet acte arbitraire constitue incontestablement une atteinte à la liberté des citoyens et à la libre circulation de personnes. Il lui demande si les événements signalés ci-dessus relèvent d'une initiative personnelle du commissariat de police de Nanterre, ou d'instructions reçues de l'autorité supérieure, ce qui, dans l'un ou l'autre des cas, constituerait un abus de pouvoir caractérisé auquel il y a lieu de mettre fin.

Réponse. — Il convient en premier lieu de préciser les circonstances exactes au cours desquelles il a été procédé à la vérification d'identité de cinq personnes à Nanterre le 25 octobre 1977. Ce jour là, un fonctionnaire de police assistait en tant que témoin légal, et ce conformément aux dispositions du code de procédure civile, un commissaire priseur qui exécutait deux décisions de justice ordonnant la saisie des meubles de personnes respectivement condamnées pour des loyers impayés de mai 1972 à octobre 1973 et pour abus de confiance, délit prévu et réprimé par les articles 408 et 408 du code pénal. Pendant toute la durée de ces opérations, les cinq personnes dont il s'agit se sont tenues à proximité du commissaire priseur et du fonctionnaire de police et ont surveillé le déroulement des saisies mobilières. Lorsque celles-ci ont été terminées, ces mêmes personnes sont montées à bord d'un véhicule et ont suivi le commissaire de police. En raison d'incidents délictueux qui se sont produits à Nanterre à l'occasion de l'exécution de saisies mobilières antérieures et de l'attitude suspecte de ces personnes, le commissaire de police a été amené à procéder à la vérification de leur identité. Une telle opération de police administrative est conforme à la jurisprudence de la cour de cassation dans ce domaine. En effet, la haute juridiction reconnaît aux services de Police la possibilité d'effectuer des contrôles d'identité lorsque les circonstances particulières les justifient. Celles-ci se trouvaient réunies le 25 octobre 1977. De plus, lors de la vérification d'identité, ces personnes ont tenté de provoquer un attroupelement. L'intervention d'un car de police a été alors rendue nécessaire afin d'éviter toute manifestation susceptible de troubler l'ordre public. Les opérations de vérification se sont poursuivies au commissariat de police et ont duré une heure et demie dans le strict respect des lois relatives aux libertés individuelles.

*Permis de conduire
(conditions d'application des mesures de suspension du permis).*

42504. — 25 novembre 1977. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** la loi pénale de juillet 1975 qui a permis de laisser aux tribunaux le dernier mot en matière de suspension de permis de conduire. L'intention du législateur, clairement exprimée par les auteurs de l'amendement, et votée par le Parlement, a été de réserver les suspensions de permis aux cas les plus sérieux et, en particulier, lorsque l'urgence du retrait était flagrante. Or, depuis quelques mois, il semble que de nouveaux préfets font passer en commission des automobilistes plusieurs mois après le procès-verbal, pour des infractions bénignes, et sans accident ; il y a souvent confusion avec l'arrêt du tribunal, ce qui est regrettable. Il demande que ces questions soient revues avec toute l'attention nécessaire, en vue d'éviter de porter atteinte

do façon inutile à la liberté de circulation des automobilistes dont la plupart se déplacent pour l'exercice de leur profession, surtout en cette période hivernale.

Réponse. — L'article L. 18 du code de la route, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975, prévoit que les préfets peuvent, en matière de suspension du permis de conduire, prendre deux sortes de décisions pour les infractions énumérées à l'article L. 14 du code de la route. Ils peuvent, d'une part, sur avis de la commission de suspension, prononcer des suspensions de six mois au maximum mais qui peuvent atteindre un an en cas d'infractions plus graves (homicide ou blessures involontaires, conduite en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique ou délit de fuite) et, d'autre part, décider des mesures de suspension d'urgence n'excédant pas deux mois sans prendre l'avis de la commission mais après consultation d'un délégué permanent et celle-ci à laquelle doit être ensuite soumise l'affaire. Au cours des neuf premiers mois de 1977, on constate que sur 740 225 procès-verbaux d'infractions pouvant donner lieu à suspension du permis de conduire, les préfets ont prononcé 133 105 suspensions et 88 359 avertissements. Quelles que soient la nature et la durée des mesures prononcées par les préfets, celles-ci deviennent caduques et cessent d'avoir effet lorsque deviennent exécutoires des décisions judiciaires rendues sur les mêmes faits.

Circulation routière (prise en compte par le juge administratif des données écologiques dans le contrôle des arrêtés municipaux de déviation de circulation).

42606. — 30 novembre 1977. — **M. Lepercq** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés que rencontrent certaines autorités municipales qui, dans le cadre de leurs pouvoirs de police, prescrivent des arrêtés déviant du centre des agglomérations la circulation des véhicules d'un tonnage déterminé, en les dirigeant sur un itinéraire de contournement. Bien souvent, l'autorité administrative à laquelle il appartient de veiller au respect des conditions édictées par le juge administratif lorsque des arrêtés municipaux de déviation de la circulation des poids lourds sont soumis à son approbation, s'abrite derrière une interprétation jurisprudentielle très stricte et néglige l'aspect écologique d'une telle mesure. Il souhaite que des instructions soient données aux autorités administratives permettant d'assouplir l'interprétation jurisprudentielle et créant ainsi, pour chaque citoyen, une égalité écologique.

Réponse. — Les maires, en s'appuyant sur les articles L. 131-2, L. 131-3 et L. 131-4 du code des communes peuvent prendre, eu égard aux nécessités de la circulation, dans le cadre de leurs pouvoirs de police, toutes les mesures que justifient les circonstances et notamment interdire la traversée des agglomérations par les véhicules poids lourds sous réserve de se conformer aux conditions auxquelles la jurisprudence administrative subordonne la légalité de leurs décisions. Il résulte en effet de cette jurisprudence que les mesures prises doivent : 1° répondre au souci d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la tranquillité publiques ; 2° être justifiées tant par l'importance du but à atteindre que par l'impossibilité pour le maire d'adopter une solution moins rigoureuse pour les poids lourds ; 3° ne pas porter une atteinte intolérable à la liberté du commerce, de la circulation et de la rivalité ; 4° ne pas présenter un caractère général et absolu. Des instructions dans ce sens ont été adressées aux préfets qui, compte tenu des circonstances locales, ne manquent pas de prendre en considération les préoccupations exprimées par l'auteur de la question.

*Publicité
(survol publicitaire abusifs du littoral cannois).*

42810. — 7 décembre 1977. — **M. Cornu-Gentille** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que depuis plus de six ans il s'efforce d'obtenir l'interdiction des vols publicitaires le long du littoral cannois, sans autre résultat que l'annonce de l'étude par les services compétents d'une modification de la loi du 12 avril 1943 sur la publicité et de l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes. Des arrêtés de l'autorité municipale en cette matière seraient illégaux. En attendant, les Cannois et leurs hôtes estivaux continuent à subir les effets néfastes de ces survols publicitaires abusifs qui ne cessent de s'accroître en nombre et en durée. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin au plus vite à cet état de choses préjudiciable à l'environnement et dont la persistance risque d'apparaître comme de la complaisance.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 prescrit la hauteur minimale au-dessus du sol, à laquelle sont tenus de se maintenir les aéronefs. En ce qui concerne le survol des

plages, cette hauteur varie de 500 à 1 000 mètres, respectivement pour les appareils équipés d'un moteur à pistons et pour ceux équipés de plusieurs moteurs à pistons. Toutefois l'article 5 dudit arrêté dispose que des dérogations à ces normes peuvent être accordées par le secrétariat général de l'aviation civile, sous réserve de l'accord exprès du préfet du département concerné. C'est donc à l'autorité préfectorale qu'il appartient de se prononcer en l'espèce, et, le cas échéant, d'opposer une fin de non recevoir aux dérogations sollicitées, pouvoir dont elle ne manque pas d'user, comme l'attestent les mesures intervenues dans les Alpes-Maritimes. En effet, le préfet de ce département a, de façon constante, recours à cette faculté pour refuser le survol à basse altitude, à des fins publicitaires, des agglomérations, des rassemblements de personnes, ainsi que de toute la bande côtière, ceci du rivage jusqu'à une limite de 300 mètres vers le large. Les nuisances signalées sont de ce fait sensiblement atténuées, voire totalement supprimées, compte tenu de cette distance de 300 mètres en-deçà de laquelle tout survol publicitaire est pratiquement interdit sur le littoral des Alpes-Maritimes. Les mesures prises par le préfet de ce département paraissent de nature à sauvegarder la sécurité et la tranquillité des agglomérations, y compris celles des riverains du littoral.

Sécurité routière (prévention routière).

43156. — 22 décembre 1977. — M. Frédéric-Dupont expose à M. le ministre de l'intérieur que l'association privée dénommée la Prévention routière, reconnue d'utilité publique, rend en province d'incontestables services. Or, elle n'est malheureusement pas représentée à Paris où pourtant circulent chaque jour un million six cent mille véhicules, et dont certains arrondissements sont plus peuplés que des départements entiers de province. Le parlementaire susvisé suggère que la loi prévoit la création de comités d'arrondissements de la Prévention routière dans chaque arrondissement de Paris. Ces comités ayant pour objet d'apporter aux autorités responsables dans le domaine de la sécurité, une aide bénévole compétente afin de les faire bénéficier de l'expérience acquise par la Prévention routière, en mettant notamment à leur disposition l'appareil de concertation nécessaire. Les comités auraient également pour objet d'obtenir des mêmes autorités les facilités indispensables à l'action de la Prévention routière à Paris telles qu'emplacements de pistes et lieux de réunions et enfin, de sensibiliser les esprits des parisiens aux problèmes de sécurité, former les jeunes, recycler les moins jeunes, en vue de diminuer le nombre et la gravité des accidents.

Réponse. — Il existe déjà une délégation départementale de l'association La Prévention routière pour Paris. L'extension des moyens de cette délégation et son implantation dans les mairies annexes sont de la compétence de cette association. Les propositions de l'auteur de la question lui ont été transmises, la réalisation de celles-ci étant de son ressort en liaison avec la municipalité de Paris.

Police (promotion des enquêteurs au grade d'inspecteur).

43286. — 31 décembre 1977. — M. Philibert expose à M. le ministre de l'intérieur la situation des enquêteurs compte tenu du décret n° 77-651 du 17 juin 1977. Il lui demande de lui faire savoir les conditions précises que doivent remplir les enquêteurs de la police nationale pour passer au choix dans le corps des inspecteurs et l'ancienneté que l'administration exige pour bénéficier de cette promotion interne. En effet à la lecture de l'article 7 bis du décret du 17 juin 1977, les sous-brigadiers et gardiens de la paix ont la possibilité d'être titularisés dans le corps des enquêteurs après une ancienneté de six ans (cinq années dans leur corps d'origine et une année dans celui des enquêteurs), alors que les enquêteurs semblent devoir attendre dix ans avant de pouvoir espérer une intégration dans le corps des inspecteurs. Si l'on tient compte du fait que le corps des enquêteurs est assez récent et que sa création remonte au mois d'août 1972, il faudra que ces agents attendent encore cinq ans au moins pour pouvoir accéder au choix dans le corps des inspecteurs de police. Il lui demande si, comme pour les sous-brigadiers et les gardiens de la paix, il ne serait pas possible par mesure d'équité de ramener de dix ans à six ans l'ancienneté exigée aux enquêteurs pour être proposé au choix dans le corps des inspecteurs de police, tout en lui rappelant que certains enquêteurs d'aujourd'hui ont été inspecteurs dès 1957 outre-mer et ont été très nettement défavorisés à leur reclassement.

Réponse. — Les conditions que doivent remplir les enquêteurs pour être nommés au choix dans le corps des inspecteurs de la police nationale sont strictement définies par le décret n° 77-990 du 30 août 1977 (art. 3, alinéa 2) qui dispose qu'une telle promo-

tion au choix se fait « par voie d'inscription sur une liste d'aptitude arrêtée après avis de la commission administrative paritaire compétente, dans la limite du neuvième des nominations prononcées après concours, parmi les enquêteurs de la police nationale âgés d'au moins trente-huit ans et de cinquante ans au plus au 1^{er} janvier de l'année de la date d'effet de leur nomination et justifiant à cette date de treize ans de services effectifs dans le grade d'enquêteur ». En ce qui concerne les conditions que doivent remplir les sous-brigadiers et gardiens pour être nommés au choix dans le corps des enquêteurs, celles-ci sont fixées par le décret n° 77-651 du 17 juin 1977 (art. 7 bis). Le délai pour l'intégration est de six ans. Pour le recrutement au choix dans le corps des inspecteurs de la police nationale, les services accomplis en qualité de sous-brigadier et gardien de la paix sont assimilés dans la limite de dix ans à des services effectifs accomplis dans le corps des enquêteurs. Il ne saurait être question d'établir une correspondance entre l'ancienneté exigée des enquêteurs pour être nommés au choix dans le corps des inspecteurs de la police nationale et celle exigée des sous-brigadiers et gardiens pour passer au choix dans le corps des enquêteurs. En effet le corps des enquêteurs se situe, au point de vue statutaire et indiciaire, au niveau de celui des gardiens de la paix et les fonctionnaires qui le composent sont, aux termes mêmes de leur statut, placés sous l'autorité des inspecteurs de police. Dans le premier cas, il s'agit d'une nomination au choix dans un corps de catégorie supérieure, dans le second du passage, à égalité de niveau, d'un corps dans un autre.

Communes (reclassement indiciaire des secrétaires de mairie des villes de 2 000 à 10 000 habitants).

43655. — 14 janvier 1978. — M. Xavier Hamelin rappelle à M. le ministre de l'intérieur que, par question écrite n° 28288, il appelait l'attention de son prédécesseur sur le reclassement indiciaire des secrétaires généraux de mairie des villes de 2 000 à 10 000 habitants. La réponse à cette question (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 16 juin 1976) précisait que la situation de ces secrétaires de mairie avait fait l'objet d'une étude du ministre de l'intérieur et avait permis d'établir un projet de modification des échelles indiciaires de ces agents. Il était toutefois précisé que les instances dont la consultation est réglementairement requise avant toute publication de textes concernant la rémunération des agents communaux n'avaient pas encore fait connaître leur avis définitif et qu'il n'était donc pas possible de préciser le détail des dispositions qui pourraient être adoptées. Plus de dix-huit mois s'étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande comment la situation a évolué et si le reclassement indiciaire des secrétaires généraux de mairie des villes de 2 000 à 10 000 habitants est susceptible d'intervenir à une date prochaine.

Réponse. — Un arrêté du 18 janvier 1977, publié au *Journal officiel* du 5 février 1977, prenant effet au 1^{er} novembre 1975 a modifié l'échelle indiciaire des secrétaires généraux de mairie des communes de 2 000 à 10 000 habitants.

Etat civil (carte nationale d'identité).

43859. — 28 janvier 1978. — M. Ferretti expose à M. le ministre de l'intérieur que le renouvellement des cartes nationales d'identité dans les sous-préfectures entraîne des délais de l'ordre de dix jours à deux semaines. Cette situation, si elle n'est pas préoccupante pour un certain nombre de citoyens, pose des problèmes pour les habitants des régions frontalières et plus particulièrement ceux qui travaillent à l'étranger, car ce document est exigé pour tout passage à la douane. Il lui demande s'il n'est pas possible de confier leur établissement à la diligence des mairies.

Réponse. — Il est précisé que depuis 1970 des instructions ont été données à MM. les préfets pour que le titulaire d'une carte nationale d'identité qui en sollicite le renouvellement soit laissé en sa possession jusqu'à remise du nouveau titre, hormis le cas, évidemment, de falsification. Compte tenu des délais d'établissement qui peuvent varier selon les préfectures ou sous-préfectures et les périodes de l'année, il ne peut qu'être conseillé aux personnes allant travailler dans la zone frontalière limitrophe de solliciter en temps opportun le renouvellement de leur carte puisqu'elle n'est valable que dix ans pour le franchissement des frontières. Enfin, en vertu du décret du 22 octobre 1955, la délivrance de la carte nationale d'identité est désormais de la seule compétence de MM. les préfets et sous-préfets; il ne saurait être envisagé de revenir au régime antérieur auquel ce texte a eu pour but de mettre fin.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Guadeloupe (résultats de l'étude menée sur le coût de l'opération d'évacuation de la région de la Soufrière).

41598. — 21 octobre 1977. — M. Henri Michel rappelle à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que dans la réponse qui a été faite le 9 juillet 1977 à sa question n° 34926 du 15 janvier 1977 concernant le coût de l'opération d'évacuation de la Soufrière en Guadeloupe, il a été indiqué qu'une étude exhaustive était en cours. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître si cette étude est achevée et, dans l'affirmative, de lui donner les précisions demandées.

Réponse. — Il est demandé à l'honorable parlementaire de bien vouloir se reporter à la réponse qui a été faite à la question écrite n° 34926 posée le 15 janvier 1977 et publiée au *Journal officiel* du 21 janvier 1978 (Assemblée nationale, n° 3, p. 236).

JUSTICE

Justice (revision du régime fiscal et des tarifs applicables aux huissiers de justice).

42169. — 22 décembre 1977. — M. Bisson appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur les difficultés auxquelles sont confrontés les huissiers de justice. Les membres de cette profession libérale font observer qu'ils supportent encore la taxe sur les salaires qui a été supprimée pour le petit commerce, alors que la majoration de la taxe professionnelle par rapport à l'ancienne patente est particulièrement sensible. Il relève également que les tarifs de la profession, qui sont presque tous des tarifs fixes, n'ont été augmentés que de 20 p. 100 depuis 1972, alors que les tarifs de cette époque avaient été eux-mêmes établis sur les bases de 1969. M. Bisson demande, en conséquence, à M. le ministre de la justice les dispositions qu'il envisage de prendre, au besoin en liaison avec son collègue, M. le ministre délégué à l'économie et aux finances, pour qu'il soit remédié à la dégradation de la situation des huissiers de justice.

Réponse. — La situation des huissiers de justice a retenu toute l'attention de la chancellerie. Le tarif qui avait été augmenté en 1975 va l'être de nouveau dans un délai très proche. Par la suite, un système de revision tarifaire permettant des actualisations plus fréquentes va être très rapidement mis en place. Enfin, la loi de finances assure désormais aux professions libérales, dont font partie les huissiers de justice, le bénéfice d'avantages fiscaux importants dans le cadre des associations de gestion comptable agréées. L'ensemble de ces mesures est de nature à améliorer sensiblement l'équilibre financier de la profession d'huissier de justice.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications (maintien de l'unité de ce service public).

42512. — 25 novembre 1977. — M. Joanne expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que les deux grands services : postes et télécommunications sont peut-être menacés de division. Il rappelle que le maintien d'un service unique va dans le sens des souhaits qu'il avait exprimés en 1976. Les responsables de l'équipement des transports et du service automobile des PTT sont très attachés au maintien de l'unité, même semble-t-il si le service Postes et télécommunications devait évoluer vers l'indépendance. En effet, une division entraînerait nécessairement des dépenses et des investissements importants incompatibles avec la situation économique actuelle, pour ne citer que les risques de gaspillage en carburant. Aussi il lui demande de lui faire connaître ses intentions sur cet important problème et s'il estime devoir prendre des mesures pour garder à ce service national l'unité qui garantit son bon fonctionnement et satisfait les administrés.

Postes et télécommunications (maintien de ce service public).

42657. — 30 novembre 1977. — M. Laborde appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les fâcheuses conséquences qu'entraîne pour le service automobile des PTT la séparation progressive de la poste et des télécommunications. Le maintien d'un service unique et indépendant apparaît nécessaire à un bon fonctionnement et favorable à l'intérêt du personnel. Il lui demande donc s'il se propose de prendre toutes les mesures qui permettront d'aboutir à cette unité et à cette indépendance.

Postes et télécommunications
(service automobile des PTT : projet de restructuration).

42804. — 7 décembre 1977. — M. Massot demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications quelle décision il compte prendre au sujet du service automobile des PTT. Prévoit-il le maintien d'un service unique et indépendant travaillant en service rendu pour la poste et pour les télécommunications ou bien prévoit-il la division du service actuel en deux services, l'un travaillant pour la poste, l'autre pour les télécommunications.

Postes et télécommunications
(service automobile des PTT : projet de restructuration).

42845. — 7 décembre 1977. — M. Alfonsi appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur l'inquiétude légitime que provoque parmi le personnel, la menace de division du service automobile des PTT. En effet, la division de ce service, qui entraînerait des dépenses inutiles en l'actuelle situation et léserait les intérêts du personnel, pourrait être l'une des conséquences de la querelle qui oppose les deux grands services, poste et télécommunications. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui apporter tous les apaisements nécessaires concernant cette inquiétante rumeur.

Postes et télécommunications
(service automobile des PTT : projet de restructuration).

42894. — 9 décembre 1977. — M. Bias expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications le problème ci-après : le personnel du centre automobile des PTT de Dijon fait état d'une querelle qui existerait entre les deux grands services, poste et télécommunications, entraînant l'amorce de la division du service automobile des PTT. Le personnel technique de ce service demande au Gouvernement s'il est décidé à prendre les mesures nécessaires pour maintenir un service unique et indépendant, travaillant en service rendu pour la poste et pour les télécommunications. Il rappelle que le secrétaire d'Etat a déclaré, en 1976, qu'il ne voulait pas de division du service, quitte à créer un service indépendant. Il précise que les responsables de l'équipement et des transports sont également favorables à cette solution. En effet, la division ne peut qu'entraîner des dépenses et des investissements importants incompatibles avec la situation économique actuelle ; de plus, elle serait défavorable pour le personnel. Déjà, le désaccord entre la poste et les télécommunications vient de provoquer ces derniers temps un gaspillage très important en ce qui concerne l'approvisionnement en carburant. Il lui demande de bien vouloir dire comment il entend résoudre ce problème, si problème il y a.

Postes et télécommunications
(service automobile des PTT : projet de restructuration).

43319. — 31 décembre 1977. — M. Kiffer demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications s'il compte prendre les mesures nécessaires pour maintenir un service unique et indépendant du service automobile des PTT travaillant en service rendu pour la poste et pour les télécommunications. Il lui rappelle sa déclaration de 1976 où il indiquait qu'il ne voulait pas la division du service quitte à créer un service indépendant. La division du service automobile des PTT ne peut qu'entraîner des dépenses et des investissements importants, incompatibles avec la situation économique actuelle.

Postes et télécommunications
(centre automobile des PTT d'Arles : avenir du service).

43426. — 7 janvier 1978. — M. Porelli expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications l'inquiétude du personnel du centre automobile des PTT, à Arles, quant à l'avenir de leur service. En effet, l'éclatement du service automobile des PTT serait source de gaspillage en matériel et en énergie. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour empêcher cette division du service en deux.

Postes et télécommunications
(service automobile des PTT : projet de restructuration).

43464. — 7 janvier 1978. — M. Henri Lavielle appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les conséquences qu'entraîne pour le service automobile des PTT la séparation progressive de la poste et des télécommunications. Le maintien d'un service unique et indépendant apparaît nécessaire à un bon fonctionnement et favorable à l'intérêt du personnel. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

*Postes et télécommunications
(service automobile des PTT : projet de restructuration).*

43720. — 21 janvier 1978. — M. Josselin appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les conséquences qu'entraîne pour le service automobile des PTT la séparation progressive de la poste et des télécommunications. Il lui demande si cette décision ne va pas entraîner des gaspillages au niveau des investissements et des approvisionnements ainsi que des conséquences défavorables pour le personnel et s'il ne serait pas préférable de maintenir un service unique et indépendant.

Réponse. — L'eu l'occasion à plusieurs reprises d'affirmer ma volonté de ne remettre en cause ni l'unicité de l'administration des PTT ni le monopole dont elle bénéficie, ni la mission fondamentale de service public qui lui est confiée. Toutefois, les services respectifs de la poste et des télécommunications ont chacun leur technologie propre, leurs caractéristiques spécifiques et leur rythme d'évolution. Ces services doivent donc coexister dans une unité de fonctionnement suffisamment souple pour respecter la personnalité de chacune des deux branches. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les décisions prises en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du service automobile. S'agissant des ateliers-garages, ils sont et demeurent communs aux deux exploitations postes et télécommunications; les modalités de leur fonctionnement devront permettre l'utilisation optimale des moyens existants et une répartition équitable des charges tout en tenant compte des besoins réels des deux exploitations. Pour les achats, la direction générale des télécommunications et la direction générale des postes acquièrent directement, depuis le 1^{er} janvier 1977, les véhicules qui leur sont destinés auprès de l'administration des domaines, acheteur unique pour l'ensemble des services de l'Etat. De même, chaque direction générale assume, depuis le 1^{er} janvier 1973, la responsabilité complète des travaux d'aménagement et de carrossage des véhicules de son parc. En revanche, pour ce qui concerne les marchés de carburants et de lubrifiants, ceux-ci sont passés globalement, pour des raisons d'économie, par la direction de l'équipement et des transports en vue de satisfaire les besoins des deux branches. Ces mesures doivent permettre de répondre de façon satisfaisante aux besoins spécifiques des deux branches tout en assurant une mise en œuvre optimale des ressources disponibles.

Postes et télécommunications (harmonisation du déroulement de la carrière des agents du cadre B des services administratifs).

43397. — 7 janvier 1978. — M. Lavielle attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les nombreuses différences qui existent entre les agents appartenant au même cadre B des services administratifs des postes et télécommunications. Ainsi les carrières des contrôleurs et des techniciens conduisent dans des délais très inégaux à des grades identiques. Les premiers doivent, de surcroît, passer un examen pour devenir contrôleur divisionnaire. Des anomalies comparables peuvent être relevées entre les vérificateurs, chefs de secteur et les contrôleurs, notamment dans les conditions de recrutement et de promotion. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour assurer à des fonctionnaires d'un même cadre l'égalité du déroulement de leur carrière et de leurs rémunérations annexes.

Réponse. — Les agents dont la situation est évoquée appartiennent à quatre filières distinctes correspondant à des secteurs spécifiques de l'exploitation : service général, service des installations, services de la distribution et de l'acheminement, service des lignes. La diversification des déroulements de carrière répond aux contraintes propres à chacun de ces services. Quoi qu'il en soit, les débouchés offerts aux contrôleurs des services administratifs viennent d'être améliorés puisque l'effectif des chefs de section a été porté à 25 p. 100 du corps et que le nombre des emplois de contrôleur divisionnaire s'est sensiblement accru depuis trois ans.

Personnel des postes et télécommunications (amélioration de la situation administrative des agents du cadre C des services administratifs).

43500. — 14 janvier 1978. — Mme Fritsch attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les agents du cadre B des services administratifs des PTT par rapport aux agents du même cadre appartenant à d'autres services de cette administration ou à d'autres administrations. En ce qui concerne le déroulement de carrière, on constate qu'un contrôleur met dix-huit ans pour accéder au grade de chef de section alors qu'un technicien met sept ans pour accéder au grade de technicien supérieur. Les techniciens peuvent parvenir au grade de chef technicien après douze ans de grade, avec nomination sur place, alors que les contrôleurs et chefs de section doivent passer un examen pour

parvenir au grade de contrôleur divisionnaire et attendre plusieurs années leur nomination. D'autres anomalies peuvent être relevées en ce qui concerne les conditions d'accès au grade d'inspecteur, c'est-à-dire au cadre A : les vérificateurs ont accès au grade d'inspecteur en passant un examen professionnel, spécialement réservé et conçu pour eux, alors que les contrôleurs désirant accéder au grade d'inspecteur doivent passer l'examen professionnel prévu pour les agents de la catégorie B. Afin de faire disparaître ces anomalies, les intéressés souhaitent que soient prévues les mesures suivantes : dans un premier temps, nomination au grade d'inspecteur de tous les agents qui ont été reconnus admissibles à l'écrit de l'examen professionnel, et ce à la date où ils ont été reçus; pour l'avenir : fixation de la proportion des contrôleurs promus inspecteurs, à la suite de la réussite à l'examen professionnel — au même taux que celui des vérificateurs et chefs de secteur; intégration par liste d'aptitude dans le cadre A dans les mêmes conditions que pour les agents des finances; carrière unique des contrôleurs jusqu'à l'indice final du cadre B et nomination sur place de tous les contrôleurs divisionnaires; fixation du montant de la prime attribuée aux contrôleurs des services administratifs à 350 francs par mois, c'est-à-dire au même montant que celle des techniciens et extension de cette prime aux agents des subdivisions mutés d'office dans un service d'exploitation ainsi qu'aux personnels du corps des agents d'exploitation des services de direction. Elle lui demande de bien vouloir indiquer quelles sont ses intentions en ce qui concerne la nécessaire amélioration de la situation administrative des agents du cadre B des services administratifs.

Réponse. — Les agents dont la situation est évoquée appartiennent à quatre filières distinctes correspondant à des secteurs spécifiques de l'exploitation : service général, service des installations, services de la distribution et du transport des dépêches, service des lignes. Les déroulements de carrière dans chacune de ces filières répondent aux contraintes propres à ces services et sont d'ailleurs moins diversifiées que ne l'affirment les intervenants. Les mesures prises récemment en faveur des vérificateurs des services de la distribution et de l'acheminement et des chefs de secteur du service des lignes sont liées à la constitution initiale d'un cadre d'inspecteurs dans ces services. Il s'agit d'une opération ponctuelle, justifiée par l'évaluation du niveau de qualification de ces fonctionnaires d'embauchement. Les agents du cadre B des services administratifs des PTT sont soumis à des dispositions statutaires communes à de nombreux grades de même niveau de la fonction publique. La mise en place d'une carrière unique au sein de la catégorie B et l'élargissement des possibilités d'accès en catégorie A ne pourraient donc précéder que d'une décision de portée générale intéressant l'ensemble des corps homologues des autres administrations. Quoi qu'il en soit, les débouchés offerts aux contrôleurs des services administratifs viennent d'être améliorés puisque l'effectif des chefs de section a été porté à 25 p. 100 du corps et que le nombre des emplois de contrôleur divisionnaire s'est sensiblement accru depuis trois ans.

PTT (extension des possibilités de titularisation aux personnels embauchés directement par les restaurants et coopératives).

43517. — 14 janvier 1978. — M. Dalbera appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation des auxiliaires des PTT. L'action des travailleurs des PTT a permis la titularisation de certaines catégories d'auxiliaires. La possibilité est donnée aux auxiliaires ayant un an de service de passer un examen pour être titulaire. Les auxiliaires des services sociaux, qui étaient écartés de cette mesure, ne le seront plus en 1978. Ils pourront participer aux épreuves, à la condition qu'ils aient effectué six mois de service effectif dans leur service d'origine. Cette mesure ne résout en rien le problème des personnels embauchés directement par les restaurants et coopératives, qui se trouvent exclus de la possibilité de titularisation, alors que certains ont six à dix ans d'ancienneté dans ces fonctions. En conséquence, il demande à M. le secrétaire d'Etat de prendre les mesures nécessaires pour que les possibilités de titularisation soient étendues à tous les auxiliaires comptant un an de service, sans restriction du service fait ou non dans le bureau d'origine.

Réponse. — Les examens professionnels auxquels se réfère l'honorable parlementaire ont pour objet de permettre la titularisation des auxiliaires ayant été utilisés au service général, au service de la distribution postale, au service des lignes ou au service du dessin pendant au moins un an, délai jugé nécessaire pour justifier de leur expérience professionnelle. Toutefois, à titre exceptionnel, il a été admis que pour le personnel en fonction dans le secteur social cette durée pourrait être ramenée à six mois, si les chefs de service estimaient que les intéressés avaient acquis précédemment une expérience professionnelle suffisante dans les services d'exploitation. Il n'est pas possible de diminuer davantage cette durée qui constitue une mesure déjà très bienveillante. En cas de succès, les lauréats devront d'ailleurs quitter le service social pour prendre leurs fonctions dans les services d'exploitation.

Téléphone (priorité de raccordement des personnes âgées).

43546. — 14 janvier 1978. — M. Honnet attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les difficultés rencontrées par les personnes âgées pour obtenir un raccordement au réseau téléphonique. Si elles ont été nombreuses à se réjouir de l'annonce opportune de décision tendant, en priorité, à résoudre leurs problèmes de sécurité, soit en cas d'accident, de maladie ou d'agression, la plupart du temps, l'administration n'est pas en mesure de donner une suite favorable à leur demande au motif que la saturation du réseau local ne permet pas l'installation dont elles espèrent, dès lors, pouvoir bénéficier. Certes, il a été indiqué que tout sera mis en œuvre pour satisfaire le plus rapidement possible les besoins, y compris en recourant, lorsque cela s'avère possible, à la pose de câbles provisoires ou au raccordement provisoire sur un centre distant de la même circonscription de taxe. Or, en fait, la concrétisation des mesures annoncées paraît bien aléatoire et les demandeurs en milieu rural notamment où l'isolement est encore plus préoccupant, éprouvent le sentiment que tous les efforts techniques utiles ne sont pas dès lors déployés. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir préciser si des moyens supplémentaires sont ou seront rapidement dégagés pour faire face à l'accroissement des demandes d'installation prévisible, si des instructions précises ont été données pour que les priorités en cause soient effectivement retenues et traduites dans la réalité, enfin s'il ne lui paraît pas opportun, lorsque des lignes téléphoniques sont libérées de les affecter immédiatement aux personnes âgées ayant en instance une demande de raccordement au réseau téléphonique.

Réponse. — Depuis le 1^{er} novembre 1977, les personnes âgées de plus de quatre-vingts ans ou les couples dont l'un des conjoints a plus de quatre-vingts ans, vivant seuls, bénéficient pour la satisfaction de leurs demandes de raccordement d'une superpriorité qui les place dans une situation nettement plus favorable qu'auparavant et qui conduit mes services à rechercher et à mettre en œuvre toutes les possibilités techniques de réalisation des raccordements demandés. J'attache une importance toute particulière à l'application de ces dispositions et des instructions précises en ce sens ont été adressées aux directeurs régionaux des télécommunications qui rendent compte toutes les semaines du déroulement des opérations dans leur circonscription. Les demandes formulées dans le cadre de cette superpriorité sont satisfaites dans le meilleur délai techniquement possible et ce délai est généralement très bref hormis des cas exceptionnels de raccordements spécialement difficiles. Les demandes formulées par des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou par des couples dont l'un des conjoints a plus de soixante-cinq ans, vivant seuls, bénéficient également, je le rappelle, d'une priorité de rang élevé. Par ailleurs, une surveillance vigilante de la satisfaction de la demande en zone rurale est assurée par un indicateur mensuel qui, le cas échéant, attirerait l'attention des services sur une éventuelle distorsion par rapport à l'objectif. L'ensemble de ces mesures doit conduire à la mise à disposition des personnes âgées, dans des conditions sans cesse améliorées, de raccordements téléphoniques réalisés par priorité, qu'elle habitent la ville ou la campagne. Je précise enfin que lorsque des lignes téléphoniques sont libérées, elles sont affectées en premier lieu à la satisfaction des demandes prioritaires dans l'ordre défini par les instructions en vigueur, ce qui, compte tenu des degrés de priorité respectivement reconnus aux deux catégories de personnes âgées qui bénéficient de cette procédure, assure à ces dernières un traitement particulièrement favorable de leurs demandes de raccordement.

Postes (bénéfice de la franchise postale pour les plis des secrétariats des conseils de prud'hommes).

43662. — 21 janvier 1978. — M. Buron expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que la loi n° 77-1468 du 30 décembre 1977 instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives prévoit, en son article 13, que « les frais postaux des secrétariats des conseils de prud'hommes nécessités par les actes et procédures ne sont plus à la charge des parties », ce qui est d'ailleurs normal puisque les émoluments qui étaient perçus par les secrétaires des conseils de prud'hommes pour l'affranchissement des lettres recommandées avec accusé de réception prévues par le code du travail sont supprimés par l'article 4 de la même loi. Il lui demande si, en conséquence, les receveurs des postes ne sont pas tenus d'accepter en franchise, aussi bien en « lettre simple » qu'en « lettre recommandée » avec accusé de réception, les plis des secrétaires de conseils de prud'hommes dont l'envoi aux parties intéressées est impérativement prévu par le code du travail ou le code de procédure.

Réponse. — Si l'article 3 de la loi n° 77-1468 du 30 décembre 1977 instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives a effectivement prévu, ainsi que le souligne l'honorable parlementaire, que « les frais postaux des secrétariats des conseils de prud'hommes nécessités par les actes et procédures ne sont plus à la charge des parties », il n'a pas pour autant admis les envois de l'espèce au bénéfice de la franchise postale. En effet, sur l'imputation des dépenses d'affranchissement, le décret n° 73-62 du 20 janvier 1973, portant application de la loi précitée, précise en son article 7 que l'Etat prend en charge les frais de correspondance afférents aux procédures et indique à cet égard que le ministère de la justice délègue les crédits nécessaires aux départements sur la base d'états dressés par les préfets. En conséquence, les lettres recommandées avec avis de réception expédiées aux parties intéressées par les organismes susvisés doivent être intégralement affranchies.

Services de la distribution et de l'acheminement (intégration totale dans le cadre A du corps de la maîtrise).

43725. — 21 janvier 1978. — M. Allainmat expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications qu'une réforme du cadre de la maîtrise de la distribution concernant les grades de vérificateur principal des services de la distribution et de l'acheminement et vérificateur des services de la distribution et de l'acheminement vient d'intervenir par la création de 120 emplois d'inspecteur de la distribution et de l'acheminement répartis sur les années 1976 et 1977. L'accès à ce nouvel emploi se fait par la voie d'un examen qui constitue en réalité un barrage pour une grande partie des intéressés. Ceci constitue un paradoxe si l'on considère que par le biais du tableau d'avancement au grade de receveur de 2^e classe, les VEDAP ont accès au cadre A sans examen préalable alors qu'ils ont tout à apprendre dans leurs nouvelles fonctions. Par ailleurs, l'indice terminal du grade d'INDA reste le même que celui qui existe déjà pour le grade de VEDAP. On ne peut donc considérer l'accès au nouveau grade comme un reclassement de la catégorie, d'autant plus que l'accès par promotion au grade d'inspecteur central de la distribution et de l'acheminement ne concernera qu'un nombre d'agents très limité (prévisions actuelles 19 pour l'ensemble du corps de la maîtrise de la distribution et de l'acheminement). Lors d'une audience accordée le 17 février 1977 à une délégation du personnel, l'administration a laissé envisager une intégration totale du corps de la vérification dans le cadre A. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage cette intégration.

Réponse. — L'accès des vérificateurs et vérificateurs principaux des services de la distribution et de l'acheminement au grade d'inspecteur, comme celui des vérificateurs principaux au grade de receveur de 2^e classe, a lieu au choix puisqu'il est subordonné à l'inscription des intéressés sur une liste d'aptitude. Dans les deux cas, les candidats doivent faire preuve qu'ils possèdent les connaissances professionnelles requises pour tenir l'emploi recherché. Cette preuve résulte soit du succès à un examen professionnel, soit de la production d'un certificat délivré à l'issue d'un stage dans une recette postale. Pendant une période transitoire de deux ans, la condition d'ancienneté de grade requise pour l'avancement au grade d'inspecteur central a été réduite afin de permettre aux plus anciens des vérificateurs principaux d'accéder très rapidement à ce grade et d'obtenir ainsi un gain indiciaire non négligeable. A l'issue de cette période transitoire, les inspecteurs issus du corps des vérificateurs pourront postuler le grade d'inspecteur central au fur et à mesure qu'ils rempliront les conditions de candidatures imposées à l'ensemble des inspecteurs.

Postes (retard dans l'acheminement du courrier dans la région lyonnaise).

43727. — 21 janvier 1978. — M. Hamel signale à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications l'envoi qu'il lui a fait d'un dossier prouvant les délais très longs pour l'acheminement de lettres timbrées à 1 franc parvenant dans la région lyonnaise plusieurs jours, ou même parfois une quinzaine de jours, après avoir été postées ; par exemple, une lettre postée le 16 novembre à Rothen, distribuée le 25 novembre à Grézieu-la-Varenne ; une lettre postée le 1^{er} décembre à Louvres dans le Val-d'Oise, distribuée le 13 décembre à Craponne ; une lettre postée le 8 novembre à Epinal, reçue le 9 décembre dans le Rhône. De la Loire au Rhône, départements voisins, des lettres timbrées à 1 franc mettent onze jours à parvenir à leur destinataire,

et de Lyon à une commune des monts du Lyonnais distante de 15 kilomètres, il arrive que, malgré la diligence et le sérieux des receveurs des postes et des facteurs des petites communes voisines de la métropole régionale, le courrier mette dix-sept jours pour une lettre timbrée à 80 centimes. Il lui demande : 1° quelles dispositions il compte prendre sans délai pour remédier à ces retards causant aux particuliers et aux entreprises des inconvénients sérieux et parfois même de graves dommages (pertes de marchés, embauche compromise, nouvelles parvenant trop tard pour une décision nécessaire) ; 2° si les moyens du tri à Lyon sont suffisants pour faire face au trafic postal d'une métropole régionale et, dans le cas contraire, quelles décisions il va prendre pour accroître les effectifs et les équipements devant permettre de faire face à l'acheminement régulier et rapide du courrier.

Réponse. — L'administration des PTT ne conteste pas que des anomalies et des retards d'acheminement soient constatés par les destinataires de courrier en particulier depuis deux mois dans le département du Rhône. Cette situation était essentiellement due, en ce qui concerne le mois de novembre, aux grèves du personnel des PTT qui ont eu lieu entre le 14 et le 20 novembre suivies des grèves de la SNCF, particulièrement sensibles sur le réseau Sud-Est, à la fin du mois. Le mois de décembre étant traditionnellement un mois très chargé du point de vue du trafic, l'impact de ces arrêts de travail s'est prolongé au début de ce mois. En outre, les problèmes de stockage posés par les grèves en période de fort trafic sont très importants et il n'est pas toujours possible de traiter le courrier rigoureusement dans son ordre d'arrivée dans les centres. Il n'en reste pas moins que les anomalies signalées par l'honorable parlementaire constituent des exceptions par rapport à la masse de courrier traité dans le département du Rhône et qui est de l'ordre de 1 300 000 lettres par jour sans compter évidemment les autres catégories d'objets comme les paquets en les plus non urgents. L'importance de ce trafic a d'ailleurs conduit l'administration des postes à engager depuis 1975 un important programme de modernisation et d'équipement. A Lyon, en particulier, un nouveau centre de tri du courrier vient d'être terminé et sera le plus important de France en ce qui concerne les équipements mis en place. Ce centre est doté dès maintenant d'un lecteur d'adresses postales capable d'indexer et de séparer en lots automatiquement plusieurs centaines de milliers de correspondances par jour, ainsi que de quatre machines à trier et de quarante postes manuels d'indexation. Ces matériels sont en cours d'essai et permettront très prochainement d'absorber largement la totalité du trafic concerné. L'ouverture du nouveau centre implique le transfert d'une partie du personnel de l'ancien centre de Lyon gare et de Bron centre de tri, ainsi qu'une complète réorganisation du système de collecte du courrier. Des modifications aussi importantes ne peuvent être réalisées sans quelques perturbations. Mais l'administration met tous les moyens nécessaires en œuvre pour y remédier dans les plus brefs délais possibles.

Hygiène et sécurité du travail (amélioration des conditions de travail dans l'atelier-garage « des Sablons » à Grenoble (Isère)).

43738. — 21 janvier 1978. — **M. Maisonnat** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité que subissent les travailleurs de l'atelier-garage « des Sablons » à Grenoble. L'atelier-garage « des Sablons » construit il y a dix ans, et qui n'était à l'époque qu'une solution provisoire dans l'attente de la construction d'un centre de tri moderne, est aujourd'hui tout à fait insuffisant et inadapté. Ainsi pour l'entretien et la réparation d'un parc de plus de 560 véhicules, 17 agents travaillent dans un local-hangar vétuste et exigü, disposant de 360 mètres carrés, là où l'administration en préconise environ 900 mètres carrés, où tôlerie, peinture, station-service, atelier mécanique se mélangent. La non-conformité de ce local aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité compromet la santé des agents, et l'on a pu déjà constater des malaises divers et maux de tête dus à la présence quasi permanente d'oxyde de carbone, à l'inadaptation des cabines de peinture, etc. Une telle situation est tout à fait inadmissible et appelle des mesures d'urgence. Il lui demande donc que, conformément à la réglementation, une visite du CHS soit immédiatement organisée et que sur la base de ses constatations, toutes les mesures d'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Réponse. — La situation de l'atelier-garage de Grenoble évoquée par l'honorable parlementaire n'est pas ignorée de l'administration des P.T.T. qui étudie les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de travail du personnel de cet établissement. A cet effet, il est projeté d'installer cet atelier-garage dans les locaux actuellement occupés par le centre de tri de Grenoble, et ce dès que le nouveau centre automatique, dont la construction est inscrite

au programme d'équipement de 1978, aura été mis en service. En attendant ce transfert, et afin de pallier les inconvénients signalés, il est envisagé de procéder dans les plus brefs délais à une extension de cet établissement qui accroîtra sa superficie de 300 mètres carrés. Cette opération permettra outre l'installation d'une fosse de graissage et d'une cabine de peinture assurant une meilleure protection antipollution, le réaménagement des locaux de manière à offrir plus d'espaces aux agents de ce service et une répartition plus rationnelle des postes de travail.

Téléphone (élargissement des critères d'exonération de la taxe de raccordement pour l'installation téléphonique).

43769. — 21 janvier 1978. — **M. Pierre Joxe** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** pour quelles raisons les mesures qui viennent d'être prises en vue de faciliter l'installation du téléphone chez les personnes du troisième âge titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ne s'appliquent pas, entre autres, aux exploitants agricoles qui prennent leur retraite avant l'âge de soixante-cinq ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les critères d'exonération de la taxe de raccordement pour l'installation téléphonique soient élargis et que l'on prenne en compte le fait de la retraite et non plus de l'âge, soixante-cinq ans étant un critère sans grande signification. Un préjudice considérable en résulte en effet pour ces personnes âgées qui vivent pour la grande majorité d'entre elles en milieu rural et sont souvent très isolées.

Réponse. — Les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans vivant seules et attributaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité viennent, pour des raisons sociales, d'être exonérées des frais forfaitaires d'accès au réseau téléphonique. Cette mesure destinée à faciliter leur accès au téléphone s'inscrit dans le cadre du plan d'action gouvernemental en faveur du maintien à leur domicile des personnes âgées. Il s'agit là d'un effort très important qui se traduira par une amputation de recettes des télécommunications estimée à 160 millions de francs pour 1978. Il n'est pas possible pour le moment d'étendre la portée de ces dispositions compte tenu, notamment, des difficiles problèmes de financement que pose la réalisation du programme d'investissements en cours. Leur application à une catégorie plus étendue de personnes âgées ne saurait donc être envisagée que grâce à des moyens de financement extérieurs au budget annexe des P. T. T.

Postes (bilan de l'installation et de l'utilisation des centres de tri automatique).

43771. — 21 janvier 1978. — **M. Maurice Blanc** s'inquiète auprès de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** des conditions dans lesquelles s'effectue la mécanisation et l'automatisation des centres de tri postaux. Il semblerait en effet que l'administration ait tendance à pousser à un suréquipement extrêmement coûteux, en raison du poids des investissements et de leur relative sous-utilisation, et de la désorganisation qu'il entraîne dans les services. Cette désorganisation se traduit par un allongement des délais d'acheminement, et une dégradation des conditions de travail pour les services ambulants, comme ceux de Montparnasse et de la région Ouest. Il lui demande de bien vouloir lui communiquer un bilan de l'installation et de l'utilisation des centres de tri automatiques, et de prendre les mesures appropriées afin de rétablir des conditions de travail acceptables pour les services ambulants.

Réponse. — Le programme d'action prioritaire relatif à la construction de nouveaux centres de tri du courrier a été lancé en 1975 en vue de donner au service postal les moyens de faire face à l'important accroissement du courrier et de résoudre enfin les problèmes posés par les conditions de travail jusqu'alors difficiles du personnel des centres de tri. Le trafic postal est passé de 8,5 milliards d'objets en 1965 à douze milliards en 1976 ce qui s'est traduit par des difficultés de plus en plus grandes au niveau des équipements en bâtiments, la capacité et l'âge de certaines installations ne permettant plus d'absorber le trafic. En outre cette situation se traduisait par des conditions de travail difficiles pour un personnel effectuant un travail manuel et répétitif de jour comme de nuit. La réalisation d'un programme ambitieux de nouveaux centres de tri était donc une nécessité aussi bien sur le plan du service postal proprement dit que sur le plan de l'amélioration des conditions de travail du personnel des centres de tri. C'est d'ailleurs au titre de ce dernier objectif que le Parlement a adopté le programme d'action prioritaire de la poste.

Le cadre budgétaire en durée et en montant qui avait été alors défini est scrupuleusement respecté par l'administration des postes. Il n'est pas exact de dire que ce service public ait tendance à prévoir un suréquipement coûteux car toutes les études ont été basées sur des estimations d'évolution du trafic qui se vérifient comme ayant été bonnes. S'agissant plus particulièrement de la mécanisation du tri des lettres, elle entraînera, à n'en pas douter, de profondes modifications dans les méthodes de traitement du courrier. Elle nécessitera une plus grande rigueur, tant en ce qui concerne la présentation du courrier mécanisable au moment du dépôt qu'en ce qui concerne les différentes phases d'indexation et de tri jusqu'à la distribution. Mais elle permettra à la poste de rétablir la régularité dans les délais d'acheminement du courrier et d'avoir une connaissance précise des flux de trafic lui permettant alors de définir les organisations nécessaires pour assurer une très bonne stabilité. En l'état actuel d'avancement du programme d'équipement, il faut préciser que la mécanisation ne traite au départ qu'environ 12 p. 100 du total du courrier mécanisable déposé en France. A l'arrivée le chiffre est beaucoup plus faible car il n'y a actuellement que onze centres de tri automatique en service sur les soixante-quatre prévus. Il est donc tout à fait prématuré de dresser un bilan de la mécanisation, cette dernière ne pouvant s'apprécier pleinement et objectivement que si tout le courrier traité à la machine au départ peut également être traité à la machine dans les centres d'arrivée. De même il est tout à fait erroné de croire que la mécanisation puisse être à l'origine d'un « allongement des délais d'acheminement ». Les seuls retards pouvant avoir un rapport avec la mécanisation sont ceux qui résultent de la mise en service des nouvelles installations de traitement de courrier qui ont besoin d'une période de rodage pour être pleinement efficaces. Enfin il convient de signaler à l'honorable parlementaire que les services ambulants sont effectivement par nature des services pénibles en raison de l'obligation d'effectuer le tri du courrier dans des véhicules ferroviaires en mouvement. La mécanisation du tri conduit à diminuer le trafic travaillé par les services ambulants et par là même entraînera une réduction du nombre d'agents nécessaires sur ces services difficiles. Mais les reclassements seront effectués progressivement, sur plusieurs années, et dans la mesure du possible en tenant compte des souhaits exprimés par les agents concernés.

Téléphone (personnes âgées : taxe de raccordement).

43795. — 21 janvier 1978. — **M. Mermaz** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les conditions dans lesquelles les personnes âgées peuvent bénéficier de l'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau de télécommunications. En effet, cette exonération est réservée aux personnes âgées attributaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Or, de nombreuses personnes âgées n'en bénéficient pas pour diverses raisons (par manque d'information, par négligence), pourtant elles réunissent les conditions de ressources qui leur permettraient. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible comme c'est le cas pour la redevance de radio-télévision, d'accorder l'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau à toutes les personnes âgées qui remplissent les conditions de ressources ouvrant droit au fonds national de solidarité.

Réponse. — Lorsque le Président de la République a décidé de faire bénéficier certaines catégories de personnes âgées de mesures destinées à leur faciliter l'accès au téléphone, trois conditions précises d'attribution de cet avantage ont été définies : l'âge (plus de soixante-cinq ans), l'isolement social (vivre seul ou avec son conjoint) et, en ce qui concerne l'exonération des frais d'accès au réseau, un plafond de ressources. En matière de niveau de ressources, le critère retenu est simple, sans ambiguïté et s'applique sans que les bénéficiaires aient à constituer un dossier particulier justifiant leur droit à l'exonération. Or tel serait évidemment le cas dans l'hypothèse, évoquée par l'honorable parlementaire, où une personne âgée, motif pris du niveau de ses ressources et justifications à l'appui, revendiquerait uniquement ce droit. Il est malaisé de comprendre pour quelles raisons, désormais informée, ayant constitué le dossier justificatif de ses droits et son attention ayant été appelée sur l'ensemble des avantages auxquels elle peut prétendre, cette personne ne demanderait pas à bénéficier de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. En tout état de cause, la situation des personnes qui, remplissant les conditions d'attribution de cette allocation, s'abstiennent d'en demander le bénéfice tout en sollicitant l'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau, qui en est un corollaire, apparaît comme un cas singulier qui ne saurait entraîner de modifications des dispositions actuellement en vigueur.

Postes et télécommunications (alignement des retraités sur les traitements majorés en juillet 1977).

43910. — 28 janvier 1978. — **M. Robert Fabre** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les conséquences supportées par les retraités du fait du retard dans l'alignement des retraités sur les traitements majorés par le décret n° 77-782 du 16 juillet 1977. Il lui demande de bien vouloir lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cet état de fait supporté par des milliers de retraités.

Réponse. — La révision des pensions des retraités appartenant aux grades de la catégorie A visés par le décret n° 77-782 du 12 juillet 1977 n'a pu être effectuée qu'à la suite de la publication au *Journal officiel* du 14 septembre 1977 des échelonnements indiciaires des différents corps de cette catégorie. Cette opération a été réalisée par les soins du ministère de l'économie et des finances par la voie informatique. Ceci étant, les opérations relatives au paiement des pensions sont du ressort exclusif des services relevant de ce département ministériel. La question évoquée est donc de la compétence du ministère de l'économie et des finances.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Médecins (négociations avec les syndicats médicaux sur les barèmes d'honoraires de convention).

34826. — 15 janvier 1978. — **M. Barberot** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que, depuis plusieurs semaines, les caisses de sécurité sociale menacent de dénoncer la convention qui lie à un certain nombre de médecins accusés de ne pas avoir respecté les termes de cette convention. Or, les intéressés n'ont fait que suivre, semble-t-il, les consignes syndicales définies par la majorité du corps médical français. Pour mettre fin à ce conflit regrettable, la confédération des syndicats médicaux français a demandé l'ouverture de pourparlers immédiats. Un rapport technique et objectif a été préparé par le C. E. R. C., chargé de mission par le Premier ministre, et c'est sur les bases de ce rapport que les syndicats médicaux proposent d'engager des négociations afin de fixer, pour l'année 1977, des barèmes d'honoraires tenant compte du coût technique de l'acte médical. La confédération des syndicats médicaux a, d'autre part, mis en place un système conventionnel permettant à tous les assurés d'obtenir le remboursement de leurs frais médicaux et elle a proposé un « plan santé » destiné à utiliser, dans les meilleures conditions possibles, les ressources financières qui doivent être réservées à la santé, notamment par la mise en place d'un système d'autodiscipline. Il lui demande de bien vouloir faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre afin que les négociations réclamées par les syndicats médicaux puissent être engagées le plus tôt possible et quelle suite il compte donner aux propositions de la C. S. M. F.

Réponse. — Le conflit, né en 1976 à propos des tarifs d'honoraires, entre les caisses d'assurance maladie et certains médecins a trouvé progressivement son apaisement : toutes les procédures de déconventionnement alors engagées, ont été suspendues au début de l'année 1977, à la suite des engagements pris, à titre individuel ou collectif, d'un respect des tarifs conventionnels. Depuis lors, la procédure de révision des tarifs pour l'année 1977-1978 s'est déroulée selon les conditions prévues par la convention. L'avenant fixant les tarifs applicables les 15 mai, 1^{er} octobre 1977 et le 1^{er} janvier 1978, approuvé le 7 juillet 1977 par les ministres intéressés, a été signé par les deux organisations syndicales médicales. Un nouvel avenant, applicable à compter du 15 février 1978, vient d'être signé dans les mêmes conditions. La confédération des syndicats médicaux français a donc retrouvé sa place dans les commissions de concertation créées par la convention et peut ainsi faire valoir celles de ses propositions dont la mise en œuvre relève du rôle confié à ces instances conventionnelles. D'autre part, les représentants de la confédération ont, au cours d'entretiens récents avec le ministre de la santé et de la sécurité sociale ou ses collaborateurs, exprimé leurs préoccupations sur divers problèmes professionnels et exposé leurs suggestions pour les résoudre. Ces entretiens qui concernent notamment la formation des jeunes médecins, la formation médicale continue, l'évolution des frais professionnels et les possibilités d'équipement technique en médecine libérale, se poursuivent.

Assurances maladie (versement des indemnités journalières aux titulaires d'une pension militaire d'invalidité).

37601. — 29 avril 1977. — **M. Kédinger** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'en application des dispositions de l'article L. 333 du code de la sécurité sociale, les titulaires d'une pension militaire d'invalidité ne peuvent prétendre aux indem-

nités journalières, en cas d'arrêt de travail motivé par l'affection ayant entraîné cette pension, que pendant les périodes de trois années séparées par une interruption de deux ans. Ces dispositions s'avèrent discriminatoires à l'égard des salariés concernés qui cotisent à la sécurité sociale au même titre que les autres assujettis et qui ne peuvent bénéficier des mêmes avantages que ceux-ci. En réponse à la question écrite n° 12053 de M. Le Tac, réponse publiée au *Journal officiel* (Débats A. N. n° 103) du 17 décembre 1974 (p. 7924), il était précisé qu'une étude était en cours, en liaison avec le ministère des anciens combattants et le ministère de l'économie et des finances, afin d'envisager un aménagement des dispositions de l'article en cause permettant de sauvegarder les droits des invalides de guerre dont les arrêts de travail sont de courte durée. Il lui demande que l'étude prévue, qui ne paraît pas avoir débouché sur une solution concrète, dépasse les cas particuliers évoqués par la question de M. Le Tac et traite de l'opportunité de ne pas réduire, par l'application de l'article L. 383 précité, les droits des titulaires d'une pension militaire d'invalidité par rapport à ceux reconnus à l'ensemble des assurés sociaux.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale, les assurés pensionnés militaires ont droit aux indemnités journalières de l'assurance maladie pour l'affection ou la blessure d'origine militaire pendant une période maximale de trois ans, calculée de date à date, à compter du premier jour de repos médicalement prescrit et administrativement constaté. Les affections, blessures ou infirmités donnant lieu à l'attribution d'une pension militaire peuvent donc également être indemnisées au titre de l'assurance maladie durant une période de trois ans. Il résulte de ces dispositions que les assurés pensionnés militaires bénéficient d'une situation plus favorable que l'ensemble des assurés sociaux, puisque leur affection d'origine militaire peut donner lieu à une double indemnisation, d'une part, au titre du code des pensions militaires d'invalidité, d'autre part, au titre de la sécurité sociale en cas d'arrêt de travail motivé par cette affection. Par ailleurs, les assurés pensionnés militaires bénéficient, en application de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale, d'une législation plus souple que les assurés sociaux atteints d'une affection de longue durée. En effet, l'article L. 383 susvisé ne subordonne pas l'ouverture d'une nouvelle période biennale d'indemnisation à la reprise du travail pendant deux ans, mais seulement à l'absence, pendant ces deux ans, de versement de prestations en espèces, alors qu'en application de l'article L. 289 du code de la sécurité sociale, il est nécessaire, pour pouvoir bénéficier à nouveau des indemnités journalières de l'assurance maladie, que l'assuré, ayant épuisé ses droits aux dites indemnités pendant une première période de trois ans, ait effectivement repris le travail pendant un an au moins. En outre, il n'est exigé, pour les assurés pensionnés de guerre, qu'une reprise de travail de deux cents heures au cours des trois mois précédant l'ouverture de la nouvelle période d'attribution de ces prestations. Il apparaît, dès lors, que l'invalidé de guerre, dans l'impossibilité de reprendre son activité professionnelle pendant un an après un arrêt de travail de trois années ayant ouvert droit aux indemnités journalières, serait, selon le régime de droit commun, dans l'impossibilité définitive de pouvoir bénéficier à nouveau de ces indemnités, donc désavantagé par rapport au régime actuel. Toutefois, conformément aux dispositions de la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977, les assurés sociaux, anciens déportés ou internés, titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou interné politique, dont la pension militaire d'invalidité a été accordée pour un taux d'invalidité global d'au moins 60 p. 100, qui cessent toute activité professionnelle, sont présumés atteints, s'ils sont âgés d'au moins cinquante-cinq ans, d'une invalidité les rendant absolument incapables d'exercer une profession quelconque. La pension d'invalidité qui leur est accordée sur leur demande, en application de ces dispositions, au titre du régime d'assurance invalidité dont ils relèvent, peut être cumulée sans limitation de montant avec la pension militaire d'invalidité.

Orthophonistes (formation).

39110. — 22 juin 1977. — M. Sénès rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que le programme des études et les modalités d'enseignement des orthophonistes sont parfaitement définis par le décret n° 66-839 du 10 novembre 1968 instaurant le certificat de capacité d'orthophonie modifié par le décret du 14 décembre 1972 de réforme des études paru au *Journal officiel* du 27 décembre 1972. L'enseignement est assuré conformément à ces décrets mais hors de toute norme puisque parallèlement n'a pas été créée de structure d'enseignement. Seuls sont accordés quelques cours complémentaires, l'essentiel des rémunérations s'effectuant sous forme dite d'honoraires sans couverture sociale. Les stages cliniques obligatoires, assurés dans les meilleures conditions au département d'orthophonie des C. H. U. sous la direction d'orthophonistes qualifiés ayant reçu la charge de cette formation, sont

ignorés de l'administration qui prévoit le seul recrutement d'agents vacataires exécutants. Cette situation provisoire, maintenue depuis onze ans, d'un enseignement aboutissant à la délivrance d'un diplôme national est anormale. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'elle envisage de prendre afin que rapidement soient créées les structures de formation universitaires et hospitalières des orthophonistes.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise à l'honorable parlementaire qu'un projet établi par le secrétariat aux universités modifiant le décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 portant statut du personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires et prévoyant de recruter à tous les niveaux de la hiérarchie universitaire, des enseignants associés à temps partiel, par la voie de contrats éventuellement renouvelables, est actuellement à l'étude et devrait être soumis dans un proche avenir à l'examen du Conseil d'Etat. Ces dispositions pourraient recevoir application en ce qui concerne la formation des orthophonistes.

Assurance maladie (ticket modérateur).

39673. — 16 juillet 1977. — M. Haesebroeck demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir lui faire connaître les raisons pour lesquelles elle n'a pas encore répondu à sa question écrite n° 32603 du 21 octobre 1976, qui était adressée à son collègue, monsieur le ministre du travail, précédemment compétent pour les questions relatives à la sécurité sociale.

Réponse. — La mesure visée par l'honorable parlementaire s'inscrit dans l'action entreprise pour maîtriser l'évolution des dépenses de la sécurité sociale. Il y a lieu d'observer que l'article 2 de la convention nationale des masseurs kinésithérapeutes, approuvée par l'arrêté du 11 août 1975 et prévoyant que les organismes d'assurance maladie ne doivent pas faire de discrimination entre les intéressés et les autres praticiens légalement habilités à dispenser les mêmes actes, ne peut en aucun cas faire obstacle à l'application d'un texte réglementaire. D'autre part, le relèvement du ticket modérateur est modéré et n'aura, par suite, qu'une faible incidence sur le remboursement des soins dispensés aux assurés sociaux par des auxiliaires médicaux. Par ailleurs, compte tenu de la réglementation, les assurés antérieurement exonérés du ticket modérateur, continueront à bénéficier d'une prise en charge à 100 p. 100 pour l'ensemble de leurs soins de santé. Il en est ainsi notamment des malades atteints d'une affection de longue durée comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse, ainsi que des assurés devant subir une intervention chirurgicale d'un coefficient égal ou supérieur à K 50. Certaines catégories particulières d'assurés, tels les pensionnés de guerre, les rentiers accidentés du travail, les pensionnés d'invalidité conservent également le bénéfice de l'exonération du ticket modérateur. Le Gouvernement a donc pris les dispositions nécessaires pour que le relèvement du ticket modérateur par les actes paramédicaux ne frappe pas les assurés les plus défavorisés.

Equipeement sanitaire et social (unification des normes d'agrément en matière de construction d'établissements sociaux).

40558. — 17 septembre 1977. — M. Zeller expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les normes d'agrément en matière de construction d'établissements sociaux sont actuellement différents pour certains organismes sociaux, tels les caisses d'assurance vieillesse et le ministère de la santé. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître ce qu'elle compte entreprendre pour éliminer cette incohérence, source de complications et de tracasseries pour tous ceux qui veulent agir en ce domaine.

Réponse. — Les établissements d'hébergement pour personnes âgées font l'objet de normes légèrement différentes de la part de l'Etat et de la caisse nationale d'assurance vieillesse. Certains éléments de confort (ascenseur supplémentaire notamment) demandés par la caisse ne sont en effet pas exigés par l'Etat, tandis que sur d'autres points (infirmerie, logement de fonction, etc.) celle-ci veille à éviter des dimensions excessives. L'autonomie des organismes de sécurité sociale les autorise en effet, dans le cadre des règlements en vigueur, à fixer leurs propres règles d'intervention en matière d'action sanitaire et sociale. Aucune incompatibilité stricto sensu ne découle de ces différences et il est possible de respecter simultanément les règles édictées par les deux instances. Néanmoins des difficultés naissent fréquemment à ce sujet, le plus souvent d'une information initiale insuffisante des promoteurs, et les ministères concernés ont engagé avec la C. N. A. V. des conversations pour parvenir à une meilleure harmonisation de ces normes. Cette concertation a permis d'ores et déjà d'éliminer un

grand nombre de divergences entre les normes H. L. M. (ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire) et celles de la C. N. A. V. L'effort d'harmonisation se poursuit actuellement tandis que des mesures propres à améliorer l'information des promoteurs sur les règles d'intervention des différentes instances sont étudiées conjointement par les services du ministère de la santé et de la sécurité sociale et des organismes nationaux de sécurité sociale.

Femmes (augmentation de la durée du congé maternité).

41989. — 5 novembre 1977. — **Mme Chonavel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait que dans son discours aux Entretiens de Bichat, M. le Président de la République a fait part de ses intentions concernant certaines mesures à prendre ayant trait à la maternité. Il a notamment indiqué que le congé maternité serait allongé. Le groupe parlementaire communiste, s'appuyant sur les revendications exprimées par les femmes travailleuses et leurs syndicats, réclame depuis de nombreuses années l'allongement de ce congé. En juin dernier, le groupe communiste a déposé une proposition de loi cadre tendant à instaurer pour la femme la promotion, l'égalité, la liberté dans le travail, la famille, la société, dans laquelle il est proposé que le congé maternité soit porté à dix-huit semaines et entièrement rétribué. En conséquence, elle lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que le congé maternité soit porté rapidement à dix-huit semaines entièrement rétribué.

Réponse. — Un allongement de deux semaines du congé de maternité pour toutes les femmes et indemnisé à 90 p. 100 ne peut être mis en application qu'après le vote d'une loi. C'est pourquoi le Gouvernement déposera très prochainement un projet de loi en ce sens et le soumettra au vote du Parlement en souhaitant qu'il soit voté à l'unanimité de tous les groupes politiques.

Education spécialisée (remboursement aux parents d'élèves des frais résultant de la présentation au comité départemental d'éducation spécialisée).

42499. — 25 novembre 1977. — **Mme Constans** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait suivant : les parents d'élèves qui siègent dans les comités départementaux d'éducation spécialisée créés par la loi d'orientation sur les handicapés et qui participent de ce fait à de nombreuses réunions n'ont droit ni au remboursement des frais (perte de salaire, déplacement) ni à des décharges d'heures de travail. Elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que les personnes concernées puissent accomplir leur mission au sein des C. D. E. S. sans préjudice.

Réponse. — L'article 1^{er} du décret n° 75-1166 du 15 décembre 1975, pris pour l'application de l'article 16 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, prévoit la représentation au sein des commissions départementales de l'éducation spécialisée des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale, conscient des difficultés tant pécuniaires que matérielles rencontrées par cette catégorie de membres pour assister avec régularité aux séances de travail, a étudié les mesures financières à prendre. Les conditions dans lesquelles les intéressés pourront être indemnisés seront fixées très prochainement.

Visiteurs médicaux (conditions d'exercice de la profession).

42696. — 1^{er} décembre 1977. — **M. Delehedde** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème de la formation des visiteurs médicaux et il lui demande si : 1° cette formation lui paraît suffisante ; 2° elle n'envisage pas la création d'un diplôme de visiteur médical.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait connaître à l'honorable parlementaire que la profession de visiteur médical n'impliquant aucun contact avec le malade, elle ne peut être considérée comme une profession de santé. La formation des visiteurs médicaux ne paraît pas devoir appeler une intervention particulière de la part des pouvoirs publics.

Aide ménagère (réévaluation du plafond de ressources).

42793. — 7 décembre 1977. — **M. Tourné** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'à l'heure actuelle un grand nombre de personnes handicapées ou relativement âgées sont susceptibles de bénéficier de l'aide ménagère à domicile. Cette aide

est accordée en général par les commissions cantonales de l'action sanitaire et sociale. L'aide ménagère aux handicapés et aux personnes âgées est une mesure heureuse à tous égards. En général, cette aide évite à des handicapés ou à des personnes âgées d'être hospitalisés, d'être placés dans des centres de cure médicale ou dans des maisons de retraite, ou encore dans des hospices. Il est bon de préciser que ces placements reviennent relativement cher aussi bien pour les familles que pour la sécurité sociale ou les services de l'action sanitaire et sociale. Toutefois, l'existence d'un plafond de ressources fixé très bas depuis longtemps empêche un grand nombre de postulants de bénéficier de l'aide ménagère à domicile. En conséquence, il lui demande : 1° quel est à l'heure actuelle le montant du plafond de ressources au-dessus duquel l'aide ménagère ne peut être accordée ; 2° quelles mesures il compte prendre pour relever ce plafond qui ne correspond plus aux dépenses minimum de santé et d'aide à domicile.

Réponse. — L'aide ménagère aux personnes âgées, dont l'honorable parlementaire souligne à juste titre l'importance, est prise en charge soit par les collectivités publiques au titre de l'aide sociale, soit par les caisses de retraite sur leurs fonds d'action sociale. L'aide sociale intervient en faveur des personnes âgées dont les ressources ne dépassent pas le plafond prévu pour l'obtention de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, soit 11 900 francs par an depuis le 1^{er} décembre 1977. Ce plafond est relevé périodiquement. Les caisses de retraite prennent en charge partiellement l'aide ménagère nécessaire aux personnes âgées dont les ressources, étant supérieures au plafond précité, ne dépassent pas, en général, 2 200 francs par mois pour une personne seule et 3 300 francs par mois pour un couple. Ces ressources mensuelles sont appréciées, déduction faite du montant du loyer principal, dans la limite de 400 francs par mois.

Aide sociale (non-prise en compte des pensions des veuves de guerre pour l'attribution des prestations d'aide sociale).

42854. — 8 décembre 1977. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés que rencontrent les veuves de guerre pour obtenir le bénéfice de l'aide sociale du fait que sont prises en compte, dans le calcul de leur revenu pour l'application du plafond de ressources les pensions qui leur sont octroyées au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et qui constituent leur « droit à réparation ». Il lui demande si elle n'estime pas conforme à l'équité de modifier la législation actuelle sur ce point afin que, pour ces catégories de veuves, le montant des pensions n'entre pas dans les ressources prises en considération pour l'attribution de l'aide sociale.

Réponse. — L'article 141 du code de la famille et de l'aide sociale précise : « il sera tenu compte, pour l'appréciation des ressources des postulants à l'aide sociale, des revenus professionnels et autres et de la valeur en capital des biens non productifs de revenus ». A ce titre doivent être prises en compte dans le calcul du revenu global, les pensions octroyées aux veuves de guerre au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Cette règle de prise en compte globale des revenus se justifie pour des raisons d'équité et correspond au caractère subsidiaire de l'aide sociale qui oblige cette législation à apprécier les ressources en fonction de tous revenus existants. Seuls n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des ressources la retraite du combattant et les pensions attachées aux distinctions honorifiques. Il n'est dans ces conditions pas possible de réserver un accueil favorable à la suggestion faite par l'honorable parlementaire.

Assurance maladie : information d'une caisse mutuelle régionale d'assurance maladie sur les redressements fiscaux.

43015. — 15 décembre 1977. — **M. Fouqueteau** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** si un contribuable qui a vu ses forfaits rectifiés par le service des impôts après un contrôle fiscal en 1977, au titre des années 1974, 1975 et 1976, est tenu d'aviser la caisse mutuelle régionale d'assurance maladie dont il dépend du montant des forfaits ainsi rectifiés, à compter du moment où ces rectifications sont devenues définitives, ou s'il appartient, au contraire, audit organisme d'effectuer les rajustements utiles aux déclarations de revenus précédemment souscrites en application des dispositions des articles 18 à 20 des décrets du 19 mars 1968, ainsi que le calcul du complément des cotisations dues.

Réponse. — Conformément aux dispositions prévues par le décret n° 68-253 du 19 mars 1968, les assurés du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles sont tenus chaque année de faire parvenir dans les délais prescrits à l'organisme auquel ils sont affiliés un bulletin de renseignements

comportant notamment le montant de leurs revenus professionnels de l'année précédente constituant l'assiette de leur cotisation. Le montant de ces revenus doit être identique à celui figurant dans la déclaration de revenus au service des impôts. En cas de rectification du montant des revenus, effectuée ultérieurement par l'administration des impôts, les assurés doivent comme ils s'y sont engagés lorsqu'ils ont rempli leur bulletin de renseignements, signaler immédiatement à leur organisme les redressements opérés dont il est tenu compte pour la régularisation de la cotisation due par les personnes concernées.

Santé scolaire (amélioration de la périodicité des visites médico-scolaires).

43142. — 21 décembre 1977. — M. Pringalle appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème des visites médico-scolaires. De nombreux maîtres s'étonnent que ces visites n'interviennent que tous les trois ou quatre ans. Il lui demande quelles mesures peuvent être prises pour que ces visites médico-scolaires soient plus fréquentes afin d'améliorer la surveillance médicale des enfants.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 31 août 1964, relatif aux attributions médico-sociales scolaires de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale a rappelé les examens de santé « différenciés » qui doivent être pratiqués en milieu scolaire. Outre l'examen de santé approfondi que doit subir l'enfant avant son entrée au cours préparatoire, il est prévu un examen du même type avant l'admission de l'enfant au cycle d'observation, ce qui correspond actuellement à l'examen pratique au cours moyen deuxième année. Dans les classes intermédiaires, il ne semble pas nécessaire de prévoir un examen clinique systématique annuel tous les élèves. Par contre, il est fondamental que soit entrepris, par les médecins et les infirmières de santé scolaire, dès le cours préparatoire, au bénéfice de jeunes enfants, les actions d'éducation pour la santé (hygiène corporelle, bucco-dentaire, alimentaire, etc.), et le contrôle des vaccinations. D'autre part, la surveillance continue des élèves exercée par l'infirmière permet au médecin de répondre aux demandes d'examen particulières formulées par l'enseignant, ou les parents. Un enfant en bonne santé et ne présentant pas de difficultés d'adaptation à la scolarité peut dans ces conditions ne passer de visite médicale systématique que tous les trois ou quatre ans.

Sécurité sociale (reclassement en troisième catégorie de la caisse d'allocations familiales de Vienne (Isère)).

43394. — 7 janvier 1978. — M. Gau rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale le problème posé par le déclassement de la caisse d'allocations familiales de Vienne en quatrième catégorie, intervenu en 1974, lors du rattachement de vingt-trois communes de l'Isère au département du Rhône. Il lui signale que si cette mesure, prise en 1974, avait paru être justifiée en 1968 par la réduction du nombre d'allocataires de 15 000 à 11 000, elle ne peut plus l'être aujourd'hui, l'effectif étant passé, dès le 1^{er} novembre 1973 à 14 951, et se trouvant, au 30 juin 1977 à 18 441. Il lui fait observer que, si le maintien de la caisse d'allocations familiales de Vienne en troisième catégorie n'avait pas été retenu, afin de ne pas « surclasser » la caisse d'allocations familiales par rapport à la caisse primaire de sécurité sociale de cette même ville, elle aussi rétrogradée, il est devenu anormal que la caisse primaire d'assurance maladie ait été rétablie en troisième catégorie en 1977 sans que la caisse d'allocations familiales ait pu bénéficier du reclassement correspondant. Il lui rappelle les démarches répétées du conseil d'administration de cette caisse, et notamment celle en date du 15 novembre 1977, réclamant instamment qu'il soit mis fin à une situation aussi injuste que pénalisante. Il lui demande dans quel délai cette caisse sera enfin reclassée dans sa catégorie normale.

Réponse. — Les conditions de travail du personnel des organismes de sécurité sociale sont fixées, conformément aux dispositions de l'article 62 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 par voie de conventions collectives conclues sous la forme paritaire entre l'union des caisses nationales de sécurité sociale et les délégués des organisations syndicales représentatives. La circonstance qu'en application de l'article 63 de l'ordonnance susvisée, ces conventions collectives ne prennent effet qu'après avoir reçu l'agrément du ministre chargé de la sécurité sociale ne modifie pas leur nature contractuelle. Les organismes de sécurité sociale ayant par ailleurs un statut de droit privé, il n'appartient pas à l'administration de s'immiscer dans l'élaboration de ces conventions. Le classement de la caisse d'allocations familiales de Vienne en quatrième catégorie a été effectué conformément à ces dispo-

sitions par l'avenant du 25 janvier 1974 à la convention collective nationale de travail des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale. Toute modification à ce classement ne pourrait intervenir qu'à l'initiative des parties signataires de l'avenant précité.

Sécurité sociale (bilan et perspectives du budget).

43594. — 14 janvier 1978. — Se référant à la réponse qu'elle a bien voulu faire à une précédente question écrite en date du 4 octobre 1977, M. Cousté demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale si finalement, comme elle le laissait entendre, l'année 1977 s'est achevée, quant aux dépenses et recettes de la sécurité sociale, par un équilibre voire même un léger excédent et pour quel régime. Pourrait-elle maintenant préciser si elle envisage pour 1978 un déficit de l'ordre de 5 milliards de francs ou au contraire l'équilibre de la sécurité sociale et pour quelles raisons.

Réponse. — Conformément aux prévisions figurant dans la réponse à la question écrite n° 36812 posée le 31 mars 1977 par l'honorable parlementaire, l'exercice 1977 se soldera vraisemblablement par un très léger excédent. Les comptes définitifs de l'exercice écoulé ne seront toutefois par arrêtés avant la fin du premier trimestre de l'année en cours. Le chiffre de 2,6 milliards de francs avancé dans la réponse précitée peut être provisoirement conservé pour indiquer l'ordre de grandeur de l'excédent attendu. Les prévisions de recettes et de dépenses du régime général pour l'année en cours, annexées à la loi de finances pour 1978, font apparaître un déficit de 5,1 milliards de francs en 1978, imputable au déséquilibre des branches maladie et vieillesse. Ces prévisions de saldes n'ont au demeurant qu'une signification limitée en raison de l'hétérogénéité des dépenses couvertes et de l'importance considérable des masses financières correspondantes, supérieures à 200 milliards de francs pour le seul régime général de la sécurité sociale.

UNIVERSITES

Examens, concours et diplômes (statistiques relatives aux diplômes de géologie obtenus par des femmes).

41031. — 1^{er} octobre 1977. — M. Maurice Andrieux demande à Mme le ministre des universités de bien vouloir lui indiquer, année par année, depuis 1968 le nombre de femmes (et le pourcentage par rapport au total des succès) qui ont obtenu, dans le domaine de la géologie : un D.U.T., une maîtrise, un diplôme d'études approfondies, une thèse de troisième cycle, un doctorat d'Etat, un diplôme d'ingénieur et un diplôme d'ingénieur docteur.

France. — Statistiques relatives aux diplômes de géologie obtenus par des femmes.

ANNÉES	DUT géologie - génie civil.		MAITRISE és sciences - géologie.		DIPLOME d'ingénieur mines - géologie.	
		Pourcentage.		Pourcentage.		Pourcentage.
1968			89	27		
1969			65	25		
1970	13	4,8	78	22	2	0,64
1971	9	2	58	18		
1972	6	1	(1)		2	0,58
1973	13	1,7	(1)		7	2,1
1974	24	3	(1)		12	3,4
1975	38	4	(1)		12	3,4
1976	39	3,9	64	25,2	23	6

(1) Pas de distinction hommes/femmes.

1976

DIPLOME d'études approfondies (DEA).	DOCTORAT troisième cycle. — Ancien régime.	DOCTORAT troisième cycle. — Nouveau régime.
17 (13,7 %)	11 (7,4 %)	2 (15,3 %)

QUESTIONS ECRITES
pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43683 posée le 21 janvier 1978 par M. Villa.

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43690 posée le 21 janvier 1978 par M. Cousté.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43696 posée le 21 janvier 1978 par M. Le Foll.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43706 posée le 21 janvier 1978 par M. Charles Bignon.

M. le Premier ministre (Fonction publique) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43711 posée le 21 janvier 1978 par M. Gulnebrethère.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43766 posée le 21 janvier 1978 par M. Darinot.

M. le Premier ministre (Recherche) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43773 posée le 21 janvier 1978 par M. Bouloche.

Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43781 posée le 21 janvier 1978 par M. Gau.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43799 posée le 21 janvier 1978 par M. Andrieu.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43803 posée le 21 janvier 1978 par M. Debré.

M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43809 posée le 21 janvier 1978 par M. Labbé.

M. le ministre du travail fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43829 posée le 28 janvier 1978 par M. Villa.

Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43885 posée le 28 janvier 1978 par M. Balmigère.

M. le ministre de l'Intérieur fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43898 posée le 28 janvier 1978 par M. Barel.

Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43928 posée le 28 janvier 1978 par M. Chasseguet.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 43935 posée le 28 janvier 1978 par M. Vizet.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Prime de développement régional (extension des primes à certaines catégories d'exploitations agricoles.)

42924. — 10 décembre 1977. — M. Brun expose à M. le ministre de l'agriculture que, contrairement aux entreprises du secteur des industries agricoles et alimentaires, les entreprises agricoles sont actuellement exclues du champ d'application de la prime de développement régional. Or si cette exclusion peut être justifiée dans certains cas par la spécificité des problèmes agricoles, notamment sur le plan des structures d'exploitation, elle n'en apparaît pas moins injustifiée dans le cas d'entreprises spécialisées, telles que les exploitations maraîchères et horticoles, les pépinières ou les entreprises de jardinage par exemple, susceptibles de contribuer à l'accroissement de nos exportations et de créer en zone rurale un nombre appréciable d'emplois. D'autre part, l'évolution du régime de la prime de développement régional, consacrée par le décret du 15 avril 1976, traduit la volonté de favoriser désormais les extensions d'activité au même titre que les transferts et de préserver d'une façon générale l'emploi en milieu rural. Il lui demande en conséquence si, compte tenu du poids élevé des investissements qui sont nécessaires pour le développement des entreprises de ce secteur, il ne lui semblerait pas opportun d'étendre à certaines catégories d'exploitations agricoles spécialisées le bénéfice de la prime de développement régional.

Auxiliaires médicaux : maintien de la réglementation relative à l'exercice de la profession d'orthophoniste dans des locaux dépendant d'un établissement d'éducation.

42931. — 10 décembre 1977. — M. Baumel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème posé par l'exercice de l'orthophonie dans les établissements d'éducation prévus par le décret n° 65-240 du 25 mars 1965. Ce décret autorise les orthophonistes à traiter des enfants et adolescents relevant de leur compétence dans les établissements d'éducation. Les orthophonistes traitent essentiellement des enfants et adolescents (et très peu d'adultes) présentant des troubles du langage oral ou écrit susceptibles de perturber la relation de l'enfant avec son entourage familial ou social et en particulier par voie de conséquence de gêner ses apprentissages scolaires. Chaque enfant scolarisé doit effectivement avoir les mêmes chances de bénéficier d'une rééducation orthophonique si le problème qu'il pose relève de ce type de traitement. Or, en raison de certaines données de la vie sociale ou familiale actuelle (travail des deux parents, parent céli-

bataire ou divorcé avec enfant à charge, surchargé des activités familiales dans les familles ayant plusieurs enfants d'âge scolaire, parent malade ou éloigné du foyer, etc.) ; ou de l'état de santé de l'enfant (fatigabilité, jeune âge, handicapés physiques ou sensoriels...) ; ou des conditions mêmes de la vie scolaire (internat ou opposition de la direction de l'établissement à la sortie, même accompagnée, des enfants pour des raisons de responsabilité, ou d'absentéisme répété pendant les cours) ; des enfants ne peuvent pas être conduits par leur famille régulièrement et pour la durée du traitement vers un centre de soins extérieur. L'application du décret n° 65-240 du 25 mars 1965 permet donc à chaque enfant scolarisé d'avoir en réalité les mêmes chances de bénéficier d'une rééducation orthophonique si le problème qu'il pose relève de ce type de traitement. Or, ce droit accordé aux orthophonistes depuis douze ans en fonction des caractéristiques propres à leur profession leur est aujourd'hui discuté. Pourtant la suppression ou la trop grande limitation de l'exercice de l'orthophonie à l'école causerait de graves préjudices aux familles et aux enfants : privation, pour nombre d'entre eux, d'autres possibilités de soins ; privation du libre choix par les familles entre les secteurs publics ou privés de traitement ; privation de la décision même du traitement ; aux professionnels : limitation de leur champ d'activité. Une telle menace d'atteinte aux libertés individuelles rend inadmissible les propositions actuelles de l'administration visant à interdire ou, au mieux, à trop strictement limiter cet exercice. Dans le cas où elles seraient cependant acceptées, elles replaceraient l'orthophonie dans notre pays loin en arrière de la plupart des autres pays européens et des USA où la profession s'exerce tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements scolaires. Il s'inquiète de la situation et lui demande de ne prendre aucune décision qui risquerait rapidement de se révéler rétrograde et dépassée parce qu'allant à l'encontre du mouvement général de tout acte thérapeutique. Les orthophonistes traitent en effet de plus en plus tôt, et les durées de traitement sont de ce fait de plus en plus courtes, les enfants dès la maternelle ou le début de la scolarité primaire. Sans faire de l'école le lieu privilégié des traitements orthophoniques, les interventions plus précoces nécessitent qu'elles puissent, en cas de nécessité, s'y effectuer avec le minimum de dérangement de la vie scolaire. Il lui demande de maintenir le statu quo satisfaisant du décret du 25 mars 1965, tout en lui apportant les précisions réglementaires qu'exige sa juste application et destinées à préserver les libertés conjuguées des familles et des thérapeutes, affirmant ainsi le maintien de la pratique spécifique particulière et indispensable de l'orthophonie dans les établissements d'éducation.

Contrôleurs des transports terrestres (conditions d'intégration dans la fonction publique des agents entrés dans ce corps avant 1962).

42955. — 14 décembre 1977. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** la situation des contrôleurs des transports terrestres au regard de l'intégration dans la fonction publique prévue par le décret n° 76-1126 du 9 décembre 1976. Il lui demande de bien vouloir lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à la discrimination faite au détriment des agents entrés dans ce corps avant 1962.

Transports en commun (conditions d'attribution de la carte « Améthyste » aux anciens combattants).

42960. — 14 décembre 1977. — **M. Destremau** demande à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transport)** : 1° que l'attribution de la carte « Améthyste » donnant droit aux transports gratuits sur les réseaux RATP et SNCF à Paris et dans toute la région parisienne soit étendue à tous les anciens combattants de la guerre 1914-1918 titulaires de la carte délivrée par l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sans distinction du lieu de domicile de l'intéressé ; 2° que le tarif de réduction à 50 p. 100 sur les transports de la RATP soit aussi appliqué à tous les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et bénéficiaires de la réduction sur le réseau SNCF sur présentation de ladite carte, sans distinction du lieu de résidence dans la région parisienne.

Viticulture (utilisation dans le Midi des primes de reconversion des vignobles).

42964. — 14 décembre 1977. — **M. Maujolan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que des aides (primes de reconversion) sont accordées par l'Etat pour aider la rénovation de vignobles

(subvention de 8 000 francs à l'hectare, prêts spéciaux avec différés d'amortissement). Pour le Midi, le plan Chirac, en 1973, prévoyait les crédits pour 100 000 hectares. Il lui demande dans quelles proportions ces crédits ont été utilisés par les départements concernés.

SNCF (revendications des cheminots en matière d'emploi et de conditions du travail).

42972. — 15 décembre 1977. — **M. Jarosz** interroge **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur la situation des cheminots inquiets de l'avenir de la SNCF. Les cheminots des régions SNCF de Lille (14 500) et d'Amiens (7 130) viennent de tenir, le mercredi 7 décembre 1977 à Amiens, leurs assises régionales pour l'emploi et la formation professionnelle, prélude à leurs assises nationales prévues pour le début de 1978. Les cheminots sont très préoccupés de la situation de leur grande entreprise nationale : la mise en place progressive du système d'agent unique par train amènerait, à terme, une suppression de 10 000 emplois, ce qui est la cause du mouvement de grève qui a affecté le réseau du jeudi 8 décembre 1977 à 20 heures au lundi 12 décembre 1977 à 6 heures, à l'appel des fédérations CGT, CFDT, FO et CFTC ; le plan d'entreprise pour la période de 1978 à 1983, investigation à l'horizon 1990, présenté il y a quelque temps par le directeur général de la SNCF, a été rejeté par les représentants syndicaux, ceux-ci l'estimant contraire à l'intérêt national, aux intérêts de la société et à ceux des cheminots. Ce plan déboucherait sur le démantèlement de l'entreprise et, à travers la compression massive des effectifs, ne pourrait plus répondre à sa vocation de grand service public. Les retombées sur la situation économique des deux régions de Lille et Amiens sont très sérieuses : pour celle de Lille, deuxième région après Lyon par le nombre des cheminots, comme pour celle d'Amiens, le trafic baisse régulièrement depuis 1973. Il en résulte que, depuis la création des régions SNCF, 1 300 à 1 500 emplois ont été supprimés sur le secteur de Lille et plus de 500 sur celui d'Amiens ; les effets de cette politique se ressentent aussi au niveau des entreprises de fabrication de matériel ferroviaire : à la boulonnerie de Thiant (qui travaille à 80 p. 100 pour les chemins de fer), des licenciements sont intervenus à la suite de réductions de commandes. Cela influe aussi sur le nombre d'établissements du Valenciennois et du Douaisis spécialisés dans le matériel ferroviaire ; il faut y dénoncer le gâchis comme à l'atelier du dépôt d'Aulnoye-Aymeries fermé après un investissement de 300 millions d'anciens francs ; enfin, la suppression du contrôle de gare, la suppression du deuxième agent sur les trains, le transfert d'une partie des activités de transport (bagages, colis express) au secteur privé, sont les signes annonciateurs de nouvelles compressions d'effectifs à l'avenir. C'est pourquoi il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour répondre aux légitimes revendications des cheminots et notamment pour arrêter l'hémorragie des effectifs et des emplois alors qu'il manque des cheminots dans tous les services pour assurer un travail correct ; quelles dispositions plus générales il compte mettre en œuvre pour rendre à la SNCF son véritable caractère de grand service public.

Environnement (protection contre les polluants atmosphériques).

42991. — 15 décembre 1977. — **M. Barel**, rappelant à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sa question écrite posée après la catastrophe de Seveso (Italie) n° 31196 du 14 août 1976 et la réponse ministérielle optimiste, du 26 décembre 1976, demande si toutes les normes de sécurité ont été appliquées lors des fuites de gaz corrosif, sinon radioactif, des cuves de la Comburex, filiale de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, à Pierrelatte, le 1^{er} juillet 1977 et le 25 novembre 1977. Il lui demande si, en l'occurrence, les services du plan Orsectox ont été alertés et si les dispositions prises ont été efficaces, le plan Orsectox s'appliquant aussi aux matières polluantes ayant des effets corrosifs et toxiques. Il demande si le programme de lutte contre les polluants atmosphériques signé par la France, en tant que membre de l'OCDE, doit être élargi à d'autres polluants que le soufre et si l'accord sera étendu à d'autres pays particulièrement à ceux du bassin méditerranéen.

Elevage (mesures de soutien de l'élevage du porc).

42995. — 15 décembre 1977. — **M. Glissinger** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que selon le service des statistiques et des prévisions de son ministère la production de porcs connaîtrait pour 1977 un déficit de 250 millions de tonnes et de 2,5 milliards de francs. Il semble qu'un malaise profond existe chez les producteurs de porcs et que la France est en train de perdre la guerre

du porc au niveau européen au profit de nos partenaires hollandais, belges et allemands. Si tel est le cas le plan de rationalisation adopté il y a quelques années se traduirait donc par un échec. M. Gissinger demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui faire le point sur cette importante question en lui exposant en particulier les mesures qu'il envisage pour obtenir des résultats meilleurs que ceux qu'il vient de rappeler.

Droits syndicaux : atteintes aux droits des travailleurs immigrés de l'agriculture languedocienne.

43000. — 15 décembre 1977. — M. Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les nombreuses atteintes aux droits syndicaux des travailleurs immigrés de l'agriculture languedocienne. Lorsque ceux-ci tentent de s'exprimer collectivement dans les exploitations agricoles, ils sont réprimés et licenciés par leurs employeurs, sans que l'inspection du travail agricole n'intervienne pour faire respecter le droit syndical reconnu légalement aux travailleurs immigrés. De plus, ces travailleurs sont immédiatement convoqués ou interceptés sur la voie publique par la police qui les menace d'expulsion ou diverses mesures de rétorsion (pas de renouvellement de cartes de travail, licenciement, pas de réemploi). De telles convocations et menaces ont récemment été vécues par plusieurs adhérents au syndicat CFDT des ouvriers agricoles de l'Hérault. En conséquence, il lui demande s'il ne croit pas utile d'intervenir pour : 1° que les droits syndicaux des travailleurs immigrés de l'agriculture soient respectés et pour que l'inspection du travail agricole intervienne systématiquement en ce sens ; 2° que la force publique ne puisse être utilisée sur dénonciation d'employeurs agissant contre l'activité syndicale légale de travailleurs immigrés.

Bois et forêts (statistiques sur les formes employées par l'office nationale des forêts pour les ventes de coupes et de produits des coupes de bois).

43003. — 15 décembre 1977. — M. Cornet demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir préciser pour les années 1974, 1975 et 1976 les formes de vente employées par l'office national des forêts pour les ventes de coupes et de produits des coupes provenant de forêts soumises au régime forestier. Le détail n'étant pas donné dans les rapports annuels de l'office, M. Cornet désire connaître, pour les trois années considérées : A — Les nombres respectifs : a) des adjudications au rabais, prévues par l'article 2.3.1 du règlement des ventes de l'office, procédé qui d'après l'article 1.1 de ce règlement « demeure la règle générale » ; b) des ventes au enchères ; c) des ventes par appel d'offres par soumissions cachetées. B — Le montant global par année obtenu pour chacune des trois formes de vente ci-dessus.

Sociétés (droits du commissaire aux comptes d'une société anonyme qui cesse volontairement ses fonctions).

43013. — 15 décembre 1977. — M. Fouqueteau demande à M. le ministre de la justice : 1° si le commissaire aux comptes d'une société anonyme ayant mis fin volontairement à ses fonctions est en droit, sans porter préjudice au renom de la société, de procéder à une insertion dans un journal d'annonces légales afin d'aviser les tiers de la date exacte de cessation de ses fonctions ; 2° si, préalablement à cette procédure, il est tenu de mettre en demeure le conseil d'administration d'accomplir cette formalité par voie de lettre recommandée, le délai d'un mois étant supposé expiré ; 3° si, de la même façon, et pour des motifs identiques, ledit commissaire peut requérir sa radiation auprès du greffe du tribunal de commerce ; 4° s'il est en droit de réclamer le remboursement du coût desdites formalités à la société défaillante.

Créances (transformation de la copie exécutoire au porteur en copie exécutoire à ordre ou nominative en cas de prorogation du terme prévu pour le paiement).

43018. — 16 décembre 1977. — M. Delaneau rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 16 de la loi n° 76-519 du 15 juin 1976 dispose dans son deuxième alinéa que la copie exécutoire au porteur délivrée avant l'entrée en vigueur de la loi doit être transformée en copie exécutoire à ordre ou nominative en cas de prorogation du terme prévu pour le paiement. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le cas visé par cet article doit être

considéré comme étant le seul dans lequel il y a lieu de modifier la forme de la copie exécutoire et si, par exemple, la forme de cette dernière doit être modifiée en cas de délégation parfaite (changement de débiteur) de la créance ainsi matérialisée.

Etablissements secondaires (médiocres conditions de fonctionnement du lycée agricole de Cibens-Mizéricux, à Trévoux (Rhône)).

43019. — 16 décembre 1977. — M. Houël expose à M. le ministre de l'agriculture la situation critique du lycée agricole de Cibens-Mizéricux, à Trévoux. Il lui rappelle qu'en mai 1977 déjà les personnels de cet établissement avaient senti les menaces pesant sur l'enseignement agricole public, à l'occasion de la mise en place d'un « plan général d'aménagement » par le ministère de l'agriculture. Bien que l'existence de ce plan ait jusqu'ici été niée semble-t-il par ce ministère, les effets s'en font sentir au lycée agricole de Cibens : le centre de formation professionnelle agricole pour jeunes se trouve intégré dans le lycée, ainsi que le prouve la grille de dotation en personnel, alors que l'an dernier encore, il existait deux grilles, l'une pour le lycée, l'autre pour le CFPJ pour l'année scolaire 1977-1978. Il n'en existe donc plus qu'une ; cette fusion s'est assortie d'un certain nombre de suppressions de postes sans licenciements à la faveur de départs volontaires ; c'est le cas de deux postes de professeurs techniques adjoints ; un demi-poste de secrétariat se trouve non supprimé, mais « gelé » (interdiction d'embaucher quelqu'un sur ce poste), ce qui a amené le 1^{er} octobre 1977 à un licenciement. Cette évolution ne semble pourtant qu'une étape à une dégradation continue depuis plusieurs années. Les locaux abritant les élèves sont insalubres et surtout manquent de sécurité. Etant donné l'ensemble de ces conditions de fonctionnement, il lui demande donc, dans le cadre des prérogatives qui sont les siennes, ce qu'il entend faire afin de préserver cet enseignement agricole dans des conditions de fonctionnement acceptables.

Etablissements secondaires (sécurité insuffisante au CES de la Dullague à Béziers (Hérault)).

43022. — 16 décembre 1977. — M. Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes posés par la sécurité dans le CES de la Dullague à Béziers. En effet, il n'existe pas de bouche à incendie dans l'établissement. Les extincteurs semblent être en nombre insuffisant (deux dans les préfabriqués, salles d'allemand et de musique), deux autres dans un bâtiment en dur. A cela s'ajoutent le mauvais état des planchers des préfabriqués, des poêles, du revêtement, ainsi qu'un éclairage de la cour déficient, un manque certain de personnel de surveillance. Ces diverses carences pourraient avoir des conséquences très graves. En conséquence, il lui demande : 1° s'il compte remédier immédiatement aux insuffisances les plus dangereuses ; 2° s'il envisage le remplacement des préfabriqués par un bâtiment en dur, la mise en conformité de ce type de locaux s'avérant très onéreuse (par exemple, 70 000 francs pour le seul gymnase).

Chantiers navals (mesures de sauvegarde en faveur de la construction et de la réparation navales de la Basse-Loire).

43039. — 16 décembre 1977. — M. Carpentier appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation de plus en plus angoissante de la construction et de la réparation navales en général, notamment dans la Basse-Loire et plus particulièrement à Saint-Nazaire. En ce qui concerne la construction navale, les carnets de commande restent désespérément vides et, les travaux en cours épuisés, que deviendront les chantiers navals. Quant à la réparation navale, elle vit quasiment en permanence dans la plus grande des incertitudes. Les travailleurs de ces différentes industries qui ont contribué au bon renom de la France dans le monde dans ces domaines se demandent avec la plus vive inquiétude de quel demain sera fait pour eux. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures le Gouvernement pense prendre, dans les domaines les plus divers — aides financières, lutte contre la concurrence, diversification des activités notamment — et quelles actions auprès de nos partenaires de la Communauté il compte engager pour sauvegarder l'avenir de ces industries qui font vivre des milliers de familles et dont dépend la puissance économique de nombreuses régions donc le niveau de l'emploi.

Electrification rurale (répartition des crédits en 1977).

43041. — 16 décembre 1977. — **M. Volsin** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** quels sont les critères de répartition des crédits d'électrification rurale et quelle a été en 1977 la dotation de chaque région.

Assurance maladie (amélioration du remboursement des verres de lunettes).

43493. — 14 janvier 1978. — **M. Charles Bignon** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** si, dans le cadre des mesures d'amélioration de la sécurité sociale, il ne pourrait pas être fait un effort particulier en vue de mieux rembourser les verres de lunettes qui sont indispensables pour beaucoup de travailleurs et pour de nombreuses personnes âgées. Il lui cite à titre d'exemple un travailleur modeste qui s'est vu récemment rembourser 8,50 francs pour un verre facturé 61 francs. Il ne s'agit encore une fois d'un superflu, ni même d'une monture, mais simplement de l'outil servant à corriger les déviations visuelles.

Communautés européennes (révision du système des montants compensatoires financiers).

43494. — 14 janvier 1978. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** ce qu'il compte faire par suite du changement de taux des montants compensatoires monétaires, relevés au 19 décembre 1977 de 16,9 à 18,1. Il lui rappelle que la décision française de dévaluer le franc vert de 2,5 p. 100 au 1^{er} février 1978 avait été prise au moment où nos propres montants compensatoires étaient de 15,5 p. 100. La dévaluation prévue aura donc eu juste pour effet d'annuler à 0,1 p. 100 près la hausse monétaire, et nos exportations agricoles n'en seront donc pas facilitées. Nos prix agricoles intérieurs vont donc monter, mais les produits d'importation nécessaires pour l'exploitation vont également renchérir. Quant à la Grande-Bretagne dont il a dénoncé à différentes reprises les avantages inéquitables, il constate que celle-ci conserve 30,6 p. 100 de montants compensatoires, avec une baisse de 1 p. 100 en taux négatif, bien entendu, alors que la situation financière de la Grande-Bretagne se redresse rapidement et que sa production pétrolière augmente. Ce tribut français apparaît de plus en plus intolérable, et il lui demande de revoir la dévaluation de 2,5 p. 100 et les taux des différents pays du Marché commun, en vue d'aboutir à la suppression d'un système dont il n'a cessé de dénoncer le caractère néfaste.

Testaments (assujettissement aux mêmes droits des testaments-partage et du testament par lequel une personne a réparti sa fortune entre ses héritiers).

43495. — 14 janvier 1978. — **M. Bolard** fait observer à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que la réponse à la question écrite n° 21-467 *Journal officiel*, Débats Sénat du 25 janvier 1977, page 97) contient également une erreur fondamentale qui rend toujours incompréhensible la position soutenue par l'administration. L'article 1075 du code civil ne prévoit pas du tout que seuls les testaments ou donations au profit des descendants peuvent produire les effets d'un partage. En réalité, les testaments ordinaires par lesquels des personnes sans postérité ou n'ayant eu qu'un seul enfant ont disposé de leur fortune en léguant des biens déterminés à chacun de leurs héritiers (ascendants, conjoints, enfant unique, frères, neveux, cousins, etc.) produisent aussi les effets d'un partage car en l'absence d'un testament les intéressés auraient recueilli l'ensemble de la succession du défunt, conformément aux dispositions de l'article 724 du code civil, mais ils auraient eu à procéder ultérieurement à un partage. Le nouveau motif exposé dans ladite réponse est donc totalement inexact, comme ceux précédemment développés afin d'essayer de justifier une réglementation inhumaine et antisociale. Au surplus, l'article 1075 susvisé précise que les testaments-partages sont soumis aux formalités, conditions et règles prescrites pour les testaments. Ainsi que des centaines de parlementaires l'ont signalé, la différence de régime fiscal entre ces deux catégories de testaments n'est pas fondée. Il lui demande si, en vue de remédier à la situation actuelle qui est déplorable, il accepte de déclarer qu'un testament-partage par lequel un père de famille a distribué ses biens à ses enfants ne doit pas être taxé plus lourdement qu'un testament ordinaire par lequel une personne sans postérité ou n'ayant qu'un seul enfant a réparti sa fortune entre ses héritiers.

Communautés européennes (non-exécution des décisions communautaires par des Etats membres).

43496. — 14 janvier 1978. — **M. Debré** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que plusieurs Etats membres de la Communauté n'exécutent pas les décisions communautaires ou que sur leur territoire on constate des fraudes nuisibles à l'intérêt de la France et au bien des Français ; qu'on peut citer à cet égard, à la charge de divers pays partenaires : 1° les importations de vin non autorisées ; 2° la non-observation des règlements viticoles ; 3° la « naturalisation » de produits importés de pays de l'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Asie, notamment dans le textile ; 4° la non-exécution des décisions relatives aux prix, notamment dans la sidérurgie ; 5° la constitution d'ententes en violation des dispositions du traité, notamment pour ce qui concerne les cartels sidérurgiques. Il lui demande les raisons pour lesquelles la France ne saisit pas les autorités communautaires, et notamment la Cour de justice ; qu'il apparaît, en effet, que cette impuissance a de sérieuses conséquences sur notre capacité de production, notre balance de paiements et sur l'emploi.

Impôt sur les sociétés (aménagement des conditions de déduction de certains frais généraux pour les exercices clos en 1977).

43497. — 14 janvier 1978. — **M. Falala** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'à l'appui de leur déclaration de résultats, les sociétés sont tenues de fournir, au moyen de l'imprimé 2067, le relevé détaillé de certaines catégories de frais généraux lorsque ceux-ci dépassent certains chiffres limites, à savoir : a) rémunérations des cinq ou dix personnes les mieux rémunérées ; b) frais de voyage et déplacements exposés par ces personnes ; c) dépenses et charges afférentes aux véhicules et autres biens, dont ces personnes peuvent disposer en dehors des locaux professionnels ; d) dépenses et charges de toute nature afférentes aux immeubles qui ne sont pas affectés à l'exploitation ; e) cadeaux de toute nature, à l'exception des objets publicitaires ; f) frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles. Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, l'article 65 de la loi n° 76-1232 du 26 décembre 1976 interdit la déduction, pour les exercices clos en 1977, de la fraction des frais entrant dans les catégories b) à f) ci-dessus qui excède, globalement, 125 p. 100 du montant moyen de ces mêmes frais exposés au cours des exercices clos en 1974 et 1975. L'application stricte de ces mesures risque d'entraîner des discordances d'une société à l'autre, voire même une inégalité devant l'impôt, selon la date de clôture de l'exercice social. Supposons en effet une société dont l'exercice se termine le 31 janvier 1977 et qui aurait déjà engagé durant les onze premiers mois de son exercice (donc sur l'année 1976, soit antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi) des dépenses excédant les limites mentionnées par les dispositions précitées. Connaissance prise de celles-ci, la société ne disposera donc plus que d'un mois pour ramener ces dépenses en deçà des limites prévues. Il sera alors trop tard pour prendre les mesures qui s'imposent, surtout si les charges concernées résultent d'un accroissement du volume d'activité sur les onze premiers mois. Par contre, la même société clôturant son exercice social le 31 décembre 1977 disposera davantage de temps pour harmoniser le montant des charges dont il s'agit avec les dispositions concernées. Il lui demande en conséquence si les mesures prévues par l'article 65 de la loi n° 76-1232 du 26 décembre 1976 ne pourraient pas faire l'objet d'une application « *pro rata temporis* » afin de tenir compte des différentes dates de clôture des exercices sociaux en 1977.

Fiscalité immobilière (plus-values en cas de cession de parts de sociétés civiles immobilières non transparentes).

43498. — 14 janvier 1978. — **M. Kasperelt** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** la situation au regard de la taxation des plus-values instituée par la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976, des parts de sociétés civiles immobilières non transparentes, assimilées par l'instruction du 30 décembre 1976, E M-1-76, à des immeubles et pouvant à ce titre bénéficier de l'exonération accordée par l'article 5 de la loi précitée aux immeubles détenus depuis plus de vingt ans. Il lui demande sur quelles parts est réputée porter la cession lorsque le cédant a acquis certaines parts depuis plus de vingt ans et d'autres depuis moins de vingt ans au jour de la cession. Par exemple, dans le cas d'une personne ayant acquis 100 parts d'une société civile immobilière non transparente en 1950, puis 50 autres parts de la même société en 1970, la plus-value réalisée lors de la cession en 1977 de vingt-cinq de ces parts pourra-t-elle être regardée comme afférente à un immeuble détenu depuis plus de vingt ans et exonérée à ce titre.

Instituteurs et institutrices (insuffisance du nombre des remplaçants dans les écoles primaires et maternelles).

43499. — 14 janvier 1978. — **M. Roux** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les remplaçants dans les écoles primaires et maternelles étant en nombre insuffisant l'aute de crédits, la scolarité des enfants se trouve gravement perturbée. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation.

Jeunes (versement d'aides aux jeunes Français désirant participer aux échanges franco-allemands).

43501. — 14 janvier 1978. — **M. Donnez** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** sur les difficultés que rencontre l'office franco-allemand de la jeunesse pour poursuivre, dans les meilleures conditions, l'action entreprise depuis de nombreuses années en faveur du rapprochement des deux pays. Ces difficultés tiennent au fait que, matériellement, en raison du cours du mark par rapport au franc, les échanges de jeunes se réduisent de plus en plus étant donné que, s'il est avantageux pour les jeunes Allemands de venir en France, il n'en est pas de même dans l'autre sens. A l'heure actuelle, seuls peuvent effectuer des séjours en Allemagne les enfants de familles françaises aisées. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour mettre fin à ces difficultés et pour faire en sorte que des aides compensatoires à l'érosion de notre monnaie par rapport au mark soient prévues, de manière à relancer ces échanges.

Personnel de l'éducation (réforme de la fonction d'inspecteur de l'enseignement technique).

43503. — 14 janvier 1978. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'éducation** la situation qui est actuellement réservée aux inspecteurs de l'enseignement technique, dont le rôle pédagogique semble remis en cause parallèlement à la dégradation de leurs conditions de travail. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer quel avenir et quelles orientations et tâches seront dévolues aux inspecteurs de l'enseignement technique dans le cadre de la réforme.

Education spécialisée (satisfaction des revendications du personnel de l'école de moniteurs-éducateurs de Saint-Rome-de-Dolan (Lozère)).

43504. — 14 janvier 1978. — **M. Robert Fabre** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la gravité de la situation de l'école de moniteurs-éducateurs de Saint-Rome-de-Dolan en Lozère. Il lui demande de bien vouloir lui exposer les mesures qu'elle compte prendre pour régler le conflit actuel et satisfaire les légitimes revendications du personnel.

Impôt sur le revenu (augmentation de l'abattement forfaitaire auquel les voyageurs, représentants et placiers ont droit).

43505. — 14 janvier 1978. — **M. Barel** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation fiscale des VRP. En effet, ceux-ci pour leur déclaration de revenus ont droit à un abattement forfaitaire de 50 000 francs. Or celui-ci n'a pas été modifié depuis sept ans. En conséquence, il lui demande si, compte tenu de l'augmentation du prix du carburant, de l'augmentation du prix des véhicules automobiles, il ne serait pas opportun de prendre des mesures visant à élever cet abattement forfaitaire.

Educations physique et sportive : prise en charge des frais résultant du déplacement des élèves vers les installations sportives dans le cadre des cours d'EPS.

43506. — 14 janvier 1978. — **M. Virgile Barel** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** sur le problème suivant : la politique poursuivie depuis plusieurs années a eu pour conséquence d'implanter les installations sportives hors et parfois sensiblement loin des établissements scolaires (afin de permettre leur plein emploi). Il découle de cet état de fait la nécessité de déplacer les élèves pour les cours d'EPS. Mais l'Etat refuse jusqu'à ce jour de prendre en compte ces frais de déplacement dans les budgets des

établissements concernés. Les chefs d'établissement sont donc conduits à rechercher d'autres financements et, bien naturellement, ils se tournent vers les maires. Accepter cette situation revient à faire financer à 100 p. 100 par la commune un poste budgétaire indispensable alors que si ces sommes étaient inscrites au budget des établissements scolaires, les municipalités ne paieraient que le pourcentage qui leur a été fixé par le décret de nationalisation de leurs établissements (en général entre 36 et 50 p. 100). Aussi, il lui demande de bien vouloir donner les instructions nécessaires afin que, lors de la préparation des budgets des établissements secondaires, on inscrive les sommes nécessaires au déplacement des élèves vers les installations sportives pour assurer l'horaire officiel d'éducation physique et sportive.

Afrique du Sud (embargo sur la livraison de deux avions à ce pays).

43507. — 14 janvier 1978. — **M. Barel** s'étonne auprès de **M. le ministre des affaires étrangères** qu'après les déclarations du Président de la République concernant l'embargo des armes à destination de l'Afrique du Sud, deux avions soient toujours en construction à l'arsenal de Lorient. Il s'agit du *Good Hope*, qui a déjà fait ses premiers essais avec un équipage et un pavillon sud-africain, et du *Trousal*. Le conseil de sécurité de l'ONU ayant décidé en novembre dernier un embargo total sur toutes les armes en direction de l'Afrique du Sud, il lui demande en conséquence si le Gouvernement est décidé à respecter le vote du conseil de sécurité de l'ONU et donc à ne pas livrer ces avions à l'Afrique du Sud.

Service national (pressions exercées sur des appelés, instituteurs dans le civil, afin qu'ils aillent enseigner en Mauritanie).

43508. — 14 janvier 1978. — **M. Ralite** vient d'être informé par certains intéressés que des démarches pressantes ont été faites auprès de militaires du contingent, instituteurs dans le civil, afin qu'ils acceptent d'aller enseigner en Mauritanie. De fortes pressions ont été exercées à leur encontre en même temps que la promesse d'un salaire de départ de 3 000 francs et la réduction de deux mois du temps de service national. Il proteste auprès de **M. le ministre des affaires étrangères** contre de telles méthodes inqualifiables. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que cesse immédiatement l'ensemble des pressions ainsi effectuées sur les instituteurs sous les drapeaux.

Ciné-clubs (création d'un fonds spécifique pour la création d'une cinémathèque).

43510. — 14 janvier 1978. — **M. Boyer** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les fédérations de ciné-clubs jouent depuis plus de vingt ans un rôle essentiel dans la formation et l'éducation du public populaire. Il lui souligne que si ces organismes ne sont pas assujettis à la TVA ils n'en payent pas moins cette taxe, qu'ils ne peuvent récupérer, sur toutes les opérations inhérentes à leur fonctionnement, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour la création d'un fonds spécifique alimenté par le reversement d'une partie au moins de cette taxe et qui servirait à constituer une cinémathèque par l'achat en commun de droits et de matériel de tirage, décision qui serait seule susceptible de relancer efficacement le mouvement ciné-club.

Direction générale de la concurrence et des prix (maintien en activité des agents vacataires).

43512. — 14 janvier 1978. — **M. Lamps** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation des personnels vacataires de la direction générale de la concurrence et des prix. Le délai proposé à ces personnels pour se présenter à un concours administratif arrive à échéance le 31 décembre 1977. Des possibilités d'intégration de ces agents par voie de concours interne dans le cadre des adjoints de contrôle de la concurrence et des prix ne se concrétiseront qu'au concours de recrutement prévu en février 1978 au titre des années 1977 et 1978. Aucun concours n'ayant été ouvert en 1977. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que ces personnels non titulaires soient maintenus en activité au-delà du 31 décembre 1977.

Français à l'étranger (indemnisation des ressortissants français vivant à Chypre sinistrés en 1974).

43513. — 14 janvier 1978. — **M. Odru** interroge **M. le ministre des affaires étrangères** sur les initiatives qu'il entend prendre en direction du gouvernement turc afin que soient rapidement indemnisés nos compatriotes vivant à Chypre. Ils sont en effet nombreux à avoir perdu tous leurs biens à la suite de l'intervention turque de 1974 et n'ont pu, depuis, obtenir une indemnisation. Cette situation ne peut plus durer d'autant que la CEE, et donc également la France, vient d'accorder des sommes importantes à la Turquie en ratifiant le protocole financier CEE-Turquie.

Police (modalités des contrôles d'identité effectués dans le métropolitain parisien).

43514. — 14 janvier 1978. — **M. Villa** demande à **M. le ministre de l'intérieur** sur quelles bases légales ont été instaurés et multipliés dans les couloirs et les rames du métropolitain parisien des contrôles d'identité visant uniquement les usagers qui sont manifestement d'origine arabe ou de race noire. Il lui demande également si ces mesures, donnant lieu à des scènes qui ne sont pas sans rappeler d'autres époques de triste mémoire et d'autres pays de sinistre réputation, lui paraissent de nature à sauvegarder les intérêts et la dignité de la population, française aussi bien qu'étrangère, et lui paraissent conformes à la vocation et à la dignité de la police elle-même.

Centre national d'études et d'expérimentation de machinisme agricole (conséquence pour le personnel de la décision de décentralisation).

43515. — 14 janvier 1978. — **M. Ville** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la décision de décentralisation prise envers le centre national d'études et d'expérimentation de machinisme agricole (CNEEMA), dans le cadre du programme Languedoc-Roussillon. Il lui fait remarquer que cette décision a été prise sans aucune consultation du personnel de cet établissement, et sans qu'aucune étude ait été faite sur cette opération de transfert, en particulier sur les possibilités d'une extension des services que possède déjà le CNEEMA à Nîmes et à Tholonet, ou sur la nécessité de garder une partie des activités de ce centre dans le Nord du Pays. Il lui demande dans ces conditions quelles sont les intentions exactes du Gouvernement dans ce domaine, s'il ne croit pas devoir prendre les dispositions nécessaires à une large consultation du personnel intéressé, et quelles assurances il compte apporter en particulier au personnel non titulaire de cet établissement qui ne pourrait pour diverses raisons se transférer.

Centre technique du bois (représentation des salariés au sein du conseil d'administration).

43516. — 14 janvier 1978. — **M. Maisonnat** fait observer à **M. le ministre de l'agriculture** que la situation actuelle au sein du conseil d'administration du centre technique du bois, où ne siège aucun représentant des salariés, et cela malgré la demande expresse des organisations syndicales, est contraire au statut dudit centre. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il compte faire pour que, conformément à la loi du 22 juillet 1948 et aux statuts du centre technique du bois, les représentants des salariés librement choisis par les organisations syndicales représentatives puissent siéger au sein du conseil d'administration.

Conseillers d'éducation (revendications en matière de durée de travail hebdomadaire).

43518. — 14 janvier 1978. — **M. Gilbert Schwartz** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** les questions écrites déjà posées sur la situation des conseillers et conseillers principaux d'éducation, constate qu'une fois encore les organisations syndicales les plus représentatives de ces personnels (SNETP, CGT, SNES, FEN, SGEN, CFTD) sont à nouveau contraintes — devant le refus du ministre d'ouvrir de véritables négociations — à demander aux personnels d'éducation d'arrêter le travail et de manifester le 5 janvier 1978. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour résoudre le problème élémentaire et fondamental du maxima hebdomadaire de service dont l'absence est cause d'abus intolérable et préjudiciable aux conditions de vie et de travail des conseillers et des conseillers principaux d'éducation.

Etablissements secondaires (composition du conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel d'Argenton-sur-Creuse [Indre]).

43519. — 14 janvier 1978. — **M. Lemoine** expose à **M. le ministre de l'éducation** que lors de l'élection au conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel d'Argenton-sur-Creuse les organisations syndicales des personnels d'enseignement, d'éducation et de surveillance ont remis, le jour même de la clôture des inscriptions, mais avec un retard allant de quelques minutes à quelques heures la liste de leurs candidats. Prenant prétexte de ce retard le chef d'établissement a considéré, après avis rectoral, comme non recevables ces candidatures et les personnels en question ne sont donc pas représentés au conseil d'établissement et ce pour toute l'année scolaire 1977-1978. Compte tenu des conséquences et du rôle joué dans un conseil d'établissement par les représentants du personnel, il lui demande si une mesure ne pourrait être prise en vue d'organiser rapidement des élections pour compléter le conseil d'établissement permettant à celui-ci d'assumer pleinement les responsabilités qui lui incombent.

Formation professionnelle (centre de l'ANFOPAR de Vienne : conditions de travail).

43520. — 14 janvier 1978. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les mauvaises conditions de travail qui lui sont signalées par des agents de l'Etat stagiaires d'un centre de formation professionnelle de l'ANFOPAR. Il semble que, dans ce centre de Vienne, les cours aient lieu à proximité d'une usine métallurgique ce qui occasionne pour les stagiaires bruit et émanations. Ceux-ci sont par ailleurs rémunérés au SMIC horaire et doivent acquitter chaque mois 400 francs de frais de scolarité et 800 francs de frais de pension. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer la formation professionnelle de ces stagiaires.

Stationnement (parking de la gare RER de Sucy-en-Brie).

43521. — 14 janvier 1978. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le gâchis résultant de la quasi-impossibilité d'utiliser le parking d'intérêt régional récemment mis en service à proximité de la gare RER de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne). L'usager, qui a dû attendre huit ans la réalisation de cet équipement, éprouve en effet les plus grandes difficultés à en trouver l'accès, dissimulé derrière une station-service et qui impose de couper la circulation sur une route départementale où la circulation est intense. Cet obstacle franchi, l'automobiliste se gare aisément dans le parking quasiment vide en permanence. Au moment de gagner la passerelle, qui relie le parking à la gare, il constate que son accès est réservé aux voyageurs munis de billets. Il ne lui reste plus qu'à rebrousser chemin et, s'il ne veut pas faire deux kilomètres à pied sur de mauvaises routes, à reprendre la voiture, tenter la sortie sur la voie départementale, gagner la gare devant laquelle n'existe aucune possibilité de stationnement. Après avoir pris son billet il pourra retirer ce péripie en sens inverse. Si l'on ajoute qu'il devra chaque jour verser 6 francs pour stationner, on comprend les raisons pour lesquelles ce parking reste désespérément vide. Les fonds considérables engagés par la ville de Sucy-en-Brie et la région Ile-de-France pour réaliser ce parking de 400 places, se trouvent ainsi purement et simplement gaspillés. Il lui demande en conséquence quelles mesures d'urgence il envisage : 1° pour permettre l'utilisation normale de ce parking, avec notamment l'installation de distributeurs de billets à l'entrée de la passerelle et l'amélioration des accès ; 2° pour assurer la gratuité du stationnement pour les usagers du RER.

Emploi (personnel de la société L'Alésienne : entreprise de nettoyage des locaux de l'aéroport d'Orly).

43522. — 14 janvier 1978. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation créée par le dépôt de bilan de la société L'Alésienne qui employait de l'ordre de 150 personnes pour le nettoyage des locaux de l'aéroport d'Orly. Il semble que dans le cadre de la reprise de ces activités par une nouvelle société, une partie du personnel actuellement licencié ne serait pas réembauchée. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il envisage de prendre pour garantir l'emploi et les avantages acquis pour l'ensemble du personnel. Il lui demande s'il ne serait pas de l'intérêt tant du personnel que de l'aéroport de Paris d'inté-

grer l'ensemble du personnel à Aéroport de Paris garantissant ainsi le travail au personnel, ceci dans l'intérêt général étant donné la masse importante dans les dépenses de l'établissement que représente cette activité.

Logement (appelé effectuant le service national).

43524. — 14 janvier 1978. — **M. Barbet** expose à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** qu'un jeune homme seul, sans aucune famille, appelé à effectuer le service national, n'a aucune possibilité de conserver le logement qu'il loue pendant l'année où il se trouve éloigné, sa solde ne couvrant pas le montant du loyer. Quand on sait les difficultés rencontrées pour obtenir un logement dans la région parisienne, il est regrettable qu'aucune mesure ne soit prise pour que l'appelé puisse conserver son habitation, d'une part, pour y garder ses meubles et, d'autre part, pour ne pas se retrouver sans toit à son retour. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures prises pour qu'un jeune homme appelé au service national puisse conserver son habitation jusqu'à son retour.

Emploi (postes de travail rendus vacants par des travailleurs immigrés ayant utilisé la procédure de l'aide au retour volontaire).

43525. — 14 janvier 1978. — **M. Montdargent** demande à **M. le ministre du travail** de lui fournir une estimation sur des bases explicites du nombre de postes de travail qui ont pu être occupés immédiatement par des Français non originaires des DOM-TOM après qu'ils ont été rendus vacants par des travailleurs immigrés ayant utilisé la procédure de « l'aide au retour volontaire ».

Travailleurs étrangers (statistiques des retours volontaires).

43526. — 14 janvier 1978. — **M. Montdargent** demande à **M. le ministre du travail** de lui fournir un bilan récent des mesures dites « d'aide au retour volontaire » des immigrés. Il lui rappelle que les mesures mises en œuvre dans un esprit anti-économique, antisocial et dangereusement xénophobe, s'étaient soldées au 15 septembre 1977 par un échec retentissant puisque à cette date 3 601 chômeurs immigrés seulement étaient repartis dans leur pays au lieu des dizaines de milliers escomptés. Il s'étonne que depuis lors aucun chiffre n'ait été publié et demande que lui soient fournies des données précises et récentes sur les « retours volontaires », distinguant les nationalités, ainsi que les actifs et les non-actifs.

Travailleurs étrangers (alphabétisation).

43527. — 14 janvier 1978. — **M. Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les deux décisions qui viennent d'être prises par **M. Stoléro**, secrétaire d'Etat. La première concernant la diminution de 46 p. 100 de la subvention de l'Etat au fonds d'action sociale pour l'année 1977/1978. La deuxième, la dissolution de l'association pour l'enseignement aux étrangers (AEE). Il faut noter que cette association assurait 52,7 p. 100 de l'alphabétisation sur le plan national. En plus des graves conséquences qu'aurait la liquidation de cette association, il s'agit aussi de la mise au chômage à moyen terme des 800 personnes qui assumaient cette tâche avec dévouement. Ces mesures sont une atteinte supplémentaire aux droits élémentaires des travailleurs immigrés. Alors que devant le Sénat le 8 novembre 1977, **M. Stoléro** avait déclaré « qu'il serait consacré plus d'un demi milliard à la formation des travailleurs immigrés à l'alphabétisation et à l'action culturelle ». Il lui demande comment envisage-t-il de développer l'alphabétisation parmi le million de travailleurs immigrés analphabètes ou semi-analphabètes, avec : 1° la diminution de budgets déjà insuffisants ; 2° la liquidation d'une association la plus importante en France ; 3° quel sort sera réservé aux 800 personnes qui enseignent à l'AEE. Quelles mesures il entend prendre pour revenir sur cette décision autoritaire.

Impôts (droits de mutation d'un usufruitier).

43529. — 14 janvier 1978. — **M. Mourot** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que, s'agissant de la liquidation des droits de mutation d'un usufruitier, l'administration considère que lorsque les valeurs usufructuaires ne se retrouvent pas en ind-

viduo ou en équivalent, le droit de l'usufruitier ne peut, du point de vue fiscal, être réputé avoir porté sur une valeur supérieure à celle qui a été déclarée pour la liquidation de l'impôt lors de la constitution de l'usufruit (réponse à **M. Vendroux**, *Journal officiel*, AN, Débats, du 14 janvier 1961, p. 30. — Réponse à **M. Boisdé**, *Journal officiel*, AN, Débats, du 4 mars 1967, p. 385). Or il apparaît que cette solution n'est pas compatible avec la règle civile qui veut que, lorsque l'usufruitier ne peut pas restituer les choses sur lesquelles a porté son usufruit, il en doit la valeur estimée lors de la cessation de l'usufruit. La solution apparaît encore contradictoire avec le mouvement qui, en droit civil contemporain, tend à retenir en maintes occasions (lois du 17 mai 1960, du 13 juillet 1965, du 3 juillet 1971) la valeur d'un bien à la date du règlement. En conséquence, il lui demande quelle mesure il compte prendre pour mettre fin à ce hiatus entre le droit civil et le droit fiscal.

Plus-values immobilières (exonération de taxe au titre d'un terrain reçu en échange dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique).

43531. — 14 janvier 1978. — **M. Baumel** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les dispositions de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 soumettent à l'impôt sur le revenu les plus-values réalisées par les personnes physiques lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits de toutes natures. Parmi les différentes exonérations prévues par la loi, figurent les terrains à bâtir possédés depuis plus de trente ans. Or, une municipalité envisageant en 1957 la construction d'un groupe scolaire a procédé dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique à l'acquisition de cinq parcelles appartenant à divers propriétaires, et à l'échange, contre des terrains appartenant déjà à la ville, de deux autres parcelles appartenant à deux autres propriétaires. Pour l'une de ces parcelles, le terrain remis au coéchangiste par le propriétaire avait été acquis par lui en 1927, et l'échange réalisé sans soule. Ce propriétaire envisage aujourd'hui de vendre la parcelle qui lui a été remise en échange par la municipalité. Cet échange a été le fait de la collectivité et, bien que réalisé à l'amiable, a été en vérité imposé au propriétaire qui n'avait à aucun moment songé à aliéner ni à échanger ce terrain qui, s'il n'y avait pas eu intervention de la commune, serait demeuré dans son patrimoine. Il lui demande si, dans ces conditions, il ne serait pas logique et équitable de retenir, pour le calcul de la plus-value réalisée à l'occasion de cette vente, la date et le prix d'acquisition du bien initial remis au coéchangiste, ce qui conduirait dans ce cas précis à une exonération pure et simple de cette plus-value.

Etats-Unis d'Amérique (refus du Président des Etats-Unis de se rendre à l'Hôtel de Ville de Paris).

43532. — 14 janvier 1978. — **M. Hamel** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° si, à son avis, la véritable raison du refus du Président des Etats-Unis de se rendre à l'Hôtel de Ville de Paris n'est pas la persistance depuis trente-huit ans du refus américain d'une France indépendante telle que l'incarna le général de Gaulle aux temps de la France libre, de la libération de Paris par la Division Leclerc et la Résistance, de la libération de Strasbourg malgré le veto américain, de la V^e République quittant l'OTAN, condamnant la politique des blocs et l'hégémonie américaine sur le monde occidental ; 2° si les autorités américaines se sont aperçues que, contrairement à leur calcul mesquin, le refus du Président des Etats-Unis de se rendre à l'Hôtel de Ville de Paris et de saluer son maire renforcerait les Français voulant l'indépendance de la France dans leur soutien au Président de la République et à la majorité présidentielle qui, elle, ne conçoit pas l'alliance dans la dépendance, la coopération dans la soumission, l'amitié dans la duplicité.

Elevage (relèvement du tarif extérieur commun sur le foie gras).

43533. — 14 janvier 1978. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les marchés de volaille grasse, oies et canards et de foies gras connaissent actuellement dans le Sud-Ouest un certain marasme ; que cette situation, si elle devait se maintenir, mettrait en péril une des ressources essentielles des exploitations familiales agricoles du Sud-Ouest ; que parmi l'une des causes de la baisse des prix, il faut prendre en considération le fait que les prélèvements aux frontières de la Communauté économique européenne n'ont jamais été modifiés ; qu'à cet égard, il convient de rappeler les importations en provenance de Hongrie (496 tonnes), d'Israël (217 tonnes), de Pologne (66 tonnes), de Bulgarie (54 tonnes),

chiffres d'ailleurs en progression pour la campagne en cours ; qu'au 11 novembre 1977, le prix moyen d'écoule, toutes catégories, foies d'oles, était de 55,58 francs, le prélèvement 18 francs, le prix frontalier 73,58 francs, pour aboutir à un prix de campagne rendu usine de 112,21 francs. Compte tenu cependant de ce que la production française est déficitaire dans cette branche et qu'il convient donc de la soutenir énergiquement, il lui demande : 1° de s'efforcer d'obtenir un relèvement du tarif extérieur commun sur le foie gras ; 2° de mettre en application, de toute urgence, la marque « Aquitaine » qui permettrait de valoriser ce produit de qualité.

Energie (part des crédits affectés à l'étude de l'énergie nucléaire de fusion).

43534. — 14 janvier 1978. — **M. Cousté** demande à **M. le Premier ministre (Recherche)** quelle est actuellement la part des crédits affectés à l'étude de l'énergie nucléaire, dite de fusion. Si effectivement, ainsi qu'on le pense, les réserves de combustibles (eau des océans et lithium) représentent plusieurs milliards d'années au taux actuel de consommation d'énergie. Il conviendrait d'accélérer ces études afin d'éprouver au plus tôt la faisabilité technologique de ce type d'énergie.

Produits alimentaires (publication de l'arrêté réglementant l'usage des matériaux de filtration).

43535. — 14 janvier 1978. — **M. Cousté** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** quand l'arrêté réglementant l'usage des matériaux de filtration des denrées alimentaires sera pris et comment il pense organiser et contrôler ses applications dans l'industrie alimentaire.

Consommation (garanties contre les vices cachés des biens durables).

43536. — 14 janvier 1978. — **M. Cousté** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie contre les vices cachés des biens durables. Cette garantie, qui se situe le plus souvent dans un cadre conventionnel, en prévoyant la réparation ou le remplacement du bien pendant un certain délai, n'aboutit pas à l'indemnisation de la totalité du préjudice subi par l'acheteur. Il lui cite à cet égard le cas de l'acheteur d'une voiture présentant des défauts d'origine ; la réparation du véhicule, qui a nécessité son immobilisation pendant une longue durée, a été à l'origine de frais et de dérangements dont l'acheteur n'a pas été indemnisé. Il lui demande dans ces conditions s'il ne serait pas possible d'étudier un système mettant à la disposition du consommateur un bien équivalent pendant la période d'immobilisation nécessaire à la réparation du véhicule de manière à éviter les inconvénients signalés ci-dessus, ce qui contribuerait ainsi à restaurer l'équilibre des relations contractuelles entre acheteur et vendeur professionnel, dont la nécessité vient d'être réaffirmée par la loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et services.

Architecture (exclusion des combles non aménageables de la surface de plancher à prendre en compte pour l'obligation de recours à un architecte).

43537. — 14 janvier 1978. — **M. Desanlis** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur les décrets d'application de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture qui obligent à recourir à un architecte lorsque la surface totale de plancher développée des constructions d'habitation est supérieure à 250 mètres carrés. Dans cette surface de plancher sont compris les terrasses accessibles, les sous-sols et les combles, toutefois, est-il précisé, les combles ne sont pas considérés comme constituant un niveau si leur hauteur maximum est inférieure à 1,80 mètre. Or dans la plupart des régions de France, la pente des toits exige pour répondre aux caractères des sites est telle que la hauteur des combles est toujours supérieure à 1,80 mètre. De la sorte, tous les combles sont intégrés dans la surface de plancher même s'ils ne sont pas aménageables, ni même accessibles. Il lui demande de bien vouloir envisager un décret modificatif qui exclut les combles non aménageables de la surface de plancher à prendre en compte pour l'intervention d'un architecte.

Direction générale de la recherche scientifique et technique (modalités de reclassement des personnels).

43539. — 14 janvier 1978. — **M. Delehedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation de la direction générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), dont le dossier lui a été confié, et lui demande : 1° s'il est exact que le personnel n'a pas été consulté dans l'élaboration du nouveau protocole d'accord signé entre la direction de cet organisme et le ministère de l'économie et des finances ; 2° si ces services envisagent de prendre des mesures transitoires pour le reclassement des personnes travaillant à la DGRST depuis quinze ans et plus.

Jeux et paris (aménagement du régime fiscal et de la protection sociale des salariés des cercles et casinos de France).

43540. — 14 janvier 1978. — **M. Besson** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les injustices qui frappent les salariés des cercles et casinos de France. Assimilés aux salariés en leur qualité de contribuables et payant un impôt sur le revenu sur l'intégralité de leurs rémunérations, ils ne bénéficient pas de la même parité en matière de protection sociale. Ainsi, au titre des ASSEDIC, les cotisations payées sont assises sur des minima forfaitaires d'une convention collective signée il y a vingt ans et d'ailleurs dénoncée l'année suivante sans l'aboutissement d'une nouvelle convention depuis. Ces salariés ne pourraient dès lors prétendre à des allocations ASSEDIC qu'en proportion des cotisations versées, ce qui est parfaitement injuste si l'on se rapporte à l'attitude du fisc et parfaitement injustifié dans la mesure où les pourboires qui constituent une part de leur rémunération sont réellement comptabilisés et apparaissent sur les feuilles de paie. Il lui demande quelles initiatives précises et rapides il compte prendre pour que les taxes et participations comme les cotisations de sécurité sociale soient assises sur l'intégralité des salaires des salariés des cercles et casinos de France dès lors que leurs employeurs en ont bien connaissance.

Carte du combattant (modification du « paramètre de rattrapage » applicable aux anciens combattants d'Afrique du Nord).

43541. — 14 janvier 1978. — **M. Schloesing** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les conditions d'application de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962. Il lui rappelle que conformément aux dispositions de cette loi, par dérogation au principe général exigeant l'appartenance, pendant trois mois consécutifs ou non, à une unité combattante, la qualité de combattant peut être reconnue aux personnes qui ont participé à six actions de combat, au moins, au cours des opérations. Les modalités selon lesquelles cette qualité est reconnue ont été définies par une commission d'experts composée, en majorité, de représentants du monde combattant, qui a fixé la procédure spéciale dite du « paramètre de rattrapage », selon laquelle est examiné le cas de militaires ne remplissant pas les conditions de droit commun pour obtenir la carte. On constate, à l'heure actuelle, qu'après un an d'application du paramètre de rattrapage ainsi fixé, celui-ci n'a permis d'étudier que 1867 dossiers et que 33 seulement — soit 1,75 p. 100 — ont obtenu un avis favorable. Au total, 300 000 cartes ont été attribuées sur trois millions de combattants en Afrique du Nord. Ce pourcentage extrêmement faible démontre que la procédure du paramètre de rattrapage actuellement en vigueur ne permet pas de corriger les injustices auxquelles peut donner lieu l'application de la loi du 9 décembre 1974. Il est incontestable que les caractères très particuliers des combats ayant eu lieu en Afrique du Nord ne permettent pas d'attribuer la carte du combattant selon les critères définis pour les conflits antérieurs. D'autre part, en raison de la mauvaise tenue de certains journaux de marche, de la destruction des archives des forces suppléatives ayant servi dans les GMS et les SAS, l'application du principe général fixé par la loi exigeant l'appartenance, pendant trois mois consécutifs ou non, à une unité combattante, se heurte à de nombreuses difficultés. Il lui rappelle que, lors des débats à l'Assemblée nationale le 28 octobre 1977, à l'occasion de l'examen du budget des anciens combattants pour 1978, il a manifesté son intention de réexaminer les normes du paramètre de rattrapage, de façon à rendre justice à un plus grand nombre d'anciens combattants d'Afrique du Nord. Il lui demande s'il peut faire connaître, de manière plus précise, ses intentions à cet égard et s'il n'estime pas

qu'il conviendrait d'établir un nouveau paramètre, en tenant compte d'une règle très simple : à nombre d'engagements égaux, droits égaux, à condition que l'intéressé ait effectué un séjour minimum de quatre-vingt-dix jours dans une unité en Afrique du Nord.

Fiscalité immobilière (exonération de taxation au titre des plus-values au profit des porteurs de parts de la SPCI garantie foncière-revenus).

43544. — 14 janvier 1978. — **M. Fouqueteau** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le préjudice qu'ont subi les porteurs de parts de la SPCI garantie foncière-revenus. A la suite du scandale qu'a déclenché la découverte de l'esroquerie opérée par les promoteurs de cette société, les porteurs de parts ont décidé la liquidation de la société. Les ventes de ses différents immeubles, entreprises en exécution de cette décision de liquidation, permettront à peine de rembourser aux porteurs de parts le montant du capital souscrit. Compte tenu de l'érosion monétaire intervenue depuis la date de la souscription de ces parts, leurs propriétaires subiront donc un préjudice important que n'auront pu empêcher les autorités chargées de protéger l'épargne. C'est pourquoi il lui demande s'il ne juge pas conforme à l'équité d'exonérer les porteurs de parts de la SPCI garantie foncière-revenus du paiement des impositions dont l'assiette est constituée par les plus-values dégagées par les opérations de liquidation auxquelles ils ont été contraints de procéder à la suite des circonstances étrangères à leur volonté qui ont été rappelées ci-dessus et qui sont exclusives, de ce chef, de toute intention spéculative.

Assurance vieillesse (rétablissement des droits intégraux à pension d'un salarié ancien sous-officier retraité antérieurement au 1^{er} juillet 1974).

43545. — 14 janvier 1978. — **M. Donnez** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** le cas d'un ancien sous-officier, titulaire d'une pension proportionnelle, qui a exercé, après son admission à la retraite, une activité salariée et a cotisé au régime général de sécurité sociale. Agé actuellement de soixante-neuf ans, il perçoit une pension de vieillesse du régime général, diminuée de 1 000 francs par trimestre. Cette réduction provient, semble-t-il, du fait que, lors de la liquidation de sa pension de vieillesse, les dispositions du décret n° 50-132 du 20 janvier 1950 lui ont été intégralement appliquées alors que, depuis le 1^{er} juillet 1974, date d'application de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975, les règles de coordination qui présidaient obligatoirement à la liquidation des droits des personnes ayant appartenu au régime général et à un ou plusieurs régimes spéciaux de retraite, sont abrogées en tant qu'elles concernent les conditions de durée et d'assurance exigées pour l'ouverture du droit à pension, la date d'effet et le mode de calcul des avantages de vieillesse dus par le régime général. Il existe ainsi une discrimination entre les assurés ayant appartenu successivement à un régime spécial de retraite et au régime général de sécurité sociale dont la pension a été liquidée antérieurement au 1^{er} juillet 1974 et ceux dont la pension de vieillesse a été liquidée postérieurement au 30 juin 1974. Il lui demande si elle n'estime pas équitable de prendre toutes dispositions utiles en vue de mettre fin à cette discrimination.

Tribunaux (modalités de réalisation de la nouvelle cité judiciaire de la Part-Dieu, à Lyon).

43547. — 14 janvier 1978. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de la justice** comme suite à la réponse détaillée qui lui a été donnée à une question écrite le 24 juillet 1976, si les trois solutions qui avaient été envisagées pour le transfert du palais de justice de Lyon à proximité de la nouvelle cité administrative de la Part-Dieu et de l'immeuble qui abrite les juridictions locales ont pu être l'objet d'un arbitrage. Il rappelle en effet que ses services avaient indiqué qu'ils préféreraient la constitution d'une véritable cité judiciaire moderne et fonctionnelle regroupant le tribunal de grande instance, la cour d'appel et la cour d'assises. Pourrait-il indiquer si cette solution ayant été finalement retenue, les études confiées à la société d'équipement de la région de Lyon — SERL — en liaison avec les services de la chancellerie ont été achevées fin 1976 début 1977 comme cela était envisagé. Pourrait-il enfin, compte tenu de l'urgence de trouver une solution définitive, faire savoir quand commenceront les travaux d'édification de cette nouvelle cité judiciaire et selon quel financement.

Détention (base légale de la détention des étrangers expulsés en instance de départ de France).

43548. — 14 janvier 1978. — **M. Paul Cermolacce** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la circulaire datée du 21 novembre 1977 relative à « la situation des étrangers expulsés en instance de départ de France ». Cette instruction ministérielle, tenue secrète jusqu'à présent, constitue une nouvelle atteinte aux libertés et officialise l'existence des prisons clandestines, comme celle d'Arenc, à Marseille, en permettant d'infliger des peines de détention en dehors de toute infraction. Elle constitue une violation des pouvoirs du législateur, seul compétent pour instituer de nouvelles peines. En donnant aux directeurs de prison des pouvoirs habituellement détenus par le juge d'application des peines, elle porte également atteinte au pouvoir judiciaire. Enfin elle bafoue une liberté fondamentale reconnue par la Constitution, celle du droit de défense, aucun recours n'étant prévu pour que l'étranger puisse faire valoir ses droits. Depuis bientôt trois ans que le scandale des prisons clandestines pour les étrangers est dénoncé, rien n'a été entrepris par le Gouvernement pour le faire cesser. La circulaire du 21 novembre 1977 va plus loin et légalise un procédé scandaleux en permettant à toutes les maisons d'arrêt de fonctionner comme le centre d'Arenc. C'est un nouveau recul de la démocratie et une menace très grave pour les travailleurs immigrés et les étrangers, à un moment où se multiplient les expulsions d'étrangers. En conséquence, il lui demande de lui indiquer sur quelle base légale il pense pouvoir faire repasser cette circulaire.

Tourisme (moyens de financement des budgets des offices de tourisme).

43549. — 14 janvier 1978. — **M. Maurice Blanc** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** les problèmes budgétaires des offices de tourisme : la loi n° 64-698 du 10 juillet 1964 relative à la création des offices de tourisme dans les stations classées prévoit dans son article 6 les recettes des offices : subventions, souscriptions particulières et offres de concours, dons et legs, taxe de séjour, taxe spéciale sur les recettes brutes des entreprises de remontées mécaniques, recettes provenant de la gestion des services ou d'installations sportives et touristiques dans le périmètre de la station classée. Il apparaît dans les faits que la taxe de séjour, d'un recouvrement difficile voire impossible, n'est pratiquement jamais levée. D'autre part, les souscriptions particulières faites par les commerçants et hôteliers de la station sont volontaires et peuvent être retirées à tous moments. Cette situation conduit très souvent les communes support des stations classées à subventionner pour la plus large part le budget de l'office. Cette situation conduit donc à faire financer une activité essentielle du tourisme par l'ensemble de la population. Or la loi du 3 avril 1942, relative au régime des stations classées, dans son article 5, permet la perception « d'une taxe sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station ». L'application de cette mesure n'est maintenue dans la loi de 1964, dans le cadre des budgets des offices, que pour les entreprises de remontées mécaniques. En conséquence il lui demande s'il compte décider, pour assurer le financement des budgets des offices, l'application de l'article 5 de la loi du 3 avril 1942 à toutes les activités commerciales et hôtelières des stations classées. Une telle mesure libérerait les budgets communaux des collectivités support de stations classées dont l'élaboration pour 1978 est en cours.

Régimes matrimoniaux (publication au fichier immobilier des transferts de propriété d'immeubles résultant de changement de régime matrimonial).

43551. — 14 janvier 1978. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que, dans plusieurs réponses antérieures (à **M. Lagorce, Journal officiel, débats AN, 12 septembre 1975, p. 6271, n° 18386** — voir également **RM n° 31996 et 31631, Journal officiel, débats AN, 6 août 1977, p. 5041**) il a estimé, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que lorsque deux époux changeaient de régime matrimonial en substituant au régime de communauté initial un régime de séparation de biens (ou inversement), il s'opérait un « déplacement de la propriété des immeubles de la communauté dissoute vers le patrimoine propre de chacun des conjoints ». La conséquence déduite des réponses ministérielles précitées, était que l'acte d'homologation du changement de régime matrimonial qui constatait ce transfert de propriété des immeubles devait être publié au fichier immobilier. Il lui demande : 1° si cette publication doit être considérée comme obligatoire ou, au contraire, simplement facultative, pour la simple information des tiers ; 2° dans quel délai elle doit intervenir ; 3° quelle est la sanction applicable à défaut de publication.

Texte de publicité foncière (situation fiscale en cas de dissolution d'une société civile agricole ayant bénéficié du taux réduit).

43552. — 14 janvier 1978. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'en application de l'article 705 du code général des impôts, le taux de la taxe de publicité foncière est réduit à 0,60 p. 100 lorsque l'acquisition d'un bien rural est réalisée par un fermier qui prend l'engagement de mettre personnellement en valeur ledit bien pendant un délai minimal de cinq ans à compter de la date de transfert de propriété. Il lui demande si la déchéance de ce régime serait encourue dans l'hypothèse où une société civile agricole qui aurait pris l'engagement susvisé au moment d'une acquisition viendrait à être dissoute avant le délai de cinq ans et où le bien acquis serait attribué à l'un des associés qui en assureraient l'exploitation jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans.

Gendarmerie (bénéfice des prêts du crédit foncier aux gendarmes pour l'accession à la propriété pendant leur période d'activité).

43553. — 14 janvier 1978. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur l'anomalie qui réside dans le fait que les gendarmes ne peuvent bénéficier de prêts du crédit foncier destinés à l'acquisition d'un pavillon ou d'un logement. En effet, ces prêts ne peuvent leur être accordés pour la raison simple qu'il est nécessaire que l'acquisition en question soit une résidence principale. Cette condition étant incompatible avec celle qui exige que les gendarmes soient, pour des raisons de service, logés dans un casernement, il lui demande s'il ne peut être envisagé un assouplissement des règles tendant à permettre à cette catégorie de fonctionnaires de pouvoir bénéficier de l'accession à la propriété durant leur période d'activité.

Handicapés (actualisation du guide-barème des invalidités institué par la loi du 31 mars 1919).

43554. — 14 janvier 1978. — **M. Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'urgence qu'il y a à modifier et compléter le guide-barème des invalidités qui a été institué par la loi du 31 mars 1919. Déjà, lors de la discussion de la loi d'orientation pour les personnes handicapées, de nombreux parlementaires avaient souligné l'inadéquation d'un document destiné surtout à répondre aux problèmes posés par les blessures et infirmités subies par les combattants du premier conflit mondial. Au regard aussi bien des handicaps des enfants que des conséquences des progrès médicaux et chirurgicaux enregistrés dans le traitement de certaines affections ledit barème ne répond pas du tout aux situations rencontrées aujourd'hui. Il en est ainsi pour ceux que l'on appelle « les opérés du cœur », catégorie qui, bien sûr, n'existait pas en 1919 et qui, aujourd'hui, ne serait pas comprise comme justifiant d'une insuffisance cardiaque avérée entraînant une impossibilité de se mouvoir. Compte tenu des difficultés que rencontrent injustement les intéressés pour la reconnaissance et l'évaluation de leur invalidité, il lui demande sous quel délai les inadéquations du barème en cause seront enfin corrigées.

Consommation (responsabilité du fait des produits).

43555. — 14 janvier 1978. — **M. Delehedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le projet de directive de la commission européenne sur la responsabilité du fait des produits et lui demande quelle est sa position à ce propos et si ses services n'envisagent pas de prolonger ce texte dans deux domaines : 1° le consommateur ne devrait-il pas seulement prouver le dommage et la probabilité du défaut et du rapport de cause à effet et non, comme prévu par la directive proposée, prouver le défaut du produit et la relation entre le dommage et l'aspect défectueux du produit ; 2° les consommateurs ne devraient-ils pas être en mesure de poursuivre en dommages-intérêts le distributeur d'un produit défectueux, surtout lorsque ce produit a été fabriqué en dehors du pays où il a été acheté.

Emploi (licenciements prévus à la coopérative L'Avenir rural d'Arras [Pas-de-Calais]).

43556. — 14 janvier 1978. — **M. Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'autorisation de licenciement de 210 personnes demandée par la direction de la coopérative L'Avenir

rural, dont le siège est à Arras. Il lui demande : 1° si la situation au plan financier et au plan économique de l'entreprise justifie une telle mesure ; 2° si d'autres mesures sont recherchées qui pourraient éviter une situation extrêmement préjudiciable à un grand nombre de familles de travailleurs dans une région déjà durement touchée par le chômage ; 3° quelles mesures sont envisagées pour assurer l'avenir de l'entreprise.

Etablissements secondaires (travaux de réparation d'un sinistre dû à une inondation au lycée Edouard-Vaillant de Gennevilliers [Hauts-de-Seine]).

43557. — 14 janvier 1978. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du lycée Edouard-Vaillant à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). En effet, le 25 octobre 1977, dans le bâtiment principal de cet établissement qui abrite en permanence 600 élèves, l'électricité était coupée à la suite d'une inondation survenue au second étage ; en conséquence, les enfants ne pouvaient plus recevoir un enseignement normal. Depuis le 21 novembre 1977, tous les cours sont assurés au collège, les travaux sommaires de mise hors d'eau étant réalisés et une somme de 640 000 francs a été débloquée pour mise en conformité des bâtiments. Il lui demande de bien vouloir lui préciser : 1° si les parents d'élèves auront connaissance des travaux exécutés avec cet argent ; 2° si les travaux de remise en état seront entrepris immédiatement et de façon définitive, permettant ainsi aux enfants d'être scolarisés normalement à la rentrée 1978.

Retraites complémentaires (opportunité de créer de nouveaux régimes complémentaires obligatoires pour les travailleurs indépendants).

43559. — 14 janvier 1978. — **M. Charles Bignon** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** si elle pense qu'il est opportun en ce moment de créer de nouveaux régimes complémentaires obligatoires pour les travailleurs indépendants. La loi Lloyer, d'une part, et l'évolution économique et sociale, de l'autre, rendent plus que jamais indispensable la mise en place d'une réforme générale, probablement même d'une certaine modification d'assiette des charges sociales. Dans ces conditions, ne serait-il pas plus sage d'attendre la nouvelle législature pour imposer des obligations à certaines catégories de travailleurs indépendants, alors que leurs marges font l'objet d'un blocage pour éviter la hausse des prix.

Bouilleurs de crus

(assouplissement de la législation en faveur des jeunes agriculteurs).

43560. — 14 janvier 1978. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** les débats qui ont eu lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat, concernant les bouilleurs de crus. Il demande au Gouvernement de ne pas s'abriter dans une position facile de refus, alors qu'aucune opposition sérieuse n'existe contre l'alcoolisme, à partir du moment où le buveur a payé ses taxes au fisc. Cette situation aboutit à créer un droit « d'ivresse fiscale » qui est pour le moins aussi choquant que coûteux pour la sécurité sociale. A l'heure actuelle, il est avéré que la distillation en ateliers publics a fait à peu près complètement disparaître la fraude, mais la disparition des arbres fruitiers et des vergers s'accélère, aussi notamment dans l'Ouest et l'Est. Il a pu constater que la volonté du Parlement de porter limite à cette injustice était très forte, et il souhaiterait savoir s'il ne serait pas possible que le Gouvernement recherche, comme cela avait été proposé lors de la discussion en séance publique, différents moyens d'assouplissement pour les jeunes agriculteurs, d'une part, et pour faciliter le fonctionnement des ateliers publics qui sont contrôlés à tout moment par les agents de la régie, d'autre part. Il semble qu'une position compréhensive serait de nature à éviter que les ruraux aient l'impression que le Gouvernement ne s'intéresse qu'aux industriels qui peuvent produire sans limitation, et qu'il pénalise les petits producteurs qui ne sont plus depuis longtemps les artisans d'un bien-être que le Gouvernement ne dénoncera jamais avec assez d'énergie, étant donné les ravages qu'il occasionne à la santé des Français.

HLM (modification du régime des prêts indexés affectés à la construction de logements HLM).

43562. — 14 janvier 1978. — **M. Guéna** expose à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** qu'un certain nombre de sociétés HLM ont été conduites à financer des logements ILN (immeubles à loyer normal) à l'aide de prêts indexés

conformément aux possibilités prévues pour la réglementation des immeubles (circulaire CH/TPS n° 63-119 du 27 novembre 1963 du ministère de la construction). Or, il est actuellement constaté que les charges financières résultant de ces emprunts ne peuvent être normalement équilibrées par les recettes des organismes emprunteurs. Ceci résulte de l'évolution de l'indice INSEE, base de l'indexation au cours des dernières années. Si, en effet, ce type de prêt pouvait raisonnablement se concevoir à une époque où l'indice de la construction évoluait à un taux de l'ordre de 5 p. 100 par an, il n'en est plus de même depuis quelques années où des taux dépassant 10 ou 15 p. 100 ont été constatés. De plus, le retour à une évolution caractérisée par des taux plus faibles de l'ordre de ceux connus lors de la mise en place de ces prêts n'apporterait pas de solution car l'effet des indexations importantes des années 1973, 1974, 1975 et 1976 resterait acquis. Dans ces conditions, les principes définis par la circulaire précitée instituant ces prêts qui devaient « permettre aux organismes de se procurer les ressources nécessaires à la réalisation des programmes d'ILN envisagés et de maintenir dans les limites acceptables les charges financières de ces opérations » se trouve infirmé par la réalité. Il convient également de noter que même indépendamment de toutes dispositions limitant l'évolution des loyers, ceux-ci ne sauraient compenser les conséquences financières de l'indexation. Le contrat type élaboré pour ces prêts ne prévoyant pas la possibilité d'un remboursement anticipé, il serait nécessaire de transformer ce type de contrat en instituant, par exemple, un plafonnement de l'indexation à un niveau tel que l'intérêt servi au prêteur serait, en moyenne, du même montant que celui des prêts de quinze ans consentis aux collectivités locales. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, et notamment s'il n'estime pas indispensable de présenter un projet de loi à ce sujet.

Handicapés (bilan des dispositions mises en œuvre pour favoriser la vie sociale des handicapés).

43563. — 14 janvier 1978. — **M. de Gastines** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que **M. Darnis** lui avait demandé, par question écrite n° 23302, les mesures prises par son ministère pour favoriser l'accès des handicapés moteurs dans les immeubles ou à bord d'un moyen de transport en commun. La réponse apportée à cette question, et publiée au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 13 mars 1976, faisait état d'études entreprises à ce sujet par des groupes de travail et dont les résultats devaient être escomptés pour la fin du premier trimestre de 1976. Il lui demande si elle peut lui faire connaître les mesures concrètes déjà prises dans ce domaine et, en les étendant à d'autres formes d'aides destinées à favoriser la vie sociale des personnes handicapées, de bien vouloir dresser un bilan complet des dispositions mises en œuvre ou en cours de réalisation, répondant aux objectifs des articles 49 et 52 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975, et destinées à atténuer les différents handicaps subis (circulation pour les aveugles, postes téléphoniques adaptés pour les malentendants, parkings réservés pour les paralysés, transports publics aménagés pour recevoir les fauteuils roulants, réduction de la hauteur des guichets, etc.).

Impôt sur le revenu (réexamen des opérations d'évaluation des revenus des producteurs de plants de pommes de terre du Finistère).

43564. — 14 janvier 1978. — **M. Guerneur** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'administration fiscale a fait connaître les évaluations de revenus des producteurs de plants de pommes de terre durant l'année 1976. Les chiffres qui servent de base au calcul des impôts sont très sensiblement supérieurs à ceux des autres départements. Il appelle l'attention du Gouvernement sur ce que ces évaluations sont manifestement excessives eu égard au revenu réel des producteurs au cours de l'année considérée et ne peuvent être justifiées par l'augmentation des prix due à la sécheresse dans l'Ouest. Il demande au ministre de bien vouloir faire réexaminer les opérations d'évaluation dans le département du Finistère.

Remembrement (compensation de la charge supplémentaire due aux retards apportés aux opérations de remembrement par l'exécution de travaux publics).

43565. — 14 janvier 1978. — **M. Guerneur** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que des opérations de travaux publics et notamment de voie express ont interrompu dans certaines communes

des opérations de remembrement, parfois pendant plusieurs années. Après l'achèvement des travaux routiers, les opérations de remembrement ont pu reprendre, mais le coût des travaux durant cette deuxième phase est très sensiblement supérieur à celui de la première phase. **M. Guerneur** demande au Gouvernement s'il n'estime pas équitable de compenser auprès des communes la charge supplémentaire due au retard apporté aux opérations de remembrement par l'exécution de travaux nationaux.

Handicapés (dégrèvement de taxe sur l'essence automobile).

43567. — 14 janvier 1978. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que certains handicapés moteurs ont un besoin vital de voiture automobile. C'est pour eux le seul moyen d'être autonome. Partant de ce fait, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager pour cette catégorie sociale un dégrèvement de taxe sur l'essence.

Testaments (droits d'enregistrement des testaments en faveur des descendants en ligne directe).

43568. — 14 janvier 1978. — **M. Frédéric-Duport** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que la réponse à la question écrite n° 38602 (*Journal officiel*, débats AN du 16 décembre 1977, page 8831), ne contient pas la précision essentielle qui pourrait permettre de faire progresser la solution d'un problème présentant beaucoup d'importance pour de nombreuses familles françaises particulièrement dignes d'intérêt. En conséquence, il lui demande à nouveau s'il accepte ou s'il refuse de déclarer que le coût de la formalité de l'enregistrement d'un testament ayant pour conséquence de diviser la succession du testateur ne doit pas être plus élevé pour des enfants légitimes que pour des ascendants, des frères, des neveux ou des cousins de ce dernier.

Employés de maison

(augmentation du forfait servant de base au calcul des retraites).

43569. — 14 janvier 1978. — **M. Frédéric-Duport** signale à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que, malgré l'augmentation du forfait pris en considération pour le calcul des retraites des gens de maison, celles-ci sont encore très inférieures aux sommes réellement touchées. Le parlementaire susvisé demande les raisons pour lesquelles les cotisations ne sont pas calculées sur les salaires réels, et, à supposer que cette solution ne soit pas possible, la date prévisible à laquelle le ministre compte procéder à une nouvelle augmentation du forfait.

Programmes scolaires (introduction dans le programme d'instruction civique d'informations sur les dons du sang).

43570. — 14 janvier 1978. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, parmi les actes les plus nobles, licite celui qui consiste à donner son sang volontairement, bénévolement et d'une façon anonyme. Donner ainsi son sang est devenu une tradition bien française. Toutefois, sur le plan de l'instruction civique, les garçons et les filles de notre pays restent mal avertis du phénomène. Notamment, en besoins de sang imposés par certaines thérapies obligatoires, d'une part, et par celui du sang perdu, d'autre part, à la suite des accidents du travail et des accidents de la route, il lui demande s'il ne pourrait pas inscrire dans les programmes scolaires au moins une demi-heure par mois pour être consacrée : a) à exalter l'exemple magnifique des donneurs de sang bénévoles, sang toujours donné anonymement ; b) à encourager l'épanouissement de cet exemple ; c) à préciser combien les besoins, à cause du très grand nombre d'accidents du travail et de la route, deviennent chaque jour plus importants.

Aide fiscale à l'investissement (annulation des demandes de remboursement en cours dont sont l'objet certains commerçants).

43571. — 14 janvier 1978. — **M. Fizbin** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le fait qu'un certain nombre de commerçants ayant bénéficié de l'aide fiscale à l'investissement (décret n° 75-408 du 19 mai 1975), se voient à présent réclamer par la direction générale des impôts le remboursement de la somme accordée. L'administration se réfère au fait que le

matériel acheté — par exemple des balances électroniques — n'entre pas dans la catégorie des biens visés par le décret. Or, la liste précise et détaillée de ces biens n'ayant pas été publiée avant l'attribution de l'aide, le fait que celle-ci ait été accordée implique l'acceptation de la part du ministère concerné. La demande de remboursement fournie a donc la signification d'une décision dont les effets seraient rétroactifs. Les commerçants qui ont ainsi bénéficié de l'aide fiscale à l'investissement ne portent aucune responsabilité dans un éventuel retard dû à la seule administration. Il semble donc que le bon sens et l'équité devraient conduire à considérer que l'aide accordée l'est définitivement. Toute autre attitude paraît injustifiable. Solidaire des intéressés qui ont déposé de nombreuses et légitimes réclamations, il lui demande donc s'il ne lui paraît logique de faire annuler toutes les demandes de remboursement en cours.

Emploi maintenu à Paris [20^e] de l'entreprise Blanc, rue Soleillet, menacée d'expropriation.

43572. — 14 janvier 1978. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur le problème de la désindustrialisation de l'Est parisien et en particulier dans le 20^e arrondissement de Paris. Dans cet arrondissement, le bilan de l'année 1977 est lourd : de nombreuses petites entreprises ont licencié près de deux cents salariés ; l'entreprise Létang-Rémy a demandé le licenciement de soixante-douze personnes et a décidé le transfert de l'essentiel de ses activités à Barentin (Seine-Maritime) ; l'entreprise Soplein a fermé un atelier (soixante-deux emplois supprimés). En ce début de l'année 1978, une grave menace pèse sur l'entreprise Blanc, implantée rue Soleillet, dans le secteur de la ZAC des Améandiers (lot 11). Cette entreprise est vouée à l'expropriation du fait que son maintien n'est pas prévu dans le projet d'aménagement de la ZAC. Il est certain que si le projet actuel n'était pas revu dans le sens préconisé par les élus communistes de l'arrondissement, ce serait quelques centaines d'emplois industriels qui seraient supprimés, aggravant sérieusement le chômage et le déséquilibre emplois-habitat, déjà catastrophique. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'activité industrielle de l'entreprise Blanc sur l'emplacemement actuel, sans que ce maintien puisse remettre en cause les constructions prévues dans le projet d'aménagement de la ZAC (logements, groupe scolaire).

Elections (modalités d'inscription de Français vivant à l'étranger sur les listes électorales de Nice [Alpes-Maritimes]).

43573. — 14 janvier 1978. — **M. Barel** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le cas de Nice, dans l'affaire des pratiques électorales concernant les Français résidant à l'étranger. Premièrement il demande le nombre de ces électeurs inscrits, en 1977 et 1978, sur les listes électorales des trois circonscriptions de Nice et les conditions d'établissement des procurations. Deuxièmement il demande quelle mesure il compte prendre devant le fait que le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jacques Médecin, maire de Nice ait adressé aux Français résidant à Monaco une lettre leur demandant de se faire inscrire dans la circonscription de Nice où il est candidat.

Action sanitaire et sociale

(reclassement de la direction départementale du Rhône).

43574. — 14 janvier 1978. — **M. Houel** exprime à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** son inquiétude en ce qui concerne le classement de l'ADASS dans le département du Rhône. Il lui demande de bien vouloir indiquer quel fondement fiscal a permis le classement du Rhône en presque dernière position du groupe III, alors qu'il n'est pas utile de rappeler l'importance sociale de cette région et la situation de chômage qui y sévit actuellement, accentuant encore les problèmes sociaux et de santé des populations ; quelles dispositions elle entend prendre afin que les conditions de ce classement, qui ne correspondent pas à la réalité, soient revues.

Pensions alimentaires (exonération de l'impôt sur le revenu).

43577. — 14 janvier 1978. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le fait que les époux divorcés, à qui a été confiée la garde de leurs enfants, doivent

déclarer le montant des pensions alimentaires versées au profit des enfants par leur ancien conjoint dans le montant de leurs revenus imposables, et donc acquitter les impôts sur ces sommes. Le montant des pensions allouées étant souvent très modique, et bien loin de couvrir les frais de soins et d'éducation des enfants, il lui demande de bien vouloir revoir cette disposition jugée particulièrement inéquitable par les époux divorcés se trouvant dans cette situation.

Constructions scolaires

(réalisation du lycée de Vitrolles [Bouches-du-Rhône]).

43578. — 14 janvier 1978. — **M. Rieubon** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que l'implantation d'un lycée a été prévue lors de l'élaboration du statut de Vitrolles « ville nouvelle ». Ce lycée doit être réalisé sur une parcelle de 38 000 mètres carrés, avec terrain de sport. Actuellement, les élèves de Vitrolles, qui dépendent de la circonscription de Martigues, du fait de l'incommodité des transports, vont soit à Salon, soit à Marseille ou Aix-en-Provence. Ces problèmes de transports créent du temps perdu et des dépenses élevées pour les familles. La réduction du nombre d'établissements pratiquant l'internat oblige les élèves à des voyages incessants. L'implantation du lycée de Vitrolles permettrait aux enfants venant des Pennes-Mirabeau, Calas, Cabriès, Berre, Rognac et Velaux d'être accueillis, alors qu'ils ont actuellement les mêmes problèmes que ceux de Vitrolles avec un éloignement encore plus grand. Il lui demande en conséquence s'il pense inscrire la réalisation de ce lycée à Vitrolles — dont la population s'élève actuellement à 18 000 habitants — pour la rentrée 1978.

Emploi (reclassement de travailleurs licenciés dans la région d'Etain [Meuse]).

43579. — 14 janvier 1978. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de l'emploi dans le secteur d'Etain (Meuse) : la Société Lorhydro de Braquis, inaugurée pour la deuxième fois en décembre 1976, vient de déposer son bilan ; ses trente travailleurs ont été licenciés ; la Manufacture stinoise, ex Ateliers H. Ours, ferme ses portes après quatre mois d'existence ; ses vingt travailleuses sont une nouvelle fois jetées à la rue ; chez Jamarex, dix-huit jeunes employés sous contrat depuis juin dernier viennent d'être renvoyés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour le reclassement rapide de ces travailleurs licenciés et l'utilisation des locaux inoccupés de Lorhydro et de la Manufacture Stinoise par l'implantation de nouvelles entreprises.

Charbon (poursuite de l'exploitation du bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais au-delà de 1985).

43580. — 14 janvier 1978. — **M. Roger** expose à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** que lors de la réunion du comité d'entreprise des HBNPC, du 21 décembre 1977, les représentants du personnel ont protesté vigoureusement contre le plan de production présenté par la direction générale du bassin ; celui-ci étant dicté par les orientations générales du Gouvernement. Il attire son attention sur le fait que l'ensemble des représentants élus ont souligné que, tenant compte de la crise de la politique énergétique qui affecte nombre de pays industrialisés, dont la France, de la place que retrouve le charbon dans ce contexte comme source d'énergie la plus sûre, que pour assurer son indépendance et la satisfaction de ses propres besoins, la France doit pouvoir compter sur son charbon. Par ailleurs, au cours de la même séance des assurances semblent avoir été données sur les possibilités techniques de prolonger l'exploitation au-delà de 1985, démontrant ainsi que dans le cas contraire, il s'agirait d'un choix purement politique. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures celui-ci compte prendre : 1° pour que la discussion avec le comité d'entreprise se poursuive ; 2° pour assurer l'exploitation au-delà de 1985.

Emploi (création d'emploi dans le Douaisis [Nord]).

43581. — 14 janvier 1978. — **M. Roger** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que le Douaisis (Nord) compte un nombre de demandeurs d'emplois supérieur à la moyenne régionale et nationale et que dans le même temps, des fermetures de puits auront lieu en avril prochain aggravant encore cette situation. Dans un tel cas, il pense que tous les efforts de son minis-

tère devraient tendre à ce que les promesses faites par le Gouvernement devraient être tenues et même accélérées à chaque fois que cela est possible. Or, l'on doit constater que ce n'est pas le cas, puisque à l'imprimerie nationale (usine de Fiers-en-Escrebieux), il manque 120 personnes pour atteindre les chiffres promis, que le travail existe, puisque près de 30 p. 100 des commandes seront passées à la sous-traitance en 1978 dans le secteur privé. Or, le secteur privé n'est pas en mesure, à l'heure présente de répondre à des coûts raisonnables, aux appels d'offres pour l'annuaire téléphonique. C'est si vrai qu'un nombre très restreint d'entreprises ont répondu aux appels d'offres et que l'expérience prouve que les prix d'appel sont sans cesse remis en cause par le jeu des dépassements de consommation de papier, de difficultés techniques, etc. En définitive, la soit-disant politique « raisonnable » exposée par M. le secrétaire d'Etat lors de la séance du 21 octobre 1977 à l'Assemblée nationale, conduit à des gâchis importants qui reviennent bien plus cher à l'Etat que l'extension de l'usine de Douai, et sans créer un seul emploi. Il lui demande s'il ne considère pas qu'il est indispensable de reconsidérer sa position; de proposer à la prochaine assemblée, dans le collectif budgétaire, les moyens financiers pour l'extension rapide de l'usine de Douai afin d'atteindre les 800 emplois en début de 1979.

Constructions scolaires (résorption des retards pris dans les constructions et réparations d'établissements scolaires dans le département du Gard).

43582. — 14 janvier 1978. — M. Jourdan appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les graves retards pris dans les constructions, reconstructions ou grosses réparations d'établissements scolaires dans le département. Dans le second degré, près de vingt bâtiments attendent depuis deux, cinq ou dix ans leur construction, reconstruction ou grands travaux de rénovation: collège commercial de Nîmes, deuxième collège de Beaucaire, collège de Marguerittes, collège d'Aramon. Il apparaît urgent de reconstruire ou rénover à Sommières, Quissac, Brignon, Remoulins, à la cité scolaire d'Alès, au lycée Daudet à Nîmes, au CET, route de Générac, au collège Blgot, Romain-Rolland, à Nîmes, etc. De nombreux bâtiments sont à la limite de la vétusté, d'autres bâtis en demi-dur au moment de « l'explosion scolaire » se lézardent, sont insalubres, voire dangereux, comme des dizaines de baraquements qui les entourent ou tiennent lieu d'annexes. Loin de se résorber, les retards pris en ce domaine s'aggravent. Le programme Languedoc témoigne du peu de prix qu'attache le Gouvernement aux moyens indispensables à l'éducation. Le seul CES prévu en 1978 à Marguerittes existe depuis deux ans déjà à l'état de préfabriqué. Dans le premier degré, malgré les efforts de nombreuses municipalités, et du fait de la réduction considérable des subventions d'Etat, les retards sont du même ordre et les constructions ou grands travaux en attente se comptent par dizaines pour les écoles primaires et maternelles. En conséquence, il conviendrait de mettre sur pied un vaste programme susceptible de combler dans les meilleurs délais les retards existants.

Impôt sur le revenu (révision du barème de l'impôt sur le revenu dans un sens plus favorable aux personnes âgées et aux retraités).

43584. — 14 janvier 1978. — M. Legrand attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'injustice fiscale qui frappe les personnes âgées et les retraités aux ressources modestes. Un exemple vient encore de lui être donné par un retraité de la SNCF. En 1975, pour 26 821 francs de retraite, cette personne et son conjoint ont eu à payer un impôt de 1 560 francs. En 1976, pour 31 710 francs, soit 4 889 francs de plus, il leur est réclamé 2 758 francs d'impôt, soit près du double. En l'espace de trois mois, cette personne aura à verser: le solde de l'impôt sur le revenu: 1 718 francs; les impôts mobiliers: 637 francs; le premier tiers provisionnel: 920 francs, soit un total de 3 275 francs. En conséquence, il lui demande s'il n'est pas indispensable de revoir le barème de l'impôt sur le revenu dans un sens plus équitable.

Céréales (motif du déficit de la balance commerciale en matière de houblon).

43586. — 14 janvier 1978. — M. Burckel demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) de lui indiquer: 1° les raisons qui justifient un déficit de notre balance commerciale en matière d'échange de houblon ou de produit de houblon en dépit des prix

de vente moins élevés des produits français à l'exportation par rapport aux prix des houblons étrangers et, notamment, des houblons allemands; 2° les dispositions qu'il a l'intention de promouvoir pour améliorer cette balance commerciale.

Céréales (soutien du marché du houblon).

43587. — 14 janvier 1978. — M. Burckel demande à M. le ministre de l'agriculture les voies et moyens qu'il a l'intention d'utiliser pour soustraire les planteurs français de houblon aux conséquences d'une mauvaise gestion du marché européen et les dispositions qu'il compte proposer pour assurer aux petites exploitations de caractère familial spécialisées un revenu qui dissuade les planteurs d'abandonner cette culture.

Jardins (création de nouveaux jardins familiaux).

43588. — 14 janvier 1978. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur le rôle éminent que le jardin familial est appelé à jouer dans le monde moderne actuel. Son utilité est indéniable pour les populations urbaines, notamment pour les jeunes ménages soucieux de donner à leurs enfants un abri idéal les protégeant contre les dangers de la rue. Il est hors de doute que le petit jardin constitue pour la famille, non seulement un excellent moyen d'employer et d'organiser ses loisirs au profit de sa santé, mais lui offre également des avantages matériels incontestables par la culture de légumes et de fruits de bonne qualité; du point de vue éducatif et en créant un contact direct avec la nature, il ouvre à l'enfant des horizons dans un monde jusqu'ici inconnu; il représente un auxiliaire précieux dans la lutte contre la pollution physique et morale ainsi que dans la protection d'un environnement naturel si souvent menacé par une urbanisation croissante qui ne cesse d'entraîner la disparition de nombreux terrains de jardinage à proximité des villes. Il lui demande en conséquence de prendre rapidement les mesures qui s'imposent afin de permettre la création de nouveaux terrains au profit de ceux qui sollicitent parfois depuis plusieurs années l'attribution d'un jardin familial.

Jardins (création de nouveaux jardins familiaux).

43589. — 14 janvier 1978. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur le rôle éminent que le jardin familial est appelé à jouer dans le monde moderne actuel. Son utilité est indéniable pour les populations urbaines, notamment pour les jeunes ménages soucieux de donner à leurs enfants un abri idéal les protégeant contre les dangers de la rue. Il est hors de doute que le petit jardin constitue pour la famille, non seulement un excellent moyen d'employer et d'organiser ses loisirs au profit de sa santé, mais lui offre également des avantages matériels incontestables par la culture de légumes et de fruits de bonne qualité; du point de vue éducatif et en créant un contact direct avec la nature, ouvre à l'enfant des horizons dans un monde jusqu'ici inconnu; représente un auxiliaire précieux dans la lutte contre la pollution physique et morale, ainsi que la protection d'un environnement naturel si souvent menacé par une urbanisation croissante qui ne cesse d'entraîner la disparition de nombreux terrains de jardinage à proximité des villes. Il lui demande en conséquence de prendre rapidement les mesures qui s'imposent afin de permettre la création de nouveaux terrains au profit de ceux qui sollicitent parfois depuis plusieurs années, l'attribution d'un jardin familial.

Emprunts (indemnisation des détenteurs de titres russes émis avant la première guerre mondiale).

43590. — 14 janvier 1978. — M. Gissinger expose à M. le ministre des affaires étrangères que la presse vient de se faire l'écho d'un emprunt lancé par l'Union soviétique sur le marché occidental. Cet emprunt, d'un montant de 600 millions de dollars, est destiné à la construction d'un gazoduc. Il lui demande si cette opération ne lui semble pas faire preuve d'un absolu mépris à l'égard des porteurs de fonds russes dont l'URSS refuse toujours d'envisager l'indemnisation et si le Gouvernement n'estime pas nécessaire, à ce propos, d'obtenir le remboursement des emprunts contractés par la Russie et que ne paraît pas reconnaître jusqu'à présent l'Union soviétique.

Maires et adjoints (répartition par catégorie socio-professionnelle des maires et adjoints élus en mars 1977).

43591. — 13 janvier 1978. — M. Gissinger rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que, par question écrite n° 40724 du 17 septembre 1977, il lui demandait s'il pouvait lui indiquer la répartition, par catégorie socio-professionnelle, des maires et maires adjoints issus des élections municipales de mars 1977. La réponse à cette question (JO, Débats AN, du 12 octobre 1977) disait que les statistiques demandées ne pourraient être établies que dans le courant du mois de décembre 1977 et que la répartition par catégorie socio-professionnelle ne pourrait être donnée que pour les maires. Compte tenu de cette réponse, il lui demande de bien vouloir répondre à la question précitée.

DOM (attribution de l'indemnité de vie chère aux fonctionnaires retraités de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane).

43592. — 14 janvier 1978. — M. Jalton appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation des fonctionnaires retraités de la Guadeloupe. En effet, ceux-ci se sont vu refuser l'indemnité de vie chère attribuée aux fonctionnaires retraités des départements de la Réunion et de Saint-Pierre et Miquelon. Les arguments invoqués par le Gouvernement pour justifier son refus ont déjà été condamnés et jugés peu sérieux par les conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane et par la fédération générale des retraités civils et militaires dans son bulletin : « Le Courrier du retraité » n° 3 de mars 1976. Par ailleurs, le 20 mars 1962, M. Jacquinet, alors ministre d'Etat, se déclarait favorable à ce que l'indemnité de vie chère soit étendue aux autres DOM. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer l'extension de l'indemnité de vie chère aux fonctionnaires retraités des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, ce qui permettrait de mettre fin à une discrimination intolérable.

Guadeloupe (moyens de fonctionnement du collège « Front de mer » de Pointe-à-Pitre).

43593. — 14 janvier 1978. — M. Jalton appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du collège « Front de mer » à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe. En effet, les locaux qui devaient être livrés pour le 15 septembre 1977 ne sont toujours pas achevés, si bien que, depuis la rentrée scolaire, les élèves n'ont pas eu jusqu'à ce jour un horaire complet. Des heures de cours en français, en mathématiques, en anglais, en sciences expérimentales, en histoire et géographie ne sont pas assurées. Aucun dédoublement, aucune heure de soutien ne peuvent être réalisés, même en sixième, ce qui est contraire à l'application de la réforme. Les élèves ne reçoivent aucun cours dans les disciplines artistiques, les postes n'étant pas créés. L'éducation physique et sportive ne sera que partiellement assurée et dans des conditions déplorables. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le fonctionnement normal de l'établissement soit assuré dans les plus brefs délais.

Marchés administratifs

(publication des décrets relatifs aux artisans sous-traitants).

43595. — 14 janvier 1978. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat quelles mesures il a prises en vue de la publication dans les plus brefs délais des décrets appliquant la loi de 1975 sur la sous-traitance. En effet un seul décret aurait été jusqu'alors publié concernant les marchés publics supérieurs à 4 000 francs. Il semble que dans les autres cas fixés par la loi, aucune précision d'application n'ayant été publiée, les artisans sous-traitants se trouvent sans recours en cas de défaillance des donneurs d'ordres, d'autant plus que ces artisans n'étant pas inscrits au registre du commerce ne peuvent bénéficier des procédures de règlement judiciaire ou de suspension provisoire de poursuites.

Cinéma (résultat des mesures fiscales tendant à dissuader la production de films pornographiques ou d'incitation à la violence).

43596. — 14 janvier 1978. — M. Cousté rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que le Gouvernement a mis en place un dispositif de mesures fiscales pour dissuader la produc-

tion et l'exploitation de films pornographiques ou d'incitation à la violence (taux majoré de TVA, prélèvement fiscal sur les BIC, taxe additionnelle au prix des places). Pourrait-il faire savoir dans ces conditions depuis l'installation de ces nouvelles mesures, quel a été le montant des sommes ainsi perçues et quelle a été leur utilisation. Pourrait-il notamment préciser si, comme le souhaitaient le Gouvernement et sa majorité parlementaire, ces mesures fiscales ont eu pour effet une réelle dissuasion de la production et de l'exploitation des films pornographiques ou d'incitation à la violence.

Auxiliaires médicaux (réglementation de la profession de podologue et homologation du diplôme de technicien supérieur).

43597. — 14 janvier 1978. — Mme Florence d'Harcourt appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que comporte, pour les techniciens supérieurs concernés, l'exercice de la profession de podologue, à défaut d'un texte législatif portant réglementation de cette profession. Ce problème avait pourtant fait l'objet d'une proposition de loi n° 1066 annexée au procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale du 9 avril 1970 et présentée par M. Rabourdin, député. Cette proposition n'avait pu aboutir, car il n'existait pas à l'époque de formation organisée dans ce domaine. Les ministères de l'éducation nationale, de la santé et des anciens combattants ont organisé en 1972 et mis en place à la rentrée de 1974 une formation appropriée de technicien supérieur en podologie, mais les premiers diplômés de juin 1977 n'ont pas actuellement de possibilité légale d'exercice. Elle lui demande dans quelle mesure il est possible, par la voie d'une mesure législative appropriée éventuellement calquée sur le modèle de la proposition citée plus haut et qui interviendrait dès la prochaine session ordinaire, de remédier à une situation qui compromet actuellement l'installation des techniciens supérieurs en podologie nouvellement diplômés.

Emprunts (retards dans la ventilation aux contribuables des titres de l'impôt sécheresse 1976).

43598. — 14 janvier 1978. — M. Mesmin signale à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'il a reçu de nombreuses plaintes de correspondants n'ayant pas reçu, fin 1977, le titre de l'impôt sécheresse 1976. Il semblerait qu'une insuffisance d'ordinateur soit à l'origine de ces retards. Il lui demande quelles mesures vont être prises afin que ces contribuables puissent enfin recevoir ce titre d'emprunt.

Soies-arrêts (réévaluation de la quotité non saisissable).

43599. — 14 janvier 1978. — M. Mesmin expose à M. le ministre du travail que l'article R. 145, livre I du code du travail, qui fixe les tranches de rémunération saisissables par saisie-arrêt sur salaires, a été remis à jour en 1973 et 1975. Lors de la dernière révision de 1975, le niveau de rémunération annuelle au-delà duquel la totalité de celle-ci est saisissable a été porté de 24 000 francs à 36 000 francs. Depuis 1975 le coût de la vie a augmenté de façon très sensible. Si on considère que la quotité non saisissable par saisie-arrêt correspond à un minimum vital, il paraît normal que celle-ci suive au moins la variation du SMIC; or, celui-ci a augmenté d'environ 27 p. 100 entre octobre 1975 et octobre 1977. Il lui demande si le Gouvernement envisage un prochain relèvement du seuil actuel.

Avocats (répression des manquements aux obligations commises par les avocats en audience).

43600. — 14 janvier 1978. — Au cours d'une audience du 10 mars 1977 devant le tribunal de grande instance de Nanterre, un avocat a proféré des propos irrévérencieux à l'égard des juges. Cet avocat a été poursuivi le 5 mai suivant devant le même tribunal, composé des mêmes juges, en application de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971, aux termes duquel : « Toute faute, tout manquement aux obligations que lui impose son serment, commis à l'audience par un avocat peut être réprimé immédiatement par la juridiction saisie, sur les conclusions du ministère public, s'il en existe, et après avoir entendu le bâtonnier ou son représentant. » M. Mesmin demande à M. le ministre de la justice s'il estime que le tribunal pouvait légalement appliquer ces dispositions plusieurs semaines

après les faits. Il pense, quant à lui, regrettable que les magistrats puissent être à la fois juges et parties et considère que des manquements à leurs obligations commis par des avocats à l'égard de magistrats devraient être poursuivis devant une autre juridiction que celle qui en a souffert. Les articles 22, 23 et 24 de cette même loi du 31 décembre 1971 semblent permettre de réprimer de manière satisfaisante les divers manquements commis par les avocats, y compris ceux commis au cours d'une audience. L'article 22 dispose que le conseil de l'ordre siègeant comme conseil de discipline poursuit et réprime les infractions et fautes commises par les avocats inscrits au tableau ou sur la liste du stage et qu'il peut être saisi à cette fin par le procureur général. L'article 23 autorise le conseil de l'ordre, notamment sur réquisitions du procureur général, à suspendre provisoirement un avocat qui fait l'objet de poursuites disciplinaires ou pénales. Quant à l'article 24, il dispose que la décision du conseil de l'ordre peut être déferée à la cour d'appel tant par l'avocat intéressé que par le procureur général. La nécessité d'une solution rapide ne paraît pas justifier une dérogation à l'ensemble de cette procédure. En cas d'urgence, le conseil de l'ordre doit pouvoir être saisi dans les délais les plus brefs et, en attendant la décision de cet organisme, le président du tribunal peut faire usage de son pouvoir général de police de l'audience à l'égard de l'avocat auteur du trouble. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas opportun que l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 soit purement et simplement supprimé ou, à tout le moins, qu'il soit modifié pour éviter que des magistrats puissent être à la fois juges et parties.

*Sécurité sociale (renseignements
donnés par les assujettis dans les feuilles de maladie).*

43601. — 14 janvier 1978. — M. Mesmin demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il ne serait pas possible de simplifier le travail demandé aux assujettis de la sécurité sociale qui doivent, pour chaque feuille de maladie, recopier des renseignements déjà parfaitement connus de la caisse chargée de mandater les remboursements. Cette contrainte est pénible, notamment aux personnes âgées. Il suggère que les mentions portées sur une première déclaration et restant valables souvent plusieurs années ne soient plus obligatoirement remplies par les intéressés, qui se contenteraient d'indiquer leur nom et leur numéro d'immatriculation, ainsi que les renseignements pouvant varier (nom du malade si ce n'est pas l'assuré).

Impôt sur le revenu : conditions de déductibilité de la pension alimentaire versée par un époux divorcé pour l'entretien des enfants mineurs.

43602. — 14 janvier 1978. — M. Mesmin expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, dans sa réponse à une question du 24 novembre 1970 (n° 15117), l'un de ses prédécesseurs avait indiqué que la pension alimentaire versée par un époux divorcé pour l'entretien des enfants mineurs confiés à la garde de son ex-conjoint est déductible du revenu global du débiteur, « dans la mesure où elle est calculée en fonction des besoins de celui qui la reçoit et de la fortune de celui qui la doit ; sous réserve qu'elle remplisse effectivement ces conditions, la pension alimentaire revalorisée... peut donc être admise en déduction du revenu global de l'intéressé » (J. O. du 6 mars 1971). Il lui indique que la règle ainsi posée ne paraît pas correctement appliquée par les services fiscaux. En effet, M. A. verse à son ex-épouse une pension alimentaire exclusivement destinée à l'entretien de leur enfant commun. Cette pension avait été fixée par le tribunal au moment du divorce à 500 F mensuels. Depuis lors, à la demande de son ex-épouse, M. A. lui a versé, au cours des années 1973 à 1976, des sommes plus élevées (1 200 francs mensuels en 1976), pour tenir compte à la fois de l'augmentation des prix, des frais plus élevés d'éducation d'un enfant plus âgé et de l'amélioration de sa situation personnelle. Il a déduit ces sommes de ses déclarations, son ex-épouse les portant, de son côté, en recettes dans les siennes. Néanmoins l'inspecteur des impôts a rejeté les déductions pour la partie supérieure aux 500 francs mensuels fixés à l'origine par le juge et a opéré des redressements en conséquence, malgré les réclamations de l'intéressé. Compte tenu du fait que la position de l'administration fiscale aboutit à une double imposition et qu'il n'est pas contestable que la pension versée correspond bien aux besoins de celui qui la reçoit et à la fortune de celui qui la doit, il demande s'il n'est pas opportun que les instructions données aux services soient renouvelées dans le sens de la réponse citée plus haut.

Testaments (assujettissement ou même taux des testaments-partage et du testament par lequel un père de famille a réparti ses biens entre ses enfants).

43603. — 14 janvier 1978. — M. Jouffroy appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le fait que les testaments sont, en principe, enregistrés au droit fixe quel que soit le degré de parenté ayant existé entre le testateur et ses héritiers. Cette règle comporte une exception très importante. Si le testament contient des legs de biens déterminés et si les bénéficiaires de ces legs sont des enfants du testateur, ce qui est un cas fréquent et tout à fait normal, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé. Les raisons fournies pour tenter de justifier une telle disparité de traitement sont artificielles et tendancieuses. Malgré de multiples réclamations, les enfants légitimes continuent à être lourdement pénalisés sans motif valable. On ne peut pas se résigner à voir cette situation déplorable durer indéfiniment. Il lui demande si pour y remédier, il accepte de déclarer que le fait d'assujettir un testament par lequel un père ou une mère de famille a distribué ses biens à ses enfants à un régime fiscal plus rigoureux que celui appliqué à un acte de même nature par lequel une personne sans postérité a réparti sa succession entre ses héritiers est contraire au bon sens et à l'équité.

Règlement judiciaire : aménagement des conditions de détermination du juge-commissaire compétent.

43604. — 14 janvier 1978. — M. Kiffer demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) si suite à sa question écrite n° 43078 publiée au Journal officiel, débats AN, du 17 décembre 1977, page 8929, relative aux règlements judiciaires, on ne pourrait pas s'inspirer de la législation locale Alsace-Lorraine concernant précisément les relations syndic et juge-commissaire. En effet, dans les trois départements d'Alsace-Lorraine, le juge-commissaire est un magistrat professionnel puisque ce sont les tribunaux d'instance qui stituent en matière commerciale. Le magistrat est simplement assisté de juges consulaires. Un tel système n'offre-t-il pas de garanties supplémentaires de par la présence de magistrat professionnels dont l'intégrité ne peut être mise en cause ?

Emprunts (indemnisation des détenteurs de titres russes émis avant la première guerre mondiale).

43605. — 14 janvier 1978. — M. Hamel rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'un million et demi de familles françaises, pour la plupart des petits épargnants, avaient souscrit à des emprunts russes avant la première guerre mondiale pour un montant ayant pu être évalué à 15 milliards de francs-or. Il lui demande : 1° si des négociations sont actuellement en cours avec le Gouvernement soviétique en vue de trouver enfin une juste solution à ce problème en suspens depuis soixante ans ; 2° dans le cas contraire, si le remboursement des emprunts russes sera inherit à l'ordre du jour des questions devant être examinées par les gouvernements russe et français dans le cadre de leurs conversations bilatérales en 1978 ; 3° sinon, pourquoi.

Pensions de retraite civiles et militaires : bilan et conséquences du paiement mensuel des pensions.

43606. — 14 janvier 1978. — M. Hamel demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) : 1° quelles mesures il compte prendre pour accélérer la généralisation du paiement mensuel des pensions ; 2° quel était à la fin 1977 le nombre des pensionnés percevant leur retraite mensuellement ; 3° dans quelle proportion ce nombre augmentera en 1978 ; 4° quels seront les prochains départements auxquels sera étendu le système du paiement mensuel des pensions et retraites et selon quels critères ils seront choisis ; 5° quel est le coût pour les finances publiques du passage du paiement trimestriel au paiement mensuel ; 6° à quelle date le système du paiement mensuel aura été généralisé dans la France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

*Taxe d'habitation
(allègements en faveur de certains contribuables).*

43607. — 14 janvier 1978. — M. Maillet rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, par questions écrites n° 35934 (J. O., débats A. N., du 26 février 1977), n° 38060 (J. O., débats A. N.,

du 13 mai 1977) et n° 42184 (J.O., débats A.N., du 15 novembre 1977) il a attiré son attention sur les difficultés que rencontrent un grand nombre de contribuables pour verser les cotisations qui leur sont réclamées au titre de la taxe d'habitation. Les dégrèvements et délais de paiement sans majoration, accordés par les services fiscaux, ne permettent pas de régler la situation de nombreux contribuables qui, à la suite du remplacement de la contribution mobilière par la taxe d'habitation, se voient contraints de verser des sommes relativement élevées. En outre, cet impôt est exigible en une seule fois à une période de l'année où les échéances sont déjà très lourdes pour les familles. Il lui demande quels allègements il lui semble possible d'envisager en matière de taxe d'habitation afin de tenir compte des difficultés particulières que rencontrent certaines catégories de contribuables, notamment les personnes âgées et les contribuables chargés de famille pour s'acquitter de cet impôt dans les délais prévus.

Ouvriers des pures et ateliers (amélioration de leur classification).

43605. — 14 janvier 1978. — **M. Barberot**, se référant à la réponse donnée par **M. le Premier ministre (Economie et finances)** à la question écrite n° 38146 (J.O., débats AN du 13 août 1977) lui fait observer que cette réponse ne comporte aucune indication en ce qui concerne le projet d'arrêté modifiant les classifications des ouvriers des pures et ateliers de l'équipement, qui a été soumis à sa signature par **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** le 6 mai 1976, à la suite de l'avenant à la convention collective de l'industrie privée du bâtiment et des travaux publics, intervenu le 30 novembre 1972. Il lui demande pour quelles raisons les propositions qui lui ont été soumises par **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** n'ont pas encore reçu une suite favorable et s'il n'a pas l'intention de donner son accord à ces propositions dans les meilleurs délais.

Tabac (mention de la composition des cigarettes sur les unités de conditionnement).

43609. — 14 janvier 1978. — **M. Brochard** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'en vertu de l'article 9 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme, dans un délai de deux ans, chaque unité de conditionnement des cigarettes doit comporter la mention de la composition intégrale sauf, lorsqu'il y a lieu, en ce qui concerne les filtres, ainsi que l'indication de certaines substances dégagées par la combustion du tabac. En outre, la teneur moyenne en nicotine ainsi que les quantités moyennes de goudrons et d'autres substances susceptibles d'être dégagées par la combustion doivent être mentionnées, pour chacune de ces unités, dans leurs conditions courantes d'usage. Un arrêté du ministre de la santé doit fixer la liste des substances devant être mentionnées, ainsi que les conditions dans lesquelles la présence de ces substances et composants est déterminée. Il lui demande si elle peut donner l'assurance que toutes mesures utiles sont prises afin que les dispositions de cet article soient effectivement mises en vigueur dans les délais prévus.

Impôt sur le revenu (qualité de revenus salariaux pour les sommes perçues par les médecins qui participent aux commissions médicales du permis de conduire).

43611. — 14 janvier 1978. — **M. Donnez** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que, d'après une instruction de la direction générale des impôts, en date du 12 juillet 1977, les sommes perçues par les médecins qui participent aux commissions médicales chargées d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs doivent être considérées comme honoraires et imposées au titre des bénéfices non commerciaux, et non au titre des salaires. Cette instruction est en contradiction avec les termes d'une réponse du ministre des finances à une question écrite de **M. Dussault** (J.O., débats AN du 17 janvier 1970, n° 8111) selon laquelle les conditions d'exercice des médecins des commissions médicales du permis de conduire font apparaître l'existence d'un lien de subordination étant donné que : 1° l'examen des candidats doit être effectué dans le local désigné par l'autorité préfectorale, en dehors du cabinet médical du praticien ; 2° l'examen du candidat au lieu désigné se fait au jour et à l'heure fixés par l'autorité préfectorale ; 3° l'examen des candidats donne lieu à la délivrance d'un certificat ; 4° la rémunération du praticien pour chaque examen est fixée par le tarif des honoraires déterminé par

l'autorité préfectorale. Il en résulte que les médecins des commissions médicales du permis de conduire étaient exonérés de la patente (aujourd'hui, de la taxe professionnelle) et imposés au titre des traitements et salaires. La nouvelle doctrine de l'administration fiscale, qui résulte de l'instruction du 12 juillet 1977, entraîne, pour les médecins en cause, une double conséquence : d'une part une imposition à la taxe professionnelle ; d'autre part, la perte de l'abattement de 20 p. 100 applicable aux salaires et traitements. En ce qui concerne le passé, il est à craindre que certains inspecteurs ne prétendent imposer des redressements aux médecins qui ont déclaré ces rémunérations comme salaires et qui ont été imposés comme tels, et cela malgré les dispositions de l'article 1649 quinquies E du code général des impôts d'après lesquelles lorsque l'administration modifie l'interprétation qu'elle a précédemment donnée des textes fiscaux, la modification ne peut avoir d'effet que pour l'avenir. En ce qui concerne cet avenir, les prétentions de l'administration semblent des plus critiquables puisque les différents critères permettant de dégager l'existence d'un lien de subordination entre employeur et employé, lorsque ce dernier est un médecin, tels qu'ils ont été précisés par la jurisprudence du Conseil d'Etat (et, notamment, par un arrêt en date du 8 mai 1967) sont, en la circonstance, vérifiés. Ces critères sont les suivants : la nécessité de respecter certaines obligations de service, strictement définies ; l'obligation de respecter un horaire fixé, même si ce dernier a été établi par accord entre les parties ; l'obligation de justifier des absences ou congés ; le fait de ne pas avoir le libre choix des patients et d'être obligé d'examiner ces derniers lorsqu'ils leur sont présentés ; le fait de ne pouvoir s'entendre avec les patients sur le montant des honoraires dus et de devoir s'en tenir à un tarif fixé par l'employeur ; le fait d'exercer dans des locaux appartenant à l'employeur. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'estime pas équitable que soit révisée l'instruction du 12 juillet 1977 et que les sommes perçues par les médecins qui participent aux commissions médicales du permis de conduire continuent à être considérées comme des salaires.

Pêche (désignation par les associations de pêche agréées des délégués au conseil d'administration de la fédération départementale).

43612. — 14 janvier 1978. — **M. Fouqueteau** expose à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** qu'en vertu de l'article 4 du décret du 11 avril 1958, chacune des associations de pêche agréées procède à l'élection du conseil d'administration de la fédération départementale par l'intermédiaire de délégués désignés dans les conditions suivantes : les associations de 250 membres ou de moins de 250 membres ont droit à un délégué ; le président ou son représentant ; celles de plus de 250 membres mais de moins de 1 000 membres ont droit à deux délégués : le président ou son représentant et un autre délégué, celles ayant au moins 1 000 membres ont droit, outre les deux délégués, à autant de délégués supplémentaires qu'elles comptent, au total, de milliers de membres, aucune association ne pouvant, toutefois, compter plus de dix délégués. Il résulte de ces dispositions que des associations de moins de 250 membres peuvent avoir autant de délégués que celles ayant plus de 8 000 cotisants. Il suffit que ces petites associations s'entendent avant le vote pour évincer du conseil d'administration de la fédération départementale des représentants d'associations importantes. Afin d'éviter que des représentants d'associations importantes se trouvent privés de tout siège au conseil fédéral et qu'inversement, d'ailleurs, les représentants des petites associations se trouvent évincés par une entente entre quelques grosses associations, il serait possible, semble-t-il, d'envisager une modification de l'article 4 du décret du 11 avril 1958 tendant à prévoir un délégué par association qui voterait en représentation du nombre de ses adhérents ayant payé la taxe piscicole de l'année précédente. Il lui demande de bien vouloir faire connaître ses intentions à l'égard de la modification ainsi proposée.

Préretraite (bénéfice de la préretraite pour les salariés ayant versé des cotisations à la caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole pendant une période inférieure à cent quatre-vingts mois).

43613. — 14 janvier 1978. — **M. Barberot** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de certaines catégories de salariés des organismes agricoles en ce qui concerne le bénéfice du régime de préretraite institué par l'accord du 13 juin 1977 en faveur des salariés âgés d'au moins soixante ans, qui peuvent bénéficier de la garantie de ressources, telle qu'elle a été définie précédemment par l'accord du 27 mars 1972 pour les travailleurs privés d'emploi. En vertu de la convention collective nationale des coopératives agricoles et STCA, l'âge normal de la retraite est fixé

à soixante-cinq ans pour les salariés ne totalisant pas cent quatre-vingts mois de cotisations à la caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole (CCPMA). Par conséquent, ces salariés ne sont pas en mesure de bénéficier, avant soixante-cinq ans, d'une pension de vieillesse au taux applicable à soixante-cinq ans. Cependant, pour l'application de l'accord du 13 juin 1977, tous les salariés relevant du régime de la CCPMA sont considérés comme pouvant bénéficier de la retraite normale à soixante ans et sont ainsi exclus du bénéfice de l'accord du 13 juin 1977. Cette situation est d'autant plus anormale que, pour d'autres catégories de salariés — telles que le personnel masculin des études de notaire — le bénéfice de l'accord du 13 juin 1977 peut leur être accordé si, en raison de l'insuffisance du nombre d'années de cotisations, ils ne peuvent bénéficier d'une retraite normale à soixante ans. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre toutes dispositions utiles afin que les salariés qui ont versé des cotisations à la CCPMA pendant une période inférieure à cent quatre-vingts mois puissent demander le bénéfice de la garantie de ressources prévue par l'accord du 13 juin 1977.

Alsace-Lorraine (création d'une indemnisation spéciale pour les anciens expulsés et réfugiés détenteurs du titre de « patriote réfractaire à l'annexion de fait ».

43614. — 14 janvier 1978. — Mne Fritsch attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation défavorisée qui est faite aux anciens expulsés et réfugiés assimilés des trois départements de l'Est, détenteurs du titre de « patriote réfractaire à l'annexion de fait ». Ceux-ci, victimes de la persécution des nazis, spoliés et sinistrés, dont beaucoup sont à présent très âgés se sentent sacrifiés puisqu'ils n'ont pas eu part à une première répartition des crédits versés par l'Allemagne pour l'indemnisation des victimes du nazisme. Elle lui demande s'il ne serait pas possible que le Gouvernement prévoit, en faveur de cette catégorie de victimes du nazisme, une indemnisation spéciale et un règlement accéléré du problème par le versement d'une avance sur les indemnités qui pourront être versées ultérieurement par l'Allemagne.

Impôt sur le revenu (non-déductibilité par un nu-propriétaire d'un bâtiment d'habitation à usage locatif des frais de branchement au collecteur de la ville).

43615. — 14 janvier 1978. — M. Baudis expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas d'un nu-propriétaire d'un bâtiment d'habitation à usage locatif, qui avait consigné sur sa déclaration des revenus 1976, au titre des charges à déduire, le montant des factures relatives au branchement au collecteur de la ville (tout-à-l'égout). Il lui souligne que l'inspecteur des contributions a rejeté catégoriquement cette déduction, prétextant que ces travaux n'entraient pas dans le cadre des grosses réparations mais dans celui des dépenses d'améliorations exclusivement déductibles par l'usufruitier et lui demande de bien vouloir lui préciser quelle est la position de son administration à ce sujet.

Pollution (statistiques sur les amendes infligées aux navires pétroliers ayant commis des infractions en matière de dégazage).

43617. — 14 janvier 1978. — Enquérant le problème de pollution marine, problème qui inquiète à juste titre beaucoup les populations, M. Maujôan du Gasset demande à M. le ministre de la culture et de l'environnement combien d'amendes ont été infligées aux navires pétroliers ayant commis des infractions en ce domaine en matière de dégazage.

Emploi (extension au secteur public des stages de formation pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi).

43618. — 14 janvier 1978. — M. Maujôan du Gasset expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) que la loi du 5 juillet 1977 prévoit des dispositions en faveur des jeunes en quête de leur premier emploi, notamment un stage de six à huit mois sous forme de contrat formation (ce stage étant rémunéré à raison de 90 p. 100 du SMIC, sur la base de quarante heures par semaine, ce salaire étant payé par l'Etat par l'intermédiaire de l'ANPE). Or cette disposition ne s'applique qu'au secteur privé, et non au secteur public, ni aux

services publics. Ceci est regrettable pour deux raisons : 1° si on permettait aux établissements publics d'avoir des stagiaires, le nombre des possibilités de stages serait considérablement augmenté ; 2° l'argent versé par l'Etat servirait aux services de l'Etat, or nombre d'administrations manquent de personnel pour rattraper un retard accumulé depuis des années (qu'il s'agisse de la DDE, de la DDA, du service du cadastre, etc.). Ce serait donc un bon moyen pour utiliser judicieusement les deniers publics ; 3° beaucoup de jeunes sortant d'écoles ou IUT sont en quête d'un premier emploi. Ces jeunes se destinent : a) soit au public et, dans ce cas, le stage leur sera bénéfique en attendant de réussir aux concours d'accès ; b) soit au privé, dans ce cas un stage dans les services publics leur permettrait d'en connaître le fonctionnement et faciliterait ultérieurement les rapports entre les entreprises privées où ils travailleraient et les services publics, dont ils connaîtraient ainsi le fonctionnement. Il lui demande donc de bien vouloir prendre en considération sa suggestion.

Retraites complémentaires (validation au titre de l'IRCANTEC des services des anciens maires et adjoints).

43620. — 14 janvier 1978. — M. Renard attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des anciens élus municipaux qui ont cessé leurs fonctions avant le 1^{er} janvier 1973, date d'application de la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972 portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire de l'IRCANTEC et dont la validation des services auprès de ce régime n'a pas encore été autorisée. En effet, chaque régime de retraite complémentaire du secteur privé prend en charge sans difficulté les services accomplis par les anciens salariés qui n'étaient plus en activité à la date d'entrée en vigueur dudit régime et auquel ils peuvent être rattachés. Le régime de retraite complémentaire de l'IRCANTEC lui-même admet à validation les périodes de travail, même très lointaines, des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ayant cessé leurs fonctions antérieurement à l'institution du régime. C'est pourquoi, en vertu de ce principe d'ordre général, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires afin que les anciens maires et adjoints puissent valider leurs services auprès de l'IRCANTEC et obtiennent enfin la retraite complémentaire à laquelle ils prétendent à juste titre.

Permis de conduire

(formation élémentaire de secourisme pour les futurs conducteurs).

43621. — 14 janvier 1978. — M. Gouhier attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Logement) sur la rapidité avec laquelle il conviendrait de mettre en place une formation élémentaire de secourisme dans les épreuves du permis de conduire. Il lui rappelle qu'au cours d'une réunion qui eut lieu en novembre 1974, le comité interministériel de la sécurité routière décida d'appliquer une telle mesure à partir du 1^{er} janvier 1976. Hélas, cette importante décision n'a jamais été appliquée. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible de mettre en place, dans les plus brefs délais et à titre facultatif, un dispositif d'enseignement assuré par les organismes de secourisme agréés et les associations qui leur sont affiliées et permettant aux candidats au permis de conduire d'apprendre quelques « gestes qui sauvent ».

Libertés individuelles (questionnaire adressé par les autorités de la République fédérale d'Allemagne à des chercheurs du CEA).

43622. — 14 janvier 1978. — M. Odru exprime à M. le ministre des affaires étrangères son indignation devant la nouvelle ingérence du gouvernement de RFA dans les affaires de notre pays. En effet, cinq chercheurs français du centre d'études atomiques qui, pour leurs travaux, se rendent fréquemment en République fédérale d'Allemagne, viennent de recevoir un questionnaire des autorités de ce pays dont l'objet est clair : connaître leurs opinions politiques. Entre autres demandes, des questions sont posées sur : « la résidence ou le lieu de séjour dans un pays communiste depuis le 8 mai 1945, les parents proches vivant dans un pays communiste, l'appartenance actuelle ou passée à des partis ou organisations communistes ». Nul ne peut sérieusement soutenir que de tels renseignements ont un quelconque rapport avec les recherches civiles auxquelles se livrent ces scientifiques. En fait, il s'agit là d'une nouvelle atteinte à la liberté de pensée, d'une tentative d'extension à la France de la « classe aux sorcières » déjà pratiquée en RFA. On savait les fonctionnaires de la CEE

soumis à une surveillance politique. Aujourd'hui, c'est le tour des chercheurs. Les démocrates peuvent, à juste titre, être inquiets de cette situation et des développements qu'elle risque d'engendrer d'autant que l'idée d'un « espace judiciaire commun » ne peut qu'encourager ce genre de pratiques. Il lui demande en conséquence si le gouvernement est enfin décidé à protester vigoureusement auprès de son homologue de RFA contre de telles ingérences et afin que cessent immédiatement ces inadmissibles atteintes aux libertés.

Elevage (conséquences pour les producteurs de la décision de réduire de 5 p. 100 le prix du poulet « sortie abattoir »).

43623. — 14 janvier 1978. — M. Jourdan appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation souvent désespérée des aviculteurs du Gard, du fait de la répercussion sur les producteurs de la décision gouvernementale de réduire de 5 p. 100 le prix du poulet « sortie abattoir ». Cette mesure prise sous prétexte de réduire la hausse des prix s'applique à un des produits alimentaires le meilleur marché. En effet : 1° depuis 1964, c'est-à-dire depuis treize ans, le prix des poulets a baissé de 40 p. 100 en francs constants malgré une amélioration qualitative indéniable ; 2° en 1972, une heure de travail de l'ouvrier permettait d'acheter 745 grammes de poulet, en 1977 cette heure de travail permet d'acheter 1 430 grammes de ce même poulet ; 3° la situation financière des entreprises d'abattage de volailles ainsi que celles de toute la filière avicole (accoueurs, éleveurs, fabricants d'aliments) est extrêmement précaire, car elles n'ont pu, au cours du premier semestre 1977, répercuter dans leurs prix de vente, les incidences des différentes hausses et, spécialement, celles du soja. Il lui demande donc de revenir au plus tôt sur cette mesure.

Pensions de retraite civiles et militaires (conditions de cumul avec un emploi de titulaire de l'Etat ou d'une collectivité locale).

43624. — 14 janvier 1978. — M. Barel appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur le problème que pose le cumul d'une pension de retraite avec un emploi de titulaire de l'Etat ou d'une collectivité locale. L'article 29 du décret n° 65-836 du 24 septembre 1965 pense en effet que les ex-ouvriers d'Etat à nouveau titularisés dans un emploi d'Etat ou d'une collectivité locale acquièrent à ce titre des droits à une pension unique rémunérant la totalité de leur carrière, la pension de retraite dont ils bénéficiaient jusqu'alors étant annulée. Il vient d'avoir à connaître le cas d'une personne qui, titularisée dans un emploi à un hôpital de Cannes, a dû y renoncer pour pouvoir continuer à percevoir sa pension de retraite. Le montant de sa pension étant modeste, il lui est indispensable d'exercer par ailleurs un travail salarié. Cette personne ayant été titulaire pendant trente et un ans, il apparaît injuste qu'elle doive n'avoir qu'un poste d'auxiliaire, avec les diminutions de traitement que cette situation entraîne. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les personnes tributaires du fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, qui ont une pension modeste, puissent normalement être titularisées dans un emploi de l'Etat ou d'une collectivité locale sans perdre le bénéfice de leur pension.

Emploi (situation difficile dans le canton de Senones [Vosges]).

43625. — 14 janvier 1978. — M. Gilbert Schwartz attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la situation difficile que connaît le canton de Senones, dans les Vosges. L'évolution au cours de ces dernières années a été marquée par une dégradation constante de l'emploi, industriel comme artisanal, par un manque d'emplois qualifiés et une diversification trop faible des activités. L'industrie textile y est dominante. Une firme appartenant au groupe Boussac y emploie à elle seule près de 1 000 personnes mais connaît une situation précaire. Une entreprise de bois et de préfabriqué occupant 100 ouvriers est fermée depuis un an. D'autres petites unités de production connaissent de sérieuses difficultés. 300 chômeurs sont actuellement officiellement recensés. En conséquence, il lui demande, quelles mesures il compte prendre pour relancer l'économie dans cette vallée vosgienne.

Transports en commun (extension de la zone de validité de la carte « Orange » jusqu'à Dourdan [Essonne]).

43526. — 14 janvier 1978. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation complexe dans laquelle se trouve le département de l'Essonne en matière de carte orange. En effet, ce département regroupant plus de 900 000 habitants fait partie intégrante de la région d'Ile-de-France. C'est pourquoi il faudrait étudier l'extension de la zone de la carte orange jusqu'à Dourdan. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour donner suite à la demande pressante des populations concernées.

Education populaire (subvention d'investissement et de fonctionnement en faveur de l'association culturelle ACTE des Ulis [Essonne]).

43527. — 14 janvier 1978. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur la complexité de la situation de l'association culturelle ACTE (Action culturelle et télé-animation en Essonne) de la ville des Ulis. Celle-ci se montre particulièrement active dans la commune mais son existence se trouve aujourd'hui menacée. Créée il y a quatre ans dans le cadre du district de la ZUP des Ulis, elle s'est toujours caractérisée par une grande qualité de l'animation réalisée par une équipe compétente et a pu toucher, pour la seule année 1976, près de 30 000 personnes. Comme il le sait sans doute la ZUP des Ulis a été en février 1977 transformée en commune à part entière. Celle-ci ne souhaitant pas assurer le relais du district pour la mise en œuvre d'un centre d'animation culturelle pouvant donner un nouvel essor à l'association ACTE, il serait indispensable pour la vie culturelle du département et de la région que le Gouvernement prenne les dispositions nécessaires en matière de crédits. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour que des crédits d'investissements et de fonctionnement, en faveur d'ACTE et des autres associations culturelles nombreuses, soient débloqués ainsi qu'une aide financière notable pour la mise en place définitive du centre d'animation culturelle.

Taxe à la valeur ajoutée (réduction du taux sur les matériaux nécessaires à la construction sociale).

43626. — 14 janvier 1978. — M. Gilbert Foura expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les entreprises du bâtiment connaissent actuellement une période de récession due à des causes multiples, notamment à l'augmentation du prix des matériaux. Pourtant le logement est un besoin primordial et chaque Français souhaite se faire construire une maison d'habitation. Afin de permettre le redémarrage de beaucoup d'entreprises du bâtiment, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager de porter au taux minimum la TVA qui frappe les produits nécessaires à la construction sociale.

Assurance maladie (montant des remboursements effectués en 1976 dans le domaine des soins ambulatoires).

43629. — 14 janvier 1978. — M. Houteer appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie dans le domaine des soins ambulatoires. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer le montant des remboursements effectués en 1976 par l'ensemble des régions correspondant aux lettres clés suivantes : C, CS, V, VS, D, SF, AMM, AMI, AMO, AMY, CNPSY, VNPSY. Il aimerait également que lui soit précisé le taux moyen de remboursement des soins médicaux par rapport aux frais engagés par les assurés sociaux.

Impôt sur le revenu (déductibilité des intérêts d'emprunts immobiliers contractés par un fonctionnaire bénéficiant d'un logement de fonction).

43630. — 14 janvier 1978. — M. André Laurent attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'injustice qui règne en matière d'imposition des fonctionnaires logés. Actuellement, la direction générale des impôts estime qu'un logement de fonction constitue l'habitation principale des contribuables. Elle

admet, toutefois, à la condition que l'habitation acquise par le fonctionnaire soit occupée huit mois par an par un parent de celui-ci, qu'il est possible de lui accorder les prêts conventionnés à faible taux d'intérêts et lui permettre de devenir propriétaire. Il constate qu'il n'est pas possible de déduire des revenus du fonctionnaire les intérêts des emprunts contractés pour l'achat ou la construction d'une habitation destinée à abriter ce fonctionnaire dès la cessation de ses fonctions. Il faut que celle-ci soit habituellement et effectivement occupée par le contribuable, sauf quand il est en mesure de l'occuper dans les trois ans. Ainsi le fonctionnaire logé, qui ne peut prendre sa retraite avant soixante ans, doit attendre cinquante-sept ans pour bénéficier des avantages fiscaux accordés aux autres fonctionnaires et travailleurs non logés. Il lui demande quelles mesures d'équité il compte prendre en vue de satisfaire les légitimes revendications des fonctionnaires logés.

Durée du travail (majoration de la rémunération et bénéfice d'une récupération en temps pour les agents d'un établissement hospitalier privé travaillant plus de quarante heures par semaine).

43631. — 14 janvier 1978. — M. Capdeville rappelle à M. le ministre du travail que la loi du 25 février 1946 prévoit que tous les travailleurs des industries et des professions assujetties à la réglementation de la durée du travail bénéficient d'avantages particuliers lorsqu'ils effectuent des travaux au service du même employeur, qui dépassent quarante heures par semaine. Les heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée normale du travail sont payées de la façon suivante : 25 p. 100 de la 81^e à la 96^e heure pour deux semaines consécutives ; 50 p. 100 au-delà de la 96^e heure pour deux semaines consécutives. Il lui demande si dans un établissement hospitalier privé dans lequel certains agents doivent effectuer cinquante-neuf heures trente au cours de la même semaine, ces agents ne pourraient percevoir une rémunération majorée et bénéficier d'une récupération en temps pour la durée majorée effectuée au-delà de la durée légale.

Mines et carrières (bénéfice de l'aide de la CECA afin d'assurer la relance du bassin de Carmaux-Albi [Tarn]).

43632. — 14 janvier 1978. — M. André Billoux rappelle à M. le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat la situation préoccupante des mines de charbon et du bassin de Carmaux en particulier. Il attire son attention sur les possibilités offertes par la CECA en vertu de l'article 56 du traité, paragraphes 1 et 2, qui prévoit que les houillères peuvent déposer une demande de participation à « la création d'activités nouvelles économiquement saines et susceptibles d'assurer le réemploi de la main-d'œuvre rendue disponible » et au « financement de la réduction professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi ». En ce qui concerne le bassin minier de Carmaux, les conditions étant remplies, il lui demande si le Gouvernement français envisage de solliciter cette aide de la CECA afin d'assurer la relance du bassin de Carmaux-Albi.

Assurance maladie (aménagement des conditions de bénéfice des prestations de l'assurance maladie pour les étudiants de vingt ans n'ayant pas droit à l'assurance « étudiants »).

43633. — 14 janvier 1978. — M. Franceschi appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les dispositions de la circulaire C 76 du 8 septembre 1977 qui a défini les conditions d'application de l'article 3 de la loi n° 77-704 du 5 juillet 1977 accordant une prolongation du droit aux prestations des assurances maladie et maternité aux jeunes gens qui cessent leurs études ou atteignent l'âge de vingt ans en cours d'année scolaire. Il lui signale, en effet, qu'il a été précisé à cette occasion que, dans un souci de simplification, il convenait de considérer que les jeunes gens atteignant l'âge de vingt ans au cours d'une année scolaire conservaient leur droit aux prestations en nature « maladie » et « maternité » jusqu'au 30 septembre de ladite année scolaire, puis durant les douze mois qui suivent. Or, il a été précisé, par la suite, que cette mesure ne visait en réalité que les personnes qui cessaient leurs études à l'échéance de l'année scolaire où l'âge de vingt ans était atteint et que, par contre, la période de droits gratuits devait être limitée à la fin (30 septembre) de ladite année scolaire pour ceux qui continuaient leurs études. Ces derniers n'ont donc, si l'établissement qu'ils fréquentent ne leur ouvre pas droit au bénéfice de l'assurance « étu-

dians », que la ressource de solliciter leur affiliation à l'assurance volontaire. Les intéressés étant, généralement, issus de familles modestes, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette situation.

Droits de l'homme (propositions de la France à la commission de l'ONU pour une meilleure protection des droits de l'homme en Uruguay).

43634. — 14 janvier 1978. — M. Jean-Pierre Cot rappelle à M. le ministre des affaires étrangères sa réponse à la question n° 39630 du 20 juillet 1977 concernant la dégradation des droits de l'homme en Uruguay : « Fidèle à la tradition de la France, il (le Gouvernement) s'efforce, aussi bien dans les enceintes internationales que dans ses relations bilatérales, de lutter pour que soient mieux sauvegardés les droits de la personne humaine. » La commission des droits de l'homme des Nations Unies doit, le 10 février prochain, traiter des violations des droits de l'homme dans la République orientale de l'Uruguay. Il lui demande en conséquence quelles mesures concrètes la France compte proposer à la commission afin que « les droits de la personne humaine soient mieux sauvegardés » dans la République orientale de l'Uruguay.

Droits de l'homme (proposition aux Nations Unies par la France de la constitution d'une commission d'enquête).

43635. — 14 janvier 1978. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les violations persistantes des droits de l'homme au Paraguay. Il lui demande si, à l'occasion de la réunion de la commission des droits de l'homme des Nations Unies le 10 février à Genève, il ne lui paraît pas opportun que la France propose la constitution d'une commission d'enquête sur cette préoccupante question.

Energie nucléaire (stage d'ingénieurs sud-africains à Villefontaine [Isère]).

43637. — 14 janvier 1978. — M. Mermeas porte à la connaissance de M. le ministre des affaires étrangères que la décision des pouvoirs publics de laisser s'installer à Villefontaine, dans le département de l'Isère, une quarantaine d'ingénieurs sud-africains chargés de s'initier aux techniques de la construction et du fonctionnement des centrales nucléaires provoque une très légitime émotion dans la population et que celle-ci entend s'opposer avec la dernière énergie au soutien qui est ainsi apporté à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Il lui demande de bien vouloir revenir sur une décision aussi fâcheuse, qui sera très nuisible aux relations de la France avec les jeunes Etats de l'Afrique noire et contribuera, à terme, à la dissémination de l'arme nucléaire.

FEOGA (application aux DOM de l'article 40 du traité de Rome).

43638. — 14 janvier 1978. — M. Jalton demande à M. le ministre des affaires étrangères pourquoi, malgré les dispositions de l'article 227 du traité de Rome, l'article 40 concernant le FEOGA n'est pas applicable aux DOM et pourquoi les représentants élus des DOM n'ont-ils pas le droit, devant la carence du Gouvernement, de saisir pour interprétation de ces règles discordantes, la cour de justice des communautés européennes.

FEOGA (application aux DOM de l'article 40 du traité de Rome).

43639. — 14 janvier 1978. — M. Jalton demande à M. le ministre de l'agriculture pourquoi, malgré les dispositions de l'article 227 du traité de Rome, l'article 40 concernant le FEOGA n'est pas applicable aux DOM et pourquoi les représentants élus des DOM n'ont-ils pas le droit, devant la carence du Gouvernement, de saisir pour interprétation de ces règles discordantes, la cour de justice des communautés européennes.

FEOGA

(application aux DOM de l'article 40 du traité de Rome).

43640. — 14 janvier 1978. — M. Jalton demande à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) pourquoi, malgré les dispositions de l'article 227 du traité de Rome, l'article 40 concernant le FEOGA n'est pas applicable aux DOM, et pourquoi les représentants élus des DOM n'ont-ils pas le droit,

devant la carence du Gouvernement, de saisir pour interprétation de ces règles discordantes, la Cour de justice des communautés européennes.

*Départements et territoires d'outre-mer
(situation juridique au regard du traité de Rome).*

43641. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre des affaires étrangères que les DOM, en vertu du traité de Rome, sont en même temps des pays intégrés et des pays associés. Ils supportent les charges des intégrés et des associés, mais ne bénéficient ni des avantages accordés aux pays intégrés (FEOGA) ni de ceux accordés aux ACP par les accords de Rome. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réparer cette injustice dont sont victimes les DOM.

DOM (situation juridique au regard du traité de Rome).

43642. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre de l'agriculture que les DOM, en vertu du traité de Rome, sont en même temps des pays intégrés et des pays associés. Ils supportent les charges des intégrés et des associés, mais ne bénéficient ni des avantages accordés aux pays intégrés (FEOGA), ni de ceux accordés aux ACP par les accords de Lomé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réparer cette injustice dont sont victimes les DOM.

DOM (situation juridique au regard du traité de Rome).

43643. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que les DOM, en vertu du traité de Rome, sont en même temps des pays intégrés et des pays associés. Ils supportent les charges des intégrés et des associés, mais ne bénéficient ni des avantages accordés aux pays intégrés (FEOGA) ni de ceux accordés aux ACP par les accords de Lomé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réparer cette injustice dont sont victimes les DOM.

Sucre (application aux DOM des avantages du protocole sucrier de la convention de Lomé).

43645. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre de l'agriculture que la production sucrière du DOM n'a cessé de diminuer depuis quelques années et cela malgré son intégration dans l'organisation du marché de la CEE. En réalité l'étude des conditions dans lesquelles s'est réalisée l'intégration de la production sucrière des DOM dans la CEE met en évidence l'inadaptation de la réglementation communautaire à leur situation. Faisant partie de la catégorie des régions sous-développées, les DOM sont lésés par l'application d'une réglementation économique conçue pour des pays industrialisés. Face à une telle situation, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier les DOM des avantages du protocole sucrier de la convention de Lomé qui permettent d'acheter le sucre des ACP à un prix de 50 p. 100 plus élevé que les prix communautaires.

Sucre (application aux DOM des avantages du protocole sucrier de la convention de Lomé).

43646. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que la production sucrière des DOM n'a cessé de diminuer depuis quelques années et cela malgré leur intégration dans l'organisation du marché de la CEE. En réalité, l'étude des conditions dans lesquelles s'est réalisée l'intégration de la production sucrière des DOM dans la CEE met en évidence l'inadaptation de la réglementation communautaire à leur situation. Faisant partie de la catégorie des régions sous-développées, les DOM sont lésés par l'application d'une réglementation économique conçue pour des pays industrialisés. Face à une telle situation, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier les DOM des avantages du protocole sucrier de la convention de Lomé qui permettent d'acheter le sucre des ACP à un prix 50 p. 100 plus élevé que les prix communautaires.

Marché commun (respect des engagements européens à l'égard des DOM).

43648. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre de l'agriculture : 1° pendant ces quinze dernières années, la France n'a pris pour les DOM ni les mesures qu'elle est tenue de prendre en application des articles 5, 7 et 40 - P3 du traité de Rome ni celles qu'elle peut prendre en application de l'article 52 ; 2° les DOM ont dû supporter toutes les charges de la réglementation communautaire (tarif douanier, prélèvement agricole...) sans pouvoir bénéficier des avantages de cette réglementation ; 3° actuellement tous les fonds européens sont applicables aux DOM, mais, en réalité, en faisant le bilan de cette application, on constate qu'elle n'est qu'une fiction. Il lui demande pourquoi la France et l'Europe, au mépris de la parole donnée et du traité signé, ne remplissent pas leur engagement vis-à-vis des peuples des DOM.

*Marché commun
(respect des engagements européens à l'égard des DOM).*

43649. — 14 janvier 1978. — M. Jalton signale à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que : 1° pendant ces quinze dernières années, la France n'a pris pour les DOM ni les mesures qu'elle est tenue de prendre en application des articles 5, 7 et 40 - P3 du traité de Rome, ni celles qu'elle peut prendre en application de l'article 92 ; 2° les DOM ont dû supporter toutes les charges de la réglementation communautaire (tarif douanier, prélèvement agricole...) sans pouvoir bénéficier des avantages de cette réglementation ; 3° actuellement tous les fonds européens sont applicables aux DOM mais, en réalité, en faisant le bilan de cette application, on constate qu'elle n'est qu'une fiction. Il lui demande pourquoi la France et l'Europe, au mépris de la parole donnée et du traité signé, ne remplissent pas leur engagement vis-à-vis des peuples des DOM.

FEOGA (extension de la section de garantie au rhum et à la banane de Guadeloupe).

43651. — 14 janvier 1978. — M. Jalton rappelle à M. le ministre de l'agriculture que seuls le sucre, le tabac et l'ananas bénéficient de la section de garantie du FEOGA. Il lui demande si la CEE compte étendre sa garantie au rhum et à la banane de Guadeloupe.

FEOGA (extension de la section de garantie au rhum et à la banane de Guadeloupe).

43652. — 14 janvier 1978. — M. Jalton rappelle à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que seuls le sucre, le tabac et l'ananas bénéficient de la section de garantie du FEOGA. Il lui demande si la CEE compte étendre sa garantie au rhum et à la banane de la Guadeloupe.

Impôt sur le revenu (bénéfice du droit à abattement de 20 p. 100 sur la totalité des revenus d'un agent d'assurance exerçant une seconde activité).

43653. — 14 janvier 1978. — M. Xavier Hamelin rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'aux termes de la législation actuellement en vigueur les agents généraux d'assurance bénéficient d'un abattement de 20 p. 100 sur les revenus afférents à cette profession et qui constituent des gains intégralement déclarés. Il lui expose à ce propos la situation d'une personne qui exerce, à parts égales avec celle d'agent général d'assurances, l'activité d'expert en transport et marchandises transportées. Cette deuxième activité lui fait perdre le bénéfice de l'abattement sur l'ensemble de ses revenus professionnels, c'est-à-dire également sur la partie de ceux-ci constituée par les commissions perçues au titre de son activité d'agent général d'assurances. Or il y a lieu de considérer que les honoraires afférents à l'emploi d'expert sont, eux aussi, intégralement déclarés par des tiers et que les ingénieurs et hommes de l'art auxquels sont aussi confiés des missions d'expertise ne perdent pas pour autant le bénéfice de la déduction fiscale intervenant sur leurs salaires ou leurs traitements. Il lui demande s'il n'estime pas opportun et équitable que soient revues, dans le cas qu'il vient de lui exposer, les règles aboutissant à la suppression du droit à l'abattement de 20 p. 100 sur la totalité des revenus procurés par l'exercice de ces deux activités.

Impôt sur le revenu (bénéfice de la déduction des primes d'un contrat de retraite passé par un agent général d'assurances exerçant une seconde activité).

43654. — 14 janvier 1978. — M. Xavier Hamelin expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'un contribuable exerçant la profession d'agent général d'assurances peut déduire de ses revenus, pour la détermination de l'élément imposable, les cotisations pour la retraite qu'il doit verser au régime obligatoire d'assurance vieillesse de la profession (CAVAMAC). Ce contribuable exerce parallèlement l'activité d'expert en transport et marchandises transportées, chacun de ces emplois lui procurant des gains sensiblement égaux. S'il n'exerçait que la seule profession d'agent général d'assurances, les commissions perçues seraient le double de leur montant actuel. Les cotisations d'assurance vieillesse seraient augmentées dans les mêmes proportions et viendraient en totalité en déduction des revenus professionnels déclarés. Ne pouvant cotiser pour la retraite sur une partie des gains constituée par les honoraires d'expertise, du fait que nul ne peut être affilié à deux régimes obligatoires, l'intéressé, en vue de bonifier sa retraite le moment venu, a souscrit auprès de compagnies privées des contrats « retraite ». Or l'administration des impôts, qui, précédemment, autorisait la déduction des primes correspondant à ces contrats, ne l'accepte plus et n'admet que la déduction des primes relatives à l'assurance-vie. Il lui demande de lui faire connaître si cette décision est légale et s'il n'estime pas normal que les sommes versées pour la constitution d'une retraite qui ne peut être envisagée par le truchement d'un régime d'assurance obligatoire puissent être déduites des revenus constitués par l'exercice de la deuxième activité en cause.

Assurance invalidité : extension aux personnes devenant invalides après soixante-cinq ans du bénéfice de la majoration de pension d'invalidité pour assistance d'une tierce personne.

43656. — 14 janvier 1978. — M. Labbé rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la majoration de pension d'invalidité pour assistance d'une tierce personne n'est accordée qu'aux invalides qui, avant l'âge de soixante-cinq ans, ont été médicalement reconnus comme étant dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie. Cette discrimination à l'égard des handicapés se trouvant dans une telle situation après l'âge de soixante-cinq ans apparaît particulièrement regrettable, alors que le besoin d'assistance s'avère tout aussi indispensable et que l'aide matérielle se justifie tout aussi pleinement à cet effet. Il lui demande si elle n'envisage pas, dans le cadre de l'action entreprise par le Gouvernement pour une meilleure protection des personnes âgées et, notamment parmi celles-ci, des handicapés, d'étendre le bénéfice de la majoration en cause, aux invalides dont l'état de santé motive le recours à l'assistance d'une tierce personne et dont les infirmités sont apparues alors qu'ils ont dépassé l'âge de soixante-cinq ans.

Commerçants et artisans (mise en place d'une procédure de répression des infractions analogue à celle existant en matière de contrôles fiscaux).

43658. — 14 janvier 1978. — M. Offroy expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les commerçants à l'encontre desquels les services de la concurrence et des prix relèvent des infractions peuvent être traduits directement devant les tribunaux correctionnels s'ils n'acceptent pas la transaction proposée. Cette procédure brutale est d'autant plus mal ressentie des intéressés que ces contrôles mettent en jeu des textes de loi et arrêtés complexes, élaborés souvent rapidement, avec lesquels ils sont peu familiarisés et qu'ils peuvent enfreindre de bonne foi. Aussi lui demande-t-il que soit élaborée d'urgence une procédure plus compréhensive analogue à celle existant en matière de contrôles fiscaux et qui permettrait au commerçant contrôlé par les services de la concurrence et des prix de soumettre, avant toute poursuite judiciaire, le différend qui l'oppose au contrôleur devant une commission de recours composée paritairement de personnes connaissant les problèmes économiques. Une telle mesure semble d'autant plus nécessaire qu'elle éviterait dans de très nombreux cas à des commerçants de bonne foi des poursuites judiciaires qui ont comme conséquence de la discréditer aux yeux de leurs clients en les désignant comme fauteurs d'inflation et de vie chère.

Entreprises (mise en place de moyens financiers et juridiques pour venir en aide aux entreprises).

43659. — 14 janvier 1978. — M. Rabreau attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat sur la nécessité de mettre en place très rapidement les moyens financiers et juridiques destinés à aider le maximum d'entreprises à surmonter la crise avant qu'elles ne soient dans une situation qui ne permette plus de les soutenir. Il lui demande, à ce sujet, où en est la mise en place des comités d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI), qui sont prévus au niveau de chaque département pour apporter leur aide financière et quand viendra en discussion le projet de loi ayant pour objet de prévenir les difficultés des entreprises, qui prévoit notamment, parmi d'autres dispositions, une réforme des professions de syndic et d'administrateur judiciaire, dont le statut actuel en matière de recrutement et de rémunération ne présente pas toutes les garanties souhaitables pour le sauvetage d'une part importante de notre activité économique.

Baux ruraux (modalités d'exonération fiscale sur la première transmission à titre gratuit).

43661. — 14 janvier 1978. — M. Raynel appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur un problème concernant l'application de la loi sur les baux ruraux à long terme. En contrepartie de la sécurité apportée au preneur et de l'indisponibilité du bien pendant de longues années (indisponibilité du bien qui se traduit dans les faits par une diminution sensible de la valeur vénale du bien), le législateur a assorti le bail à long terme de deux exonérations fiscales : exonération de la taxe de publicité foncière et exonération relative aux droits de mutation à titre gratuit. Pour le législateur, la seconde exonération édictée directement en faveur du bailleur est d'une importance capitale, elle constitue la pièce maîtresse du système et sa véritable chance de succès. S'appuyant sur une réponse de 1973 d'un précédent ministre des finances, l'administration refuse d'appliquer la seconde exonération lorsque la mutation à titre gratuit intervient avant la date d'entrée en jouissance. Cette position va à l'encontre de l'esprit de la loi et du but recherché par celle-ci qui voulait une contrepartie à l'indisponibilité du bien. En effet, pour un bien rural grevé d'un bail de dix-huit ans dont la durée ne commencera à courir que dans six mois ou un an, il est encore plus déprécié que si le bail était commencé depuis plusieurs années. La position de l'administration semble illogique car elle admet lors de l'enregistrement du bail à long terme l'exonération de la taxe de publicité foncière et elle refuse ensuite l'application de la seconde exonération fiscale. Si elle refuse la seconde exonération, elle devrait également refuser l'exonération de la taxe de publicité foncière (première exonération) puisque les deux exonérations sont liées comme cela a été expliqué ci-dessus. Cette prise de position empêche la conclusion de certains baux à long terme. Il apparaît donc nécessaire que la position prise sur ce point respecte mieux l'esprit de la loi et donc que l'exonération fiscale sur la première transmission à titre gratuit soit accordée en contrepartie de l'existence d'un bail à long terme et non en fonction de l'entrée en jouissance. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne ce problème.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Sécurité routière (équipement des engins agricoles circulant de nuit de feux tournants de couleur verte).

42016. — 8 novembre 1977. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur le danger que représente la circulation sur les routes normales des engins agricoles de plus en plus nombreux. Si en effet et de jour il est possible de se rendre compte, de loin, de leur gabarit, très souvent important, et de la faible vitesse à laquelle ils se déplacent, il n'en est plus de même de nuit, malgré la présence des feux balisant leurs extrémités. C'est pourquoi il suggère que ces engins soient munis de feux spéciaux du modèle tournant déjà en vigueur pour un certain nombre de véhicules prioritaires (pompiers, police, ambulances, etc.) et que ces feux soient de nature verte afin qu'ils soient aisément repérables par les automobilistes.

Contrats de pays (avenir de ces structures nouvelles).

42036. — 8 novembre 1977. — **M. Maujoûan du Gassel** expose à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** que la circulaire du 11 juillet 1975 a défini la politique d'aide aux pays par la mise en œuvre de « contrats de pays » un certain nombre de « pays » ont été ainsi créés suivant des formes juridiques variées : loi de 1901, syndicat de communes, syndicat mixte, Sivom, district, etc. Ces structures ont fonctionné en utilisant entre autres les crédits mis à leur disposition par l'Etat (Fiat) et par les régions dont ils relèvent. Il lui demande si, à son avis, ces structures nouvelles créées à partir de données locales variées mais profondément réalistes et donc très adaptées aux circonstances locales sont destinées à disparaître ou si, au contraire, il envisage de les utiliser à d'autres « actions ».

Transports maritimes (maintien sous pavillon français).

42044. — 8 novembre 1977. — **M. Darinot** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur le fait que le *Léopard*, seul navire transmanche naviguant sous pavillon français à assurer la liaison Le Havre—Southampton, doit passer sous pavillon anglais le 1^{er} janvier 1978, entraînant le licenciement de 134 marins. A Dunkerque comme à Dieppe, des inquiétudes se font jour sur l'exploitation des navires transmanches sous pavillon français (*Saint-Eloi*, *Capitaine-Le-Goff*). Sur la Manche, pour la liaison France—Grande-Bretagne, face à trente et un navires sous pavillon anglais ou norvégien, il n'y a que quatorze navires sous pavillon français. Il lui demande quelles solutions il propose pour : éviter le transfert du *Léopard* sous pavillon anglais et donc le licenciement de 134 marins ; maintenir la présence du pavillon français sur le trafic transmanche au moins au niveau actuel ; développer la marine marchande à la mesure de la façade maritime de notre pays, de ses ambitions exportatrices vitales pour l'économie nationale, et assurer ainsi une exploitation équilibrée des infrastructures portuaires.

Urbanisme (conditions de rénovation du quartier Vandamme-Plaisance, à Paris [14^e]).

42053. — 9 novembre 1977. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur la situation des habitants et des travailleurs du quartier Vandamme-Plaisance dans le XIV^e arrondissement de Paris. Alors que selon les orientations prises par son prédécesseur (arrêté et circulaire du 3 mars 1977), ce quartier devait bénéficier d'une réhabilitation qui aurait pu assurer le relogement sur place des actuels occupants et malgré les déclarations publiques du maire de Paris, il apparaît que l'on s'achemine vers une opération rénovation « table rase » qui aurait pour conséquence de vider ce quartier de sa population laborieuse, et de chasser les activités existantes. En conséquence, elle lui demande de prendre immédiatement toutes mesures susceptibles de mettre en place un moratoire pour l'ensemble du quartier et pour les terrains de l'ex-radiale, d'assurer l'arrêt immédiat des travaux d'expropriations, expulsions, destructions et détériorations ; l'élaboration d'un plan de réaménagement d'ensemble suivant des principes démocratiques.

Emploi (menace de licenciements dans la région lyonnaise).

42061. — 9 novembre 1977. — **M. Houël** informe **M. le Premier ministre** que la situation de l'emploi se dégrade considérablement dans la région lyonnaise. Etant donné qu'officiellement la candidature de **M. le Premier ministre** a été annoncée dans la quatrième circonscription du Rhône, il lui demande quelles sont les dispositions pratiques et immédiates qu'il entend prendre pour arrêter la vague de licenciements qui se précise dans les usines de la région lyonnaise en particulier. Il lui demande comme à son collègue **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** quelles sont les dispositions que le Gouvernement entend prendre pour empêcher le bradage de l'industrie de la machine-outil et plus particulièrement la fermeture envisagée de l'entreprise Landis Gendron de Villeurbanne. Cette entreprise compte 272 salariés et est en effet menacée de fermeture à la suite de manœuvres plus que douteuses de la part des actionnaires américains.

Professeurs techniques adjoints de lycée (généralisation de l'accès au corps des professeurs certifiés).

42063. — 9 novembre 1977. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des professeurs techniques adjoints de lycée qui donnent un enseignement de qualité dans les classes du second cycle des lycées techniques, ou polyvalents dans les sections de techniciens supérieurs ou dans les I. U. T. Le recrutement de P. T. A. de lycée est arrêté depuis trois ans. L'accès de 2 080 d'entre eux au corps des certifiés par concours spécial, puis d'un contingent supplémentaire de 500 laisse en effet à l'écart plus de 3 000 P. T. A. dont le mécontentement est profond. Cette situation est également préjudiciable au bon fonctionnement de l'enseignement comme le soulignent les organisations syndicales du second degré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que l'ensemble des personnels enseignants concernés puisse accéder au corps des professeurs certifiés dans les meilleurs délais.

Aéronautique (revendications du personnel de l'entreprise Hurel-Dubois à Meudon-la-Forêt [Hauts-de-Seine]).

42065. — 9 novembre 1977. — **M. Ducoloné** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les revendications du personnel de l'entreprise Hurel-Dubois à Meudon-la-Forêt qui n'ont pu jusqu'à ce jour aboutir. Les travailleurs réclament : la parité des salaires avec les entreprises de la branche Aéronautique ; la cinquième semaine de congés payés ; le paiement d'un treizième mois ; la suppression du travail au boni. Il lui demande quelle mesure il compte prendre pour que satisfaction soit donnée à des travailleurs qui ne peuvent accepter de faire les frais d'une situation économique dont ils ne sont pas responsables.

Parlement (publicité des réponses ministérielles par lettre à des questions de parlementaires).

42087. — 9 novembre 1977. — **M. Cousté** signale à **M. le Premier ministre** que de plus en plus nombreux sont les ministres ou secrétaire d'Etat qui, notamment lors de la discussion budgétaire, annoncent qu'ils répondent par lettre aux questions posées par un parlementaire. Cette pratique n'est pas sans motifs : l'auteur de la question a quitté l'hémicycle quand le ministre lui répond ; sa question avait une portée trop locale ou trop technique pour qu'il paraisse utile d'y répondre publiquement. Mais ce n'est pas toujours le cas. La volonté de couper court, de désencombrer un débat trop chargé explique pour une large part un procédé qui, s'il est poussé trop loin, paraît contraire au principe de la publicité des débats parlementaires. Il lui demande s'il n'entend pas donner des instructions pour que la pratique ministérielle de la réponse écrite à une question posée oralement reste exceptionnelle ou que ses conséquences soient palliées par la publication au *Journal officiel* de certaines de ces réponses.

Bruit (perception de la taxe sur le bruit des avions utilisant les aérodromes de l'aéroport de Paris).

42123. — 10 novembre 1977. — **M. Mesmin** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** qu'en décembre 1976 un comité interministériel a décidé l'institution d'une taxe sur le bruit des avions utilisant les aérodromes gérés par l'aéroport de Paris. Cette taxe était destinée à financer la lutte contre le bruit et à inciter les compagnies aériennes à utiliser des avions peu bruyants. Il lui demande pour quelles raisons cette décision gouvernementale n'a pas encore été mise en vigueur et quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette regrettable carence.

Industrie chimique (mesures tendant à maintenir l'emploi et l'activité à CDF-Chimie).

42579. — 30 novembre 1977. — **M. Daras** rappelle à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** que CDF Chimie comptait à sa création, en janvier 1968, 3 260 emplois et qu'en

novembre 1977 il en reste 2 130, soit une perte de 1 130. La situation actuelle et les projets connus de la direction suscitent de vives inquiétudes dans le personnel. La restructuration des engrais, la cession de APC, filiale à 100 p. 100 de EMC, à CDF Chimie, le rapprochement de EMC et CDF Chimie par une prise de participation de 35 p. 100 de EMC dans le capital CDF Chimie, laissent planer de lourdes menaces sur l'emploi à CDF Chimie. La spécialisation de APC en engrais complexes et CDF Chimie Mazingarbe en engrais azotés conduirait inévitablement à la fermeture de l'usine de Douvrin (150 emplois) qui fabrique de l'acide phosphorique (phosphate du Maroc) et du plâtre avec le phosphogypse. La fermeture de la ligne d'engrais complexes de Mazingarbe entraînerait la suppression de 50 emplois environ. La restructuration de l'usine de Drocourt et la fermeture de l'atelier de traitement des benzols de cokerie ont déjà supprimé 40 emplois. L'autonomie de cette usine en 1978 nécessiterait la suppression de 40 autres postes. Ainsi, en un an, cette usine serait passée de 353 agents à 250 salariés. La réduction des budgets de recherches en 1977 (— 15 p. 100) et en 1978 (— 20 p. 100) pèse lourdement sur l'emploi. Les centres de recherches de CDF Chimie sont également menacés de disparition. Le projet de spécialisation par centre va se traduire très prochainement par une perte de 100 emplois, perte portée à 200 après la fusion des laboratoires de Mazingarbe, Bruay et Elhylene Plastique. Cette attitude traduit à coup sûr une nouvelle orientation de la direction de CDF Chimie qui semble abandonner les tentatives de diversification de ses productions vers des produits finis. Le personnel constate avec inquiétude la dispersion de ce potentiel intellectuel qui représentait à ses yeux un des garants les plus sûrs de la survie de la société. Le vapoeraqueur de Dunkerque, en cours de construction par CDF Chimie, à l'initiative des pouvoirs publics, doit produire fin 1978. A part un atelier de polyéthylène basse densité juxtaposé au vapoeraqueur, aucun projet d'investissement n'est actuellement prévu en aval dans le bassin minier Lens, Liévin, Béthune, Henin-Liétard. Malgré la récession charbonnière qui entraîne inexorablement toute la carbochimie du Pas-de-Calais dans son sillage, CDF Chimie renonce à tous ses projets d'investissement dans les usines du Nord : Mazingarbe, Douvrin, Drocourt, HDG, etc. D'autre part, l'abandon des projets APCO à HDG Loison-sous-Lens, d'acide acrylique à Douvrin, de la construction de la tour d'ammoniac à Mazingarbe, l'absence d'indications concernant l'intention de doubler le tube d'ammoniac, l'autonomie de Drocourt en 1978 avec réduction des activités et de 30 p. 100 des effectifs en deux ans ; l'amputation considérable des budgets de recherches depuis cinq ans ; la réduction des effectifs et des activités de recherches à Mazingarbe laissent présager la poursuite de la récession dans le secteur Lens-Liévin malgré la mise en route du vapoeraqueur de Dunkerque. Il lui demande quel est son avis sur l'avenir de la chimie dans le bassin minier ; quelles sont les intentions de M. le ministre de la recherche face à la diminution constante des budgets de recherches à CDF Chimie qui entraîne l'appauvrissement des moyens et la réduction des effectifs ; quelles sont les incitations et moyens efficaces mis en œuvre dans ce secteur pour sauvegarder l'emploi, les équipements et l'infrastructure existants.

Etablissements secondaires (remise en état de fonctionnement de la piscine du CES dit du Petit-Condorcet, à Paris (8^e)).

42788. — 7 décembre 1977. — M. Mexandeau expose à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports que le CES dit du Petit-Condorcet, 61, rue d'Amsterdam, à Paris (8^e), est un des deux établissements parisiens à avoir le rare privilège de posséder une piscine à l'intérieur de ses locaux. Malheureusement, cette piscine a cessé de fonctionner en janvier 1977 et, depuis cette date, 780 enfants sont privés de natation et d'une heure d'éducation physique, puisque l'heure de natation n'a pas été remplacée par une autre activité sportive. En effet, en janvier 1977, des ennuis de chauffage ont permis de découvrir que la chaufferie de la piscine, construite en 1957, n'était plus conforme aux normes de sécurité rendues plus sévères depuis de dramatiques incendies. Le coût des réparations et de la mise en conformité s'élèverait, paraît-il, à 200 000 francs, et il n'y aurait pas de crédits suffisants pour y faire face. Il s'agit, il est vrai, d'une somme importante mais, en la circonstance, elle semble dérisoire compte tenu du nombre d'enfants pouvant utiliser cette piscine, sur place, pendant des années. Malgré les efforts déployés tant par l'administration du CES que par le conseil des parents d'élèves, aucune solution n'est en vue, le dossier semble perdu dans les arcanes administratives, la piscine risque de subir des dégradations irréversibles du fait de sa non-utilisation et, en tous cas, les élèves pâtissent de cet état de chose. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation anormale et si la piscine du CES Condorcet pourra, dans les meilleurs délais, être remise à la disposition des élèves.

Allocation de logement (réévaluation du plafond de ressources).

42790. — 7 décembre 1977. — M. Tourné expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que beaucoup de citoyens et de citoyennes du pays, quoique pourvus de ressources modestes, se voient privés de la totalité ou d'une partie de l'allocation logement sous prétexte que le plafond de leurs ressources est atteint ou même dépassé. Dans l'état actuel des choses, le plafond des ressources pour bénéficier de tout ou partie de l'allocation logement devrait être revu ou corrigé. Il lui demande quels sont actuellement les plafonds de ressources qui font opposition au bénéfice de l'allocation logement. Il lui demande en outre s'il n'envisage pas de relever ce plafond de ressources en vue d'atténuer les injustices créées par son montant actuel à l'encontre des gens aux revenus cependant très modestes.

Handicapés (aménagement des règles de cumul des allocations).

42791. — 7 décembre 1977. — M. Tourné expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'il existe des cas où des infirmes et incurables ne peuvent pas bénéficier des aides en conséquence, cela à la suite de l'interdiction de cumuler certains avantages avec leur allocation d'infirmes. Pourtant, les infirmes et incurables qui ne peuvent avoir une activité salariée n'en ont pas moins des besoins qui, dans certains cas, s'avèrent supérieurs à ceux qui ne sont pas porteurs d'un handicap. Aussi, dans beaucoup de cas, empêcher tout cumul, c'est donner lieu à de sévères injustices. En conséquence, il lui demande : 1° quels sont les plafonds de ressources actuels qui interdisent aux infirmes et incurables de cumuler l'allocation aux handicapés adultes avec d'autres avantages ; 2° si son ministère a bien conscience des injustices que cette situation engendre ; 3° quelles sont les mesures qu'elle a prises ou qu'elle compte prendre pour aménager le cumul des ressources globales des handicapés physiques ou mentaux.

Allocations aux handicapés adultes (montant des aides versées à ce titre par les caisses d'allocation familiales).

42792. — 7 décembre 1977. — M. Tourné expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les services des allocations familiales paient à présent l'allocation aux infirmes adultes. Ces derniers bénéficiaient, jusqu'ici, d'une allocation aux infirmes versée par les services de l'action sanitaire et sociale. C'est maintenant la caisse d'allocations familiales qui a pris le relais sous forme d'allocation aux infirmes adultes. Il lui demande combien il y a en France de bénéficiaires de l'allocation aux infirmes adultes versée par les caisses d'allocations familiales à la date du 1^{er} octobre 1977 : a) globalement pour toute la France ; b) dans chacun des départements français.

Transfusion sanguine (mesures d'encouragement aux collectes de sang).

42794. — 7 décembre 1977. — M. Tourné expose à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les très nombreux accidents du travail et de trajet provoquent soit des traumatismes crâniens, soit des paraplégies, des hémiparaplégies ou des amputations. Il s'en produit chaque jour sur les divers chantiers de France. Ces accidents exigent l'utilisation de thérapeutiques modernes et souvent d'extrême urgence, nécessitant l'emploi de quantités relativement importantes de sang et de plasma. Ce sang est recueilli à titre bénévole à travers toute la France chez des individualités ou par l'intermédiaire de sections locales d'associations diverses composées de membres donneurs de sang bénévoles. Ces derniers offrent ainsi une partie de leur vie pour sauver celle d'autrui. Ils le font d'une façon anonyme. Parmi les donneurs de sang figurent un très grand nombre d'ouvrières, d'ouvriers, d'employés, d'employées, de salariés divers, de fonctionnaires et autres. Cependant, les besoins en sang, notamment à la suite des accidents du travail, ne cessent d'augmenter. On en a enregistré 1 113 124 et 161 517 accidents de trajet au cours de l'année 1975. Quant aux accidents de la route, au cours du seul mois d'octobre 1977, il y en a eu 25 000. Devant de telles hécatombes et les immenses besoins en sang et en plasma qu'elles provoquent, il lui demande si elle ne pourrait pas, sous l'égide et sous le contrôle des directions départementales de l'action sanitaire et sociale et des services de la main-d'œuvre, et sous le patronage des comités

départementaux des donneurs de sang bénévoles, organiser chaque trimestre une séance de « don du sang » ouverte à tous les salariés à qui, à cette occasion, on accorderait le bénéfice d'une demi-journée de repos. En effet, si une telle décision était prise, ce serait un geste d'encouragement très heureux que les travailleurs ne manqueraient pas d'apprécier hautement, cela à un moment où les grands blessés du travail, du trajet ainsi que les blessés de la route imposent journellement une consommation très élevée de sang, sous forme de transfusions sanguines. Thérapeutique qui, dans une multitude de cas, représente la dernière chance pour sauver des vies.

Tungstène (exploitation des gisements des Pyrénées-Orientales).

42795. — 7 décembre 1977. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** que le département des Pyrénées-Orientales possède de riches gisements de tungstène. Il s'agit d'un minéral susceptible de permettre à l'industrie française de se doter d'alliage d'une robustesse à toute épreuve et dont elle a nécessairement besoin. L'inventaire des gisements de tungstène a été déjà effectué dans les Pyrénées-Orientales. Ils sont localisés; il semble même que l'on connaisse exactement les réserves qu'ils représentent. En conséquence il lui demande : 1° si son ministère est informé de la présence, dans le département des Pyrénées-Orientales, de gisements de tungstène très importants; 2° ce qu'il pense décider pour exploiter au plus tôt ces gisements, en tenant compte des besoins en tungstène de notre pays. En terminant, il lui demande de bien vouloir préciser : a) quelle est la consommation industrielle de tungstène en France; b) pour quelle fabrication le tungstène est utilisé; c) si la production sur le sol national suffit aux besoins ou si on a recours à des importations étrangères. Dans le cas où nous avons recours à des importations étrangères, dans quels pays se procure-t-on du tungstène et quel est le tonnage des importations et le montant de leur coût.

Licenciements (licenciements à la Compagnie réfractaires basiques de Flaumont-Wandrechies (Nord)).

42797. — 7 décembre 1977. — **M. Jarosz** interroge **M. le ministre du travail** sur la situation des travailleurs de l'usine CRB (Compagnie réfractaires basiques) de Flaumont-Wandrechies (Nord) dont vingt-neuf travailleurs, sur un effectif de 153 ouvriers et cadres, ont été frappés de licenciement en date du 13 juillet 1977. Dans une lettre du 21 juillet 1977 (restée sans réponse à ce jour), l'attention de **M. le ministre du travail** avait déjà été attirée sur cette situation dont le personnel ouvrier ne peut être tenu pour responsable puisqu'il s'agit d'erreurs d'appréciation et de prévision de la direction. En effet, alors que la carrière de Dompierre-sur-Helpe (annexe de Flaumont) a été inondée et donc sacrifiée, on s'aperçoit actuellement que la dolomie, produit de base des doloblocs nécessaires à la fabrication des briques réfractaires, achetée en Belgique est de moins bonne qualité que prévu. Or, actuellement, vingt-trois de ces vingt-neuf travailleurs licenciés se trouvent toujours sans ressources. Ce qui pose leur problème en termes dramatiques quand on sait que soixante-dix-sept enfants se trouvent dans un foyer en chômage. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces travailleurs retrouvent rapidement une situation sociale normale dans le cadre d'une entreprise rendue normalement à l'emploi.

Conflits du travail (revendications des travailleurs de l'usine Marichal-Ketin à Berlaimont (Nord)).

42798. — 7 décembre 1977. — **M. Jarosz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des travailleurs de l'usine Marichal-Ketin à Berlaimont (Nord). Depuis la prise en main de la société par un concurrent allemand, la direction de l'entreprise veut pratiquer une politique d'économie, voire d'austérité. Les salaires ont été amputés par un système de primes qui ne correspond plus à la production réelle. Or, depuis six semaines, les travailleurs luttent pour maintenir un pouvoir d'achat en régression. La revendication du personnel ouvrier ne porte que sur un minimum de prime garantie d'au moins 20 F. 100, ce qui ne peut, en aucun cas, mettre l'entreprise en péril. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les justes revendications des travailleurs de Marichal-Ketin se trouvent satisfaites afin que le pouvoir d'achat de leurs familles soit maintenu.

Allocation aux handicapés adultes

(révision des règles de cumul et du plafond de ressources).

42806. — 7 décembre 1977. — **M. Jean Briane** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'article 35-I de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées précise que le montant de l'allocation aux adultes handicapés servie doit être réduit du montant de l'avantage vieillesse ou d'invalidité perçu par l'intéressé. D'autre part, l'article 35-III de ladite loi prévoit que, lorsque l'allocation aux adultes handicapés et les ressources personnelles de l'intéressé et, éventuellement, de son conjoint, dépassent un plafond fixé par décret, cette allocation est réduite à due concurrence. Le plafond de ressources fixé est celui prévu pour l'attribution du minimum vieillesse. Ces deux conditions relatives, l'une, au cumul de l'allocation d'handicapé adulte avec un avantage vieillesse ou d'invalidité, et l'autre, au plafond de ressources, ont pour conséquence de pénaliser les handicapés qui ont versé des cotisations à un régime de sécurité sociale et qui, en contrepartie, perçoivent des prestations de vieillesse ou d'invalidité. Il lui demande si elle n'estime pas qu'il serait souhaitable de réviser ces dispositions en vue de mettre fin à cette situation anormale.

Établissements secondaires (réforme du statut des personnels techniques des laboratoires).

42807. — 7 décembre 1977. — **M. Fouchier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation difficile du personnel technique des laboratoires des établissements scolaires. Il lui demande quel est l'état des projets de réforme du statut particulier de ces personnels techniques, et quels contacts avec leurs représentants qualifiés sont envisagés à cet égard. Il est souhaitable en effet que, dans le cadre de la réforme de l'enseignement, les laboratoires scolaires soient dotés du personnel nécessaire et qualifié pour permettre une formation scientifique moderne.

Publicité

(survol publicitaires abusifs du littoral cannois).

42809. — 7 décembre 1977. — **M. Cornut-Gentille** rappelle à **M. le ministre de la culture et de l'environnement** que depuis plus de six ans il s'efforce d'obtenir l'interdiction des vols publicitaires le long du littoral cannois, sans autre résultat que l'annonce de l'étude par les services compétents d'une modification de la loi du 12 avril 1943 sur la publicité et de l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes. Des arrêtés de l'autorité municipale en cette matière seraient illégaux. En attendant, les Cannois et leurs hôtes estivaux continuent à subir les effets néfastes de ces survols publicitaires abusifs qui ne cessent de s'accroître en nombre et en durée. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin au plus vite à cet état de choses préjudiciable à l'environnement et dont la persistance risque d'apparaître comme de la complaisance.

Pharmacie (régime spécial pour l'obtention du CAP de préparateur en faveur des employés exerçant depuis plus de vingt-cinq ans).

42811. — 7 décembre 1977. — **M. Cornut-Gentille** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des employés de pharmacie exerçant depuis plus de vingt-cinq ans et qui, en raison de leur âge, éprouvent des difficultés à se présenter à l'examen prévu afin d'obtenir le CAP de préparateur en pharmacie. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas possible d'instaurer un régime spécial pour le personnel en place qui, tout en répondant aux impératifs de la santé publique, permettrait de reconnaître des compétences acquises par une longue pratique professionnelle.

Commerce extérieur

(bilan des échanges avec l'Union soviétique).

42813. — 7 décembre 1977. — **M. Feit** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que, au mois de décembre 1973, **M. le ministre des finances** avait fait savoir que « la ligne de crédits français ouverts à l'Union soviétique pour la période 1970-1974 était portée de 4,5 milliards initialement prévus pour 1970 à 6 mil-

iards de francs ». Il lui souligne que, depuis cette date, les transactions avec ce pays se sont sensiblement accrues, notamment par la livraison de matériel industriel de provenance soviétique, et par la fourniture, de notre côté, d'usines clés en mains. Sans rechercher si de tels marchés ne produiraient pas dans l'avenir une redoutable concurrence de la part d'un pays où les conditions de travail et les charges sociales ne sont pas les mêmes qu'en France, il lui demande de bien vouloir lui préciser quels étaient, à la date du 30 juin 1977 : 1° le montant de « la ligne de crédits ouverts à l'URSS » pour ses achats en France ; 2° le montant des crédits effectivement utilisés et, pour chaque tranche, le délai et le taux du crédit ; 3° en ce qui concerne nos achats à l'URSS, quels crédits nous sont consentis, leurs délais et leur taux, pour le cas où ces opérations ne seraient pas réglées par compensation.

Plus-values immobilières (abattement applicable en cas d'expropriation portant sur une fraction de la résidence principale).

42814. — 7 décembre 1977. — **M. Godefroy** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que lorsqu'une expropriation porte sur la résidence principale l'abattement (ou la décote suivant la valeur du bien) est porté de 50 000 francs à 150 000 francs. Il lui demande quel est l'abattement à appliquer, quand l'expropriation ne porte que sur une fraction de la résidence principale, le jardin par exemple, la maison n'étant pas touchée et que du fait de cette mutilation de son bien, le propriétaire abandonne sa résidence principale.

Architecture (modalités d'inscription des maîtres d'œuvre au tableau régional pour obtenir le titre d'agréé en architecture).

42815. — 7 décembre 1977. — **M. Goulet** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur certaines difficultés concernant l'application de la loi n° 77-2 du 3 juillet 1977 sur l'architecture. Cette loi prévoit, dans son article 37, que les maîtres d'œuvre en architecture doivent se faire inscrire sur un tableau régional afin d'obtenir le titre d'agréé en architecture mais cette commission régionale n'est pas encore constituée. Or, il semble que l'ordre des architectes considère que c'est à lui qu'il appartient d'enregistrer ces demandes et ce, compte tenu de ce même article 37, dans un délai de six mois après la promulgation de la loi. En conséquence il lui demande auprès de quel organisme cette inscription doit être effectuée.

Dégrèvements fiscaux (traitements des demandes émanant de contribuables de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)).

42819. — 7 décembre 1977. — **M. Fajon** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les demandes de dégrèvements d'impôt — notamment celles ayant trait à la taxe d'habitation — transmises aux services concernés par les élus de Saint-Ouen ne font la plupart du temps l'objet d'aucune suite. C'est d'autant plus regrettable qu'elles sont formulées par des personnes se trouvant parfois dans une situation dramatique. La commune de Saint-Ouen, pour sa part, s'efforce, dans la mesure de ses moyens le budget communal prévoit 180 000 francs pour les dégrèvements au seul titre de la taxe d'habitation, d'atténuer les effets de la taxe en question sur les budgets familiaux. Par ailleurs, il a été constaté que lorsqu'une de ces démarches a la chance d'aboutir, les élus en sont informés trop tardivement. Ces retards, qui ont tendance à s'accroître depuis un an, sont sans doute imputables au manque de personnel à la direction des services fiscaux de la Seine-Saint-Denis. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour : que ces requêtes soient prises en considération, compte tenu des difficultés croissantes que rencontrent les familles aux revenus modestes ; que les élus soient informés dans les meilleurs délais du résultat de leurs démarches.

Gendarmerie (augmentation importante du tarif appliqué pour participation à la sécurité d'une fête locale).

42821. — 7 décembre 1977. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur un fait précis qui vient illustrer combien les collectivités locales se trouvent actuellement pénalisées. A l'occasion d'une fête locale, la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu ayant fait appel aux forces de gendarmerie pour assurer le service d'ordre, se voit réclamer aujourd'hui par l'administration une somme

de 1 646 francs. Or, l'an dernier, dans des conditions tout à fait identiques, elle a dû s'acquitter de 886,20 francs. Il lui demande : comment il explique une augmentation qui va ici du simple au double en un an, dans des conditions, je le souligne à nouveau, tout à fait semblables ; quelles dispositions il entend prendre afin d'éviter une pénalisation importante de ces petites sociétés bénévoles qui contribuent à l'animation et à la vie locale.

Urbanisme (versement des subventions pour la rénovation de l'îlot 11, à Paris (20)).

42823. — 7 décembre 1977. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire** sur les lenteurs de la rénovation publique de l'îlot 11, à Paris (20). Cette rénovation, confiée par la ville de Paris à la SEMEA 15 il y a plus de deux ans, a pris un retard considérable du fait que l'Etat n'a pas, en particulier, respecté ses engagements financiers. L'Etat doit subventionner l'opération de la ZAC des Amandiers à concurrence de 32 174 000 francs. Or, à ce jour, 4 millions de francs ont été versés seulement, et peut-être 6 millions de plus le seront d'ici à quelques mois. Ce désengagement, fruit du plan Barre et de la politique d'austérité qui en découle, renvoie à une date indéterminée la réalisation des 1 300 logements HLM et des équipements sociaux prévus. La première phase de l'opération de rénovation, qui comprenait 220 logements HLM, vingt-cinq studios pour personnes âgées et 800 mètres carrés de locaux commerciaux, a déjà un an de retard. Cette situation est inadmissible pour les milliers de mal-logés du 20^e arrondissement et de la capitale qui attendent d'obtenir enfin un logement décent et compatible avec leurs modestes ressources. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les subventions d'Etat prévues pour la ZAC des Amandiers soient versées immédiatement à la SEMEA 15.

Constructions scolaires (travaux de sécurité au CES Politzer d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)).

42824. — 7 décembre 1977. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre de l'éducation** que malgré l'extrême gravité des problèmes évoqués dans sa question écrite n° 41974 du 5 novembre 1977, aucune réponse n'est intervenue et aucune mesure n'a encore été prise pour assurer la sécurité au CES Politzer à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Or, quand on sait que la conception de ce bâtiment est similaire à celle des CES Pailleron et Cornelle, les faits exposés dans cette question, montrant qu'un incendie pourrait se déclarer à tout moment, prennent une résonance dramatique. D'ailleurs, le certificat de conformité n'a toujours pas été délivré et cette situation est d'autant plus scandaleuse que l'équipement du Val-de-Marne ne peut réaliser les travaux indispensables faute de crédits. En conséquence, il lui demande de prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour que les travaux et les réparations exigés par les commissions de sécurité soient entrepris dans les plus brefs délais.

Industrie métallurgique (menace de licenciements et de chômage partiel à l'usine A. Mure de Marseille).

42825. — 7 décembre 1977. — **M. Lazzarino** expose à **M. le ministre du travail** les faits suivants : les 442 travailleurs de l'usine marseillaise des Etablissements A. Mure (armatures pour béton) sont actuellement en lutte contre l'application d'un plan de licenciement qui devrait toucher 50 salariés à Marseille (275 sur l'ensemble des usines que compte le groupe). Cette mesure doit se doubler d'une réduction d'horaire de quarante à trente-cinq heures, avec une importante perte de salaire pour les salariés demeurant en place. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce licenciement collectif et cette réduction d'horaire soient refusés à la direction de l'usine locale des Etablissements A. Mure, dans cette vallée de l'Huveaune si durement touchée par les fermetures d'entreprises et le chômage (Gervais-Danone, Prior, etc.) alors que Marseille, seconde ville de France, compte déjà plus de 40 000 demandeurs d'emploi.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs de personnel au lycée E. Perrier à Tulle (Corrèze)).

42826. — 7 décembre 1977. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les besoins du lycée Edmond-Perrier à Tulle (Corrèze), jugés indispensables par la section du

SNES : création d'une cinquième seconde AB, une secrétaire pour la documentation, un agent de maintenance pour le matériel audiovisuel, un service mécanographique pour les travaux de duplication, un allégement des effectifs par dédoublement, un surveillant supplémentaire. Il lui demande s'il n'entend pas faire droit dans les meilleurs délais aux demandes exposées ci-dessus.

Etablissements secondaires (insuffisance des effectifs d'enseignants au lycée d'enseignement professionnel de Brive (Corrèze)).

42827. — 7 décembre 1977. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les besoins du LTNF rue Dautour, à Brive (Corrèze), jugés indispensables par la section du SNES : 1° création d'un poste de documentaliste à temps complet ; 2° maintien du LTNF dans les locaux de la cité technique féminine ; 3° abaissement des effectifs maxima par classe ; 4° multiplication des travaux dirigés. Il lui demande s'il n'entend pas faire droit dans les meilleurs délais aux demandes exposées ci-dessus.

Instituteurs et institutrices (insuffisance des effectifs de remplaçants dans les écoles maternelles de l'Essonne).

42828. — 7 décembre 1977. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le non-remplacement d'enseignants d'écoles maternelles en arrêt maladie dans l'Essonne. Ainsi deux exemples pour la seule ville de Morsang-sur-Orge (Essonne) illustrent cette situation : à l'école maternelle Gustave-Courbet, une institutrice, au bout de huit jours d'absence vient seulement d'être remplacée. A l'école maternelle Ferdinand-Buisson, une institutrice, après plus de quinze jours d'absence, est toujours sans remplaçante. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Personnel de l'économie et des finances (mesures tendant à assurer la sécurité de l'emploi aux vacataires des services extérieurs de la trésorerie générale de l'Essonne).

42829. — 7 décembre 1977. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation des personnels vacataires embauchés dans les services extérieurs du Trésor de l'Essonne. Dans ce département, un contingent de « vacataires à quatre-vingt-quinze heures » a été attribué. Ces agents sont soumis à des contrats de trois mois, renouvelables, et ne pourront jamais être titularisés dans la fonction publique. Leur remplacement fréquent contribue à l'insécurité de l'emploi et à la détérioration continue des conditions de travail de cette administration. Dans ce département, le droit de ces personnels vacataires à obtenir un emploi permanent au bout d'un an de services a été systématiquement supprimé par les interruptions arbitraires de contrats pendant quelques jours. Il lui demande s'il compte supprimer ce type de recrutement pour s'orienter vers la création d'emplois durables dans les services extérieurs du Trésor de l'Essonne.

Etablissements secondaires (pourvoi de deux postes d'enseignants vacants au CES Delacroix à Draveil (Essonne)).

42836. — 7 décembre 1977. — **M. Combrlsson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conséquences qu'il peut y avoir sur la future vie active des élèves de quatrième CPPN du CES Delacroix, à Draveil, si les postes de deux professeurs manquants depuis la rentrée scolaire n'étaient pas pourvus très rapidement. Le premier trimestre étant bientôt terminé, il serait souhaitable que ces enfants, pour la plupart scolairement défavorisés et promus à un métier manuel à court terme, retrouvent rapidement leur équilibre. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour pallier cette insupportable carence.

Etablissements secondaires (création de postes de directeurs adjoints dans les CET et reclassement indiciaire des directeurs de CET).

42837. — 7 décembre 1977. — **M. Duroméa** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des enseignants et des directeurs des collèges d'enseignement technique non rattachés à un lycée. Le régime des CET comporte des responsabilités lourdes,

en particulier l'enseignement en classes et en ateliers avec des équipements lourds, pour des jeunes gens âgés de quatorze à dix-neuf ans. Les chefs d'établissement sont en relations étroites avec le monde du travail et s'occupent du placement des élèves. Ils ont également pour tâche la formation et le perfectionnement des ouvriers qualifiés, dans le cadre de la formation continue. Or, malgré ces sujétions particulières : les directeurs de CET n'ont pas de directeur adjoint pour les secondar ; le nombre des conseillers d'éducation est gravement insuffisant ; sur le plan de leur situation personnelle, on peut constater qu'alors qu'un directeur de CES de 2^e catégorie, au 11^e échelon, se trouve à l'indice 730 (635 plus 95 d'indice de responsabilité), les chefs d'établissements techniques de même catégorie et de même échelon ne sont qu'à l'indice 638 (543 plus 95 de responsabilité). Il y a là une injustice à leur encontre. Au moment où la revalorisation du travail manuel est prônée, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : la création de postes de directeurs adjoints dans les CET ; le relèvement des indices des directeurs de CET afin de mettre fin à l'inégalité existante, par comparaison avec les directeurs de CES.

Sécurité sociale (revendications des travailleurs en grève de la caisse primaire d'assurance maladie et de la caisse régionale de sécurité sociale des Bouches-du-Rhône).

42838. — 7 décembre 1977. — **M. Lazzarino** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les faits suivants : Les travailleurs de la caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône sont en grève depuis le 24 novembre dernier. Ils ont été rejoints, dans leur action, le 2 décembre, par ceux de la caisse régionale de sécurité sociale. Les premiers sont en lutte pour les revendications suivantes : arrêt immédiat de la montée en charge du système OPTA 1, qui n'engendre que des difficultés pour le personnel (rendement, contrôle, pressions...) ; revalorisation du coefficient de tous les ATHO (niveau VI contrôleurs de décomptes) ; réintégration du personnel des unités de perfectionnement (pool de saisie) dans leurs centres et à leurs coefficients de liquidateurs ; reprise immédiate et permanente des cours de techniciens, extension de la formation professionnelle à toutes les catégories d'agents (dactylos, secrétaires, fichiers, etc.) ; attribution de 15 p. 100 à titre personnel après dix ans de présence ; relassement et formation des agents visés par la suppression d'emploi (aide-comptable, agents de la ventilation, caissiers, etc.) ; organisme complémentaire immédiat, correspondant au personnel nécessaire au fonctionnement de notre organisme, tel que le proposent les organisations syndicales et le comité d'entreprise ; respect de tous les avis de CPN ; revalorisation et extension de la prime de transport et du ticket-restaurant ; prise en compte des équivalences de diplômes ; suppression des rendements et statistiques du contrôle administratif illégal des malades, des circulaires anticonventionnelles (n° 179 promotion, frais de déplacement) ; ouverture immédiate des négociations sur l'augmentation et la progression immédiate de leur salaire avec un SMPG à 2300 francs dans la profession et une prime uniforme pour tous... ; application intégrale de la classification ; nouvelle classification des emplois, tenant compte des déroulements de carrière pour l'ensemble des personnels professionnels et interprofessionnels. Quant aux employés de la CRAM, ils se plaignent d'une législation devenue de plus en plus complexe ; d'un système administratif pesant aussi bien pour les assurés que pour eux-mêmes ; du manque flagrant de moyens matériels ; d'une insuffisance criante d'effectifs et d'une formation professionnelle inadaptée. Le nouveau système de traitement des dossiers par l'informatique demande, en outre, aux agents une technique supérieure alors qu'au même moment le ministre remet en question un avantage acquis (la prime de 15 p. 100) et que la direction refuse de discuter de leur reclassification, compte tenu de la technicité exigée. En outre, la direction de la caisse régionale applique des sanctions, interdit les réunions et prétend empêcher les syndicats de prendre la parole dans les services. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que de véritables négociations s'engagent afin que soit fait droit aux revendications des travailleurs de la CPAM et de la CRAM afin que soient assurées la continuité et l'amélioration du service public.

Licenciements (menace de licenciements collectifs à la société Coq d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)).

42839. — 7 décembre 1977. — **M. Lazzarino** expose à **M. le ministre du travail** les faits suivants : la société Coq, à Aix-en-Provence, entreprise spécialisée dans la fabrication du matériel vinicole et oléicole (presseurs, fouloirs et machines à vendanger), dont la renommée dépasse le cadre régional, avait connu un dépôt de bilan en 1975.

La reprise en location-gérance par une société d'exploitation créée par l'entreprise de constructions méca-métalliques chalonaise (CMMC Maine-et-Loire), dans laquelle l'institut de développement industriel et le groupe Leroy-Somer disposent d'une participation majoritaire, avait entraîné une réduction d'effectifs de près de 50 p. 100. 70 nouveaux licenciements sur un total de 240 salariés viennent d'être annoncés par la direction et devaient être soumis fin novembre à l'inspection du travail. Parallèlement, le personnel est menacé d'une mise au chômage technique de plusieurs semaines. De récentes informations semblent confirmer que, sous ces nouvelles mesures de licenciements, on s'achemine vers une fermeture de Coq, au profit d'une opération immobilière en rapport avec la ZAC Sextius-Mirabeau. La direction de l'entreprise prétend que le licenciement du personnel s'impose en attendant une aide financière (?) pour implanter l'usine ailleurs. Il lui demande: 1° d'intervenir auprès de l'inspection du travail concernée pour que soit refusée l'autorisation de licenciement collectif; 2° quelles mesures il compte prendre, en liaison avec le ministre de l'Industrie, pour que l'entreprise Coq, qui avait livré trente-six machines à vendanger sur les soixante-trois vendues en France en 1974 et se plaçant parmi les 1300 exportateurs français, poursuive son activité dans un département où les fermetures d'entreprises se multiplient et qui compte déjà plus de 60 000 demandeurs d'emplois.

Logement (insuffisance du chauffage dans des immeubles locatifs de Paris).

42840. — 7 décembre 1977. — M. Villa attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sur le non-respect dans de nombreux immeubles collectifs de la capitale du minimum de chauffage auquel les locataires ont droit. C'est ainsi que de nombreux locataires des immeubles sis 116-128, boulevard Davout, 53, rue Saint-Blaise, rue Charles-et-Robert, 46-54, rue des Panoyaux, 97, rue des Amandiers, Paris (20^e), se plaignent d'un chauffage qui n'atteint que 12° à 13°. Pour les immeubles sis 116, 128, boulevard Davout, l'insuffisance du chauffage provient du percement dans le mur des cuisines d'ouvertures indispensables à la sécurité en raison du changement de gaz. Ces cuisines ne possédant aucun élément de chauffage, il est impossible d'assurer une température convenable. Dans cette période de froid très vif, il est inadmissible de laisser des familles, des personnes âgées, des enfants, dans une telle situation. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer aux divers organismes de gestion de ces immeubles (office public HLM de la ville de Paris, SAGI, ville de Paris), les règles de chauffage qui prévoient un minimum de 18° dans chaque pièce.

Industrie fiscale (modalités d'imposition d'une entreprise de confection au titre de la taxe professionnelle et de la taxe d'apprentissage).

42844. — 7 décembre 1977. — Mme Crépin expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas d'un entrepreneur de confection dont l'entreprise comporte, d'une part, un petit atelier occupant six ouvrières; d'autre part, un groupe d'une quinzaine d'ouvrières à domicile, travaillant, pour le plus grand nombre, à temps partiel et ayant, de ce fait, un salaire inférieur au montant du SMIC. Dans la tenue du livre de paie, une distinction est nettement établie entre les deux catégories de salaires. D'autre part, l'entreprise comporte deux immatriculations distinctes à l'INSEE et deux comptes distincts pour l'URSSAF. Elle lui demande de bien vouloir préciser quelle est la position de cette entreprise en ce qui concerne la taxe professionnelle, la taxe d'apprentissage et l'investissement obligatoire du 1 p. 100 dans la construction; cette entreprise peut-elle bénéficier de certaines exonérations ou réductions desdites taxes.

Marchés administratifs (application effective des circulaires relatives à la participation aux marchés publics des petites et moyennes entreprises).

42847. — 8 décembre 1977. — M. Bisson rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les circulaires du 5 septembre 1975 et du 21 juin 1977 ont édicté des mesures permettant aux petites et moyennes entreprises de participer aux marchés publics. Il a été souligné, à cette occasion, que la participation des PME aux marchés de l'Etat constituait un des objectifs du Gouvernement. Il appelle, par ailleurs, son attention sur la situation des entreprises du bâtiment dans la Basse-Normandie, dans lesquelles apparaissent

des projets de licenciement pour cause économique, alors que la conjoncture ne laisse augurer qu'une accélération de ce mouvement (le carnet de commandes moyen est le plus court que les entreprises aient connu depuis 1965). S'il n'y est pas remédié, cette situation risque de compromettre pour de nombreuses années l'outil de travail irremplaçable que constituent, par leur niveau de qualification, les personnels des entreprises du bâtiment et provoquera, dans l'immédiat, une augmentation considérable du chômage, déjà important en Basse-Normandie. C'est pourquoi, il lui demande que les circulaires précitées soient enfin et véritablement appliquées, puisqu'elles sont destinées à protéger les entreprises petites et moyennes, c'est-à-dire en fait celles dont la politique de l'emploi ne se réduit pas à embaucher le temps d'un chantier, mais vise également à former et à conserver le personnel qui leur est attaché.

Emprunts (assouplissement des conditions de remboursement de l'emprunt libératoire 1976 en cas de décès du souscripteur).

42848. — 8 décembre 1977. — M. Julia rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 7 du décret n° 76-1031 du 12 novembre 1976 relatif à l'émission de l'emprunt libératoire 1976, stipule que le remboursement anticipé des certificats de souscription peut être obtenu par le souscripteur ou ses ayants droit dans l'un des cas suivants: mariage du souscripteur; décès du souscripteur ou de son conjoint; mise à la retraite du souscripteur; survenance d'une invalidité affectant le souscripteur; licenciement du souscripteur. Il lui expose qu'un titre de cet emprunt dépend d'une succession en cours de règlement. Le souscripteur est décédé le 8 novembre 1976 c'est-à-dire que la date de son décès est antérieure à celle du décret relatif à l'émission de l'emprunt, mais cet emprunt était obligatoire et un certificat de souscription a bien été délivré ultérieurement au nom du contribuable décédé. Le notaire chargé de régler la succession et se basant sur les termes de l'article 7 du décret a demandé le remboursement de ce titre. Il lui a été répondu « que cela n'était pas possible puisque le décès était antérieur à la date du décret (point de départ à prendre en considération pour tout remboursement anticipé). Le titre en cause ne représente qu'un capital assez faible, mais les ayants droit sont peu fortunés. En outre, la réponse faite à ce notaire reflète une interprétation bien rigide des textes. Il lui demande s'il n'estime pas que le texte rappelé devrait faire l'objet dans un cas de ce genre d'une interprétation beaucoup plus souple.

Musées (création d'un musée des arts islamiques en France).

42849. — 8 décembre 1977. — M. Offroy expose à M. le ministre de la culture et de l'environnement qu'il a été très surpris de constater que la loi programme sur les musées présentée au conseil des ministres du 16 novembre ne prévoit aucun crédit pour le musée des arts islamiques dont le projet est purtant envisagé depuis plus de deux ans. Cette lacune lui apparaît d'autant plus regrettable que la remarquable exposition « L'Islam dans les collections nationales » organisée cet été au Grand Palais à Paris, a rencontré un grand succès auprès du public qui découvrait des œuvres qu'il n'avait jamais eu l'occasion de voir puisqu'elles ne sont pas exposées en permanence et sont conservées dans les réserves de nos musées où elles sont maintenant retournées. Aussi, souhaiterait-il savoir si le ministère de la culture et de l'environnement ne pense pas que le succès de l'exposition du Grand Palais montre l'intérêt qu'il y a, à ce que la France soit dotée d'un musée des arts islamiques qu'elle est le seul des grands pays occidentaux à ne pas posséder, ce qui est d'autant plus regrettable que la culture et l'art français ont été particulièrement influencés par l'Islam.

Plus-values immobilières (mesures d'accommodement en ce qui concerne la vente des immeubles de la Garantie foncière revenus).

42851. — 8 décembre 1977. — M. René Ribière demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) s'il est informé d'une décision imminente de l'administration des finances tendant à imposer, au titre des plus-values, les immeubles vendus au cours des opérations de liquidation de la Garantie foncière revenus, dont la faillite a gravement lésé un nombre important de petits épargnants. Il le prie de lui faire connaître s'il envisage de prendre la décision équitable qui consisterait à examiner dans son ensemble la situation des immeubles de la Garantie foncière revenus, ce

qui permettrait de prendre en compte, non seulement les plus-values de certains immeubles, mais aussi les moins-values de certains autres. Il est inutile de souligner que, même dans ce cas, les souscripteurs malheureux de la Garantie foncière revenus ne rentreraient pas intégralement dans leurs fonds, surtout si l'on tient compte des intérêts non perçus et de l'érosion monétaire.

Aide à l'enfance (secret professionnel en ce qui concerne les mineurs de moins de quinze ans en danger).

42852. — 8 décembre 1977. — M. Jean Briane attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'interprétation des textes concernant l'enfance en danger, et notamment sur les modalités d'application des articles 225 du code de la famille, 378 du code pénal et des dispositions de l'ordonnance n° 59-35 du 5 janvier 1959 et de la circulaire du 17 février 1961. Il lui demande si, compte tenu des décisions de jurisprudence, il ne serait pas souhaitable d'attirer l'attention du personnel visé à l'article 225 du code de la famille, ainsi que celle des personnes chargées de la formation de ces personnels du caractère relatif du secret professionnel dans le cas de mineurs de moins de quinze ans en danger.

Aide à l'enfance (aménagement des conditions de travail des assistantes sociales et renforcement des effectifs).

42853. — 8 décembre 1977. — M. Jean Briane demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir indiquer : 1° quelles mesures elle envisage de prendre afin de libérer les assistantes sociales chargées de la protection de l'enfance d'un certain nombre de travaux administratifs de manière à ce qu'elles puissent se consacrer pleinement à leurs tâches de prévention ; 2° quel est l'effectif du personnel chargé de la protection de l'enfance et le nombre de postes à créer.

Transports en commun (réévaluation des tarifs conventionnels des entreprises de transport de voyageurs).

42856. — 8 décembre 1977. — M. Barberot attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation dans laquelle se trouvent les entreprises de transport de voyageurs. Depuis la mise en œuvre du plan de lutte contre l'inflation, en septembre 1976, ces entreprises ont été autorisées à augmenter leurs tarifs de 6,5 p. 100, conformément à la « norme » édictée par les pouvoirs publics. Or, depuis la même date, les différents éléments de leurs prix de revient ont augmenté dans des proportions beaucoup plus élevées : le gazole est passé de 1,25 franc à 1,43 franc soit une augmentation de 14,4 p. 100 ; le prix moyen d'un pneumatique est passé de 1 296 francs à 1 418 francs, soit 9,4 p. 100 de hausse ; les salaires conventionnels hebdomadaires, chargés sociales comprises, sont passés de 768 francs à 874 francs, soit une hausse de 13,80 p. 100 ; le coût moyen d'un autocar de série, de fabrication française, hors TVA, est passé de 208 750 francs à 234 812 francs, soit une augmentation de 12,5 p. 100. En ce qui concerne le matériel, il y a lieu de préciser qu'au prix normal s'ajoute celui de différentes « options » qui ont pour effet de faire passer le prix d'un véhicule ordinaire à 300 000 francs et celui d'un véhicule mieux équipé à 400 000 francs au moins. Suivant le coefficient que l'on affecte à ces différents postes dans le prix de revient global d'une entreprise, la hausse subie s'élève, en un peu plus d'une année, aux environs de 12 p. 100. La situation des entreprises ne peut demeurer plus longtemps ce qu'elle est actuellement sans les obliger à bloquer tout investissement, avec les conséquences qui en découlent : pour les entreprises, l'amputation d'une partie de leur patrimoine et, pour les fournisseurs, une diminution de commandes. Les difficultés sont particulièrement sérieuses en ce qui concerne les transports scolaires, qui constituent une part de plus en plus importante de l'activité des entreprises. Il lui demande s'il n'a pas l'intention, dès le mois de janvier 1978, d'autoriser une majoration des tarifs de ces entreprises, permettant de combler les quelque 5 p. 100 de retard unanimement reconnus dans l'évolution des prix de vente par rapport aux prix de revient.

Assurance vieillesse (harmonisation du régime des professions libérales sur le régime général).

42857. — 8 décembre 1977. — M. Dannez rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974 un système de protection sociale commun à tous les Français doit être institué, au plus tard, le 1^{er} janvier 1978 dans les trois branches : assurance maladie maternité, vieillesse, prestations familiales. En vue de se

conformer à ces dispositions, la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales a établi un projet de modification du livre VIII du code de la sécurité sociale afin d'harmoniser le régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales avec le régime général de la sécurité sociale. Ce projet a été communiqué au ministère de la santé et de la sécurité sociale et il était prévu que, pendant la session parlementaire d'automne 1977, le Gouvernement déposerait un projet de loi permettant de réaliser l'harmonisation du régime d'assurance vieillesse des professions libérales avec le régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale pour la date fixée par la loi du 24 décembre 1974, c'est-à-dire pour le 1^{er} janvier 1978. Il lui demande d'indiquer où en est l'étude de ce projet de loi et si elle peut donner l'assurance qu'au 1^{er} janvier 1978 les ressortissants des professions libérales bénéficieraient de la même protection sociale que les autres catégories d'assurés.

Agence nationale pour l'emploi

(renforcement des moyens en matériel et en personnel des agences).

42858. — 8 décembre 1977. — M. Haesebroeck attire à nouveau l'attention de M. le ministre du travail sur la situation du personnel des agences nationales pour l'emploi. Dans la réponse à sa question écrite n° 28162 du 21 avril 1976, il faisait état du recrutement de 350 agents contractuels et d'une étude de diverses procédures visant à améliorer et à rendre plus efficaces les conditions d'exécution des tâches incombant aux services. Malgré toutes les mesures qui auraient été prises, il semblerait que les moyens en locaux et en personnel des services du travail et de l'ANPE n'aient pas augmenté proportionnellement à l'accroissement des charges de tous ordres, et ainsi les usagers ne peuvent plus prétendre à un service public de qualité. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre une meilleure efficacité de ces services dans l'intérêt des travailleurs.

Services extérieurs du Trésor (proportion excessive de vacataires).

42859. — 8 décembre 1977. — M. Haesebroeck attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le recrutement d'un contingent important de vacataires à 95 heures par mois, pour les services extérieurs du Trésor dans le département du Nord. Ces agents qui sont soumis à des contrats de trois mois renouvelables, ne pourront jamais être titularisés dans la fonction publique. De plus, le remplacement fréquent de ces agents contribue à la détérioration continue des conditions de travail dans cette administration dont les agents assurent avec des difficultés croissantes un service de l'Etat et des collectivités. Dans le Nord, cette situation est grave, la part d'agents non titularisés étant de l'ordre de 20 p. 100 des effectifs globaux. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à ce type de recrutement et pour doper enfin les services extérieurs du Trésor des moyens en personnel nécessaires à leur fonctionnement.

Assurance-maladie (prise en charge plus importante des verres correcteurs de la vision).

42860. — 8 décembre 1977. — M. Notbart appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la participation de cet organisme au remboursement des lunettes. Le tarif conventionnel appliqué par les caisses d'assurance maladie aux remboursements de cet ordre, soulève à juste titre, l'indignation des assurés sociaux vivement étonnés par le montant dérisoire de la participation sécurité sociale en ce qui concerne le remboursement des verres prescrits. Ainsi, pour une facture s'élevant à 1 000 francs dont 320 francs concernant la monture et 760 francs pour les verres, le remboursement de la sécurité sociale à 70 p. 100 est de 110,28 francs. De nombreux exemples de ce type pourraient être énumérés dont tous concourraient à démontrer de manière flagrante l'importance des sommes laissées à la charge de l'assuré. Il lui demande s'il ne lui paraît pas urgent de prévoir des dispositions nouvelles permettant une prise en charge plus importante des verres correcteurs qui entrent dans la catégorie des dépenses que personne n'engage sans besoin impératif.

Urbanisme (modalités de rénovation du quartier Ploisance, à Paris [14]).

42869. — 8 décembre 1977. — M. Delbers attire l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur l'aménagement du quartier Ploisance, à Paris (14^e), après l'abandon des

projets affectant la rue Vercingétorix et la cité des artistes. Il lui demande: 1° quelles dispositions il compte prendre afin de garder à ce quartier son caractère; 2° où en sont les projets de construction d'immeubles HLM; 3° quand et par qui seront débloqués les crédits nécessaires à la rénovation du quartier Plaisance.

Agriculture (baisse autoritaire de 5 p. 100 imposée sur les prix des poulets « sortis abattoirs »).

42870. — 8 décembre 1977. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les protestations justifiées des éleveurs de volailles devant la baisse autoritaire de 5 p. 100 décidée sur les prix des poulets « sortis abattoirs ». Il attire son attention sur le fait qu'en treize ans, c'est-à-dire de 1964 à 1977, le prix du poulet a baissé de 40 p. 100 en francs constants et que seul un surcroît de travail a permis aux agriculteurs de supporter cette baisse. Il lui signale, en outre, que les prix de vente des poulets « sortis abattoirs » n'ont été modifiés, pendant les trois premiers mois de 1977, qu'en fonction de revalorisation des prix des aliments et des coûts d'abattage et de commercialisation. Enfin, il lui indique que les professionnels ne sont prêts à accepter une baisse de 5 p. 100 sur le prix du poulet « sorti abattoir » qu'à condition que les prix réels des aliments facturés aux éleveurs diminuent de 10 p. 100 et que la baisse du prix du poulet n'intervienne, au plus tôt, que deux mois après cette baisse des aliments, étant donné le temps nécessaire à l'élevage. Il lui demande s'il n'estime pas devoir tenir compte de ces indications et abroger en conséquence la décision gouvernementale de baisse autoritaire dont le maintien aurait pour conséquence de ruiner une production agricole qui dans certains départements tel que l'Allier constitue 10 p. 100 du produit agricole départemental.

Formation professionnelle (amélioration de la situation des stagiaires de l'AFPA.)

42873. — 8 décembre 1977. — **M. Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des stagiaires de l'AFPA et la dégradation constante qu'elle subit. Leur salaire est généralement inférieur à 2 200 francs, le salaire antérieur étant amputé des primes et indemnités diverses et ne bénéficiant d'aucune revalorisation pendant le stage. La démocratie est totalement absente des centres. Les stagiaires n'ont aucun moyen de discuter de leurs conditions de vie et de travail. Il y règne une discipline mesquine et totalement incompatible avec leur situation d'adulte. Les centres de La Treille et de Saint-Jérôme (cantons de Marseille) en sont un exemple: l'activité syndicale y est interdite. Les stagiaires n'ont pas le droit de visite. Le refus de ralonger la ligne RATUM jusqu'au centre leur impose 2,5 kilomètres de marche. Les réorientations, y compris pour motif disciplinaire, sont courantes. A la fin du stage, l'AFPA ne se charge pas de leur retour au travail. D'une façon générale, le service public de la formation professionnelle nécessite de profondes améliorations, telles que: une rémunération minimum de 2 200 francs par mois; de meilleures conditions de formation; la garantie d'une qualification supérieure à celle qu'avait le stagiaire auparavant; une couverture sociale identique à celle des salariés; une démocratisation des centres. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre le fonctionnement de ce service public, conformément aux exigences de la formation permanente et quelles dispositions concrètes il entend adopter pour améliorer la situation des stagiaires des centres de La Treille et de Saint-Jérôme.

Assurance maladie (modalités de remboursement des prothèses auditives).

42876. — 8 décembre 1977. — **M. Morellon** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le très grave problème que pose aux enfants déficients auditifs l'insuffisance des remboursements par l'assurance maladie des prothèses auditives. A titre d'exemple, le coût d'un appareillage binaural en stéréophonie est aujourd'hui de l'ordre de 4 500 francs, sur lesquels la sécurité sociale rembourse moins de 650 francs. Or, il est évident que la réussite de l'éducation des enfants sourds et leur intégration dans la société dépendent très largement d'un appareillage effectué correctement et à temps. Faute de moyens financiers, de nombreuses familles aux revenus modestes retardent l'appareillage ou y renoncent, compromettant ainsi la réussite et l'éducation de leurs enfants. Dans ces conditions, il lui demande quelles raisons

empêchent de prendre les mesures appropriées portant notamment sur le principe de la prise en charge des prothèses stéréophoniques et l'augmentation du pourcentage des dépenses remboursées en ce domaine par la sécurité sociale.

Prix (retrait des dispositions fixant le prix au détail de toutes les variétés de poisson.)

42881. — 9 décembre 1977. — **M. Bonhomme** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'arrêté n° 77-121 P, pris par la direction générale de la concurrence et des prix, fixant le prix de toutes les variétés de poissons, entraîne une impossibilité pour les poissonniers détaillants de continuer leur activité. En effet, au moment même où devait s'appliquer cette tarification, est intervenue une hausse de 30 à 50 p. 100 sur le merlu, le merlan, le cabillaud; le filet de lieu passait de 8 à 13,50 francs. Cette situation paraît bien montrer le caractère irréaliste de la fixation des prix uniquement au détail. Il lui demande s'il n'entend pas faire rapporter cette mesure de fixation des prix, devenue inapplicable.

Prix (retrait des dispositions augmentant le prix au détail du poulet).

42882. — 9 décembre 1977. — **M. Bonhomme** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** combien lui paraît irréaliste la baisse autoritaire de 5 p. 100 sur le prix de vente du poulet de chair au détail, qui vient d'être prise récemment. En effet, en vingt ans, le prix du poulet a augmenté deux ou trois fois moins que la plupart des produits alimentaires et quatre fois moins environ que la hausse du SMIC. Cette comparaison, qui peut paraître grossière, mais qui n'en est pas moins vraie, fait comprendre les difficultés dans lesquelles se trouvent les producteurs de poulets et les entreprises de conditionnement et de distribution de ce produit. C'est dire que le moment paraissait particulièrement mal choisi pour prendre la mesure énoncée ci-dessus. Il lui demande s'il n'entend pas rapporter cette décision de fixation autoritaire qui met en danger plusieurs catégories de professions.

Télécommunications : mesures limitant la création des postes privés d'émission radiophonique.

42885. — 9 décembre 1977. — **M. Debré** demande à **M. le Premier ministre** quelles dispositions il compte prendre pour éviter que se créent des postes privés d'émission radiophonique; au cas où une loi serait nécessaire, s'il estime possible de déposer un projet avec procédure d'urgence afin qu'il soit voté avant la fin de la présente session; au cas où ce vote ne lui paraîtrait pas possible, s'il n'estime pas qu'une annonce officielle devrait être faite avertissant tout initiateur privé du danger de suppression ultérieure sans indemnité; également les dispositions pour éviter que des influences étrangères, à travers des hommes ou des capitaux, ne s'exercent indument à travers ces postes de radio, aux dépens des intérêts culturels, économiques et politiques de la France.

Permis de conduire : introduction d'épreuves de secourisme dans l'examen du permis de conduire.

42886. — 9 décembre 1977. — **M. Liogier** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le comité interministériel de la sécurité routière a adopté, en 1974, une suggestion tendant à introduire dans le; épreuves du permis de conduire l'apprentissage pratique de quelques gestes qui sauvent. Or, depuis cette date aucune autre information officielle ne permet de penser que cet enseignement élémentaire mais indispensable de secourisme figurera pour les candidats au permis dès 1978 dans les épreuves. Il rappelle également que les spécialistes sont unanimes à reconnaître que de nombreux accidents meurent faute de recevoir les premiers secours corrects par les témoins qui se trouvent sur les lieux d'un accident dans l'attente des secours spécialisés. Cet enseignement paraît donc très important et indispensable afin de renverser cette situation. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir s'il a décidé de retentir la suggestion de la sécurité routière devant s'appliquer aux candidats au permis de conduire et, dans l'affirmative, à quelle date il entend en ordonner l'application.

Valeurs mobilières : aménagement du régime fiscal des revenus d'actions émises par les sociétés coopératives.

42888. — 9 décembre 1977. — **M. Burckel** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 57 de la loi de finances pour 1977, n° 76-1232, du 29 décembre 1976, a institué un abattement

de 2 000 francs sur le montant imposable des revenus d'actions émises en France. Cet avantage fiscal était motivé par le souci de renforcer les fonds propres des entreprises en stimulant les placements en actions. Ces petits et moyens épargnants. Une interprétation littérale de ce texte conduit à écarter du bénéfice de ces dispositions, les sociétés coopératives et leurs sociétaires, bien que le renforcement des fonds propres soit un objectif à réaliser par toutes les entreprises et non exclusivement par les sociétés par actions. Cette situation est notamment préjudiciable aux banques populaires constituées sous la forme de sociétés coopératives à capital variable auxquelles le ministère des finances (par l'intermédiaire des autorités de tutelle) recommande, d'une part, de respecter certains coefficients (coefficient de solvabilité par exemple), ce qui implique le renforcement de leurs fonds propres, alors que, d'autre part, la mesure en cause les place vis-à-vis des banques constituées sous la forme de sociétés anonymes dans des conditions de concurrence défavorable, représentant un sérieux handicap dans la collecte de l'épargne. Cette discrimination entre les sociétés anonymes et les sociétés coopératives est particulièrement choquante s'il est constaté que les produits distribués par les sociétés coopératives peuvent être supérieurs (en cas de ristournes aux clients sociétaires) ou inférieurs à l'intérêt statutaire, en fonction des résultats d'exploitation, comme le dividende versé aux actionnaires peut être inférieur ou supérieur à l'intérêt dû éventuellement à l'actionnaire au titre du premier dividende, en application de l'article 349 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. A cet égard il peut encore être précisé que les sociétés coopératives de banque populaire sont passibles de l'impôt sur les sociétés au même titre que les sociétés anonymes. De plus, il faut observer que le caractère *intuitu personae* qui marque la prise de participation au capital des sociétés coopératives et les restrictions apportées à la cessibilité des parts sociales, se rencontre également dans les sociétés anonymes dont les actions sont essentiellement nominatives. En effet, cette dernière modalité est généralement retenue par les banques du secteur privé. Enfin, le fait que l'abattement fiscal semble profiter aux dividendes alloués aux actions émises par les sociétés anonymes coopératives constitue un paradoxe supplémentaire. La rupture de cette égalité de traitement est d'autant plus vivement ressentie par les sociétaires que le capital des sociétés coopératives fait l'objet d'une très large diffusion dans le public et plus spécialement auprès des épargnants à revenus modestes qui se trouvent ainsi gravement lésés. Il paraît évidemment inéquitable que les pouvoirs publics ne manifestent pas la même sollicitude pour les petits épargnants ayant employé leur disponibilité en souscrivant au capital d'une société coopérative, que pour les actionnaires des sociétés anonymes. Pour éviter de pénaliser les sociétaires des sociétés coopératives en cause, il serait souhaitable de modifier la rédaction de l'article incriminé, ou à défaut, d'admettre de la part de l'administration fiscale une interprétation libérale, de manière à ce que le régime fiscal des sommes distribuées par les sociétés coopératives à capital variable à leur sociétaires soit assimilé à celui des dividendes d'actions. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la suite pouvant être réservée aux suggestions présentées.

Travailleurs frontaliers : versement aux agents des services publics employés en France et résidant en Belgique d'une indemnité compensant les disparités de taux de change.

42889. — 9 décembre 1977. — M. Donnez expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les travailleurs français, employés en France dans le secteur privé et résidant en Belgique percevoient de leur employeur une indemnité destinée à compenser la disparité très importante de taux de change des francs français et belge. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de prévoir une indemnité analogue pour les agents des services publics employés en France et résidant en Belgique.

Travailleurs frontaliers : bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire.

42890. — 9 décembre 1977. — M. Seltlinger demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale de faire bénéficier les travailleurs frontaliers exerçant une activité dans un pays limitrophe, au même titre que les chefs de famille salariés en France, de l'allocation de rentrée scolaire qui a été portée de 154 F à 454 F.

Assurance vieillesse : état du projet d'harmonisation du régime d'assurance vieillesse des professions libérales avec le régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale.

42891. — 9 décembre 1977. — M. Daillet rappelle à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, un système de protection sociale commun à tous les Français doit être institué au plus tard le 1^{er} janvier 1978 dans trois branches : assurance maladie-maternité, vieillesse et prestations familiales. En vue de se conformer à ces dispositions, la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales a établi un projet de modification du livre VIII du code de la sécurité sociale afin d'harmoniser le régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales avec le régime général de la sécurité sociale. Ce projet a été communiqué au ministère de la santé et de la sécurité sociale et il était prévu que, pendant la session parlementaire d'automne 1977, le Gouvernement déposerait un projet de loi permettant de réaliser l'harmonisation du régime d'assurance vieillesse des professions libérales avec le régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale, pour la date fixée par la loi du 24 décembre 1974, c'est-à-dire pour le 1^{er} janvier 1978. Il lui demande d'indiquer où en est l'étude de ce projet de loi et si elle peut donner l'assurance qu'au 1^{er} janvier 1978 les ressortissants des professions libérales bénéficieront de la même protection sociale que les autres catégories d'assurés.

Environnement : réparation des dégâts causés aux petites exploitations par le traitement par voie aérienne des récoltes ou plantations.

42893. — 9 décembre 1977. — M. Honnet attire l'attention de M. le ministre de la culture et de l'environnement sur des incidents assez fréquemment observés à la suite de traitements entrepris avec des moyens aériens, sur des récoltes ou des plantations. Parce qu'il est difficile de maîtriser d'une manière absolue de tels épandages, souvent, des dommages sont causés sur de petites parcelles enclavées, des vergers ou des jardins. Les propriétaires lésés, pour obtenir d'être indemnisés, sont contraints d'engager une procédure longue et coûteuse : constat, expertise, voire contre-expertise, discussion et démarches — les compagnies d'assurances contraintes de couvrir ces risques ne font généralement guère diligence — et lorsqu'il faut recourir à la justice, des débours supplémentaires viennent encore s'ajouter aux désagréments qu'éprouve le demandeur, dont le seul tort, en la circonstance, est de posséder un bien à proximité d'une zone traitée. Il apparaît anormal de ne pas protéger les intérêts légitimes de ces modestes propriétaires en facilitant, dès que le fait dommageable est reconnu et l'évaluation des pertes subies établie, le versement d'une indemnisation totale et rapide. Dans ces conditions, il lui demande si, en accord avec ses collègues ministres intéressés, il ne lui paraît pas possible de prévoir, dans le cadre même d'une meilleure protection de l'environnement et de la nature, une adaptation des textes visant une réparation de ces incidents, orientée vers une réelle et efficace protection des droits et intérêts de nombreux petits propriétaires.

Impôts locaux (assujettissement de propriétaires étrangers de biens immobiliers en France.)

42895. — 9 décembre 1977. — M. Cornet demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) si des personnalités étrangères, propriétaires en France de propriétés immobilières, sont tenues de payer les impôts locaux dont seraient redevables des Français s'ils possédaient les mêmes propriétés et, dans la négative, ce que doivent faire les communes pour que leurs ressources ne soient pas diminuées par l'installation sur leur territoire de personnalités qui, par ailleurs, leur occasionnent souvent des dépenses supplémentaires en raison de leur importance protocolaire.

Constructions navales : mesures envisagées en vue d'aider la construction et la réparation navales.

42898. — 9 décembre 1977. — M. Carpentier appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) sur la situation de plus en plus angoissante de la construction et de la réparation navales en général, notamment dans la Basse-Loire et, plus particulièrement, à Saint-Nazaire. En ce qui concerne la construction navale, les carnets de commande

restent désespérément vides et les travaux en cours épuisés, que deviendront les chantiers navals? Quant à la réparation navale, elle vit quasiment en permanence dans la plus grande des incertitudes. Les travailleurs de ces différentes industries qui ont contribué au bon renom de la France dans le monde dans ces domaines se demandent avec la plus vive inquiétude de quoi demain sera fait pour eux. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures le Gouvernement pense prendre, dans les domaines les plus divers — aides financières, lutte contre la concurrence, diversification des activités notamment — pour sauvegarder l'avenir de ces industries qui font vivre des milliers de familles et dont dépend la puissance économique de nombreuses régions, donc le niveau de l'emploi.

Opéra (refus de l'administration de la RTLN d'engager des négociations avec le personnel).

42900. — 10 décembre 1977. — **M. Chambaz** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de l'environnement** sur le refus de l'administration de la RTLN d'ouvrir des négociations sur les revendications des personnels de l'Opéra, en particulier celles des musiciens et des personnels administratifs. Cette attitude négative qui ne laisse à ces personnels d'autres recours que l'action revendicative est lourde de conséquence pour le fonctionnement de l'établissement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient engagées sans délai des négociations sur les revendications de l'ensemble des personnels concernés.

Handicapés (coordination entre le régime de chômage et celui de l'invalidité de première catégorie).

42901. — 10 décembre 1977. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre du travail** d'examiner la situation des invalides de première catégorie. Ceux-ci se voient refuser des allocations de chômage, alors qu'ils sont dans l'impossibilité de trouver du travail à temps partiel. Beaucoup demandent à passer en deuxième catégorie, et c'est seulement après un refus qu'ils sont demandeurs d'emploi. Il souhaiterait donc qu'un contact soit pris avec son collègue de la santé, pour qu'une coordination soit instituée entre le régime du chômage et celui de l'invalidité de première catégorie.

Etablissements scolaires (insuffisance des effectifs d'enseignants à Maisons-Alfort [Val-de-Marne]).

42906. — 10 décembre 1977. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la gravité de la situation scolaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne). Il rappelle au ministre que 8 des 10 enseignants remplaçants prévus pour cette commune ont été, dès la rentrée, affectés sur des postes fixes, que les 2 autres ont été immédiatement appelés à remplacer des enseignants en congés (maladie, maternité, etc.). Il s'ensuit que les élèves d'une dizaine de classes sont actuellement privés d'enseignants, quelques-uns depuis plus d'un mois. Il ne saurait trop insister sur le caractère particulièrement déplorable d'une telle situation dans la mesure où il s'agit pour la plupart de classes préparatoires. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour y remédier d'urgence.

Equipements sportifs et socio-éducatifs (réparation de la piscine du CES du Petit-Condorcet, à Paris (8^e)).

42909. — 10 décembre 1977. — **M. Mexandeau** expose à **M. le ministre de l'éducation** que le CES dit du Petit-Condorcet, 61, rue d'Amsterdam, à Paris (8^e), est un des deux établissements parisiens à avoir le rare privilège de posséder une piscine à l'intérieur de ses locaux. Malheureusement, cette piscine a cessé de fonctionner en janvier 1977 et depuis cette date 780 enfants sont privés de natation, et d'une heure d'éducation physique puisque l'heure de natation n'a pas été remplacée par une autre activité sportive. En effet, en janvier 1977, des ennuis de chauffage ont permis de découvrir que la chaufferie de la piscine, construite en 1967, n'était plus conforme aux normes de sécurité rendues plus sévères depuis de dramatiques incendies. Le coût des réparations et de la mise en conformité s'éleverait, paraît-il, à 200 000 francs et il n'y aurait pas de crédits suffisants pour y faire face. Il s'agit, il est vrai, d'une somme importante mais, en la circonstance, elle semble dérisoire compte tenu du nombre d'enfants pouvant utiliser cette piscine, sur

place, pendant des années. Malgré les efforts déployés tant par l'administration du CES que par le conseil des parents d'élèves, aucune solution n'est en vue, le dossier semble perdu dans les arcanes administratives, la piscine risque de subir des dégradations irréversibles du fait de sa non-utilisation et, en tous cas, les élèves pâtissent de cet état de chose. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation anormale et si la piscine du CES Condorcet pourra, dans les meilleurs délais, être remise à la disposition des élèves.

Personnel des établissements secondaires (réévaluation de l'échelonnement indiciaire des professeurs de lycées d'enseignement professionnel).

42910. — 10 décembre 1977. — **M. Allainmat** expose à **M. le ministre de l'éducation** que par suite de l'application du décret du 28 décembre 1976, pris dans le cadre de la réforme du système éducatif, et en application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 transformant les collèges d'enseignement technique en lycées d'enseignement professionnel et les chefs de ces établissements en proviseurs, ces dispositions rendent plus évidentes encore la disparité ancienne entre la considération dont bénéficie un principal de collège et un nouveau proviseur de lycée d'enseignement professionnel. L'échelonnement indiciaire de ces derniers va de 370 à 671 (indice brut) alors que pour un principal de collège, il va de 379 à 801. Pratiquement cela équivaut, toutes indemnités prises en compte, à un écart de traitement mensuel de plus de 1 000 francs. Dès 1976, lors de son intervention au Sénat et dans ses réponses faites aux secrétaires généraux de la FEN et du SINDCET, il a reconnu la nécessité de réduire définitivement cette injustice. Il lui demande donc s'il envisage de prendre les dispositions nécessaires pour que ses promesses et celles de ses prédécesseurs soient tenues.

Inspection du travail (renforcement des moyens matériels et humains de l'inspection du travail).

42911. — 10 décembre 1977. — Le vendredi 25 novembre, **M. le ministre du travail**, répondant à une question orale, a rappelé la haute mission de l'inspection du travail, et dans le même temps, a fustigé les inspecteurs et contrôleurs grévistes du jeudi 24, victimes selon ses dires de manipulations politiques. S'associant à l'hommage rendu, mais rejetant la condamnation exprimée, **Lucien Pignion** demande à **M. le ministre** : quelles mesures nouvelles il envisage de prendre pour permettre au corps d'inspection du travail de remplir la triple mission qu'il a évoquée et plus concrètement, les moyens supplémentaires matériels et humains nécessaires pour faire face aux tâches accrues, locaux, secrétariat, documentation; s'il est prêt à reprendre l'examen des statuts des personnels et notamment le déroulement des carrières d'inspecteurs; et subsidiairement : le mouvement de protestation du 21 novembre a-t-il motivé pour les intéressés des poursuites administratives ou des sanctions, et dans l'affirmative, lesquelles.

Allocation de logement (attribution de cette allocation aux personnes admises à la préretraite).

42913. — 10 décembre 1977. — **M. Boulay** demande à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** quelles mesures elle compte prendre pour que les personnes admises en préretraite puissent bénéficier de l'allocation logement accordée aux retraités.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (modalités de calcul de l'ancienneté dans un emploi civil d'une personne ayant contracté une maladie ou un infirmité pendant le service national).

42914. — 10 décembre 1977. — **M. Jean Bernard** signale à l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la situation des personnes qui, appelées sous les drapeaux en temps de paix et pensionnées militaires par suite de maladies ou infirmités contractées pendant leur service, ne bénéficient pas pour le calcul de leur ancienneté dans leur emploi civil, de la réimputation des années perdues du fait de leur maladie ou de leur infirmité contractée pendant le service militaire obligatoire. Il lui demande ce qu'elle entend faire pour remédier à un préjudice, parfois très lourd.

Espace : constitution d'un comité d'entreprise à l'office national d'études et des recherches aérospatiales.

42916. — 10 décembre 1977. — **M. Jean-Pierre Cot** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le fait que l'office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), établissement public à caractère industriel et commercial employant près de 2 000 personnes, n'a pas de comité d'entreprise, alors qu'aux termes des dispositions de l'article L. 431-1 du code du travail, les comités d'entreprise sont constitués dans toutes les entreprises industrielles et commerciales employant plus de 50 salariés. Cette situation paraît choquante dans la mesure où l'on est en droit d'attendre de l'Etat qu'il applique à ses propres établissements la législation sociale dont il a entendu faire bénéficier les entreprises privées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre dans les plus brefs délais pour permettre la constitution d'un comité d'entreprise à l'ONERA.

Allocation d'orphelin : attribution de cette allocation à une femme seule ayant placé ses enfants dans un internat.

42917. — 10 décembre 1977. — **M. Gau** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la situation difficile où se trouvent les femmes seules qui, exerçant une activité professionnelle, ne peuvent, en raison de leur état de santé, s'occuper constamment de leurs enfants, et qui de ce fait les ont placés dans un internat où les frais de séjour sont pris en charge par le service de l'aide à l'enfance. Il lui signale que dans ce cas la mère ne perçoit ni les allocations familiales, qui sont versées directement au service de l'aide à l'enfance, ni, par conséquent, le salaire unique et l'allocation d'orphelin, mais seulement l'allocation logement. Or dans la quasi-totalité des cas, la mère reprend ses enfants pour chaque week-end et lors des vacances scolaires; elle les habille et règle l'avance des frais médicaux. Il lui fait remarquer que dans le cas où un enfant est placé dans un institut médico-pédagogique, la sécurité sociale le prend en charge à 100 p. 100 et les prestations familiales continuent d'être versées à la famille. Il lui demande la raison pour laquelle la femme seule, ayant placé ses enfants dans un internat, ne perçoit pas au moins l'allocation d'orphelin. Il attire son attention enfin sur la nécessité et l'urgence qu'il y aurait à modifier la réglementation actuelle dans le sens indiqué.

Sécurité sociale : extension de l'exonération des cotisations patronales aux parents employant une personne assurant l'existence complète d'un enfant handicapé.

42918. — 10 décembre 1977. — **M. Gau** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'article 19 du décret n° 72-230 prévoit que l'exonération des cotisations patronales d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès, des accidents du travail et des allocations familiales dues au titre de l'emploi d'une personne salariée assistant certaines catégories de personnes âgées, pouvait être étendue aux bénéficiaires de l'aide sociale titulaires de la majoration pour tierce personne. Il lui signale que depuis la suppression de l'aide sociale, ses anciens bénéficiaires ne peuvent plus prétendre à cette mesure. Il en résulte qu'une employée assurant l'assistance complète d'un enfant handicapé, notamment lorsque les deux parents travaillent, est considérée, au regard de la sécurité sociale, et par suite, de divers services publics tels que les impôts, comme une employée de maison traditionnelle, son employeur en supportant alors les charges sociales en rapport avec sa qualification. Il lui fait remarquer le caractère injuste de cette charge financière qui vient s'ajouter aux difficultés d'ordre moral que peuvent connaître ces familles. Il lui demande s'il ne serait pas possible, soit de supprimer purement et simplement les charges patronales de l'employeur, soit de déduire sur le revenu de l'employeur le salaire annuel versé à l'employée, pour le calcul de son impôt sur le revenu. Il lui demande également dans quel délai pourrait être mise en œuvre l'une ou l'autre de ces solutions.

Handicapés (publication des décrets d'application de la loi en ce qui concerne l'aménagement des accès aux locaux d'habitation et établissements publics).

42921. — 10 décembre 1977. — **M. Le Meur** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la loi n° 75-34 du 30 juin 1975 intitulée « Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées » a prévu en son article 49 que les dispositions architecturales et aménagements des locaux d'habitation et des installa-

tions offertes au public, notamment des locaux scolaires, universitaires et de formation devront être tels que ces locaux et installations seront accessibles aux personnes handicapées. Un délai de six mois était prévu pour la parution des décrets d'application. Il lui demande donc aujourd'hui à quelle date paraîtront les textes définissant les modalités de mise en œuvre de ces principes qui sont attendus impatientement par les intéressés.

Anciens combattants d'Afrique du Nord (définition d'un nouveau paramètre de rattrapage pour la reconnaissance de la qualité de combattant).

42922. — 10 décembre 1977. — **M. Muller** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les conditions d'application de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962. Il lui rappelle que, conformément aux dispositions de cette loi, par dérogation au principe général exigeant l'appartenance, pendant trois mois consécutifs ou non, à une unité combattante, la qualité de combattant peut être reconnue aux personnes qui ont participé à 6 actions de combat, au moins, au cours des opérations. Les modalités selon lesquelles cette qualité est reconnue ont été définies par une commission d'experts composée, en majorité, de représentants du monde combattant, qui a fixé la procédure spéciale, dite du « paramètre de rattrapage », selon laquelle est examiné le cas de militaires ne remplissant pas les conditions de droit commun pour obtenir la carte. On constate, à l'heure actuelle, qu'après un an d'application du paramètre de rattrapage ainsi fixé, celui-ci n'a permis d'étudier que 1 667 dossiers et que 33 seulement — soit 1,75 p. 100 — ont obtenu un avis favorable. Au total, 300 000 cartes ont été attribuées sur 3 millions de combattants en Afrique du Nord. Ce pourcentage extrêmement faible démontre que la procédure du paramètre de rattrapage actuellement en vigueur ne permet pas de corriger les injustices auxquelles peut donner lieu l'application de la loi du 9 décembre 1974. Il est incontestable que les caractères très particuliers des combats ayant eu lieu en Afrique du Nord ne permettent pas d'attribuer la carte du combattant selon les critères définis pour les conflits antérieurs. D'autre part, en raison de la mauvaise tenue de certains journaux de marche, de la destruction des archives des forces supplétives ayant servi dans les GMS et les SAS, l'application du principe général fixé par la loi exigeant l'appartenance, pendant trois mois consécutifs ou non, à une unité combattante se heurte à de nombreuses difficultés. Il lui rappelle que, lors des débats à l'Assemblée nationale le 28 octobre 1977, à l'occasion de l'examen du budget des anciens combattants pour 1978, il a manifesté son intention de réexaminer les normes du paramètre de rattrapage, de façon à rendre justice à un plus grand nombre d'anciens combattants d'Afrique du Nord. Il lui demande s'il peut faire connaître, de manière plus précise, ses intentions à cet égard et s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'établir un nouveau paramètre, en tenant compte d'une règle très simple : à nombre d'engagements égaux, droits égaux, à condition que l'intéressé ait effectué un séjour minimum de quatre-vingt-dix jours dans une unité en Afrique du Nord.

Plus-values immobilisées (exonération fiscale au bénéfice des victimes de la Garantie foncière).

42923. — 10 décembre 1977. — **M. Mesmin** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** s'il envisage de répondre favorablement à la requête, en date du 20 juin 1977, qui lui a été adressée par l'avocat des victimes de la Garantie foncière, qui demandent une exonération fiscale des plus-values immobilières apparentes dégagées par la liquidation de la Garantie foncière-Revenus. Il souhaiterait qu'une prompt réponse soit faite à ces épargnants, qui ont été outrageusement spoliés sans que les autorités concernées soient intervenues pour les protéger des escrocs, et qui ne comprennent pas que celles-ci se manifestent aujourd'hui pour prélever, sous forme d'impositions diverses, non pas une partie du profit, ce qui aurait été logiquement admis, mais une part de leur capital déjà largement amputé.

Impôts (régime fiscal des dons faits à des enfants mineurs).

42925. — 10 décembre 1977. — **M. Zeller** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'il est de coutume qu'à l'occasion de certains événements et fêtes (Noël, Pâques, anniversaires, passa-

tion d'un examen, etc.) des dons sont faits à des enfants mineurs par des membres et des amis de la famille. Ces dons sont constitués soit par des objets déterminés, soit par des pièces rares d'argent, soit en espèces, soit par ouverture d'un livret d'épargne. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si ces dons sont passibles d'un impôt, par exemple des droits de mutation, et si oui dans quelles conditions.

Vignette automobile (extension de l'exonération de la taxe différentielle aux véhicules aménagés en bureaux ambulants).

42926. — 10 décembre 1977. — **M. Cornet** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'un certain nombre de véhicules dotés d'aménagements spéciaux sont exonérés de la taxe différentielle. Il lui demande si, par analogie, il n'envisage pas d'étendre cette exonération aux véhicules aménagés en bureaux ambulants par les banques, les caisses d'épargne et les agents d'assurance.

Avocats : décision prise par l'ordre des avocats de Riom de retirer à un avocat du ressort une affaire de liquidation judiciaire.

42927. — 10 décembre 1977. — **M. Vacant** porte à la connaissance de **M. le ministre de la justice** que la société anonyme Bougerolles et C^o, fabrique de meubles à Montaignut-en-Combrailles, a été mise en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce de Limoges, le 24 novembre 1976, avec date de cessation de paiement au 31 août 1976 (syndic M^r Paillet à Cuss-et). Un premier avocat de Riom, après avoir fait verser une commission importante à ces employés au chômage, ayant, aux dires de ceux-ci, mal défendu leurs droits, les employés ont consulté un conseil juridique à Clermont-Ferrand qui les a orientés vers l'aide judiciaire. Celle-ci fut accordée par le tribunal de grande instance de Riom avec désignation d'un avocat de Clermont-Ferrand. Le bâtonnier de l'ordre des avocats de Riom a alors fait prendre par l'ordre une décision de retrait de l'affaire à l'avocat de Clermont-Ferrand pour remettre le dossier à des jeunes avocats stagiaires de Riom. Monsieur le garde des sceaux, l'ordre des avocats avait-il le droit de prendre une telle décision ?

Impôt sur le revenu (quotient familial des contribuables invalides mariés).

42930. — 10 décembre 1977. — **M. Aubert** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur l'injustice du traitement fiscal fait aux contribuables invalides mariés. En effet, alors qu'il suffit qu'un contribuable célibataire, veuf ou divorcé réponde à certaines conditions d'invalidité pour pouvoir bénéficier d'une demi-part de quotient familial supplémentaire, l'article 195-I du code général des impôts exige que, pour les contribuables mariés, chacun des époux remplisse ces mêmes conditions. Pourtant bien souvent l'âge apporte, à lui seul, un handicap réel aux conjoints d'invalides, obligés aux soins constants et fatigants qu'exige l'état de santé de l'invalidé, état qui les empêche bien souvent de se livrer eux-mêmes à une activité extérieure rémunérée. De surcroît, le montant des revenus imposables ouvrant droit à l'abattement spécial en faveur des personnes âgées ou invalides de condition modeste est apprécié de la même façon que le contribuable soit seul ou marié, ce qui désavantage également les couples par rapport aux personnes seules. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir mettre fin à des différences de traitement injustifiées et douloureusement ressenties par les invalides, et de rétablir ainsi la justice et l'égalité devant l'impôt entre les personnes que le sort a déjà douloureusement frappées.

Chèques : blocage de la provision par les banques en cas d'opposition au paiement des chèques.

42933. — 10 décembre 1977. — **M. Fanton** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** ce qu'il y a lieu de penser du comportement d'une banque nationalisée qui se croit autorisée à affirmer à ses clients, lorsque ceux-ci font opposition au paiement

de chèques qui ont été égarés, que « conformément à la loi (elle est) dans l'obligation de bloquer la provision de ce chèque en un compte indisponible pendant une durée de trois ans et huit jours ». S'il est vrai qu'en vertu de l'article 29 du décret-loi du 30 octobre 1935 un chèque émis et payable dans la France métropolitaine doit être présenté au paiement dans un délai de huit jours, s'il est également vrai que le 3^e alinéa de l'article 52 modifié du même décret précise que « l'action du porteur du chèque contre le tiré se prescrit par trois ans à partir de l'expiration du délai de présentation », il n'en apparaît pas moins que la combinaison de ces deux délais par ladite banque est parfaitement abusive. Certes, un arrêt de la Cour de cassation a décidé que la présentation du chèque après l'opposition du tireur entraîne blocage de la provision en un compte spécial au profit du porteur jusqu'à mainlevée ou prescription. Mais cette jurisprudence ne vise pas les cas où l'opposition est prévue par le décret-loi du 30 octobre 1935. Celui-ci précise, dans son article 32, qu'il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque, de règlement judiciaire ou de liquidation des biens du porteur. L'opposition formée par le tireur en cas de perte du chèque n'apporte donc, jusqu'à la présentation du chèque, aucune limitation nouvelle à son droit de disposer de la provision. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir rappeler aux banques nationalisées ou privées qu'elles ne sauraient invoquer les généralités de la loi pour se livrer à des opérations totalement contraires à l'esprit et à la lettre des textes régissant l'émission et la circulation des chèques.

Français à l'étranger (propagande électorale auprès des ressortissants français à l'étranger).

42935. — 10 décembre 1977. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'indignation soulevée, parmi de nombreux résidents français à l'étranger, par la lettre circulaire que **M. le Président de la République** leur a adressée en septembre dernier. En effet, ces Français ignorés par le Gouvernement depuis l'an d'années, se voient aujourd'hui accorder l'aumône d'un droit de vote, alors que leur est dénié le droit à la dignité et le droit d'être des citoyens à part entière de la France. Ils peuvent donc, à juste titre, parler de manœuvre électorale, ces Français du troisième âge, ignorés par la loi, ces Français handicapés que notre pays ne reconnaît pas, ces Français dépossédés, tous ceux en faveur desquels le Gouvernement ne se manifeste qu'en paroles et en période électorale. Par ailleurs, les termes mêmes de cette lettre circulaire, qui vantent la politique du Gouvernement actuel et promettent pour demain ce qui n'a jamais été réalisé par les différents gouvernements de la V^e République, apparaissent comme un marquage grave au rôle d'arbitre que **M. le Président de la République** a maintes fois affirmé être le sien. Il est légitime que nos concitoyens résidant à l'étranger obtiennent des mesures qui leur permettent de voter plus facilement dans leur pays. Cependant, **M. Odru** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1^o s'il estime que l'attitude qui consiste, sous prétexte d'informer nos concitoyens, à susciter leur vote en faveur de la majorité présidentielle est conforme au respect du libre choix de Français majeurs et en des règles démocratiques, la campagne électorale pour 1978 étant, en principe, loin d'être ouverte ; 2^o s'il est vrai, comme l'en ont informé de nombreux correspondants, que des émissaires des deux plus importants partis de la majorité font actuellement du porte à porte chez nos concitoyens résidant à l'étranger, afin de leur offrir des mandataires dans toutes les circonscriptions métropolitaines ; 3^o quelles mesures il entend réellement prendre, dans l'immédiat, en faveur de nos concitoyens résidant à l'étranger.

Chômage : suppression de l'obligation de pointer et de rechercher un emploi pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans.

42956. — 10 décembre 1977. — **M. Berthelot** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas des personnes licenciées pour raison économique, lorsqu'elles sont âgées de presque soixante ans. Il semble qu'aucune disposition ne soit prise pour dispenser ces personnes des formalités de pointage ni de l'obligation de recherche d'emploi. Il lui demande s'il n'estime pas que ces obligations devraient être supprimées pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans.

ABONNEMENTS			VENTE au numéro.
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.
	Francs.	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :			
Débats	22	40	0,50
Documents	30	40	0,50
Sénat :			
Débats	16	24	0,50
Documents	30	40	0,50

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone } Renseignements : 579-01-95.
Administration : 578-61-39.